

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : La fonction d'offre des banques et le stock monétaire, par B.P. Pesek — Rapport du Fonds des Rentes : année 1968 — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LA FONCTION D'OFFRE DES BANQUES ET LE STOCK MONÉTAIRE

par Boris P. PESEK,

professeur à l'Université de Wisconsin-Milwaukee.

Ce fut en 1935 que Sir John Hicks lança son appel pour une révolution marginale dans la théorie monétaire. Et pourtant, en 1961, James Tobin pouvait encore affirmer :

« The intellectual gulf between economist's theory of values of goods and services and their theories of value of money is well known and periodically deplored. Twenty-five years after Hicks' eloquent call for a marginal revolution in monetary theory our students still detect that their mastery of the presumed fundamental, theoretical apparatus of economics is put to very little test in their studies of monetary economics and monetary models. As Hicks complained, anything seems to go in a subject where propositions do not have to be grounded in someone's optimizing behavior and where shrewd but casual empiricism and analogies to mechanics and thermodynamics take place of inferences from utility and profit maximization » ⁽¹⁾.

Cet article se propose deux objectifs. Le premier est de nous montrer que toute considération concernant la maximisation du profit est entièrement exclue de l'analyse actuelle des

facteurs déterminants du stock monétaire dans la mesure où sont ignorés les coûts auxquels les banques ont à faire face pour se procurer leurs fonds et la fonction d'offre qui en découle. Aux Etats-Unis, ce coût s'élève à 9 milliards de dollars par an, à 12 milliards si on y inclut la rémunération du capital, et à 13 milliards si on y ajoute les impôts payés par les banques ⁽¹⁾. Toute analyse de l'équilibre du marché monétaire qui ignore un input de cette importance contrevient gravement à la théorie générale de la valeur selon laquelle tout équilibre est également déterminé par les conditions de l'offre. En *second lieu*, nous reformulerons la théorie actuelle des facteurs qui déterminent le stock monétaire afin d'y incorporer notre analyse de la fonction d'offre des banques. Nous verrons que cette nouvelle formulation affecte très substantiellement l'analyse de l'évolution monétaire du passé et plusieurs recommandations majeures de politique économique.

⁽¹⁾ J. Tobin, « Money, Capital, and Other Stores of Value », *American Economic Review*, LI, mai 1961.

⁽¹⁾ Tables on « Member Banks Income » and « Insured Banks Income », *Federal Reserve Bulletin*, mai 1960-mai 1969.

1. L'équation fondamentale de la monnaie.

Lorsque nous analysons l'équilibre de marché dans le cas de la plupart des biens, nous basons notre approche sur les mécanismes d'offre et de demande de la théorie de la valeur. Par contre, quand nous portons notre attention sur un bien appelé monnaie, la méthode change du tout au tout. Le modèle de base qui, ainsi qu'on le prétend généralement, détermine l'équilibre sur le marché monétaire, peut se résumer ainsi :

$$C = H - r_1 D \quad (1)$$

$$D = 1/r_2 C \quad (2)$$

$$M = C + D \quad (3)$$

Les symboles C , D représentent respectivement la quantité de monnaie fiduciaire et les dépôts à vue. M représente la somme de C et D à savoir le stock monétaire. r_1 est le coefficient de réserve des banques, r_2 le coefficient billets-dépôts désiré par le public; ces deux coefficients sont supposés être constants, ou tout au moins stables dans le temps. Le symbole H représente la monnaie déterminée de façon exogène par la banque centrale, « high-powered money », (et qui est la somme de la monnaie fiduciaire détenue par le public C et des réserves des banques R).

L'analyse de base qui conduit à ces équations est suffisamment connue que pour être reprise ici. Par solution simultanée de ces deux équations, nous obtenons l'équation d'équilibre fondamental de la monnaie :

$$M = H \frac{1 + \frac{C}{D}}{\frac{R}{D} + \frac{C}{D}} \quad (4)$$

ou une version alternative de cette équation (1).

(1) Cette formulation est celle que nous avons récemment utilisée dans notre dernier ouvrage écrit en collaboration avec T.R. Saving, *The Foundations of Money and Banking*, New York, Macmillan, 1968, p. 216. En multipliant à la fois le numérateur et le dénominateur par D_2/CR , on obtient l'équation présentée par M. Friedman et A.J. Schwartz, (*A Monetary History of the United States, 1867-1960*, Princeton, Princeton University Press, 1963, p. 791). En multipliant par $(C + D)/DR$, on retrouve la version de Ph. Cagan, (*Determinants and Effects of Changes in the Stock of Money, 1875-1960*, New York, Columbia University Press, 1965, p. 12).

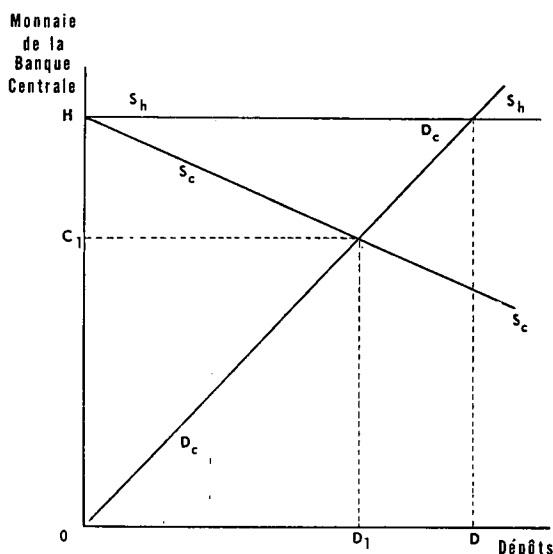
Afin de relier cette approche à celle que nous allons proposer par la suite, nous en donnons une représentation géométrique. Dans le graphique 1, soit la monnaie créée par la banque centrale en ordonnée et les dépôts en abscisse. Soit la fonction $D_c D_c$, l'expression du coefficient billets-dépôts, et la fonction $S_h S_h$, l'offre de monnaie créée par la banque centrale.

Si les banques ne détiennent aucune réserve, la quantité d'équilibre de monnaie fiduciaire détenue par le public sera OH et la quantité d'équilibre de dépôts OD .

Si les banques détiennent des réserves (si, par exemple $r_1 = 0,5$), l'offre de monnaie fiduciaire au public devient $S_c S_c$ et la différence en ordonnée entre $S_h S_h$ et $S_c S_c$ mesure le volume de monnaie de la banque centrale distraite vers les coffres des banques. L'équilibre s'établira où $D_c D_c = S_c S_c$; la quantité d'équilibre de monnaie fiduciaire détenue par le public est OC_1 , et la quantité d'équilibre de dépôts OD_1 .

Graphique 1.

Equilibre du stock monétaire



Selon cette théorie, la quantité de monnaie est déterminée par le niveau de la monnaie créée par la banque centrale, le coefficient de réserve et le coefficient billets-dépôts. Actuellement, les deux premiers sont principalement déterminés par la politique économique, de sorte que la seule variable véritablement endogène dans ce modèle est le coefficient billets-dépôts à qui il incombe de représenter les diverses forces exercées sur le marché moné-

taire par le public, le monde des affaires et les banques commerciales. Ce coefficient est incapable de supporter ce lourd fardeau, la meilleure preuve en est que personne, jusqu'à présent, n'a spécifié d'une manière formelle les déterminants économiques de ce coefficient. Tout ce dont nous disposons sont des spéculations verbales, ex post, sur les causes probables de modifications de ce taux ⁽¹⁾. Ainsi, nous pouvons dire qu'au lieu d'être un déterminant de M inconnu dans la partie de droite de l'équation (4), le coefficient billets-dépôts est la véritable inconnue du système.

Pour une quantité de monnaie M donnée, quelle que soit la part laissée inexpliquée par les deux autres déterminants, on impose au coefficient billets-dépôts, par nécessité arithmétique, la charge d'« expliquer » ce qui n'a pu l'être. Mais en ce cas, il est difficile de dire que nous avons ici une théorie expliquant l'équilibre du stock monétaire.

Outre ce qui précède, l'analyse résumée en l'équation (4) présente deux autres lacunes graves. En premier lieu, la détermination de la quantité d'équilibre de monnaie fiduciaire et de dépôts bancaires est entièrement séparée de la détermination du prix d'équilibre (c'est-à-dire du pouvoir d'achat) de ces deux biens. D'après cette analyse, le pouvoir d'achat de la monnaie pourrait diminuer de moitié ou doubler sans changer le stock monétaire d'équilibre. Ceci est une situation des plus inusitées aux termes de notre théorie générale de la valeur selon laquelle les prix et les quantités d'équilibre sont déterminés simultanément. En second lieu, la détermination de la quantité d'équilibre de dépôts bancaires est totalement séparée des coûts de ressources auxquels les banques sont confrontées, et donc de la fonction d'offre de dépôts bancaires. D'après cette analyse, les coûts en ressources que supportent les banques (coûts du travail, du matériel, etc.) pourraient se réduire de moitié ou doubler sans affecter le stock monétaire d'équilibre. Ceci est également une situation des plus inusitées aux termes de notre théorie générale de la valeur selon laquelle la quantité d'équilibre (et le prix d'équilibre) de tout bien est également déterminée par l'offre de ce bien.

De fait, ces deux particularités ont des rapports entre elles. Aussi longtemps qu'on affir-

me que le prix de la monnaie (c'est-à-dire son pouvoir d'achat) n'est pas un des déterminants de l'équilibre, il est impossible d'incorporer dans l'analyse la fonction d'offre de dépôts bancaires car la seule manière, pour celui qui offre en vue de maximiser ses profits, d'être capable de prendre une décision est de comparer le prix du bien qu'il offre avec le coût en ressources de l'offre de ce bien.

2. Toute monnaie est-elle un stock ?

Tandis que l'absence de la variable « prix » rend impossible l'incorporation, dans l'analyse, de l'offre des banques, l'opinion traditionnelle, selon laquelle la monnaie est un stock, fait paraître cette incorporation soit superflue, soit secondaire. Toutefois, je voudrais alléguer que cette opinion, selon laquelle la monnaie bancaire est un stock, est fallacieuse du point de vue analytique (elle nous induit en erreur en nous faisant ignorer les forces de l'offre) et empiriquement fausse.

En effet, si toute monnaie était un stock, il devrait être possible de supprimer les producteurs de monnaie après qu'un quelconque stock désiré soit atteint, et de recanaliser les ressources utilisées par les anciens offreurs vers d'autres utilisations. Ceci serait possible ou, à tout le moins, concevable en ce qui concerne le « Currency Department », mais il n'en est pas de même dans le cas du « Banking Department ». De par sa nature même, la monnaie de banque se détruit constamment, soit qu'elle soit convertie en monnaie fiduciaire, soit que le prêt en cette monnaie bancaire vienne à expiration. Si la monnaie bancaire est un stock, il n'est pas comparable à un stock de tableaux de Rembrandt, mais plutôt à une rivière ou un glacier, constamment renouvelé dans les montagnes et constamment en voie de disparition dans la vallée. La seule différence, dans le cas de la monnaie de banque, se situe dans le fait que le flux de ce « stock » est exceptionnellement rapide. Aux Etats-Unis, la durée de vie moyenne d'un dollar de dépôts à vue est inférieure à six jours et semble se raccourcir encore chaque année.

En réalité, le travail des banquiers n'est jamais terminé, même si le tableau ci-dessous tend à surestimer l'ampleur de la tâche à laquelle le banquier doit faire face : dans

(1) Cf. par exemple Ph. Cagan, *op cit.*, pp. 118-150.

beaucoup de cas, un retrait par un client d'un banquier est simplement un dépôt simultané par un autre client de ce même banquier; de plus, comme la plupart des autres entre-

permettant au banquier d'acheter des actifs à long terme plus rentables — mais elle ne joue aucun rôle dans le fait que cet output est un flux.

Tableau I.

**Durée de vie moyenne d'un dollar de dépôts
à vue aux Etats-Unis**
(durée en jour)

Source : *Federal Reserve Bulletin*, 1965-1969. Tableaux « Bank Deposits and Deposit Turnover ». (Les données concernent le mois de janvier de chaque année.)

Année	Une banque New Yorkaise	Les six plus grandes banques	226 autres banques	Total de l'échantillon des 233 banques
1965	3,8	8,5	10,8	7,9
1966	3,5	7,7	11,6	7,2
1967	2,9	7,2	10,5	6,4
1968	2,8	6,6	10,1	6,1
1969	2,7	5,5	9,7	5,6

prises commerciales, le banquier, lui aussi, dispose d'une clientèle stable : ceux qui demandent le bien qu'il offre au début du mois, en réduisent leur stock durant le mois, et ne font appel à une offre additionnelle que lorsque la prochaine échéance est due. Cependant, même si le tableau I surestime la tâche du banquier, en concentrant l'attention sur la longévité moyenne du bien que le banquier offre et en négligeant la régularité dans le rythme de la demande, elle n'en reste pas moins très importante, comme le montre le fait que l'accomplissement de cette tâche absorbe actuellement aux Etats-Unis des ressources d'une valeur située entre 9 et 13 milliards de dollars, selon la méthode de calcul.

Cela étant dit, quelle est la méthode la plus féconde de traiter les dépôts bancaires ?

Une approche possible serait de considérer tout dollar de dépôts bancaires comme un produit éminemment périssable, d'une longévité moyenne de moins de six jours, que le banquier doit constamment reproduire afin de maintenir à la fois l'existence et la rentabilité de son entreprise; ce serait une façon de défendre la thèse suivant laquelle toute monnaie est un stock, dans quel cas les coûts de production n'importent pas. L'existence de clients stables réduit, il est vrai, le coût de production de ce flux — en réduisant les frais de vente et en

permettant au banquier d'acheter des actifs à long terme plus rentables — mais elle ne joue aucun rôle dans le fait que cet output est un flux.

Une autre approche serait de considérer le bien offert comme étant produit et loué par le banquier, bien dont la longévité n'est pas fonction de sa durée de détention par un client déterminé mais bien par la durée de son existence aux mains de tout client. (Cette approche serait conforme à celle qui est appliquée à la location de voitures : dans ce dernier cas, nous ne disons pas non plus que la voiture est détruite lorsqu'elle est rendue au loueur, ni refabriquée lorsqu'elle est à nouveau louée.) Les coûts en ressources qui, dans la première approche, recevraient le nom de « coûts de production », sont appelés dans cette dernière approche des « coûts de location et de maintenance ».

La distinction entre les deux approches n'est qu'une différence de nom appliqué à un même phénomène, elle n'est pas une différence de fond. Le choix de l'une ou l'autre de ces approches est sans importance et arbitraire, car chacune des deux décrit correctement les faits économiques auxquels nous sommes confrontés, à savoir que l'existence continue de monnaie bancaire nécessite la continuité de l'activité du banquier sans laquelle le stock de monnaie bancaire serait rapidement détruit.

Le choix étant arbitraire, il peut être déterminé suivant la commodité de l'analyse. Puisque l'autre composante du stock monétaire, la monnaie fiduciaire, peut être le plus commodément maniée en termes de stocks, nous adopterons la deuxième approche, afin de préserver l'uniformité dans l'analyse, et nous considérerons la monnaie bancaire comme un stock fréquemment offert en location par le banquier, dont le prix de location est sujet à des négociations renouvelées afin qu'il reflète les conditions économiques changeantes.

En réalité, quel est le prix de location ? Nous spécifierons ce concept avec plus de détails au cours de l'article. Ici, il suffit de se dire que les demandeurs et les banquiers sont chacun confrontés avec un ensemble complexe de charges et de coûts immédiats, associé à un flux continu de dépenses (les demandeurs payant des charges pour le service et les banquiers acceptant l'obligation de fournir un flux de services). Cette somme de prix et de coûts,

pour être utilisable dans un but d'analyse, doit être exprimée en un commun dénominateur, en termes d'indices de prix et de coûts. En d'autres mots, les composantes doivent être converties soit en un seul terme de stock, soit en un seul terme de flux. A nouveau, le choix d'un indice de prix est arbitraire. Cependant, en considération de la comparabilité avec la monnaie fiduciaire, laquelle est cédée pour effectuer un paiement une fois pour toute, l'indice de prix de stock apparaît comme le concept le plus utile (1).

3. Demande pour toute forme de monnaie.

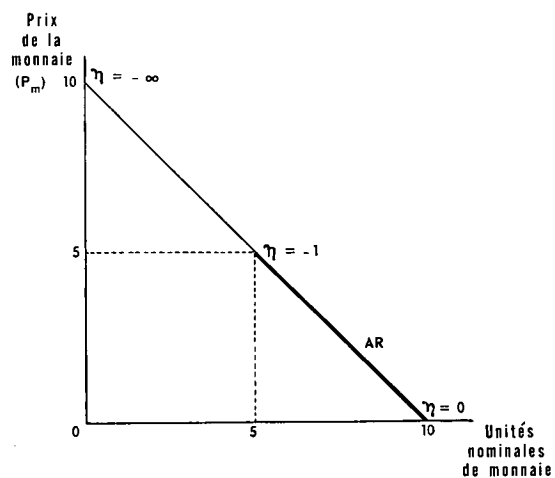
Lorsque nous analysons un produit pour lequel existe un substitut très proche (beurre et margarine, monnaie fiduciaire et dépôts), nous pouvons étudier l'offre et la demande de ce bien en faisant quelques hypothèses spécifiques concernant le prix et la quantité de l'autre bien (2); nous pouvons aussi commencer par considérer la demande pour les deux biens combinés (*toutes* les graisses comestibles, *toute* la monnaie) et seulement ensuite déterminer la proportion de la demande totale fournie par les deux industries qui produisent les deux biens concurrents. Cette dernière approche semble plus adaptée dans le cas de la monnaie. Nous y sommes en plus confrontés avec une décision spéciale : convient-il d'analyser en quantités nominales (ainsi qu'il est fait à l'équation (4) ou en quantités réelles (ainsi que l'ont fait, par exemple, Gurley et Shaw (3)).

Pour prouver la validité de chacune de ces deux approches, commençons, dans le graphique 2, par la demande pour le stock de monnaie nominale. Par simplification, nous supposons provisoirement que nous faisons face à une économie ne comportant qu'une seule monnaie et que celle-ci est de la monnaie bancaire. Puisque le sujet de cet article est une étude économique de la production, nous appellerons la fonction de demande *AR* (Average Revenue) afin de rappeler au lecteur que, du point de vue du banquier producteur,

une fonction de demande est une fonction de revenu moyen. Sur l'axe vertical, nous mesurons le prix P_m par unité de monnaie exprimé en unités d'un ensemble représentatif de biens et services; en d'autres mots, nous mesurons le long de cet axe le pouvoir d'achat de la monnaie. Pour les besoins de l'exposé, la fonction *AR* est tracée de façon à inclure toutes les élasticités-prix négatives de la demande de monnaie en commençant de moins l'infini ($\eta = -\infty$) et finissant à zéro ($\eta = 0$). Les élasticités-prix positives ne sont pas prises en considération puisque nous acceptons l'hypothèse standard que la monnaie n'est pas un bien inférieur (1).

Graphique 2.

Demande d'encaisses nominales



Ensuite, mettons encore à l'épreuve la patience du lecteur en introduisant deux transformations élémentaires de cette fonction. Comme le montre Friedman (2), nous pouvons prendre, soit le prix, soit la quantité comme variables indépendantes, et dériver du graphique 2, deux fonctions alternatives de revenu total (*TR*).

Le prix de la monnaie sur l'axe vertical du graphique 3a mesure le nombre P_m de l'ensemble représentatif des biens et services qu'une unité de monnaie a le pouvoir d'acheter (on peut donc utiliser le terme « pouvoir d'achat » de la monnaie au lieu du terme plus usuel de « prix »). Nous pouvons être cependant plus intéressés par la réciproque de cette grandeur, c'est-à-dire par le nombre P_o (ou un indice de ce nombre) d'unités de monnaie qu'il faut

(1) Un paragraphe spécial de cet article (section 6) présentera une analyse détaillée de la variable prix et de la variable coûts.

(2) M. Friedman, *Price Theory : A Provisional Text*, Chicago, Aldine, 1962, p. 24.

(3) J.G. Gurley et E.S. Shaw, *Money in a Theory of Finance*, Washington D.C., Brookings Institution, 1960, pp. 254-259.

(1) D. Patinkin, *Money, Interest, and Prices*, New York, Harper and Row, 1965, p. 30.

(2) M. Friedman, *op cit.*, p. 21.

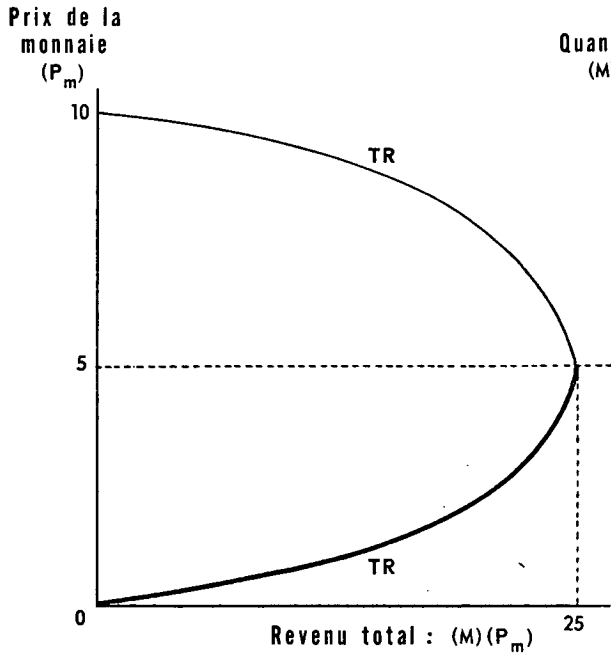
payer en contrepartie d'un ensemble représentatif de biens et services (le niveau général des prix). Par définition, $P_m = \frac{1}{P_g}$. Le graphique 4, simple transformation du graphi-

que 3a, nous permet d'illustrer cette seconde approche.

Dans la théorie classique des prix, les fonctions *TR* des graphiques 3a ou 3b sont rarement utilisées et la fonction *TR* du graphique 4

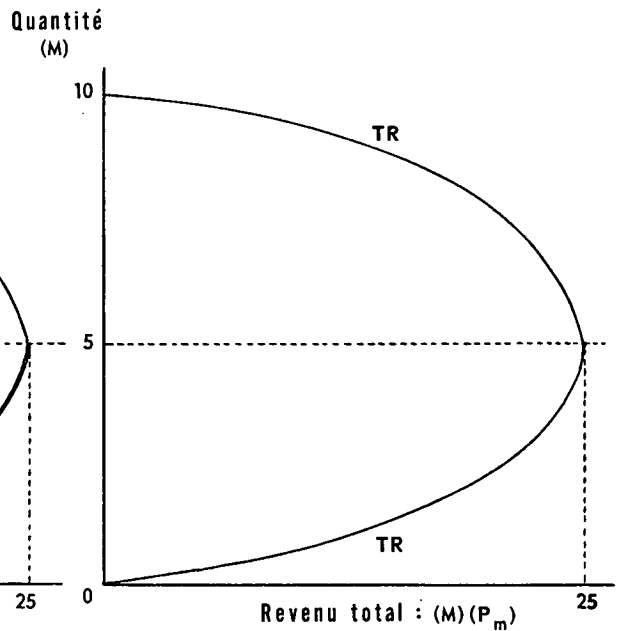
Graphique 3a.

Fonction de revenu total



Graphique 3b.

Fonction de revenu total



ne l'est jamais. Par contre, la théorie monétaire fait un usage fréquent de la fonction *TR* du graphique 4 et lui donne le nom de « demande d'encaisses réelles ». Un exemple d'un tel usage est fourni par l'analyse de Don Patinkin : un examen révélera que le graphique 2 est identique à son graphique 11-2b et que le graphique 4 est identique à son graphique 11-2a (1). La seule différence est que Patinkin considère la fonction *TR* du graphique 4 comme une fonction de demande et, en se basant sur l'argument que la monnaie ne peut pas être un bien inférieur, il conclut que cette fonction ne peut avoir qu'une incurvation négative (la section en caractère gras de la fonction *TR* du graphique 4). Il en résulte que la fonction représentée par le graphique 2 (la section en caractère gras de *AR* sur le graphique 2) doit avoir une élasticité comprise entre moins 1 et zéro (2).

tion lorsqu'elle est confrontée avec la demande, quelles que soient l'incurvation et l'élasticité de celle-ci, nous nous abstenons de discuter de la validité de ces deux contraintes. Notre seul objectif, en présentant les graphiques 2 et 4, était de montrer que ces deux approches de l'analyse, via les encaisses réelles et via les encaisses nominales, sont également valables puisqu'elles sont essentiellement deux expressions alternatives d'une seule et même chose. Chaque fonction est une simple transformation mécanique de l'autre; opérationnellement équivalentes, elles ne peuvent être identifiées dans le sens économétrique du terme. Cependant, lorsque nous utilisons l'un ou l'autre concept de « demande », il faut s'assurer que nous le relions au concept correspondant d'offre :

Puisque la théorie de la production — le sujet de cet article — est également d'applica-

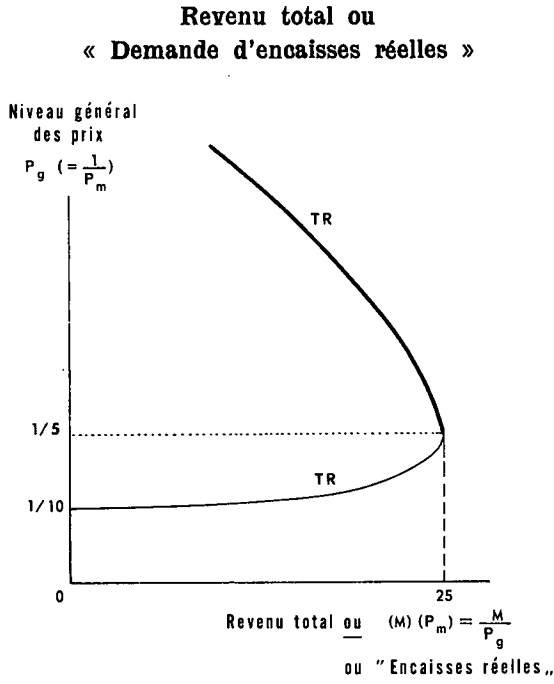
a) si nous désirons étudier la théorie économique de la production de l'industrie bancaire par le biais des fonctions de coût moyen et marginal, dans ce cas, la fonction de revenu moyen du graphique 2 (la demande d'encaisses nominales) en est la contrepartie appropriée;

(1) D. Patinkin, *op cit.*, p. 29.

(2) *Idem*, p. 30.

b) si nous voulons baser notre approche de la théorie économique de la production de l'industrie bancaire, sur des fonctions de coût total, alors, la fonction du revenu total

Graphique 4.



des graphiques 3 ou 4 (la fonction de demande d'encaisses réelles) en est la contrepartie appropriée.

Puisque la théorie de la production est le plus fréquemment exposée sur base de fonctions d'offre (c'est-à-dire des fonctions de coût marginal) et rarement sur la base de fonctions de coût total, nous suivrons cette pratique, et nous baserons notre discussion sur la demande et l'offre d'encaisses nominales.

4. Equilibre des prix et des quantités.

Si nous utilisons la fonction de demande nominale de monnaie du graphique 2 (en supposant le revenu et le taux d'intérêt constants), nous pouvons aisément reformuler le modèle des équations (1) à (4) en ajoutant une équation supplémentaire :

$$M_d = f(P_m) \tag{5}$$

Cette fonction, reproduite sur le graphique 5 est appelée $D_{c+d}D_{c+d}$ de façon à refléter le fait que nous sommes dans une économie à deux formes de monnaie.

Puisque rien dans la littérature ne suggère que la structure des demandes de monnaie fiduciaire et de dépôts bancaires change lorsqu'intervient une modification du niveau général des prix, nous supposons que le rapport monnaie fiduciaire-dépôts n'est pas une fonction de P_m . La demande de monnaie fiduciaire D_cD_c est donc déterminée par ce rapport, la différence horizontale entre les fonctions $D_{c+d}D_{c+d}$ et D_cD_c mesurant la demande de dépôts bancaires D_dD_d . L'offre de monnaie de la banque centrale « high-powered money » est appelée (comme sur le graphique 1) S_hS_h .

L'équilibre sur le *marché de la monnaie fiduciaire* est maintenant facile à établir; si les banques ne sont pas tenues de détenir des réserves, il y aura équilibre lorsque la demande pour la monnaie fiduciaire D_cD_c égale l'offre de « high-powered money » S_hS_h . Ainsi la quantité d'équilibre de monnaie fiduciaire détenue sera P_1C (= OH sur le graphique 1) et le pouvoir d'achat d'équilibre de chaque unité de monnaie fiduciaire sera OP_1 .

Supposons cependant que les banques soient obligées de détenir des réserves de monnaie fiduciaire, et admettons, comme sur le graphique 1, un coefficient de réserve de 50 p.c. : nous pouvons construire sur le graphique 5 une fonction d'offre au public de monnaie fiduciaire S_cS_c . A tout point P_m , la fonction S_cS_c sera déterminée par l'offre existante de « high-powered money » moins les réserves détenues par les banques à ce niveau P_m ; ces réserves, à leur tour, sont déterminées par la quantité de dépôts bancaires demandés à ce niveau P_m multipliés par le coefficient de réserve r_1 . L'équilibre aura lieu si la demande pour la monnaie fiduciaire D_cD_c égale l'offre de monnaie fiduciaire au public S_cS_c . Ainsi la quantité d'équilibre de monnaie fiduciaire détenue sera P_2C' (= OC_1 sur le graphique 1) et le pouvoir d'achat d'équilibre de chaque unité de monnaie fiduciaire sera OP_2 unités de l'ensemble représentatif de biens et services.

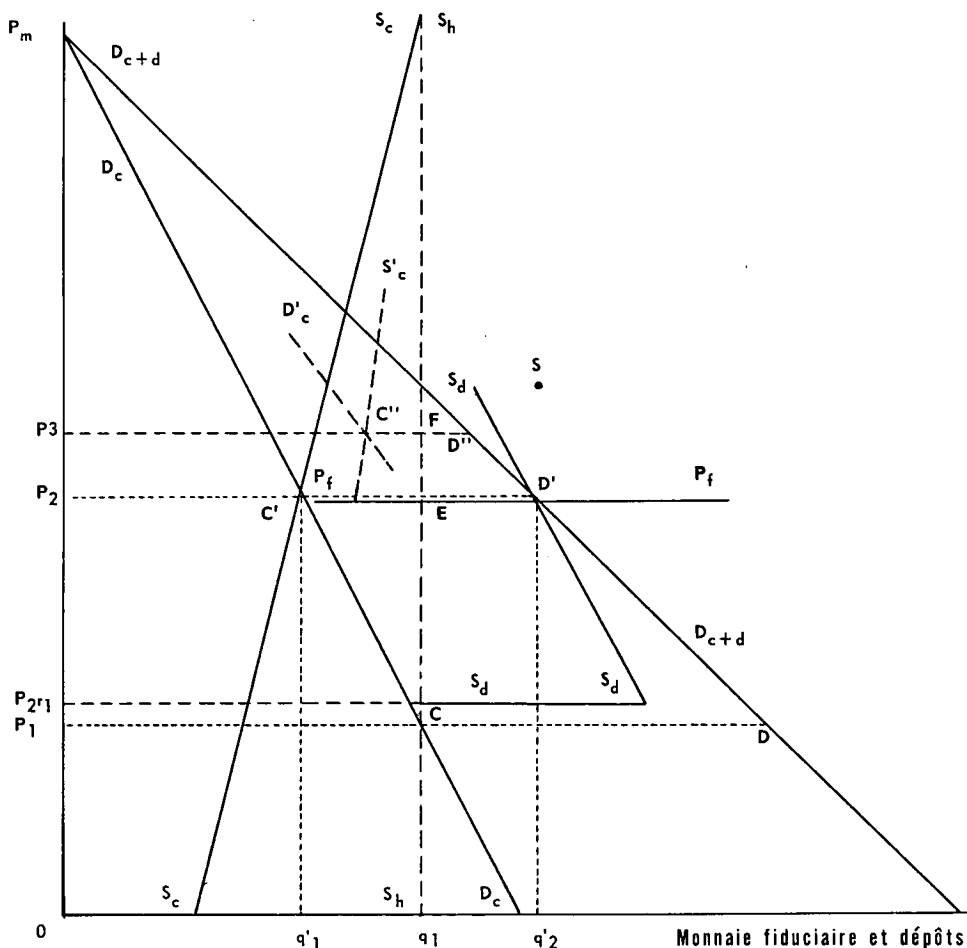
Que pouvons-nous dire au sujet du *marché des dépôts bancaires*? N'y a-t-il pas lieu de spécifier l'équivalent de la fonction d'offre de monnaie fiduciaire, c'est-à-dire la fonction d'offre de dépôts bancaires, si nous voulons établir l'équilibre sur le marché des dépôts bancaires? Une réponse affirmative semblerait évidente s'il n'y avait pas le fait que les défenseurs de l'équation (4) n'ont rien à dire

concernant les coûts des ressources bancaires et la fonction d'offre qui en résulterait. Ils sont donc censés admettre implicitement comme

superflue, toute considération concernant l'offre des banques. Nous ne pouvons que faire certaines hypothèses quant à la nature de

Graphique 5.

Equilibre du marché monétaire



celle-ci et présenter deux explications alternatives des hypothèses implicites qui valideraient l'équation (4) :

1) *Les réserves sont les seuls inputs significatifs.* Si nous admettons que les inputs en ressources n'influencent en rien les décisions des banquiers, et que seuls les inputs en réserve comptent, nous obtenons alors un équilibre sur le marché des dépôts tel que le prévoit l'équation (4). Un coefficient de réserve fixé conduit à une fonction de coût moyen horizontale au niveau $P_2 \times r_1$. Cette fonction de coût moyen devient verticale lorsque les offres d'input de « high-powered money » à la disposition des banquiers s'épuisent. Au point P_2 , cette limite à l'offre d'input s'obtient par la différence entre les fonctions $S_h S_h$ et $S_c S_c$

et qui égale $C'E$; l'offre d'input s'épuise lorsque l'offre d'output (ou dépôts) devient $C'E \times \frac{1}{r_1}$ ou $C'D'$. Les fonctions d'offre de dépôts $S_d S_d$ horizontales au niveau $P_2 \times r_1$ pour des quantités de dépôts allant de zéro à $C'D'$ et verticales ensuite (sur le graphique 5, la pente négative de $S_d S_d$ provient du fait que $D_c D_c$ sert d'axe à la part des dépôts dans le marché monétaire total) coupent la fonction $D_d D_d$ au point D' ; ainsi la demande égale l'offre lorsque la quantité des dépôts est, comme le prévoit l'équation (4), égale à $C'D'$. Cette solution n'est valable que si l'on admet que les inputs en ressources n'interviennent pas dans le problème, car autrement, nous ne pourrions être sûr a) qu'une industrie bancaire concurrentielle n'aura pas à supporter des

coûts moyens supérieurs à OP_2 pour la quantité $C'D'$; ou b) qu'un banquier monopolistique, égalisant son coût et son revenu marginal, ne voudra jamais charger un prix plus élevé que P_2 , et ne voudra jamais maximiser ses profits en offrant moins qu'une quantité de dépôts $C'D'$.

De plus, cette méthode de validation de l'équation (4) s'effondre dans le cas de réserve zéro où la fonction S_dS_d commence à coïncider avec l'axe horizontal et ne peut donc expliquer la quantité d'équilibre CD prévue dans l'équation (4). Afin de couvrir également ce cas spécial, il convient de fournir une autre explication de l'hypothèse implicite incluse dans l'équation (4).

2) *Prix minimum fixé.* Le banquier est soumis à la clause de convertibilité qui lui impose l'obligation d'échanger sur demande un dollar de monnaie fiduciaire contre un dollar de dépôts. L'inverse, cependant, n'est pas valable : il n'a pas à accepter un dépôt s'il ne le désire pas. Cette clause de convertibilité conduit à l'établissement d'un prix minimum fixé (pouvoir d'achat) des dépôts. Partons d'une situation d'équilibre de la monnaie fiduciaire caractérisée par un prix P_2 et une quantité P_2C' . Si les banques offraient plus que la quantité $C'D'$ de dépôts, un excédent de l'offre sur la demande à ce point P_2 amènerait le pouvoir d'achat d'un dollar en dessous de P_2 : il y aurait une « décote » sur les dépôts telle qu'on a pu l'observer le siècle dernier aux Etats-Unis lorsque la clause de convertibilité n'était qu'imparfaitement appliquée.

Nous aurions alors un système avec trois biens et trois prix relatifs : (a) le prix du marché (pouvoir d'achat) de la monnaie fiduciaire $P_m^c = P_2$; (b) le prix du marché des dépôts $P_m^d < P_2$; (c) la clause de convertibilité fixant l'égalité entre un dollar de monnaie fiduciaire et un dollar de dépôts que le banquier doit payer. Un arbitrage profitable devient possible dans ce sens que les dépôts retournent en banque pour être échangés contre de la monnaie fiduciaire ou, indirectement, contre des actifs financiers que le banquier doit vendre pour obtenir de la monnaie fiduciaire, et ceci continue jusqu'à ce que P_m^d devient égal à P_m^c ; cette égalité se réalise seulement lorsque la quantité des dépôts bancaires est ramenée à $C'D'$.

Pour parler en termes de la théorie des prix, nous avons un marché contenant (a) une demande pour des dépôts D_dD_d , (b) une certaine offre indéterminée de dépôts bancaires S_dS_d , et (c) une fonction de prix minimum fixée P_fP_f , dont la position est déterminée par l'équilibre sur le marché de la monnaie fiduciaire (par P_m^c). L'intersection des fonctions D_dD_d et P_fP_f déterminera l'équilibre au niveau prévu par l'équation (4) à la seule condition de ne pas tenir compte de la fonction d'offre des banques. En d'autres mots, comme dans la première approche vue plus haut en 1), nous devons supposer à la fois qu'une industrie bancaire concurrentielle n'aura jamais à faire face à un coût supérieur à $P_m^c = P_f$ et qu'un banquier monopolistique, égalisant coût marginal et revenu marginal, ne désirera jamais charger un prix supérieur à $P_m^c = P_f$ et donc offrir une quantité de dépôts inférieure à la quantité demandée à ce niveau des prix P_m^c .

Ainsi, les deux manières de valider l'équation (4) reposent sur l'hypothèse que les coûts en ressources des banques ne doivent pas nous préoccuper. Comme ces coûts représentent actuellement 9 à 13 milliards de dollars par an — la valeur présente escomptée du flux auquel les banquiers sont engagés pour un futur indéterminé s'élève de 150 à 216 milliards de dollars si nous supposons un taux de 6 p.c. — cette hypothèse implicite force la crédulité du lecteur. Ceci devient encore plus évident si l'on réalise qu'aucune analyse basée sur l'équation (4) n'a réellement pris conscience que cette hypothèse cruciale est implicitement faite; cette lacune est le mieux illustrée par le fait que ces analyses ne présentent aucun exemple de recherche empirique concernant les coûts en ressources supportés par les banques durant la période couverte (1).

5. Offre des banques et équilibre.

Cependant, pour apprécier le vin, il faut le boire. Le fait que l'équation (4) donne une explication complète du stock monétaire à travers son histoire ne permet-il pas de négliger la fonction d'offre bancaire? La réponse est négative. Ainsi que nous allons le montrer maintenant, la fonction d'offre ban-

(1) C'est le cas notamment des études entreprises aussi bien par Ph. Cagan que par M. Friedman et A.J. Schwartz, *op cit.*

caire joue le rôle d'une « éminence grise » dans l'équation (4) : si d'un point de vue analytique elle est laissée dans l'ombre, elle est pourtant un des déterminants de l'équilibre dans le monde réel et elle se retrouve dans l'analyse basée sur l'équation (4) sous la forme du rapport monnaie fiduciaire-dépôt.

Admettons qu'initialement nous soyons en équilibre au point D' de sorte que le pouvoir d'achat de la monnaie soit P_2 et le stock monétaire d'équilibre P_2D' . Nous sommes alors à même d'établir un bilan d'équilibre pour l'industrie bancaire tel qu'il est présenté au tableau II. Ce tableau comptable peut être, suivant les préférences du lecteur, exprimé soit en terme nominal, soit en terme réel. Il nous permet de remplir le compte de profits et pertes pour l'industrie bancaire. Supposons, provisoirement, que celle-ci soit parfaitement

concurrentielle : dans ce cas, il n'y aura aucun profit de monopole et le compte de profits et pertes est celui présenté au tableau III. Avec des profits zéro, nous savons que la fonction de coût moyen et marginal de l'industrie bancaire coupe la fonction de revenu moyen $D_{c+d}D_{c+d}$ au point D' sur le graphique 5 ⁽¹⁾. Dans ce cas, nous atteignons l'équilibre tel qu'il a été déterminé auparavant, mais seulement parce que les conditions de coût s'appliquant aux banques sont telles que les banques seront désireuses et capables d'offrir la quantité d'équilibre de dépôts que notre solution requiert.

(1) Il serait inadéquat d'inscrire la fonction d'offre de dépôts S_dS_d sur le graphique 5, car nous aurions alors à utiliser la fonction D_cD_c comme axe vertical. (Même alors, une fonction d'offre normale et positivement inclinée comporterait une pente difficile à déterminer.)

Tableau II. **Tableau comptable consolidé pour l'industrie bancaire, 1969**

En termes nominaux		En termes réels	
q'_1q_1 Réserves	$q'_1q'_2$ Dépôts	q'_1q_2EC' Réserves	$q'_1q'_2D'C'$ Dépôts
$q_1q'_2$ Placements		$q_1q'_2D'E$ Placements	

Tableau III. **Compte de Profits et Pertes pour l'industrie bancaire, 1969**

	En termes nominaux	En termes réels
<i>Recettes</i> ¹ :		
(a) Revenus d'intérêts	$(q_1q'_2) \times \tau_e$	$(q_1q'_2D'E) \times \tau_e$
(b) Commissions et frais imputés aux clients (nets)	$(q'_1q'_2) \times \tau_c$	$(q'_1q'_2D'C') \times \tau_c$
<i>Dépenses</i> :		
(c) Travail	} Somme de (a) + (b)	} Somme de (a) + (b)
(d) Equipement		
(e) Divers		
<i>Profits</i> :	nuls	nuls

¹ Le symbole τ_e désigne le taux d'intérêt d'équilibre et le symbole τ_c le taux de commission.

Supposons qu'intervienne une modification des conditions économiques. Admettons, par exemple, que suite à la syndicalisation des employés de banque leur traitement soit doublé. A l'équilibre, tel qu'il est déterminé sur le graphique 5 et dans les tableaux II et III, les banques encoureront des pertes; cet

équilibre ne peut donc perdurer. Les fonctions de coût moyen et marginal ne passent plus par le point D' , mais disons par le point S . Avec des coûts de production plus élevés et les pertes qu'ils entraînent, les banques seront obligées d'augmenter les prix qu'elles chargent à leurs clients : le taux d'intérêt τ_e ou le taux

des commissions r_s du tableau III. Une augmentation du taux d'intérêt entraîne un déplacement de la fonction de demande totale de monnaie $D_{c+d}D_{c+d}$.

Afin de réduire ces complications analytiques, supposons que le taux d'intérêt d'équilibre soit déterminé sur un marché plus large affecté à la fois par la demande et par l'offre du crédit global et par la productivité du capital réel; la détermination du taux r_e ne dépend plus des banques. Dans notre modèle, elles sont seulement libres de modifier le taux de leur commission r_s . Lorsque les banques augmentent ce taux, le coût relatif d'utilisation des dépôts bancaires et de la monnaie fiduciaire change; ceci entraînera une augmentation de la demande pour la monnaie fiduciaire D_cD_c et une diminution de la fonction de demande des dépôts bancaires D_dD_d . La réduction dans la quantité demandée de dépôts bancaires doit, pour un certain niveau des charges de service, égaler la réduction de l'offre de ces dépôts et conduire à un nouvel équilibre. Le graphique 5 n'est cependant pas adapté dans ce cas-ci. En anticipant sur le résultat obtenu au graphique 6, admettons simplement qu'un nouvel équilibre soit obtenu où $D'_cD'_c = S'_cS'_c$ (1) (et où de même $D'_dD'_d$ égale la nouvelle offre de dépôts bancaires). La quantité d'équilibre de la monnaie fiduciaire sera maintenant P_3C'' , la quantité d'équilibre des dépôts $C''D''$, et le pouvoir d'achat d'équilibre d'une unité de monnaie tant fiduciaire que bancaire sera de OP_3 unités de l'ensemble représentatif de biens et services. Si, dans un modèle plus complexe, les banques étaient à même de déterminer également le taux d'intérêt r_e à l'accroissement en r_s qui réduit la demande de dépôts, viendrait s'ajouter un accroissement en r_e qui réduit à la fois la demande de monnaie fiduciaire et celle de dépôts.

Plus avant, nous avons supposé une industrie bancaire parfaitement concurrentielle. Les résultats obtenus seraient-ils différents si nous avançons l'hypothèse que le système bancaire n'est pas concurrentiel et bénéficie toujours de profits non-concurrentiels? Prenons le cas extrême d'une banque monopolistique dont les coûts en ressources sont nuls, de sorte que son coût marginal $MC = r_sP_2$. Il est facile de voir que, même dans ce cas idéal, la banque mono-

polistique n'offrirait pas la quantité $C'D'$ attendue par l'équation (4), mais seulement une quantité moindre: comme l'élasticité de D_dD_d au point D' est inférieure à l'unité, le revenu marginal de cette *xième* unité de $C'D'$ sera inférieur à zéro. Si nous soumettons maintenant cette banque monopolistique au cas discuté plus haut d'un accroissement dans les coûts de travail affectant sa fonction de coût marginal, la maximisation du profit la conduira à offrir une quantité encore moindre que celle qu'elle offrait initialement. Il en découle que le remplacement de l'hypothèse de concurrence parfaite par un autre mode d'organisation industrielle changerait certainement les valeurs numériques des équilibres initiaux et finaux, mais non notre conclusion selon laquelle la fonction d'offre de l'industrie bancaire co-détermine l'équilibre sur le marché monétaire. Dans le cas d'autres industries, aucun économiste n'irait jusqu'à prétendre superflue la prise en considération de la fonction d'offre, pour la raison que les coûts sont inférieurs aux prix.

Il apparaît maintenant évident que l'équation (4) ignore tout simplement le problème de l'offre de dépôts bancaires. Comme nous l'avons vu, c'est le changement dans les conditions d'offre qui a amené la quantité de monnaie nominale à diminuer de P_2D' à P_3D'' ; cette diminution était associée à un accroissement du coefficient monnaie fiduciaire-dépôts de $\frac{P_2C'}{C'D'}$ à $\frac{P_3C''}{C''D''}$.

L'analyse basée sur l'équation (4) conclura que le stock monétaire s'est modifié par suite d'un accroissement du coefficient monnaie fiduciaire-dépôts. Bien sûr, il a toujours été admis que ce coefficient est également déterminé par les conditions de l'offre. Comme un ouvrage l'a souligné, le choix du public de la proportion entre dépôts et monnaie fiduciaire dépendra, entre autres choses, des charges nettes de services (1). Ces charges dépendent évidemment à la fois de la demande du public pour les dépôts bancaires et de l'offre de ces dépôts par les banques. Formellement, il serait donc inexact d'affirmer que l'analyse basée sur l'équation (4) ignore entièrement les conditions de l'offre. Il reste que, dans aucune des principales études sur le stock monétaire, on ne trouve le moindre élément statistique repre-

(1) Il est à noter que la méthode de construction de S_cS_c implique un déplacement de cette fonction, quels que soient les déplacements de D_dD_d (et donc de D_cD_c).

(1) M. Friedman et A.J. Schwartz, *op cit.*, p. 787.

nant les coûts de ressources que doivent supporter les banques ou la fonction d'offre que ces coûts impliquent. Si les conditions de l'offre avaient été reconnues comme importantes, elles n'auraient pas été aussi complètement ignorées (1).

6. Détermination des variables prix et coûts.

Tâchons de corriger cette omission en introduisant explicitement une fonction d'offre des banques dans l'analyse de l'équilibre du marché monétaire. Malheureusement, dans le cas des dépôts bancaires, nos instruments d'analyse sont si rudimentaires qu'il est nécessaire, au début de cette discussion, de préciser le concept de coût moyen et de revenu moyen (c'est-à-dire, le prix du marché) de cet avoir. Ceci contraste avec le cas de la monnaie fiduciaire où il n'y a pas cette difficulté : la raison en est que sur le marché de la monnaie fiduciaire « toutes les ventes sont finales ». Le prix payé par les clients est un paiement effectué une fois pour toutes (en biens ou services offerts au « Currency Department » en échange de la monnaie fiduciaire). De même, le coût que doit supporter le « Currency Department » pourrait être, au moins conceptuellement, un coût à subir une fois pour toutes (si le Département offrait un type de monnaie vraiment durable et dont le remplacement par suite d'usure ne serait jamais nécessaire).

Cette situation est fondamentalement différente dans le cas de la monnaie bancaire, aucune vente n'étant finale puisque la banque doit assurer à son produit la clause de convertibilité qui donne à chaque titulaire le droit de rendre le produit et d'exiger, en contrepartie, de la monnaie fiduciaire pour une valeur nominale égale. Aussi, par suite de la nature même

de la monnaie bancaire, la plus grande partie de celle-ci est simplement louée (la proportion $1 - r_1$) et les contrats de location expirant à des dates déterminées doivent être remplacés par de nouveaux si l'industrie bancaire veut continuer à exister. En opposition avec les loyers abstraits que l'on trouve dans les manuels sur la théorie des prix, les contrats de location, dans le monde réel, sont fréquemment un mélange complexe de paiements immédiats (sous la forme d'acompte ou de dépôt) et d'une succession de paiements journaliers, hebdomadaires ou annuels déterminés d'après des formules basées à la fois sur la durée et le taux d'utilisation.

Considérons le « price mix » applicable aux demandeurs de dépôts bancaires.

1) Un « déposant » paie immédiatement 1 dollar de monnaie fiduciaire pour obtenir 1 dollar de monnaie dépôt. Un « emprunteur », au contraire, promet à la banque l'équivalent économique de ce montant, les paiements annuels d'intérêt de 1 dollar multiplié par le taux d'intérêt. Tout « récipiendaire » subséquent de cette monnaie fournie par le déposant ou l'emprunteur se défait de biens et services ayant une valeur marchande en monnaie fiduciaire de 1 dollar et ne peut ainsi être distingué d'un déposant. De même tout « emprunteur » subséquent de cette monnaie acquise du déposant ou de l'emprunteur initial ne peut être distingué de ce dernier.

2) Toutes les personnes décrites ci-dessus acceptent de payer un ensemble complexe de frais et commissions aussi longtemps qu'elles continuent à utiliser de la monnaie bancaire. Pour la commodité de l'analyse statistique, ces commissions peuvent être exprimées en termes de « taux de chargement », à savoir qu'un dépôt moyen de 1 dollar rapporte à la banque par an : $\$ 1 \times r_s$. De la même manière, les firmes dont l'activité est de mettre un bien en location, sont confrontées avec un ensemble complexe de coûts de production immédiats et définitifs, associé à un flux de dépenses résultant de la nécessité de relouer à intervalles fréquents le bien en question, et du besoin de maintenir ce bien en bon état. Dans le cas d'un banquier, l'ensemble des coûts peut être catalogué comme suit :

a) Chaque dépôt de 1 dollar impose au banquier l'obligation de livrer au système de

(1) La raison de cette négligence serait qu'il ne semble y avoir aucune corrélation entre les coûts de service et le coefficient monnaie fiduciaire-dépôts. Ph. Cagan, *op cit.*, p. 124 et 132, a montré que ces coûts étaient très stables, alors que ce coefficient diminuait; il en déduit que ce sont d'autres forces, essentiellement la demande, qui sont d'une importance primordiale. Cependant, une fois que l'on considère non plus les coefficients monétaires mais l'offre et la demande, ce raisonnement ne tient plus. Un prix relatif stable, associé à des changements de quantité, peut tout autant être dû à une offre élastique et stable, associée à des modifications importantes et donc « primordiales » de la demande, qu'à une demande élastique et stable accompagnée de variations importantes de l'offre, ou encore à des placements simultanés des deux fonctions, quelle que soit leur pente.

Réserve Fédérale $\$ 1 \times r_i$ de monnaie fiduciaire.

b) Dans le cas des emprunteurs, la banque supporte le coût d'investigation quant à la confiance qu'on peut accorder à l'emprunteur, à la qualité de l'actif servant de garantie (coûts d'appréciation), et à l'assurance éventuelle à souscrire en cas de défaut de paiement.

c) Dans le cas d'un déposant, 1 dollar de monnaie fiduciaire reçu par la banque peut être soit « prêté » (donnant naissance à des coûts, le cas (b) ci-dessus) ou « investi », soumettant le banquier à des coûts de gestion de son portefeuille, à des frais de courtage, etc. Statistiquement, on réunit (b) et (c) en les exprimant de façon plus simple en termes d'un taux de coûts r_i par dollar d'actif placé. Puisque tous les autres taux sont cependant exprimés en termes de coûts par dollar de dépôts bancaires, il est préférable d'exprimer ce coût de la même manière. Les actifs étant une fraction $(1 - r_i)$ des dépôts, le coût par dollar des dépôts dont il est question ci-dessus est donc $\$ 1 \times r_i \times (1 - r_i)$, (r_i étant le coefficient de réserve).

d) Finalement, le banquier doit supporter des frais découlant du service des comptes

courants. Les données statistiques disponibles expriment à nouveau ceux-ci sur base annuelle. Nous parlerons de coûts d'entretien de $\$ 1 \times r_m$ par an par dollar de dépôts (1).

Pour les besoins de l'analyse, cette complexité de prix payés et de coûts subis est des plus incommodes. La brièveté requiert que nous arrivions à des concepts de prix ou de coûts exprimés en termes d'un seul nombre indice. L'approche normale de la théorie de la valeur est d'exprimer de telles combinaisons de paiements définitifs (« once-for-all payments ») et de flux de paiements, soit seulement en termes de flux, soit seulement en termes de stocks. Ceci est obtenu soit en transformant les paiements définitifs en flux équivalents et en les additionnant aux autres flux, soit en escomptant la valeur présente de tous les flux et en ajoutant cette valeur aux paiements définitifs. Le tableau IV est une

(1) Pour les raisons que nous avons exposées en détail dans notre premier ouvrage (B.P. Pesek et T.R. Saving, *Money, Wealth, and Economic Theory*, New York, Macmillan, 1967, pp. 103-127), je considère les dépôts à vue comme seule monnaie bancaire aux Etats-Unis depuis 1933. Pour d'autres pays — ou pour d'autres théories monétaires qui incluraient également les dépôts à terme — il y aurait lieu de préparer, pour les dépôts à terme, un tableau séparé du genre de celui qui est présenté dans cette section.

Tableau IV.

Indices alternatifs des variables prix et coûts

Indice de prix « Stock »		Indice de prix « Flux »	
<i>Prix payés par les clients :</i>			
« Déposants »	$P_d = \$ 1 + \$ 1 \frac{r_s}{r_e}$		$P'_d = \$ 1 r_e + \$ 1 r_s$
« Emprunteurs »	$P_d = \$ 1 \frac{r_e}{r_e} + \$ 1 \frac{r_s}{r_e}$		$P'_d = \$ 1 r_e + \$ 1 r_s$
<i>Coûts à charge du banquier :</i>			
	$C_d = \$ 1 r_i + \$ 1 \frac{r_i (1 - r_i)}{r_e} + \$ 1 \frac{r_m}{r_e}$		$C'_d = \$ 1 r_i r_e + \$ 1 r_i (1 - r_i) + \$ 1 r_m$

application de cette méthode standard au cas de la monnaie bancaire.

Tant que nous continuons à admettre que le taux r_e est déterminé à la fois par l'ensemble du marché financier et par le marché réel, le choix de l'un ou l'autre indice de prix est arbitraire. Nous utiliserons l'indice de prix

« stock » principalement pour des raisons pédagogiques : dans toute la littérature bancaire le coefficient de réserve joue un rôle dominant. Or, l'indice de prix « stock » utilise le coefficient de réserve de façon directe, tandis que l'indice de prix « flux » nous forcerait à convertir les réserves détenues en revenus perdus

(comme résultat de la nécessité de détenir des réserves), un concept qui est loin d'être familier.

Tableau V.

**Données brutes sur les prix
et les coûts moyens
composant les deux indices de prix**
(exprimées en dollars par 100 dollars de dépôts à vue)

Source : B.P. Pesek et T.R. Saving, « *The Foundations of Money and Banking* », New York, Macmillan, 1968, p. 160.

Paiement initial effectué par le déposant .	\$ 100
Intérêts débiteurs par an (r_e)	5,42
Frais et commissions imputés au déposant, par an (r_s)	0,91
Coût de détention par la banque, de réserves ($\$ 100 \times r_i$)	19,42
Coût annuel de placement par 100 dollars d'actifs placés (r_f)	1,15
Coût annuel de maintenance (r_m)	2,53
Assurance contre pertes	n.d.
Impôts annuels	n.d.
Rendement annuel du capital propre	n.d.

Puisque cette façon de quantifier les prix et les coûts bancaires est neuve, il peut être utile de donner un caractère empirique au concept abstrait décrit auparavant. Dans ce but, nous reprendrons une étude du coût de fonctionnement s'appliquant à 86 banques et préparée par la Bank of Federal Reserve de

Boston pour l'année 1965. De telles analyses sont maintenant disponibles pour chacun des douze districts de réserve et portent sur un certain nombre d'années. Au tableau V, nous reprenons les données de base nécessaires au calcul des indices de prix et de coûts et au tableau VI, le calcul de ces deux indices.

La quantification de P_d et de C_d est elle-même d'un grand intérêt pour la théorie et la politique monétaire. En *premier lieu*, nous avons vu que la validité de l'équation (4) repose 1) sur l'hypothèse que le coût moyen $AC = r_i P_m$ tant que les réserves sont épuisées ou 2) sur l'hypothèse que $D_d D_d$ et $P_f P_f$ déterminent à eux seuls l'équilibre des dépôts à l'exclusion de $S_d S_d$. Dans les deux cas, P_d serait égal à P_f (= \$ 100). Le fait que concrètement $P_d = \$ 116$ démontre l'erreur de ces deux hypothèses. En *second lieu*, les données se rapportant aux coûts de fonctionnement révèlent que le coût moyen « flux », impliqué par la production de 100 dollars de dépôts à vue, est de 4,51 dollars l'an, et le coût moyen « stock » de 83 dollars. En d'autres mots, en vue de produire et de maintenir en existence 100 dollars de dépôts à vue, un banquier qui préférerait acheter au comptant toutes les ressources dont il a besoin (plutôt que d'emprunter une partie de façon continue), aurait à supporter irrémédiablement une dépense de 83 dollars. Cette dépense serait encore sous-

Tableau VI.

Indices de prix et de coût moyen
(par 100 dollars de dépôts à vue)

<i>Indice de prix « stock » :</i>			
Déposant	$P_d = \$ 100$	$+ \frac{\$ 0,91}{0,0542}$	$= \$ 116,79$
Emprunteur	$P_d = \frac{\$ 5,42}{0,0542}$	$+ \frac{\$ 0,91}{0,0542}$	$= \$ 116,79$
<i>Indice de coût « stock » :</i>			
Banquier	$C_d = \$ 19,42$	$+ \frac{\$ 2,53}{0,0542} + \frac{\$ 1,15 (1 - 0,1942)}{0,0542}$	$= \$ 83,19$ ¹
<i>Indice de prix « flux » :</i>			
Déposant	$P'_d = \$ 100 \times 0,0542$	$+ \$ 0,91$	$= \$ 6,33$
Emprunteur	$P'_d = \$ 5,42$	$+ \$ 0,91$	$= \$ 6,33$
<i>Indice de coût « flux » :</i>			
Banquier	$C'_d = \$ 19,42 \times 0,0542 + \$ 2,53 + \$ 1,15 (1 - 0,1942) = \$ 4,51$ ¹		

¹ Ces montants ne comprennent pas les coûts moyens des impôts ni le rendement moyen du capital propre. A noter aussi que dans une analyse séquentielle les *charges de service* devraient être ajustées au volume des services reçus par la clientèle (cf. tableau I).

estimée du fait qu'elle exclut plusieurs coûts importants (cf. tableau III) dont les données ne sont pas disponibles. Ceci démontre l'erreur de nombreuses *Golden Rule Monetary Policies* qui sont toutes basées sur l'hypothèse que le coût de production de la monnaie est zéro ⁽¹⁾, et qui concluent que le coût de détention de la monnaie devrait en être réduit d'autant. Actuellement, si nous disposions de toutes les données concernant les coûts, nous arriverions vraisemblablement à une conclusion exactement contraire, c'est-à-dire que le coût actuel de détention et d'utilisation des dépôts à vue supporté par la clientèle équivaut au coût moyen de production de ceux-ci. Quoique ceci puisse étonner un théoricien monétaire, il ne devrait pas surprendre un spécialiste de la théorie des prix. Avec plus de quatorze mille banques aux Etats-Unis, les mécanismes du marché ne permettraient pas d'autres solutions que celles conduisant à $AC = P_d$ (ou, étant donné certaines imperfections du marché, telles que les villes à une seule banque, conduisant à $AC \approx P_d$).

7. Demande de dépôts bancaires.

Il n'est pas commode d'analyser l'équilibre du marché monétaire en ne disposant que d'un cadre de travail unique — tel le graphique 5 — qui comprend à la fois le marché de la monnaie fiduciaire et le marché des dépôts. Il est préférable de les séparer mais ceci doit être fait avec soin. La façon de traiter d'un seul bien, alors qu'il existe un proche substitut, ne pose pas de problème pour la théorie des prix ⁽²⁾. Cependant, dans notre cas, nous avons à résoudre deux complications supplémentaires :

— La demande de dépôts dépend de la détention par le public de monnaie fiduciaire et, pour une quantité donnée de monnaie créée par la banque centrale, « high-powered money », cette détention diminue avec l'accroissement des dépôts bancaires si les banques sont obligées de détenir des réserves ⁽³⁾.

(1) J. Tobin, « Notes on Optimal Monetary Growth », *Journal of Political Economy*, 76, juillet-août 1968, p. 846.

(2) M. Friedman, *op cit.*, p. 24.

(3) Il peut être intéressant pour le lecteur de remarquer la différence entre le cas étudié par Friedman de la demande d'huile pour une quantité de beurre constante, et le cas de la demande de dépôts bancaires, associée à une quantité constante de monnaie créée par la banque centrale, mais dont la détention par le public irait en décroissant à un rythme pré-déterminé (par le coefficient de réserve).

— La clause de convertibilité fixe le pouvoir d'achat minimum des dépôts ($P_m^d \geq P_m^o$); de plus, la conduite des affaires semble exclure toute prime sur les dépôts de sorte que, pour traduire la réalité empirique, nous pouvons écrire $P_m^d = P_m^o$. Il faut remarquer que l'indice $P_d > P_m^o$ n'entraîne aucune contradiction, puisque la composante définitive « once-for-all » de P_d est égale à P_m^o . Le surplus est simplement constitué par la valeur présente escomptée des composantes flux de P_d qui ne peuvent affecter le pouvoir d'achat des dépôts puisque ces derniers ne sont en réalité pas payés à l'avance, mais seulement payés lorsqu'ils arrivent à échéance par la personne à qui ils échoient. Le pouvoir d'achat des dépôts ne peut dès lors s'en trouver affecté. La situation serait totalement différente si les banques se mettaient à offrir un type de dépôts à vue qui, en contrepartie d'un paiement définitif, abandonnerait pour le futur, toute commission : dans ce cas, à l'équilibre, $P_d = P_m^d > P_m^o$.

En pratique, la construction d'une fonction de demande de dépôts bancaires satisfaisant à $H = C + R$ et à $P_m^o = P_m^d$ est relativement simple. Supposons d'abord que la fonction $D_c D_c$ du graphique 5 soit construite sans tenir compte d'aucuns frais ou commissions, de sorte que $P_d = \$ 1$. Les clients demanderont alors, comme le montre le graphique 5, une quantité $C'D'$ de dépôts; cette quantité est représentée par OQ_1 sur le graphique 6a. Admettons, pour suivre, que la fonction $D'_c D'_c$ du graphique 5 soit représentée de façon à inclure des commissions et frais égaux à r'_s , impliquant que $P_d = \$ 1 + \$ 1 \frac{r'_s}{r_e}$. La quantité demandée sera $C''D''$ qui est représentée par OQ_2 sur le graphique 6a. En construisant une série de tels points et en les reliant ensemble, nous obtenons une fonction de demande DD sur le graphique 6a qui satisfait, en vertu de sa construction, aux deux données contraignantes précisées ci-avant.

8. Fonction d'offre de l'industrie bancaire.

Quelle est l'incurvation de la fonction d'offre des banques ?

Le fait que l'analyse se concentre sur les encaisses réelles et que l'opinion prévaut qu'il ne coûte rien du côté de l'offre d'ajouter des zéros aux comptes bancaires existants, repose

sur la croyance largement répandue qu'en termes d'encaisses nominales la fonction d'offre des banques est une hyperbole rectangulaire : « Peu importe à quiconque, *y compris au banquier*, qu'un indice de monnaie et de prix nominaux se situe à 1, à 100 ou à 1.000. Si la demande du public est également une hyperbole rectangulaire ⁽¹⁾, il s'ensuit qu'il ne peut y avoir d'intersection des fonctions de demande et d'offre et que la grandeur nominale des banques commerciales est fortuite ⁽²⁾ ». Un banquier individuel ne se reconnaîtra certainement pas dans cette analyse : il lui importe beaucoup au contraire que son indice de monnaie dépôts bancaires se situe à 1, à 100 ou à 1.000. Une analyse qui entre aussi nettement en conflit avec les faits tels que les voient les banquiers, doit contenir une erreur quelque part.

Le raisonnement tenu auparavant ne serait entièrement valable que s'il n'y avait qu'un seul type de monnaie et un seul banquier monopolistique : si ce dernier ajoutait simplement des zéros à tous ses actifs et à toutes ses dettes, il ne s'en trouverait ni mieux ni moins bien puisque les prix auraient changé dans les mêmes proportions.

Cependant, s'il existe deux types de monnaie, le public désirera détenir pour chacun d'eux un portefeuille en due proportion; dans ce cas, même un banquier monopolistique se verrait obligé de dépenser une quantité toujours croissante de ressources afin de vaincre une résistance à la vente et de rendre sa monnaie relativement plus attrayante pour le public. En d'autres mots, il se rendra compte qu'il serait de plus en plus coûteux de vouloir changer le choix du public pour un coefficient monnaie fiduciaire-dépôts bien spécifique.

Même en faisant abstraction du problème de l'existence d'une ou de plusieurs monnaies, il est de la plus haute importance pour chaque banquier en particulier (parmi les 14.000 banquiers des Etats-Unis) que l'indice de quantité des dépôts bancaires qu'il offre, se situe à 1, à 100 ou à 1.000. La raison en est que le banquier sait pertinemment bien que son action individuelle n'aura pas d'effet perceptible sur l'économie et que, par conséquent, l'indice des prix ne variera pas *pari passu* de façon à atteindre simultanément 1, 100 et 1.000.

Comme tout producteur qui ne représente qu'une petite partie d'une industrie importante, chaque banquier sait que le prix par unité d'actif qu'il fournit (P_a défini à la section précédente) et le prix par unité de ressources qui lui sont nécessaires pour produire une unité d'actif resteront tous deux inchangés, quelle que soit sa contribution à la quantité totale offerte. Un accroissement de l'output d'un banquier de 1 à 100, à 1.000 nécessitera une quantité toujours croissante en ressources; les prix d'input étant constants, sa fonction de coût total sera croissante. De plus, nous pouvons assurément nous attendre à ce qu'il ait besoin d'une quantité toujours croissante de ressources *par unité* d'actif au fur et à mesure de l'augmentation de son offre d'actif. Avec les prix d'input constants, nous pouvons nous attendre à ce que son coût moyen (C_a tel qu'il a été défini à la section précédente) augmente également.

Pourquoi s'attendre à un tel résultat ? Par contraste avec le cas du banquier monopolistique agissant dans une économie à une seule monnaie, notre banquier n'augmente pas son offre en ajoutant simplement des zéros à tous ses comptes existants. Il doit persuader ceux de ses clients qui détiennent des comptes dans plusieurs banques ⁽¹⁾ de s'adresser davantage qu'auparavant à sa banque; de plus, il doit essayer d'attirer des nouveaux clients, soit en incitant les clients d'autres banques à venir chez lui, soit en persuadant ceux qui ne sont pas titulaires d'un compte, d'en ouvrir un. Ceci entraînera des dépenses en ressources supplémentaires même si ses concurrents ne sont pas engagés dans un effort simultané en vue de détourner ses clients à lui et d'augmenter leur part du marché. Dans ces conditions, chaque dollar de dépôt additionnel offert entraînera des charges grandissantes en publicité, l'obligera à courir des risques de plus en plus grands dans l'octroi de crédits, le forcera à effectuer des placements moins familiers, etc. L'élément risque devient ainsi primordial. La proportion $(1 - r_1)$ de monnaie bancaire *doit* être prêtée et être accompagnée de garantie de remboursement. Plus élevé sera le rapport des encaisses réelles à la richesse

(1) Il faut noter que Don Patinkin, *op cit.*, p. 29, soutient que l'élasticité de cette demande serait actuellement inférieure à l'unité.

(2) J.G. Gurley et E.S. Shaw, *op cit.*, p. 256.

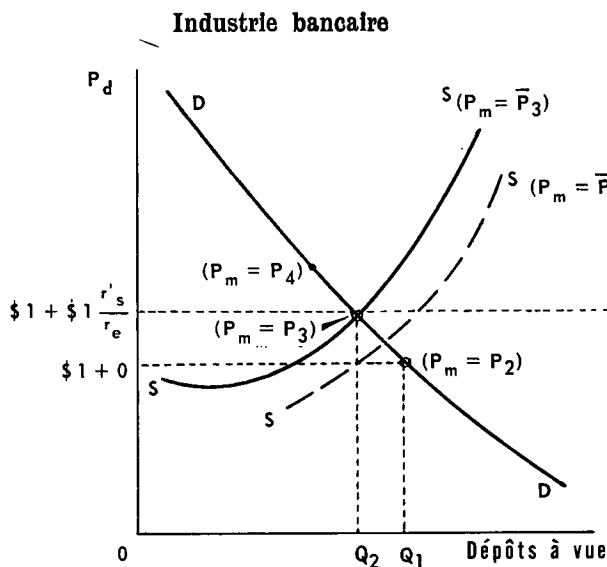
(1) D'après une étude effectuée par G. Kaufman, « *Business Firms and Households View Commercial Banks*, Chicago, Federal Reserve Bank, 1967, p. 44, 24 p.c. des entreprises commerciales utiliseraient les services de deux banques, et 11 p.c., ceux de trois banques ou plus.

réelle, plus faibles seront les garanties, et donc plus grande sera la composante « risques » dans la fonction de coût moyen des banquiers. Ceci n'est jamais considéré dans la littérature qui a tenté d'élaborer différents schémas explicatifs sur la manière de fournir au public un « niveau saturé » d'encaisses réelles. Ce n'est que dans le cas où l'on ne tient pas compte des conditions d'offre, comme le fait l'équation (4), que nous pouvons conclure que les banques seront prêtes à offrir à satiété toute quantité de dépôt bancaire que le public serait désireux d'obtenir (1).

Toutes ces raisons justifient le fait que la fonction moyenne de *coût variable des banques* *AVC* ait une incurvation positive ainsi que la fonction de coût marginal *MC*, eu égard à la fois à P_d et à P_m . Les notations P_m concernant les fonctions du graphique 6 rappellent aux lecteurs qu'elles sont de simples projections de surfaces de coût moyen et marginal dans un espace à trois dimensions. Il faut remarquer

(1) J. Tobin, « Notes on Optimal Monetary Growth », *Journal of Political Economy*, 76, juillet-août 1968, p. 846.

Graphique 6a.



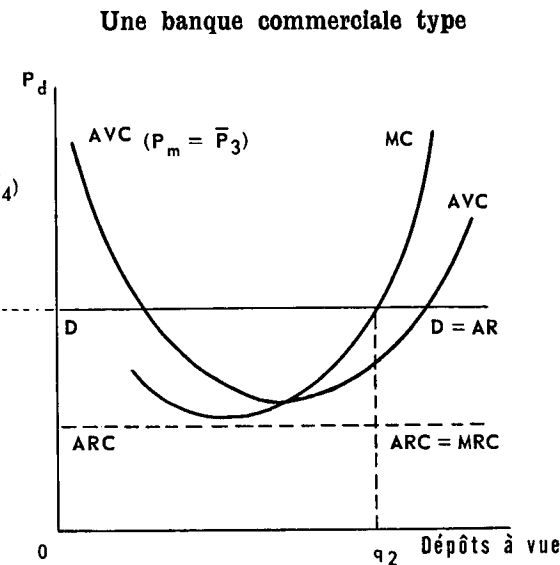
s'opposent, aussi bien analytiquement qu'empiriquement : la somme des fonctions des coûts marginaux des entreprises individuelles (ΣMC) et la fonction d'offre de l'industrie, SS , qui comprend les économies externes nettes (ou les déséconomies). Pour les raisons qui ont été exposées, nous donnons à la fonction ΣMC une pente positive. Empiriquement,

que ces deux fonctions sont la somme des fonctions de coût de réserve moyen et marginal et des fonctions de coût en ressources moyen et marginal. Pour simplifier, nous avons supposé que les réserves obligatoires des banques ne changent pas en fonction de l'accroissement des quantités offertes, de sorte que les fonctions de coût moyen et marginal de détention de réserves *ARC* et *MRC* sont tracées horizontalement, leur position étant déterminée par le coefficient de réserve ($\$ 1 \times r_1$). Il se pourrait cependant que même cette fonction doive comporter une pente positive si l'acquisition de comptes « marginaux » oblige la banque à détenir toujours davantage des réserves en liquide, par dollar déposé dans ses comptes, pour assurer le service. La différence entre les fonctions *AC* et *ARC* mesure ainsi les coûts moyens en ressources imputés au banquier : ses dépenses en travail, équipement, immeuble, etc.

Quelle sera dans ce cas la *fonction d'offre de l'industrie bancaire* ? Comme le montrait Friedman (1), il y a en fait deux fonctions qui

(1) M. Friedman, *op cit.*, pp. 80-93.

Graphique 6b.



nous avons plutôt l'impression que ces économies externes dans un monde à deux monnaies ne sont pas suffisantes que pour renverser la pente de la fonction SS ; nous pouvons donc admettre que cette fonction est également inclinée positivement et, pour simplifier, la faire coïncider avec ΣMC . Dans une économie à une seule monnaie, cas étudié par Gur-

ley et Shaw qui n'introduisent aucune contrainte exogène, cette hypothèse serait certainement fautive : une augmentation générale des outputs de toutes les banques n'entraînerait, pour aucune d'elles, des coûts supplémentaires en ressources, quelle que soit la manière dont chacune d'entre elles examinerait la question. Puisque la fonction ΣMC resterait telle qu'elle est sur le graphique 6a, la fonction SS deviendrait une hyperbole rectangulaire ⁽¹⁾ dans la mesure où nous ne tenons pas compte de la prime de risque supplémentaire résultant d'un accroissement du rapport encaisses réelles-richeesse réelle.

9. L'équilibre de l'industrie bancaire.

Au stade présent de l'analyse ne subsistent que les mécanismes bien connus de la théorie des prix. Le prix d'équilibre P_d fixé par l'industrie bancaire sera obtenu par l'intersection des fonctions SS et DD du graphique 6a. Ce prix s'impose au banquier individuel et détermine sa fonction de demande comme étant DD sur le graphique 6b. L'intersection de cette fonction DD avec la fonction de coût marginal MC du banquier détermine la quantité d'équilibre de dépôts bancaires OQ_2 qu'il fournit. La somme de toutes les quantités offertes par les banquiers est, dès lors, la quantité OQ_2 du graphique 6a. Ceci n'est autre que l'équilibre que nous avons prévu au graphique 5, lorsque nous avons supposé qu'il existait un certain niveau d'équilibre des frais imputés aux clients qui conduisait à l'égalité entre l'offre et la demande des dépôts bancaires, ce qui impliquait un équilibre général sur le marché monétaire dans son ensemble. Nous obtenons de la sorte un équilibre général : la demande de monnaie fiduciaire égale l'offre de monnaie créée par la banque centrale « high-powered money » moins les réserves P_3C'' sur le graphique 5), la demande de dépôts bancaires égale l'offre des dépôts bancaires (OQ_2 sur le graphique 6a qui est égal à $C''D''$ sur le graphique 5), et les réserves des banques ($C''F$ du graphique 5 où la somme des $ARC + OQ_2$ du graphique 6b) atteignent le montant requis

⁽¹⁾ Voir M. Friedman, *op cit.*, pp. 90-92, pour une analyse économique du cas extrêmement intéressant d'une fonction SS négativement inclinée et d'une fonction ΣMC à pente positive. Il faut remarquer que dans ce cas, il est nécessaire de tenir compte de la taille de l'industrie.

par la législation et par les besoins du banquier (sur les graphiques ci-dessus, nous avons toujours supposé un coefficient de réserve de 0,5). De plus, nous avons déterminé le niveau d'équilibre des frais et commissions nets r'_s et du pouvoir d'achat d'équilibre de la monnaie P_3 .

10. Quelques corollaires intéressants.

L'agencement des forces déterminant l'équilibre sur le marché monétaire en général et sur le marché des dépôts en particulier, analysé dans l'optique des mécanismes orthodoxes de demande et d'offre, nous permet de tirer des conclusions que l'analyse basée sur l'étude des coefficients de l'équation (4) ne nous avait pas permis d'entrevoir, ou très difficilement.

Voici quelques conclusions qui nous paraissent être les plus importantes :

1) *Degré de concurrence.* Le fait que certains banquiers jouissent dans de petites villes des Etats-Unis de monopoles régionaux, aura comme effet de donner à leurs fonctions de demande une pente négative et non horizontale, comme le montre le graphique 6b. L'output d'équilibre de ces banquiers ne sera donc pas déterminé par $D_d D_d = MC$ mais par $MR = MC$. Les mouvements importants de population vers les centres urbains et les améliorations apportées au transport, associées à l'usage de plus en plus répandu des automobiles au vingtième siècle ⁽¹⁾, réduisent la part de la composante monopolistique dans l'industrie bancaire et entraînent un déplacement vers la droite de la fonction d'offre de l'industrie bancaire. En même temps, l'urbanisation peut — comme on l'a souvent répété — conduire à un accroissement de la demande de dépôts bancaires et à une diminution de la demande de monnaie fiduciaire. Dans l'analyse des coefficients monétaires de l'équation (4), ces changements complexes seront simplement enregistrés comme une modification du rapport de monnaie fiduciaire-dépôts déterminé par le public, ce qui renforce l'idée que les facteurs de demande « semblent primordiaux » dans l'explication des changements de la quantité de monnaie [cf. note ⁽¹⁾ p. 180].

⁽¹⁾ M. Friedman et A.J. Schwartz, *op cit.*, p. 249, et Ph. Cagan, *op cit.*, p. 127.

2) *Changements dans les coûts en ressources.* Etant donné un niveau spécifique de concurrence ou l'absence de celle-ci, des changements dans les coûts en ressources des banques seront, dans l'optique de l'équation (4), présentés erronément comme une modification du rapport monnaie-fiduciaire-dépôts du public. Cependant, ces modifications des coûts peuvent être très importantes : de 1960 à 1968, les coûts totaux en ressources, supportés par les banques commerciales aux États-Unis, sont passés de 5 à 9,5 milliards de dollars (à l'exclusion de la rémunération du capital et des impôts). Si l'on admet que les coûts en ressources des dépôts à vue et des dépôts à terme se sont modifiés dans la même proportion, il en résulterait que l'indice de coût moyen en ressources des dépôts à vue est passé de 100 en 1960 à 148,8 en 1968. Il serait surprenant que ces coûts en ressources, et par conséquent la fonction d'offre des banques, ne s'avèrent pas être une variable importante dans la détermination de la quantité d'équilibre de dépôts et donc de la monnaie. Ils expliqueraient en fait — en tout ou en partie — la modification importante du rapport monnaie fiduciaire-dépôts qui est passé de 0,2 en 1960 à 0,3 en 1968 (1).

3) *Désirabilité de l'obligation de réserve légale.* Dans une étude récente entreprise par le Congrès américain, la moitié des personnes invitées à se prononcer (y compris malheureusement l'auteur) ont affirmé que les opérations d'open market permettent d'éviter la nécessité de modifier les réserves obligatoires des banques (2). En termes de l'analyse précédente, ceci n'est exact que dans l'hypothèse où la fonction d'offre des banques est suffisamment élastique. Supposons cependant que pour une période déterminée cette fonction soit totalement inélastique : la fonction de coût marginal des banques prises individuellement s'élève fortement. Dans ce cas, les opérations d'open market — qui déplacent simplement les fonctions $D_d D_a$ du graphique 6a vers la droite — sont tout à fait inefficaces. (Dans le cas extrême d'inélasticité totale de la fonction $S_d S_a$, le changement dans la quantité totale de monnaie sera simplement égal au changement de la monnaie créée par la

banque centrale « high-powered money ». Par contre, des modifications des coefficients de réserve — en déplaçant à la fois les fonctions $D_d D_a$ et $S_d S_a$ vers la droite — modifient la quantité totale de monnaie en augmentant à la fois la monnaie fiduciaire détenue par le public et les dépôts bancaires. Dans l'optique de l'analyse des coefficients monétaires, une expansion, par opérations d'open market, de la monnaie créée par la banque centrale apparaîtrait comme largement compensée par un accroissement inexplicable du coefficient monnaie fiduciaire-dépôts.

4) *Interdépendance des trois déterminants.* L'analyse de l'offre et de la demande montre que les trois déterminants du stock monétaire (volume de la monnaie créée par la banque centrale, coefficient monnaie fiduciaire-dépôts et coefficient de réserve) sont reliés d'une façon purement mécanique, la force du lien dépendant des élasticités de la fonction d'offre et de demande. Ce n'est que dans le cas où la fonction d'offre $S_d S_a$ du graphique 6a est parfaitement élastique, que nous obtenons le rapport dM/dH prévu par l'équation (4). Avec une fonction d'offre parfaitement inélastique, il y aura un accroissement compensatoire dans le coefficient monnaie fiduciaire-dépôts, tel que $dM/dH = dH$. En réalité, le multiplicateur d'expansion bancaire dépendra de l'élasticité de la fonction d'offre des banques pour une période de temps bien déterminée. L'accroissement effectif du stock monétaire provenant de dH sera alors plus grand que dH mais plus petit que dM/dH tel que le prévoyait l'équation (4). De la même manière, une réduction du coefficient de réserve aboutit au résultat dM/dr_1 prévu par l'équation (4), dans le seul cas spécial où la demande de dépôts bancaires $D_d D_a$ du graphique 6a est parfaitement inélastique par rapport aux charges nettes imputées aux clients des banques. Dans tous les autres cas, une diminution du coefficient de réserve se verra renforcée par une diminution du coefficient monnaie fiduciaire-dépôts, et l'augmentation effective du stock monétaire dépassera les prévisions faites sur la base de l'équation (4). Plus l'élasticité de la demande des dépôts bancaires sera grande, plus cet effet sera prononcé.

Cependant, un tel ensemble de relations automatiques entre H , $\frac{C}{D}$ et $\frac{R}{D}$ — parfois

(1) *Compendium on Monetary Policy Guidelines and Federal Reserve Structure*, Washington D.C., U.S. Government Printing Office, 1968.

(2) *Idem*, p. 21.

renforcées, parfois compensées, mais toujours dépendantes des pentes des fonctions $D_a D_a$ et $S_c S_c$ à un moment et pour un lieu déterminés — diminue fortement les possibilités de *prévision* de l'analyse par les coefficients. Il n'est pas étonnant que tout ce que nous puissions faire est de calculer, ex post, les valeurs de ces trois variables et d'avancer ensuite des explications ou des hypothèses concernant les raisons pour lesquelles des changements en H et en R/D sont à certains moments renforcés, compensés, ou plus que compensés par des changements en C/D , ce dernier terme servant de variable résiduaire plus que de variable explicative. (1)

11. Conclusions.

Nous pensons que les concepts de Marshall de demande et d'offre s'avéreront être aussi utiles pour l'analyse de l'industrie monétaire et de la détermination de la quantité d'équilibre de la monnaie, qu'ils le furent pour le reste de la théorie économique. L'analyse effectuée dans le présent article représente une application directe de la théorie générale de la valeur. L'important était d'assembler, de manière à les rendre utilisables pour l'analyse, les faits économiques auxquels sont confrontées l'industrie de la monnaie en général et

l'industrie bancaire en particulier. Il va de soi que l'auteur serait bien surpris si des améliorations théoriques importantes ne se révélaient pas nécessaires; si cet article ne servait qu'à indiquer une direction, nous serions satisfaits.

Des applications empiriques ne devraient pas s'avérer trop difficiles. Il est vrai cependant que les concepts de coût et de prix utilisés (P_a et C_a) sont complexes. Ils ne le sont cependant pas plus que les concepts de prix et de coûts utilisés par un pur théoricien des prix qui voudrait analyser une industrie produisant et mettant en location un certain avoir « réel », comme par exemple la Xerox Corporation qui fournit des machines de bureau à ceux qui désirent en louer. Un grand avantage pour le théoricien monétaire réside dans le fait que les banques sont contrôlées de près et soumises à l'obligation de fournir des rapports détaillés qui font l'objet de publications. Les données statistiques ne manquent donc pas et attendent d'être exploitées par ceux qui sont capables de les organiser de manière à en tirer des enseignements. Confrontés avec l'analyse de l'offre et de la demande de l'industrie de la monnaie en général et de l'industrie bancaire en particulier, et face au problème de la quantification empirique des concepts clés d'analyse, il ne faudrait pas longtemps avant que nos étudiants — pour démentir la phrase de James Tobin citée au début — ne s'aperçoivent que leur connaissance approfondie des mécanismes théoriques et des principes fondamentaux de l'économie trouvent des applications pratiques dans leurs études de la théorie monétaire et des modèles monétaires.

(1) Cf. Ph. Cagan, *op cit.*, pp. 118-150, et ses explications purement verbales à propos des raisons probables des changements dans le coefficient monnaie fiduciaire-dépôts. Le même raisonnement se retrouve dans le livre de M. Friedman et A.J. Schwartz, *op cit.*, pp.122-123, 278 et *passim*.

*
**

SUMMARY

In the *first* part of the article the author discusses the familiar « fundamental money equation » that makes the equilibrium stock of money depend on (1) the volume of high-powered money, (2) on the banks' reserve ratios, and (3) on the public's currency-deposit ratio. It is shown that this approach ignores entirely the resource costs facing commercial banks and thus the banks' supply function. In view of the fact that in the United States these resource costs faced by the banks amount to over thirteen billion dollars per annum, and that the discounted present worth of the resource sacrifice to which the bankers are committed thus amounts to some two hundred billion dollars, neglect of the banks' supply function appears to the author to be a serious shortcoming of the present analysis.

In the *second* part, the author offers an analysis of the determinants of the equilibrium stock of money based strictly on the orthodox demand and supply apparatus of our general theory of value. This analysis is shown to yield several major policy implications, only a few of which may be specified in this summary. First, changes in the resource costs facing the banks are shown to co-determine changes in the stock of money. Second, changes in high-powered money through open market operations are shown to be inherently less powerful policy tool than changes in reserve requirements. The author ends his article by expressing his belief that use of the Marshallian scissors of demand and supply will significantly improve our ability to predict consequences of various monetary policies.

RAPPORT DU FONDS DES RENTES : ANNEE 1968

La nette détente apparue en 1967 sur le marché monétaire s'est encore affirmée pendant les premiers mois de 1968, permettant ainsi la poursuite du mouvement de baisse des taux d'intérêt, appuyé par une nouvelle réduction de 0,25 p.c., intervenue le 7 mars, des taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale. Au cours du deuxième trimestre, la détente a fait place à une stabilisation, qui, à son tour, s'est graduellement muée en une tendance au resserrement, à laquelle divers facteurs ont contribué : l'attrait exercé, spécialement sur les intermédiaires financiers, par les taux à long terme, l'écart entre ces taux et ceux du court terme s'étant encore creusé pendant les premiers mois et étant resté considérable pendant une grande partie de l'année; l'accroissement des créances commerciales sur l'étranger se traduisant par une réduction de l'excédent des recettes sur les dépenses au titre des transactions courantes, qui avaient donné lieu à une ample création de monnaie en 1967; le déficit croissant des mouvements de capitaux avec l'étranger; l'affectation au crédit, aux entreprises et particuliers, d'une part relativement plus grande des ressources des intermédiaires financiers intervenant sur le marché monétaire; l'ampleur des besoins de fonds des pouvoirs publics.

La tendance au resserrement s'est d'abord progressivement propagée aux divers compartiments du marché et ensuite nettement accélérée vers la fin de l'année. Elle a influencé notamment le niveau des taux et le volume des opérations tant sur le marché de l'argent au jour le jour que sur celui des certificats de trésorerie; elle a également affecté les ressources et les actifs du Fonds des Rentes.

Malgré une tendance à l'augmentation de son portefeuille de fonds publics, qui se faisait jour dès les premiers mois et qui, interrompue seulement en octobre et novembre, allait per-

sister jusqu'à la fin de l'année, le Fonds fut en mesure, pendant le premier tiers de l'année, non seulement de financer la totalité de ce portefeuille, mais également de contribuer amplement à l'offre de fonds sur le marché de l'argent au jour le jour, tout en conservant, auprès de la Banque Nationale, un solde créditeur considérable; la moyenne journalière de celui-ci atteignit un maximum de 1.460 millions en mars. La position de liquidité favorable du Fonds pendant cette période était essentiellement la conséquence d'une progression appréciable de l'encours des certificats émis par lui. En effet, la moyenne journalière de l'encours brut des émissions de ces certificats était passée de 6.785 millions, en janvier, à 8.146 millions, en avril, tandis que l'encours journalier moyen des certificats de trésorerie B, souscrits par le Fonds et conservés en portefeuille, soit en vue d'une rétrocession ultérieure aux banques, soit en vue du recours aux avances de la Banque Nationale, se réduisait, pendant la même période, de 142 millions; le montant obtenu par différence entre les émissions brutes et le portefeuille de certificats de trésorerie B, montant qu'on peut appeler l'émission nette de certificats, était ainsi, par solde, passé de 4,4 milliards, en janvier, à 6 milliards, en avril.

Après le premier tiers de l'année, sous l'effet des facteurs évoqués ci-avant, l'action du Fonds dut prendre progressivement une orientation différente. Bien que l'encours des émissions nettes de ses certificats progressât encore jusqu'en juin, les ressources du Fonds s'épuisèrent progressivement, en raison de la poursuite d'achats de fonds publics, dont le portefeuille atteignit un maximum de 7.889 millions à la mi-septembre et, en outre, de la reprise de ses interventions en matière de certificats de trésorerie, interventions qui n'avaient plus été nécessaires depuis la fin du second semestre de 1967. On vit, dès lors, le Fonds absorber ses

avoirs auprès de la Banque Nationale, emprunter au jour le jour sur le marché dit « hors protocole » et, enfin, prélever sur son compte d'avances à la Banque Nationale. Les prêts au

Tableau I.

**Emissions nettes de certificats
par le Fonds des Rentes**

Moyennes journalières ¹	Certificats émis	Certificats B en portefeuille	Emission nette
	(millions de francs)		
1967 Décembre	7.519	2.452	5.067
Année	7.078	2.385	4.693
1968 Janvier	6.785	2.336	4.449
Février	7.455	2.310	5.145
Mars	7.925	2.340	5.585
Avril	8.146	2.194	5.952
Mai	8.703	2.315	6.388
Juin	8.922	2.232	6.690
Juillet	9.216	2.770	6.446
Août	10.192	3.590	6.602
Septembre	9.593	3.703	5.890
Octobre	9.530	3.646	5.884
Novembre	10.633	3.734	6.899
Décembre	9.822	4.071	5.751
Année	8.914	2.940	5.974

¹ Calculées sur la base du nombre total de jours du mois.

jour le jour du Fonds sont néanmoins demeurés importants pendant la plus grande partie de l'année, parce que, dans le cadre de la politique suivie en vue de maintenir aussi bas que possible les taux d'intérêt, des prélèvements purent être opérés par le Fonds sur son compte d'avances à la Banque Nationale, dans le but de reconstituer ses possibilités de prêt en cas de tensions passagères sur le marché.

Au début du dernier trimestre et jusqu'au moment de l'apparition des tensions de fin d'année, le Fonds a allégé quelque peu son portefeuille de fonds publics et a accru l'encours des émissions nettes de ses certificats, grâce notamment à une modification de la politique en matière de taux d'intérêt. Il put ainsi, tout en maintenant ses interventions portant sur des certificats de trésorerie, réduire son solde débiteur et même reconstituer des soldes créditeurs auprès de la Banque Nationale, au prix, il est vrai, d'une réduction sensible de ses prêts d'argent au jour le jour dont le taux amorça dès lors un mouvement de hausse, d'ailleurs concomitante à celle qui se produisait sur des autres compartiments du marché monétaire et que la Banque Nationale consacra par un relèvement de 0,75 p.c. de ses propres taux, le 19 décembre, c'est-à-dire à un moment où la reprise conjoncturelle paraissait suffisamment assurée pour permettre un ajustement rendu nécessaire par la hausse des taux à l'étranger.

L'évolution du taux des certificats émis, par voie d'adjudication, par le Fonds des Rentes, passa par trois phases liées aux changements successifs de climat sur le marché monétaire : d'abord, en continuation du fléchissement entamé en 1967, une baisse qui ramena le taux de 4,90 p.c., lors de la dernière adjudication de 1967 et de la première adjudication de 1968, à 4,20 p.c. à fin avril; ensuite, une stabilisation jusqu'en septembre; enfin, une hausse qui porta progressivement le taux jusqu'à 5,25 p.c. à la fin de l'année.

*
**

ANNEXE I.

Résultats des adjudications de certificats organisées par le Fonds des Rentes

1968	Montant offert	Montant adjugé	Taux d'intérêt (pour cent)	1968	Montant offert	Montant adjugé	Taux d'intérêt (pour cent)
	(millions de francs)				(millions de francs)		
2 janvier	688	638	4,90	2 juillet	255	155	4,25
9 janvier	1.317	217	4,85	9 juillet	835	810	4,25
16 janvier	2.540	940	4,80	16 juillet	1.465	1.065	4,25
23 janvier	1.815	1.715	4,80	23 juillet	2.030	2.030	4,25
30 janvier	1.746	336	4,75	30 juillet	3.165	2.125	4,25
6 février	2.005	625	4,70	6 août	380	380	4,25
13 février	1.172	497	4,65	13 août	1.310	1.210	4,25
20 février	1.460	457	4,60	20 août	210	210	4,25
27 février	1.079	629	4,50	27 août	1.419	1.419	4,25
5 mars	984	387	4,45	3 septembre ...	200	200	4,25
12 mars	1.180	880	4,40	10 septembre ...	42	42	4,20
19 mars	960	810	4,40	17 septembre ...	890	790	4,30
26 mars	5.213	3.915	4,40	24 septembre ...	1.502	1.352	4,35
2 avril	1.395	445	4,35	1 octobre	680	630	4,40
9 avril	1.315	200	4,25	8 octobre	1.182	1.082	4,40
16 avril	1.626	926	4,25	15 octobre	839	689	4,40
23 avril	2.229	1.554	4,25	22 octobre	625	625	4,45
30 avril	1.217	292	4,20	29 octobre	1.143	1.143	4,50
7 mai	904	904	4,25	5 novembre ...	1.350	1.050	4,55
14 mai	932	682	4,25	12 novembre ...	640	440	4,65
21 mai	1.454	1.254	4,25	19 novembre ...	2.160	2.160	4,75
28 mai	1.522	1.272	4,25	26 novembre ...	1.060	1.060	4,80
4 juin	302	252	4,25	3 décembre ...	1.145	1.145	4,80
11 juin	462	412	4,25	10 décembre ...	290	290	4,90
18 juin	1.244	919	4,25	17 décembre ...	295	245	5,00
25 juin	988	738	4,25	24 décembre ...	19	19	4,95
				31 décembre ...	385	335	5,25

ANNEXE II.

Evolution des principaux postes de la situation du Fonds des Rentes

(millions de francs)

Fin de période	Avoirs du Fonds des Rentes					Financement		
	Portefeuille (valeur nominale)			Prêts de call money	Solde crédeur à la B.N.B.	Encours des certificats du Fonds des Rentes	Emprunts de call money	Solde débitur à la B.N.B.
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie B	Autres certificats de trésorerie					
1967 Décembre	5.943	3.560	—	141	—	6.348	—	—
1968 Janvier	5.815	2.296	—	2.023	—	6.691	—	—
Février	6.113	2.657	—	2.282	—	7.685	—	—
Mars	6.572	3.250	—	848	—	7.262	—	—
Avril	6.537	2.590	—	2.771	—	8.462	—	—
Mai	6.655	2.300	4.000	2.100	—	8.974	585	2.100
Juin	7.534	2.300	5.500	1.700	—	8.915	1.063	3.500
Juillet	7.330	3.660	—	2.200	—	9.365	—	438
Août	7.567	3.785	3.300	2.700	—	10.123	945	2.700
Septembre	7.746	3.685	1.500	2.457	—	8.988	71	2.922
Octobre	7.276	4.194	—	2.550	—	9.927	—	617
Novembre	7.314	3.684	4.000	1.234	—	10.165	1.234	1.264
Décembre	7.959	5.124	—	432	—	8.892	1.256	—

ANNEXE III.

Taux de l'argent au jour le jour en 1968

Moyennes, pondérées
par les montants des capitaux empruntés,
des taux journaliers moyens
(pour cent)

Janvier	2,57
Février	2,63
Mars	2,45
Avril	2,73
Mai	2,78
Juin	2,64
Juillet	3,22
Août	2,79
Septembre	2,80
Octobre	3,04
Novembre	3,23
Décembre	3,36

RAPPORT STATISTIQUE DES OPERATIONS EFFECTUEES PENDANT L'ANNEE 1968

Tableau II. **Evolution des cours de quelques rentes types pendant l'année 1968**

	Moyenne des cours janvier 1968	Cours extrêmes		Moyenne des cours décembre 1968
		Plus haut	Plus bas	
4 % Unifiée, I	98,600	98,60	98,50	98,600
4 ½ % Belge 1954-1972	96,523	98,40	96,40	97,700
4 ¼ % Belge 1954-1974, I	94,159	96,30	94,00	95,400
4 ¾ % Belge 1959-1971	97,300	99,00	97,20	98,074
5 ¼ % Belge 1960-1970, II	101,000	101,10	100,50	101,000
5 ¼ % Belge 1961-1970-1973	101,809	102,70	101,60	102,105
5 % Belge 1962-1972-1977-1982, I	100,009	101,80	99,90	101,300
5 % Belge 1963-1973-1978-1983, I	96,436	97,00	94,80	95,158
6 ¼ % Belge 1964-1969-1974, I	99,900	100,50	99,80	100,000
6 ¼ % Belge 1965-1970-1976	99,845	100,30	99,20	99,958
6 ¼ % Belge 1966-1971-1976, I	98,900	100,20	98,50	98,716
6 ¾ % Réunis 1972-1978	99,550	101,20	99,40	99,958
4 % Chem. de Fer 1955-1975, II	91,300	93,40	91,20	93,200
4 ¾ % R.T.T. 1959-1970	97,700	99,80	97,70	99,411

Tableau III. **Evolution des rendements nets de quelques valeurs ¹**

	15 décembre 1967		2 janvier 1968		16 décembre 1968	
4 % Unifiée, I	98,60	3,79	98,60	3,79	98,60	3,79
4 ½ % Belge 1954-1972	96,40	5,69	96,40	5,71	97,80	5,56
4 ¼ % Belge 1954-1974, I	94,00	5,82	94,00	5,84	95,40	5,66
4 ¾ % Belge 1959-1971	97,30	5,29	97,30	5,30	98,10	5,24
5 ¼ % Belge 1960-1970, II	100,70	4,83	101,00	4,69	101,00	4,56
5 ¼ % Belge 1961-1970-1973	101,60	5,06	101,60	5,06	102,10	4,71
5 % Belge 1962-1972-1977-1982, I	100,00	5,48	99,90	5,52	101,30	5,23
5 % Belge 1963-1973-1978-1983, I	96,00	4,79	96,10	4,78	95,20	5,18
6 ¼ % Belge 1964-1969-1974, I	100,00	4,64	99,80	4,81	100,00	2,79
6 ¼ % Belge 1965-1970-1976	99,60	4,99	99,80	4,91	100,00	4,73
6 ¼ % Belge 1966-1971-1976, I	99,10	5,17	99,00	5,21	98,50	5,55
6 ¾ % Réunis 1972-1978	99,90	5,32	99,80	5,34	100,00	5,27
4 % Chem. de Fer 1955-1975, II	91,40	5,76	91,30	5,80	93,00	5,58
4 ¾ % R.T.T. 1959-1970	97,70	5,29	97,70	5,30	99,30	4,63

Les rendements sont calculés sur la première échéance. 6 p.c. sur les coupons des titres émis avant le 1er décembre 1962 et Depuis le 1er janvier 1967, application d'un précompte mobilier décembre 1962. de 20 p.c. (au lieu de 15 p.c.) sur les emprunts émis après le 1er 1 Il s'agit du rendement — précompte mobilier déduit — pour l'acheteur. Ce rendement est calculé sur la base du cours de bourse, augmenté des frais de courtage, d'impôt et de droit de cote et compte tenu de la charge que représente pour l'acheteur l'obligation de payer anticipativement les intérêts courus.

Emissions d'emprunts.

Les pouvoirs publics et les institutions d'intérêt public ont émis, par souscription publique, en 1968, les emprunts figurant au tableau IV.

Il y a lieu d'ajouter, aux émissions précitées, les titres de la *quinzième tranche des obligations à 7 p.c. d'ensemble 61.646.000 francs*, remises aux sinistrés par la *Caisse autonome des Dommages de Guerre*, du 1^{er} octobre 1967 au 30 septembre 1968. Ces obligations ont été

Tableau IV.

Emissions d'emprunts

Emprunts	Date d'émission	Nominal (millions de francs)	Taux nominal (pour cent)	Durée	Prix d'émission	Prix de remboursement	Rendement pour le souscripteur avant prélèvement de tout impôt
							(pour cent)
Ville de Gand 1968-1980 ...	1968 8/ 1	1.000	6,75	12 ans	98,25	100 après 12 ans	6,97 après 12 ans
Caisse Nationale de Crédit Professionnel 1968-1980 .	11/ 1	500	6,75	12 ans	99,00	101 après 12 ans	6,93 après 12 ans
Emprunt belge 1968-1978 .	7/ 2	10.000	6,75	10 ans	99,50	100 après 10 ans	6,82 après 10 ans
Autoroute E 3 1968-1980 .	20/ 3	5.000	6,75	12 ans	99,00	100 après 12 ans	6,88 après 12 ans
Société Nationale des Chemins de fer belges 1968-1983	16/ 4	2.500	6,75	15 ans	99,75	100 après 15 ans	6,78 après 15 ans
Ville de Liège 1968-1983 .	13/ 5	1.000	6,75	15 ans	99,75	100 après 15 ans	6,78 après 15 ans
Ville d'Anvers 1968-1983 .	13/ 5	2.000	6,75	15 ans	99,75	100 après 15 ans	6,78 après 15 ans
Emprunt belge 1968-1975-1983	17/ 6	10.000	6,50 7 premières années 6,75 8 dernières années	7 ou 15 ans	99,50	100 après 7 ans 101 après 15 ans	6,59 après 7 ans 6,70 après 15 ans
Emprunt belge 1968-1974-1980	9/ 9	8.665	6,50 6 premières années 6,75 6 dernières années	6 ou 12 ans	99,50	100 après 6 ans 101 après 12 ans	6,60 après 6 ans 6,72 après 12 ans
Emprunt belge 1968-1980	9/ 9	12.185	6,75	12 ans	99,25	100 après 12 ans	6,84 après 12 ans
Régie des Télégraphes et des Téléphones 1968-1982	24/10	4.500	6,75	14 ans	99,00	100 après 14 ans	6,86 après 14 ans
Fonds des Routes 1968-1983	2/12	8.000	6,75	15 ans	99,00	100 après 15 ans	6,86 après 15 ans
		65.350					

admisses aux cotations officielles le 19 août 1968.

La *Fondation nationale pour le Financement de la Recherche scientifique* a commencé, le 1^{er} avril 1968, l'émission, au taux de 2 p.c. l'an et au pair, d'une *neuvième tranche de*

300.000.000 francs de son emprunt 1960-1999.

Le tableau IV fait abstraction des émissions au robinet des institutions d'intérêt public.

Le montant net des appels publics au marché des capitaux s'élève ainsi à 52,5 milliards,

Tableau V.

Radiations et remboursements effectués en 1968

1/ 3	4 % Ville de Bruxelles 1943-1968 : — remboursement à l'échéance	14.900.000
1/ 5	4 ½ % Régie des Télégraphes et des Téléphones 1953-1968, I : — remboursement à l'échéance	510.000.000
1/ 6	5,20 % - 5,50 % Caisse Nationale de Crédit Professionnel 1963-1968-1973 : — remboursement anticipé	317.876.000
20/ 7	4 ½ % Ville d'Anvers 1953-1968, I : — remboursement à l'échéance	188.500.000
15/ 9	4 ½ % Ville de Liège 1953-1968 : — remboursement à l'échéance	102.000.000
22/ 9	5 % Emprunt belge 1958-1968 : — admis en paiement de souscriptions : — à l'Emprunt belge 1968-1974-1980	2.844.351.000
	— à l'Emprunt belge 1968-1980	78.926.000
	— remboursement à l'échéance	4.455.959.000
25/ 9	4 ½ % Régie des Télégraphes et des Téléphones 1953-1968, II : — remboursement à l'échéance	306.000.000
1/10	4 ½ % Ville d'Anvers 1953-1968, II : — remboursement à l'échéance	150.800.000
15/10	4 ½ % Emprunt belge 1953-1968 : — admis en paiement de souscriptions : — à l'Emprunt belge 1968-1974-1980	2.107.086.000
	— à l'Emprunt belge 1968-1980	32.151.000
	— remboursement à l'échéance	1.373.763.000
15/11	4 ½ % Ville de Bruxelles 1953-1968 : — remboursement à l'échéance	140.250.000
20/11	4 ½ % Province de Liège 1953-1968 : — remboursement à l'échéance	102.000.000
15/12	4 ½ % Société Nationale des Distributions d'Eau 1953-1968 : — remboursement à l'échéance	204.000.000
		12.928.562.000¹

¹ A ce chiffre, il y a lieu d'ajouter le remboursement, le 1^{er} janvier 1968, des titres à numéros pairs, de la huitième série de l'Emprunt de l'Assainissement monétaire, remboursables à cette date, pour un montant de 817.790.000 francs.

contre 46,5 milliards en 1967; 33,1 milliards en 1966; 37,1 milliards en 1965; 24,9 milliards en 1964; 20,3 milliards en 1963.

Tenant compte des mouvements du portefeuille du Fonds des Rentes, on obtient les chiffres ci-après :

	1967	1968
	(milliards de francs)	
Emissions	65,5	65,4
Remboursements	— 19,0	— 12,9
	46,5	52,5
Soldes des opérations effectuées en bourse et dont le Fonds des Rentes a été la contrepartie ...	+ 0,5	— 2,0
	47,0	50,5

Fluctuations du portefeuille du Fonds des Rentes pendant l'année 1968.

Le tableau ci-dessous résume les fluctuations du portefeuille du Fonds des Rentes pendant l'année 1968 :

Tableau VI.

(capital nominal en millions de francs)

	Solde général	Mouvement	
		Plus	Moins
31 décembre 1967 .	5.943		
31 mars 1968	6.572	629	
30 juin 1968	7.534	962	
30 septembre 1968 .	7.746	212	
31 décembre 1968 .	7.959	213	
		2.016	
Différence ...			2.016

Le montant le plus bas, soit 5.750 millions, a été enregistré le 29 janvier 1968; le montant le plus élevé, soit 8.108 millions, le 19 décembre 1968.

Le portefeuille du Fonds a subi, depuis 1961, les variations suivantes :

	<i>(millions de francs)</i>	
1961	+	270
1962	+	870
1963	+	628
1964		- 1.593
1965		- 529
1966	+	128
1967		- 483
1968	+	2.016

Volume des transactions.

Le volume général des transactions effectuées en bourse, sur le marché des rentes, s'établit comme suit :

	1967	1968	Différence
	<i>(valeur nominale en millions de francs)</i>		
Titres offerts (par le public)	19.754	23.669	+ 3.915
Titres demandés (par le public)	21.136	22.330	+ 1.194
	40.890	45.999	+ 5.109

Ce volume se répartit, comme suit, entre les quatre bourses du pays :

Tableau VII.

	Titres offerts		Titres demandés		Total des transactions
	Ventes notées en carnets par les agents de change		Achats notés en carnets par les agents de change		
<i>(millions de francs)</i>					
Bruxelles :					
Portefeuille « A »	14.705		16.811		
Portefeuille « B »	4.151		4.049		
		18.856		20.860	39.716
Anvers :					
Portefeuille « A »	1.707		608		
Portefeuille « B »	810		391		
		2.517		999	3.516
Gand :					
Portefeuille « A »	1.073		158		
Portefeuille « B »	383		95		
		1.456		253	1.709
Liège :					
Portefeuille « A »	647		176		
Portefeuille « B »	193		42		
		840		218	1.058
		23.669		22.330	45.999

Tableau VIII.

Nombre d'ordres inscrits dans les carnets des agents de change, teneurs de carnets

	Ordres de ventes notés en carnets par les agents de change		Ordres d'achats notés en carnets par les agents de change	
Bruxelles :				
Portefeuille « A »	221.425		54.080	
Portefeuille « B »	75.122		29.583	
		296.547		83.663
Anvers :				
Portefeuille « A »	18.335		3.980	
Portefeuille « B »	12.593		3.372	
		30.928		7.352
Gand :				
Portefeuille « A »	19.673		2.674	
Portefeuille « B »	8.391		1.562	
		28.064		4.236
Liège :				
Portefeuille « A »	6.510		2.469	
Portefeuille « B »	3.340		1.427	
		9.850		3.896
		365.389		99.147
Total général ...			464.536	

Les données de ce tableau, comparées à celles de l'année 1967, font apparaître les différences ci-dessous :

- les ordres de ventes ont augmenté de 36.702 postes
- les ordres d'achats ont diminué de ... 9.024 postes
- Augmentation de l'année ... 27.678 postes

La moyenne journalière ressort à 1.833 postes inscrits aux carnets, par séance de bourse, en prenant comme base 253 séances pour l'année, contre 1.733 en 1967.

Pour la seule place de Bruxelles, les opérations du Fonds des Rentes se sont traduites par les mouvements matériels ci-après :

Entrées dans	
les coffres	810.859 titres, contre 909.160 en 1967
Sorties	
des coffres	847.179 titres, contre 1.083.892 en 1967
Mouvement	
total	... 1.658.038 titres, contre 1.993.052 en 1967

Ce mouvement a représenté, en 1968, une manipulation moyenne de 6.553 titres par journée de travail ⁽¹⁾ contre 7.909 titres en 1967.

Les livraisons de titres ont été accompagnées de 37.165 bordereaux de dépôts numériques, ce qui détermine une moyenne journalière de 146 bordereaux.

*
* *

Les liquidations sur les places de province ont donné lieu aux mouvements de titres suivants :

169 envois à Anvers	pour 304 millions (de nominal)
105 envois à Gand	pour 78 millions (de nominal)
143 envois à Liège	pour 78 millions (de nominal)
et	
123 envois d'Anvers à Bruxelles	pour 1.790 millions
68 envois de Gand à Bruxelles	pour 1.298 millions
77 envois de Liège à Bruxelles	pour 597 millions

Nombre et volume des emprunts dont le Fonds des Rentes contrôle le marché.

Au 31 décembre 1968, le contrôle du Fonds s'exerçait sur 236 emprunts, totalisant un capital nominal en circulation de 407.330 millions ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Nombre de jours de travail : 253.
⁽²⁾ Valeurs congolaises non comprises.

Ces emprunts se répartissent comme suit :

Portefeuille « A » : (emprunts émis par l'Etat ou à charge de l'Etat) : 72 emprunts totalisant 300.492 millions.

Portefeuille « B » : (emprunts garantis par l'Etat, emprunts des provinces et communes, du Crédit communal, etc) : 164 emprunts totalisant 106.838 millions, se détaillant comme suit :

- a) Emprunts garantis par l'Etat : 67 emprunts totalisant 58.926 millions;
- b) Emprunts du Crédit communal + Intercommunale Autoroute E3 : 13 emprunts totalisant 21.227 millions;
- c) Emprunts de la Société nationale des Chemins de fer belges non garantis : 2 emprunts totalisant 1.242 millions;
- d) Emprunts des provinces : 3 emprunts totalisant 94 millions;
- e) Emprunts des villes et communes : 79 emprunts totalisant 25.349 millions.

Le portefeuille du Fonds au 31 décembre 1968 représente 1,73 p.c. des emprunts en circulation.

En 1967 le rapport s'établissait à 1,28 p.c. ⁽¹⁾; en 1966 le rapport s'établissait à 1,54 p.c. ⁽¹⁾; en 1965 le rapport s'établissait à 1,59 p.c. ⁽¹⁾; en 1964 le rapport s'établissait à 1,87 p.c. ⁽¹⁾.

Situation générale du portefeuille à la fin de 1968.

La situation générale du portefeuille s'établit comme suit au 31 décembre 1968, comparativement au 31 décembre 1967 :

	31 décembre 1967	31 décembre 1968
	<i>(valeur nominale en millions de francs)</i>	
Portefeuille « A » :		
(Emprunts émis par l'Etat ou à charge de l'Etat)	2.943	4.062
Portefeuille « B » :		
(Emprunts garantis par l'Etat, emprunts des provinces et communes, du Crédit Communal, du Congo, etc.)	3.000	3.897
	5.943	7.959

⁽¹⁾ Valeurs congolaises non comprises. Si l'on comprend les valeurs congolaises, les chiffres s'établissent à : 1,90 p.c. en 1968, 1,47 p.c. en 1967, 1,80 p.c. en 1966, 1,73 p.c. en 1965 et 2,08 p.c. en 1964.

Classification des valeurs, au 31 décembre 1968, tenant compte de la durée restant à courir jusqu'à leur date de remboursement.

	<i>(valeur nominale en millions de francs)</i>
Portefeuille « A » :	
Moins de 5 ans	2.229
De 5 à 10 ans	614
Plus de 10 ans	<u>1.219</u>
	4.062

Portefeuille « B » :

	Moins de 5 ans	De 5 à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
	<i>(millions de francs de capital nominal)</i>			
Garantis Etat	1.062	231	366	1.659
Congo	—	—	902	902
Crédit Communal et Intercommunales ...	77	29	163	269
Chem. de Fer long terme non garanti ...	—	—	18	18
Villes et provinces	<u>525</u>	<u>254</u>	<u>270</u>	<u>1.049</u>
	1.664	514	1.719	3.897

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le *Bulletin* de juillet 1969. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

LEVY L., Une avalanche de nouvelles dispositions dans le secteur bancaire. (*Industrie, Bruxelles, XXIII, n° 7, juillet 1969, pp. 471-475.*)

MOREAU R., Le financement du commerce extérieur. (II) (*Revue belge des Sciences commerciales, Bruxelles, XLIV, nos 1-2, janvier-février 1969, pp. 35-55.*)

2. INSTITUTIONS MONETAIRES

PONLOT D., Le statut légal des banques et le contrôle des émissions de titres et valeurs. (*Imprimerie E. Oleffe, Court-St-Etienne, 1969, XXVII+711 p.*)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

La bourse de Bruxelles de 1959 à 1968. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque, Bruxelles, VIII, n° 84, juillet 1969, pp. 1-4.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

Code de la T.V.A. (*Chambre de Commerce de Bruxelles, Bruxelles, 1969, 45 p.*)

DEVERS M., De B.T.W.-aangifte en de factuur. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXIII, n° 3, juin 1969, pp. 287-303.*)

DUBOIS P., Les instruments du contrôle budgétaire dans les organismes d'intérêt public dans l'optique d'une révision de l'arrêté royal du 7 avril 1954. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 6, juin 1969, pp. 5-26.*)

GOETHALS M., Les communes et la T.V.A. (*Bulletin trimestriel du Crédit Communal de Belgique, Bruxelles, XXIII, n° 89, juillet 1969, pp. 145-147.*)

GOETHALS M., La statistique provisoire des comptes communaux pour 1968. (*Bulletin trimestriel du Crédit Communal de Belgique, Bruxelles, XXIII, n° 89, juillet 1969, pp. 125-130.*)

HANSEN B. et SNYDER W.W., Fiscal Policy in Seven Countries, 1955-1965 : Belgium, France, Germany, Italy, Sweden, United Kingdom, United States. (*Organisation de Coopération et de Développement Economiques, Paris, 1969, 548 p.*)

LEJEUNE Ch., Le contentieux financier belgo-congolais. (*Revue belge de Droit international, Bruxelles, n° 2, 2° semestre 1969, pp. 535-564.*)

PITSEYS M., Financement des investissements communaux. (*Bulletin trimestriel du Crédit Communal de Belgique, Bruxelles, XXIII, n° 89, juillet 1969, pp. 141-144.*)

Taxe sur la valeur ajoutée. (VIII) (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, XXIV, n° 19, 15 juillet 1969, pp. 1494-1510.*)

TERROIR R., La comptabilité communale et son plan fonctionnel et économique. (*Revue belge des Sciences commerciales, Bruxelles, XLIV, nos 1-2, janvier-février 1969, pp. 63-70.*)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

LEONARD-ETIENNE J., Tendances récentes de la consommation privée en Belgique avec référence à l'étranger. (*Revue des Sciences économiques, Liège, XLIV, n° 158, juin 1969, pp. 81-110.*)

Les aspects économique-financiers des biens immobiliers. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIV, n° 28, 1^{er} août 1969, pp. 273-277.*)

Programme de placements systématiques. Plan de sauvegarde. Livret de placement. (*Kredietbank, Bruxelles, 1969, 31 p.*)

WILLEMAERS M., Les investment clubs en Belgique. (*Centre d'Etudes bancaires et financières, Bruxelles, Cahiers, n° 152, mai 1969, 24 p.*)

7. PRIX ET SALAIRES

DE BROECK G., De huidige stand van de sociale programmatie. (*V.K.W.-Mededelingen, Anvers, XXIV, nos 6-7, juin-juillet 1969, pp. 264-271.*)

DE PAEPE P., Naar een sociale programmatie in een welvaartstaat. (*V.K.W.-Mededelingen, Anvers, XXIV, nos 6-7, juin-juillet 1969, pp. 272-277.*)

Le coût horaire du travail ouvrier en Europe occidentale. (*Industrie, Bruxelles, XXIII, n° 7, juillet 1969, pp. 511-516.*)

Les salaires dans l'industrie. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LV, n° 6, juin 1969, pp. 493-507.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

La durée moyenne hebdomadaire du travail dans l'industrie. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LV, n° 6, juin 1969, pp. 509-519.*)

OSLET R., Le statut des conventions collectives de travail. (*Revue belge des Sciences commerciales, Bruxelles, XLIV, nos 1-2, janvier-février 1969, pp. 77-83.*)

9. SECURITE SOCIALE

ERAUW F., Le contrôle des prestations. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, XI, n° 5, mai 1969, pp. 585-615.*)

10. SITUATION ET POLITIQUE ECONOMIQUES

ROMUS P., Place et perspectives de la Wallonie dans une politique régionale européenne. (*Revue des Sciences économiques, Liège, XLIV, n° 153, juin 1969, pp. 71-84.*)

VLEUGELS R., L'implantation industrielle au Port d'Anvers. (*Hinterland, Anvers, XVII, n° 59, 4^e trimestre 1968, pp. 57-65.*)

WALHIN Ch., Les mouvements de l'économie belge. Sujets d'inquiétude ou d'optimisme? (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, XLVI, n° 4, mai-juin 1969, pp. 299-303.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

HENSKENS A., Où en sommes-nous avec le gaz naturel en Belgique? (*Electricité, Bruxelles, n° 139, juin 1969, pp. 33-42.*)

Industrie et commerce de la chaussure en Belgique. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque, Bruxelles, VIII, n° 84, juillet 1969, pp. 47.*)

THYS C., Le plan d'équipement et les perspectives d'avenir de l'industrie électrique en Belgique. (*Electricité, Bruxelles, n° 139, juin 1969, pp. 23-32.*)

12. RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Un programme d'envergure pour favoriser le progrès technologique dans notre industrie. (*Revue du Conseil économique wallon, Liège, n° 91, avril-juin 1969, pp. 1-28.*)

13. TRANSPORTS

ROGIERS F. et KEMPENEERS A., Surcapacité dans la navigation fluviale? (*Echos des Communications, Bruxelles, XII, n° 2, 1969, pp. 97-178.*)

15. COMMERCE EXTERIEUR

Le commerce extérieur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1968. (*Informations du Commerce extérieur, Bruxelles, supplément série C, n° 2, août 1969, pp. 1-86.*)

16. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

AUFRICHT H., The Fund Agreement : Living Law and Emerging Practice. (*Princeton University, Princeton, 1969, 96 p.*)

BROSTER E.J., The Sterling and Non-Sterling Balances. (*The Bankers' Magazine, Londres, CCIX, n° 1505, août 1969, pp. 68-71.*)

CARLI G., Le processus d'ajustement des balances des paiements. (*Cadres, Rome, XV, n° 2, juin 1969, pp. 5-11.*)

Creation of the New Reserve Asset May Occur Soon. (*International Economic Review, Chicago, juillet 1969, pp. 1-4.*)

DE VRIES M.G., L'attitude du Fonds à l'égard des taux fluctuants. (*Finances et Développement, Washington, VI, n° 2, juin 1969, pp. 48-52.*)

DIWOK F., Monnaie, or, dollar, mark, franc. (*Albin Michel, Paris, 1969, 315 p.*)

EINZIG P., A Textbook on Foreign Exchange. (*Macmillan, Londres, 2^e édition, 1969, XVI + 251 p.*)

FURTH J.-H., International Monetary Reform and the « Crawling Peg ». Comment. (*Federal Reserve Bank of St. Louis Review, Saint-Louis, LI, n° 7, juillet 1969, pp. 21-25.*)

HAWTREY R., The Return to Gold in 1925. (*The Bankers' Magazine, Londres, CCIX, n° 1505, août 1969, pp. 61-67.*)

HUDECZEK C., Das internationale Währungssystem. Mängel und Reformen. (*Knapp, Frankfurt/Main, 1969, 136 p.*)

JOHNSON H.G., The Gold Rush of 1968 in Retrospect and Prospect. (*The American Economic Review, Menasha, LIX, n° 2, mai 1969, pp. 344-348.*)

KRUEGER A.O., Balance-of-Payment Theory. (*The Journal of Economic Literature, Menasha, VII, n° 1, mars 1969, pp. 1-26.*)

KVASNICKA J.G., Eurodollars. An Important Source of Funds for American Banks. (*Business Conditions, Chicago, juin 1969, pp. 9-20.*)

KVASNICKA J.G., International Payments. Further Improvements Needed in the System. (*Business Conditions, Chicago, février 1969, pp. 11-16.*)

MACHLUP F., Il « transfer gap » degli Stati Uniti. (*Moneta e Credito, Rome, XXII, n° 86, 2^e trimestre 1969, pp. 149-193.*)

MACHLUP F. et autres, Round Table on Exchange Rate Policy. (*The American Economic Review, Menasha, LIX, n° 2, mai 1969, pp. 357-369.*)

MACHLUP F., Speculation on Gold Speculation. (*The American Economic Review, Menasha, LIX, n° 2, mai 1969, pp. 332-343.*)

- MADAN B.K., Echos de Bretton Woods. (*Finances et Développement, Washington, VI, n° 2, juin 1969, pp. 31-40.*)
- McKENZIE G.W., International Monetary Reform and the « Crawling Peg ». Reply. (*Federal Reserve Bank of St. Louis Review, St. Louis, LI, n° 7, juillet 1969, pp. 26-31.*)
- MORRIS F.E., Pax Americana and the U.S. Balance of Payments. (*New England Economic Review, Boston, janvier-février 1969, pp. 41-47.*)
- MOSSE R., Les transactions internationales des Etats-Unis (1946-1968). (*Moneta e Credito, Rome, XXII, n° 86, 2^e trimestre 1969, pp. 194-225.*)
- MUNDELL R.A., Real Gold, Dollars, and Paper Gold. (*The American Economic Review, Menasha, LIX, n° 2, mai 1969, pp. 324-331.*)
- SANTINI C., Il mercato degli eurodollari. (*Cadres, Rome, XV, n° 2, juin 1969, pp. 19-21.*)
- SCHEPS S., L'euro-marché de l'argent et des capitaux. (*Revue de Science financière, Paris, LXI, n° 2, avril-juin 1969, pp. 509-517.*)
- SCHWEITZER P.P., Bretton Woods, Twenty-five Years After. (*International Financial News Survey, Washington, XXI, n° 22, supplément, 6 juin 1969, pp. 177-180.*)
- SNEDDON LITTLE J., The Euro-Dollar Market : Its Nature and Impact. (*New England Economic Review, Boston, mai-juin 1969, pp. 2-31.*)
- STRASSER H., La Suisse, place financière internationale. (*Bulletin de la Société de Banque Suisse, Bâle, n° 3, mai-juin 1969, pp. 29-34.*)
- The Euro-Dollar Market : What it Means for London. (*The Banker, Londres, CXIX, n° 522, août 1969, pp. 773-781.*)
- The International Monetary System : Problems and Proposals. (*Prentice-Hall, Englewood Cliffs, 1969, XI + 238 p.*)
- TRIFFIN R., Perspectives actuelles d'évolution et de réforme du système monétaire international. (*Revue d'Economie politique, Paris, LXXIX, n° 3, mai-juin 1969, pp. 557-565.*)
- YOUNG J.M., U.S. Role in the International Capital Market. (*The Banker, Londres, CXIX, n° 521, juillet 1969, pp. 641-648.*)
- 17. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE**
- ASZKENAZY H., Les bourses du Marché Commun en 1963-1969. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, XII, n° 43, 1^{er} trimestre 1969, pp. 151-159.*)
- BARRE R., Politique monétaire de la Communauté. (*Revue trimestrielle de Droit européen, Paris, V, n° 1, janvier-mars 1969, pp. 49-57.*)
- BETTENCOURT A., La politique industrielle de la Communauté Economique Européenne. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, XII, n° 43, 1^{er} trimestre 1969, pp. 7-11.*)
- CARLI G., Problemi dell'adesione della Gran Bretagna al Mercato Comune relativamente alle questioni monetarie. (*Bancaria, Rome, XXV, n° 6, juin 1969, pp. 768-772.*)
- Compte rendu sténographique de la XXI^e Table Ronde des Problèmes de l'Europe (Lausanne, 15-16 novembre 1968) sur le thème « Le Marché financier européen au service de l'expansion ». (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, XII, n° 43, 1^{er} trimestre 1969, pp. 33-128.*)
- DE THYSEBAERT S., L'industrie pétrochimique dans la Communauté Economique Européenne. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, VIII, n° 4, juillet 1969, pp. 301-310.*)
- Die E.W.G. auf dem Wege zur Wirtschaftsunion. (*Deutsche Gesellschaft für Betriebswirtschaft, Berlin, 1968, 119 p.*)
- DUBOUIS L., Les institutions communautaires depuis la « fusion des exécutifs ». (*Revue trimestrielle de Droit européen, Paris, V, n° 1, janvier-mars 1969, pp. 69-91.*)
- FERRANDI J., L'avenir de l'association euro-africaine. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, n° 44, 2^e trimestre 1969, pp. 11-16.*)
- FRANÇOIS-DONAT S., Le « Plan Mansholt » face à l'opinion. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, XII, n° 43, 1^{er} trimestre 1969, pp. 12-26.*)
- FRIEDEBERG A.S., Op weg naar vrijmaking van het kapitaalverkeer in de Europese Economische Gemeenschap. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, LIV, n° 2706, 30 juin 1969, pp. 742-746.*)
- FUCITO G., La politica commerciale della C.E.E. (*Rivista di Politica Economica, Rome, LIX, n° 6, juin 1969, pp. 723-754.*)
- JAUME R., Entente et coopération entre entreprises (ententes et positions dominantes). (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 124, juin 1969, pp. 317-324.*)
- KAMARA L., Renouveau de la convention de Yaoundé. (*Tiers-Monde, Paris, X, n° 37, janvier-mars 1969, pp. 213-236.*)
- LEVI M., La Grande-Bretagne et l'Europe. (*Politique étrangère, Paris, XXXIV, n° 3, mai-juin 1969, pp. 289-316.*)
- MUENCHMEYER A., La nécessité d'une union monétaire européenne. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, XII, n° 43, 1^{er} trimestre 1969, pp. 27-30.*)
- NEIRINCK J.D., The Rome Treaty Social Policy and E.E.C. Applied Labour Economics. (*Chronique de Politique étrangère, Bruxelles, XXII, n° 3, mai 1969, pp. 267-373.*)
- PEYRARD M., La conjoncture économique dans la Communauté Economique Européenne. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, XII, nos 43 et 44, 1^{er} et 2^e trimestres 1969, pp. 134-139 et 59-62.*)
- Pour une société européenne d'investissement. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, n° 44, 2^e trimestre 1969, pp. 67-70.*)
- Problems Pile Up for the Common Market. (*International Economic Review, Chicago, juin 1969, pp. 1-5.*)
- SCHULZE-BRACHMANN A., Le développement de la fiscalité dans le Marché Commun (I). *La Fiscalité du Marché Commun, Deventer, n° 34, juin 1969, pp. 51-65.*
- TROCLEL L.-E., Le problème de la collaboration des partenaires sociaux et la politique sociale européenne. (*Chronique de Politique étrangère, Bruxelles, XXII, n° 3, mai 1969, pp. 375-382.*)

VAN OUDENHOVE G., Het verdrag tot samensmelting van de « executieven » der Europese Gemeenschappen : een halte of een eindpunt ? (*Tijdschrift voor Sociale Wetenschappen, Gand, XIV, n° 2, 2^e trimestre 1969, pp. 207-220.*)

VELDKAMP G.M.J., Prospect of the Social Policy of the European Community. (*Chronique de Politique étrangère, Bruxelles, XXII, n° 3, mai 1969, pp. 383-389.*)

ZAMPAGLIONE G., La liberté d'établissement dans la Communauté Européenne. (*Cadres, Rome, XV, n° 2, juin 1969, pp. 85-90.*)

ZELLER W., Bedigungen und Behinderungen der Wirtschaftsintegration. (*Aussenwirtschaft, St. Gall, XXIV, n° 2, juin 1969, pp. 157-179.*)

18. DIVERS

TROCLET L.-E., Les droits économiques et sociaux dans la Constitution belge. (*Revue du Travail, Bruxelles, LXX, n° 4, avril 1969, pp. 485-507.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au *Moniteur belge* au cours du mois précédant celui de la parution du *Bulletin*.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique comprend les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le *Journal officiel des Communautés Européennes*.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — Economie générale
2. — Monnaie, crédit et banque
3. — Finances publiques
4. — Agriculture
5. — Industrie
6. — Travail
7. — Commerce intérieur
8. — Commerce extérieur
9. — Transports
10. — Prix et salaires
11. — Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers
12. — Communauté Economique Européenne

1. — ECONOMIE GENERALE

Arrêté royal du 27 juin 1969

prorogeant, en ce qui concerne les régions de développement définies par l'arrêté royal du 27 novembre 1959, le délai d'application des mesures prévues par la loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de

combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions (*Moniteur du 3 juillet 1969, p. 6595*).

Article 1^{er}. — Le délai d'application des mesures prévues par la loi (...) est prorogé jusqu'au 31 décembre 1969.

Art. 2. — Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1969.

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Caisse nationale de Crédit professionnel

Relèvement de la garantie de l'Etat au profit de l'outillage artisanal (*Moniteur du 1^{er} août 1969, p. 7497*).

Par arrêté royal du 16 mai 1969, qui entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, le montant pour lequel l'Etat garantit à la Caisse nationale de Crédit professionnel la bonne fin des billets à ordre, qui réunissent les conditions prévues

à l'article 7, alinéa 5, du statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel, modifié par la loi du 27 mars 1964, est porté à un milliard quatre cents millions de francs par libération d'une deuxième tranche de deux cents millions de francs.

Loi du 9 juin 1969

relative à l'adhésion de la Belgique à l'amendement de l'accord ayant créé le Fonds

Monétaire International ainsi qu'au statut monétaire (Moniteur du 16 juillet 1969, p. 6984).

Article 1^{er}. — Sortiront leurs pleins et entiers effets :

1. l'acte par lequel le Roi adhérera au nom de la Belgique à l'Amendement aux statuts du Fonds Monétaire International, dont le texte est reproduit en annexe, approuvé par le Conseil des Gouverneurs du Fonds aux termes de sa résolution n° 23-5 du 31 mai 1968;

2. la déclaration par laquelle, conformément à l'article XXIII, section I, des statuts modifiés du Fonds Monétaire International, le Roi attestera que la Belgique accepte de participer au Compte de Tirage spécial du Fonds, qu'elle souscrit les obligations qu'implique cette participation au Compte de Tirage spécial et que toutes dispositions nécessaires afin d'être en mesure d'y satisfaire ont été prises à cette fin.

Art. 2. — Dans l'article 6 de l'arrêté-loi n° 5 du 1^{er} mai 1944, relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères, tel qu'il a été modifié par l'article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1948 et par l'article 5 de la loi du 19 juin 1959, les alinéas 4 à 8 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« La Banque Nationale de Belgique pourra également comptabiliser dans ses écritures, comme avoirs propres, les droits que possède l'Etat belge comme membre du Fonds Monétaire International, soit au titre de la partie de sa quote-part dans le Fonds qui excède les avoirs en francs belges de celui-ci, soit comme participant au Compte de Tirage spécial du Fonds, soit à tout autre titre, et cela moyennant reprise par la Banque Nationale de Belgique des obligations de fournir de la monnaie belge, de l'or ou des monnaies étrangères au Fonds Monétaire International ou à ses membres, imposées à la Belgique par l'Accord ayant créé le Fonds et ses modifications successives, ou assumées par elle dans le cadre des dispositions de cet Accord. »

« Les dispositions restrictives de l'article 7, premier alinéa, et de l'article 12, premier et deuxième alinéas, de l'arrêté royal n° 29 du 24 août 1939 relatif à l'activité, à l'organisation et aux attributions de la Banque Nationale de Belgique, pris en exécution de la loi du 1^{er} mai 1939, ne s'appliquent pas aux opérations faites en vertu du quatrième alinéa du présent article. »

« Les conditions et les modalités particulières de l'intervention de la Banque Nationale de Belgique dans l'exécution des accords internationaux visés dans le présent article sont réglées par des conventions à conclure entre l'Etat et la Banque Nationale. »

« L'Etat garantit la Banque Nationale de Belgique contre toute perte de change ou autre que celle-ci pourrait subir dans l'exécution des accords dont question ci-dessus ou par suite de sa participation à des accords ou opérations de coopération monétaire internationale auxquels, moyennant l'approbation du Gouvernement décidée en Conseil des Ministres, elle serait ou deviendrait partie. »

Art. 3. — A l'article 6bis de l'arrêté-loi n° 5 du 1^{er} mai 1944, relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères, tel que ce dernier a été modifié par l'article 2 de la loi du 28 juillet 1948, sont apportées les modifications suivantes :

1. Le premier alinéa est complété par le texte suivant :

« ou par suite de sa participation à des accords ou opérations de coopération monétaire internationale auxquels, moyennant l'approbation du Gouvernement décidée en Conseil des Ministres, elle serait ou deviendrait partie ».

2. Dans le deuxième alinéa, les mots « prévu par l'accord de paiement en cause » sont remplacés par les mots « visé au premier alinéa du présent article ».

Art. 4. — L'article 7, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 29 du 24 août 1939 relatif à l'activité, à l'organisation et aux attributions de la Banque Nationale de Belgique, pris en exécution de la loi du 1^{er} mai 1939, et modifié par l'article 6 de la loi du 12 avril 1957 relative au statut monétaire, est remplacé par la disposition suivante :

« Les engagements à vue de la Banque doivent être couverts, à concurrence d'un tiers au moins, par ses avoirs en or, par ses créances en or sur des institutions financières internationales et par les droits que possède l'Etat belge comme membre du Fonds Monétaire International et qui sont comptabilisés par la Banque comme avoirs propres en vertu de la loi. »

Arrêté royal du 27 juin 1969

relatif à l'adhésion de la Belgique à l'amendement de l'accord ayant créé le Fonds Monétaire International (Moniteur du 26 juillet 1969, p. 7312).

Article 1^{er}. — Notre Ministre des Finances est autorisé à notifier au Fonds Monétaire International :

1^o l'adhésion de la Belgique à l'amendement aux statuts du Fonds Monétaire International tel qu'approuvé par le Conseil des Gouverneurs du Fonds, aux termes de sa résolution n° 23-5 du 31 mai 1968;

2^o la déclaration par laquelle, conformément à l'article XXIII, Section I, des statuts modifiés du Fonds Monétaire International, la Belgique accepte de participer au Compte de Tirage Spécial du Fonds, qu'elle souscrit les obligations qu'implique cette participation au Compte de Tirage Spécial et que toutes dispositions nécessaires afin d'être en mesure d'y satisfaire ont été prises à cette fin.

Arrêté royal du 1^{er} juillet 1969

organisant la protection des personnes qui acquièrent ou qui construisent des habitations sociales ou des habitations y assimilées (Moniteur du 15 juillet 1969, p. 6955).

Loi du 9 juillet 1969

modifiant la loi du 16 mars 1919 instituant une Société Nationale de Crédit à l'Industrie (Moniteur du 25 juillet 1969, p. 7255).

Article 1^{er}. — L'article 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 16 mars 1919, instituant une Société Nationale de Crédit à l'Industrie, modifié par l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 19 du 23 mai 1967, est remplacé par les dispositions suivantes :

« La Société Nationale de Crédit à l'Industrie peut accepter des dépôts et émettre des bons de caisse et des obligations, quelle qu'en soit la durée, à concurrence de 110 milliards de francs. Toutefois, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, élever ce montant à 130 milliards par libération successive de quatre tranches de 5 milliards chacune. »

Art. 2. — Dans les trois mois de la publication de la présente loi, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie mettra ses statuts en concordance avec les dispositions de l'article 1^{er}.

Loi du 10 juillet 1969

sur la sollicitation de l'épargne publique, notamment en matière de valeurs mobilières (Moniteur du 24 juillet 1969, p. 7216).

Article 1^{er}. — Pour l'application de l'article 108 du Livre I^{er} du Titre V du Code de commerce, des Titres II et IV de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs et de l'arrêté royal n° 71 du 30 novembre 1939 relatif au colportage des valeurs mobilières et au démarchage sur valeurs mobilières et sur marchandises et denrées, sont assimilées à l'exposition, l'offre en vente, la vente et, de manière générale, l'émission de titres et valeurs, fonds publics ou valeurs mobilières, ainsi qu'au colportage ou démarchage sur valeurs mobilières, les mêmes opérations ayant directement ou indirectement pour objet des droits sur des biens meubles ou immeubles, organisés en association indivision ou groupement, de droit ou de fait, impliquant abandon par les titulaires de la jouissance privative de ces biens dont la gestion, organisée collectivement, est confiée à une personne agissant à titre professionnel.

La présente disposition n'est pas applicable aux fonds communs de placement au sens de l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1957.

Art. 2. — A l'article 22, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne, les mots : « commerciales ou à forme commerciale » sont remplacés par les mots : « civiles, commerciales ou à forme commerciale ou dans des associations commerciales ».

L'article 22, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi est complété *in fine* par les mots suivants : « et, généralement, aux expositions, offres et ventes publiques de toutes valeurs mobilières ou de titres négociables ou non, ainsi que de tous documents représentatifs de telles valeurs ou de tels titres ou conférant droit à leur acquisition, à l'exception des certificats de fonds communs de placement au sens de l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1957 ».

Art. 3. — A l'article 4 de l'arrêté royal n° 71 du 30 novembre 1939, relatif au colportage des valeurs mobilières et au démarchage sur valeurs mobilières et sur marchandises et denrées, il est introduit un alinéa 2 nouveau, libellé comme suit : « La condamnation emportera confiscation de toute rémunération ou avantage quelconque obtenu ou à obtenir à raison du colportage ou démarchage illicite ».

Art. 4. — Au Livre I^{er}, Titre V du Code de commerce, un article 100bis nouveau est introduit, libellé comme suit : « Le Roi peut, sur avis des Commissions des Bourses de fonds publics et de change du Royaume et des Comités de la Cote auprès de ces Bourses, organiser les marchés sur fonds publics non admis à la cote et, notamment, la surveillance des transactions et la publicité des cours ».

A l'article 110 du même Livre I^{er}, Titre V, la première phrase est complétée *in fine* comme suit :

« ainsi qu'aux arrêtés pris en application de l'article 100bis ».

Art. 5. — Le Roi peut définir des critères de détermination du caractère public des opérations visées aux articles 108 du Livre I^{er} du Titre V du Code de commerce, de l'article 26 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, des articles 1^{er}, 15 et 22 de la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne et des articles 1^{er} et 6 de la loi du 27 mars 1957 relative aux fonds communs de placement.

Il peut, pour l'application des mêmes dispositions, assimiler à une offre publique, toute proposition publique ou publicité tendant à offrir des renseignements ou conseils ou à susciter la demande de renseignements ou conseils relatifs à des titres non encore créés, à émettre, en cours d'émission ou déjà émis, sauf si ces renseignements ou conseils portent sur des titres qui feront, qui font ou qui ont fait l'objet d'une exposition, offre ou vente publique régulière en Belgique ou d'une admission à la cote officielle ou aux ventes publiques supplémentaires d'une bourse du Royaume.

Loi du 10 juillet 1969

modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Réescompte et de Garantie (Moniteur du 9 août 1969, p. 7687).

Article unique. — La disposition introduite par l'article 2 de la loi du 6 juillet 1964 dans l'article 5 de l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935, portant création d'un Institut de Réescompte et de Garantie, est remplacée par la suivante :

« Par voie de modification apportée aux statuts dans les formes requises par l'article 16, alinéa 2, cette limite peut être portée immédiatement à vingt-cinq milliards de francs et ensuite, par libérations successives de deux tranches de deux milliards et demi de francs chacune, à trente milliards de francs. »

Institut Belgo-Luxembourgeois du Change

Décision du Conseil concernant des modifications aux règlements (Moniteur du 30 août 1969, p. 8142).

A la date du 1^{er} septembre 1969, la mention « mark finlandais » est ajoutée à la liste n° 4 annexée aux règlements de l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change.

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 19 mars 1969

modifiant l'article 4 de la loi du 11 décembre 1959 concernant la perception à l'importation de certains droits d'accise (Moniteur du 1^{er} août 1969, p. 7488).

Arrêté royal du 27 mai 1969

complétant l'arrêté royal du 18 juillet 1927 pris en exécution de la loi du 21 juin 1927 relative à l'imposition des sociétés et firmes congolaises (Moniteur du 5 juillet 1969, p. 6687).

Arrêté royal du 2 juin 1969

modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (Moniteur du 5 juillet 1969, p. 6688).

Arrêté ministériel du 6 juin 1969

fixant les règles de répartition du Fonds de compensation fiscale de 1968 (Moniteur du 9 juillet 1969, p. 6808).

Arrêté royal du 13 juin 1969

concernant le régime d'accise des sucres (Moniteur du 1^{er} juillet 1969, p. 6511).

Loi du 13 juin 1969

contenant le budget du Ministère de l'Agriculture pour l'année budgétaire 1969 (Moniteur du 12 juillet 1969, p. 6871).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1969 afférentes au Ministère de l'Agriculture (...) des crédits s'élevant à la somme de 8.457.740.000 francs.

Art. 8. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 904.443.000 francs.

Art. 10. — Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux (...) sont évaluées à 10.145.114.000 francs pour les recettes et à 10.179.397.000 francs pour les dépenses.

Arrêté royal du 23 juin 1969

fixant des mesures exceptionnelles et temporaires en matière d'information générale des petites et moyennes entreprises au sujet de la taxe sur la valeur ajoutée (Moniteur du 16 juillet 1969, p. 7027).

Arrêté royal du 24 juin 1969

portant octroi d'une prime unique aux entreprises qui s'occupent de la préparation des filasses de lin (Moniteur du 20 août 1969, p. 7860).

Arrêté royal du 27 juin 1969

prorogeant la durée d'application de la loi du 14 juillet 1966 instaurant temporairement des aides exceptionnelles en vue d'accélérer la reconversion et le développement économiques des régions charbonnières et de certaines régions confrontées avec des problèmes aigus et urgents (Moniteur du 3 juillet 1969, p. 6596).

Article 1^{er}. — La durée d'application de la loi (...) est prorogée jusqu'au 31 décembre 1969.

Art. 2. — Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1969.

Loi du 2 juillet 1969

modifiant l'article 2 de la loi du 11 décembre 1959, concernant la perception à l'importation de certains droits d'accise et l'article 8bis de la loi du 7 juin 1926 modifiant le tarif des douanes ainsi que certains droits d'accise et établissant ou revisant des taxes de consommation (Moniteur du 1^{er} août 1969, p. 7489).

Loi du 2 juillet 1969

modifiant le régime d'accise du tabac (Moniteur du 1^{er} août 1969, p. 7491).

Loi du 3 juillet 1969

créant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée (Moniteur du 17 juillet 1969, p. 7046).

Arrêté royal du 7 juillet 1969

modifiant l'arrêté royal du 10 août 1967 déterminant les conditions mises à l'octroi des primes d'encouragement à l'achat d'habitations construites ou à construire pour compte : a) de la Société Nationale du Logement ou de ses sociétés agréées; b) de la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne ou de ses sociétés agréées; c) de communes, d'associations intercommunales ou de commissions d'assistance publique (Moniteur du 10 juillet 1969, p. 6832).

Arrêté royal du 7 juillet 1969

modifiant l'arrêté royal du 10 août 1967 déterminant les conditions mises à l'octroi de primes à fonds perdus à la construction, par l'initiative privée, de logements sociaux et de petites propriétés terriennes (Moniteur du 10 juillet 1969, p. 6833).

Loi du 7 juillet 1969

modifiant la loi du 22 avril 1958 portant création d'un fonds des constructions scolaires et parascolaires de l'Etat; d'un fonds des constructions de l'enseignement supérieur et des cités universitaires de l'Etat (Moniteur du 24 juillet 1969, p. 7215).

Loi du 9 juillet 1969

portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, y compris la contribution des patentes et les impôts fonciers et du protocole final, signés à Bruxelles le 11 avril 1967 (Moniteur du 30 juillet 1969, p. 7358). — Addendum (Moniteur du 7 août 1969, p. 7623).

Loi du 9 juillet 1969

concernant le régime d'accise des huiles minérales (Moniteur du 1^{er} août 1969, p. 7493).

Loi du 10 juillet 1969

modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (Moniteur du 25 juillet 1969, p. 7256).

Loi du 10 juillet 1969

modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (Moniteur du 31 juillet 1969, p. 7428). Erratum (Moniteur du 8 août 1969, p. 7428).

Loi du 11 juillet 1969

ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1969 (Moniteur du 16 juillet 1969, p. 6983).

Arrêté royal du 15 juillet 1969

modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (Moniteur du 31 juillet 1969, p. 7429).

Arrêté royal du 15 juillet 1969

relatif à la décharge de l'accise pour l'alcool utilisé à des usages industriels (Moniteur du 1^{er} août 1969, p. 7496).

Arrêté royal n° 1 du 23 juillet 1969

relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (Moniteur du 30 juillet 1969, p. 7380).

4. — AGRICULTURE

Loi du 20 mars 1969

portant approbation du Protocole portant reconduction de l'Accord international sur l'huile d'olive de 1963, fait à Genève le 30 mars 1967 (Moniteur du 13 août 1969, p. 7734).

5. — **INDUSTRIE**

Arrêté royal du 23 juin 1969

fixant des mesures exceptionnelles et temporaires en matière d'information générale des petites et moyennes entreprises au sujet de la taxe sur la valeur ajoutée (Moniteur du 16 juillet 1969, p. 7027).

Arrêté royal du 24 juin 1969

portant octroi d'une prime aux entreprises qui s'occupent de la préparation des filasses de lin (Moniteur du 20 août 1969, p. 7860).

6. — **TRAVAIL**

Arrêté royal du 1^{er} juillet 1969

fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires (Moniteur du 4 juillet 1969, p. 6631).

Arrêté ministériel du 15 juillet 1969

relatif aux conditions d'octroi des autorisations d'occupation et des permis de travail pour les travailleurs de nationalité étrangère (Moniteur du 31 juillet 1969, p. 7470).

7. — **COMMERCE INTERIEUR**

Loi du 2 juillet 1969

modifiant l'article 518 du Code de commerce (Moniteur du 9 juillet 1969, p. 6798).

8. — **COMMERCE EXTERIEUR**

Loi du 19 mars 1969

modifiant l'article 4 de la loi du 11 décembre 1959 concernant la perception à l'importation de certains droits d'accise (Moniteur du 1^{er} août 1969, p. 7488).

d'accise et établissant ou revisant des taxes de consommation (Moniteur du 1^{er} août 1969, p. 7489).

Loi du 2 juillet 1969

modifiant le régime d'accise du tabac (Moniteur du 1^{er} août 1969, p. 7491).

Arrêté royal du 24 juin 1969

relatif au tarif des droits d'entrée. Addendum (Moniteur du 1^{er} juillet 1969, p. 6512).

Loi du 9 juillet 1969

concernant le régime d'accise des huiles minérales (Moniteur du 1^{er} août 1969, p. 7493).

Loi du 2 juillet 1969

modifiant l'article 2 de la loi du 11 décembre 1959, concernant la perception à l'importation de certains droits d'accise et l'article 8bis de la loi du 7 juin 1926 modifiant le tarif des douanes ainsi que certains droits

Arrêté royal du 15 juillet 1969

relatif à la décharge de l'accise pour l'alcool utilisé à des usages industriels (Moniteur du 1^{er} août 1969, p. 7496).

Arrêté royal du 29 août 1969

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 30 août 1969, p. 8115).

Arrêté ministériel du 29 août 1969

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 30 août 1969, p. 8126).

Arrêté ministériel du 29 août 1969

relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 30 août 1969, p. 8129).

9. — TRANSPORTS

Arrêté royal du 10 juillet 1969

autorisant la SABENA à modifier ses statuts (Moniteur du 11 juillet 1969, p. 6849).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté royal du 3 juin 1969

instituant une commission pour la régulation des prix (Moniteur du 30 juillet 1969, p. 7396).

.....

Art. 2. — La Commission pour la régulation des prix a pour mission :

1° de donner, à la demande du Ministre des Affaires économiques, des avis sur toutes questions relatives aux prix et au coût de la vie;

2° de suivre la situation des prix et de faire des suggestions au Ministre des Affaires économiques sur la politique à adopter en matière de prix;

3° d'étudier et de négocier l'application de contrats de programme entre le secteur privé et le Gouvernement et de faire des propositions au Ministre des Affaires économiques portant sur le contenu de ces contrats;

4° de surveiller l'exécution de ces contrats de programme et de suggérer au Ministre des Affaires économiques les mesures et les sanctions éventuelles à prendre pour en assurer le respect.

.....

Art. 5. — Il est constitué au sein de la première section un Comité permanent composé du président, du vice-président, des rapporteurs, des secrétaires, des délégués du Ministère des Affaires économiques et du Ministère des Finances et de :

1 membre désigné par les délégués représentant l'industrie;

1 membre désigné par les délégués représentant l'agriculture;

1 membre désigné par les délégués représentant les grandes entreprises de distribution;

1 membre désigné par les délégués représentant le commerce de gros et de détail;

1 membre désigné par les coopératives de consommation;

1 membre désigné par les organisations les plus représentatives des travailleurs indépendants;

3 membres désignés par les délégués représentant les organisations les plus représentatives des travailleurs;

1 membre désigné par les délégués représentant les intérêts familiaux.

Le Comité permanent a pour mission :

1° d'observer les fluctuations des prix;

2° de signaler au Ministre des Affaires économiques les problèmes que le Comité souhaite voir étudié par la Commission;

3° de réunir la documentation et de préparer les travaux de la Commission;

4° de donner un avis au nom de la Commission sur des dossiers concernant une entreprise.

.....

Arrêté ministériel du 27 juin 1969

modifiant l'arrêté ministériel du 5 novembre 1955 portant réglementation des prix de l'énergie électrique en basse tension (Moniteur du 3 juillet 1969, p. 6595).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté royal du 10 juin 1969

modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés (Moniteur du 25 juillet 1969, p. 7268).

Arrêté royal du 20 juin 1969

portant majoration du taux des cotisations fixées par les articles 77 et 78 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (Moniteur du 2 juillet 1969, p. 6549).

Arrêté royal du 24 juin 1969

modifiant le montant de la pension d'invalidité accordé aux ouvriers mineurs et assimilés (Moniteur du 4 juillet 1969, p. 6630).

Loi du 24 juin 1969

majorant les pensions des travailleurs salariés (Moniteur du 5 juillet 1969, p. 6654).

Arrêté royal du 24 juin 1969

fixant les modalités de reprise de l'actif et du passif de l'Office national de coordination des allocations familiales (Moniteur du 5 juillet 1969, p. 6686).

Arrêté royal du 25 juin 1969

modifiant l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Moniteur du 8 juillet 1969, p. 6713).

Loi du 27 juin 1969

modifiant la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Moniteur du 5 juillet 1969, p. 6657).

Arrêté royal du 27 juin 1969

fixant les conditions dans lesquelles un statut de reconnaissance nationale donne droit à une pension de retraite anticipée et non réduite de travailleur salarié (Moniteur du 8 juillet 1969, p. 6715).

Loi du 27 juin 1969

relative à l'octroi d'allocations aux handicapés (Moniteur du 15 juillet 1969, p. 6935).

Loi du 27 juin 1969

revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (Moniteur du 25 juillet 1969, p. 7258).

Loi du 30 juin 1969

modifiant la législation sur les accidents du travail (Moniteur du 8 juillet 1969, p. 6712).

Loi du 1^{er} juillet 1969

1^o majorant le taux des pensions de guerre; 2^o établissant un régime de liaison des rentes de guerre à l'indice des prix de détail; 3^o modifiant certaines dispositions des lois sur les pensions de réparation, coordonnées le 5 octobre 1948 (Moniteur du 12 juillet 1969, p. 6888).

Arrêté royal du 1^{er} juillet 1969

fixant la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés et réglant les modalités d'octroi de l'allocation complémentaire (Moniteur du 15 juillet 1969, p. 6940).

Loi du 1^{er} juillet 1969

abrogeant l'arrêté-loi du 14 avril 1945, allouant des primes aux ouvriers qui s'embauchent pour le travail du fond de la mine (Moniteur du 19 juillet 1969, p. 7151).

Loi du 1^{er} juillet 1969

abrogeant l'article 13 de la loi du 27 mars 1951 modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande (Moniteur du 19 juillet 1969, p. 7151).

Loi du 3 juillet 1969

majorant la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants (Moniteur du 11 juillet 1969, p. 6846).

Loi du 4 juillet 1969

portant modification des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (Moniteur du 12 juillet 1969, p. 6891).

Arrêté royal du 8 juillet 1969

modifiant l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Moniteur du 15 juillet 1969, p. 6944).

Loi du 9 juillet 1969

modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraite et de survie des agents du secteur public (Moniteur du 20 août 1969, p. 7846).

Arrêté royal du 10 juillet 1969

modifiant l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938, prévu par la loi du 10 juin 1937, qui étend les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés (Moniteur du 12 juillet 1969, p. 6906).

Arrêté royal du 10 juillet 1969

fixant la date d'entrée en vigueur d'un article de la loi du 27 juin 1969 modifiant la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Moniteur du 17 juillet 1969, p. 7082).

Arrêté royal du 10 juillet 1969

modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 1964 portant les conditions dans lesquelles l'appli-

cation de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité est étendue aux travailleurs indépendants (Moniteur du 17 juillet 1969, p. 7083).

Arrêté royal du 14 juillet 1969

modifiant l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Moniteur du 19 juillet 1969, p. 7170).

Arrêté royal du 14 juillet 1969

modifiant l'arrêté royal du 10 mai 1963 relatif aux majorations de rente de vieillesse et de veuve, prévues par la loi du 12 février 1963 relative à l'organisation d'un régime de pension de retraite et de survie au profit des assurés libres (Moniteur du 30 juillet 1969, p. 7400).

Arrêté royal du 6 août 1969

modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants (Moniteur du 21 août 1969, p. 7894).

Arrêté royal du 6 août 1969

modifiant l'arrêté royal du 19 décembre 1967 portant règlement général en exécution de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants (Moniteur du 30 août 1969, p. 8132).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

**Décision de la Commission du 30 mai 1969
(69/186/C.E.E.)**

constatant que les conditions prévues pour la mobilisation de froment tendre destiné à une action nationale d'aide alimentaire sont remplies (Journal officiel du 5 juillet 1969, n° L 165 p. 2).

**Recommandation de la Commission
du 9 juin 1969 (69/191/C.E.E.)**

*aux Etats membres concernant la mise en œuvre des dispositions :
de l'article 6 du règlement (C.E.E.) n° 1018/68 du Conseil, du 19 juillet 1968, relatif à la constitution d'un contingent communautaire*

pour les transports de marchandises par route effectués entre Etats membres, et de l'article 5 du règlement (C.E.E.) n° 1224/68 de la Commission, du 9 août 1968, relatif à l'établissement des modèles d'autorisation communautaire et de formulaire pour l'obtention de renseignements statistiques au sujet de l'utilisation de l'autorisation communautaire, visés aux articles 2, § 2, et 5, § 1^{er}, alinéa 2, du règlement (C.E.E.) n° 1018/68 du Conseil (Journal officiel du 5 juillet 1969, n° L 165, p. 7).

**Décision du Conseil du 17 juillet 1969
(69/227/C.E.E.)**

relative à la coordination des politiques économiques à court terme des Etats membres (Journal officiel du 25 juillet 1969, n° L 183, p. 41).

**Règlement du Conseil du 23 juillet 1969
(69/1462/C.E.E.)**

portant conclusion de l'accord créant une association entre la Communauté Economique Européenne et le Royaume du Maroc et relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour son application (Journal officiel du 8 août 1969, n° L 197, p. 1).

**Règlement du Conseil du 23 juillet 1969
(69/1468/C.E.E.)**

portant conclusion de l'accord créant une association entre la Communauté Economique Européenne et la République Tunisienne et relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour son application (Journal officiel du 8 août 1969 n° L 198, p. 1).

ERRATUM

*Dans la Législation Economique, Bulletin de juillet 1969,
il y a lieu de lire les pages 40, 41 et 42 dans l'ordre suivant : pp. 42, 40 et 41.*

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1 et 2 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, 5, boulevard de Berlaimont, Bruxelles 1. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail .

	Source	1947	1965	1965	1967	1968
		(milliers)		(milliers)		
		(à fin d'année)		(à fin d'année)		
Population totale	I.N.S.	8.512	9.499	9.499	9.606	9.632
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	6.022	6.022	6.058	
dont : Hommes	»	2.902	2.998	2.998	3.017	
Femmes	»	2.948	3.024	3.024	3.041	
Population active 2 :	Ministère de l'Emploi et du Travail	(estimations de moyennes annuelles)		(estimations à fin juin)		
		3.481	3.660	3.705	3.698	
dont : Agriculture	»	423	206	230	209	
Industries extractives	»	191	97	95	74	
Industries manufacturières	»	1.311	1.291	1.256	1.219	
Bâtiments et construction	»	197	286	293	304	
Transports	»	243	243	266	263	
Commerce, banques, assurances et services	»	1.024	1.476	1.445	1.484	
Chômeurs complets	»	92	61	59 ³	92 ³	
Ouvriers frontaliers 4	»			61	53	

1 Depuis 1965 la population active a été calculée à la date du 30 juin suivant une nouvelle méthode. Les chiffres ainsi obtenus ne sont pas comparables avec la série précédente.

2 Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

3 Comprend les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

4 Dans l'ancienne série, les ouvriers frontaliers étaient répartis sur les différents secteurs.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Rémunération des salariés ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la Sécurité sociale	137,2	136,8	144,8	152,7	166,1	181,6	210,9	230,1	255,9	269,9
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	10,7	10,6	11,8	12,6	14,2	15,3	16,6	18,4	19,8	20,6
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	24,0	23,6	26,2	28,9	31,5	36,9	43,1	49,8	52,2	58,5
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	58,2	60,0	63,5	64,6	69,2	76,9	82,5	92,9	103,8	114,1
e) Corrections et compléments	13,3	13,6	15,5	15,2	20,0	22,9	22,6	24,4	22,7	23,6
Total ...	243,4	244,6	261,8	274,0	301,0	333,6	375,7	415,6	454,4	486,7
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	21,5	22,5	23,4	27,0	25,2	27,3	28,8	31,1	29,4	30,4
b) Professions libérales ¹	11,2	11,7	12,5	13,3	14,3	15,1	16,7	22,0	24,2	25,2
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	71,2	73,0	76,0	79,3	82,8	87,2	100,8	104,9	109,1	113,3
d) Revenus des sociétés de personnes ²	5,6	6,0	6,5	7,1	7,2	7,4	8,3	8,7	8,3	7,5
e) Ajustement statistique	1,2	1,0	1,3	0,4	0,6	0,4	- 0,5	0,7	0,4	0,4
Total ...	110,7	114,2	119,7	127,1	130,1	137,4	154,1	167,4	171,4	176,8
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	15,9	17,3	19,2	21,0	23,5	25,4	27,8	30,5	33,6	37,3
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	34,1	34,3	34,2	34,1	34,0	33,6	34,8	36,6	38,6	41,0
c) Dividendes, tantièmes, dons	12,3	11,4	13,1	14,6	16,1	14,6	15,0	17,0	18,3	18,6
Total ...	62,3	63,0	66,5	69,7	73,6	73,6	77,6	84,1	90,5	96,9
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	7,2	10,6	11,7	13,2	11,7	13,5	16,7	17,0	12,2	10,0
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	7,8	7,6	9,2	10,0	11,5	11,3	14,2	17,0	18,1	20,7
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	5,4	5,0	5,8	5,8	5,4	4,4	5,9	4,3	3,2	5,2
7. Intérêt de la dette publique	-12,9	-14,0	-16,4	-18,6	-18,6	-20,5	-22,5	-24,3	-26,3	-29,8
Revenu national net au coût des facteurs ...	423,9	431,0	458,3	481,2	514,7	553,3	621,7	681,1	723,5	766,5
8. Amortissements	50,5	53,2	56,1	58,4	61,7	66,8	73,7	79,5	86,0	91,5
Revenu national brut au coût des facteurs ...	474,4	484,2	514,4	539,6	576,4	620,1	695,4	760,6	809,5	858,0
9. Impôts indirects	55,2	60,2	65,4	73,2	78,8	84,4	94,1	101,9	120,9	134,4
10. Subsidés	- 6,9	- 6,6	- 7,2	- 6,7	- 7,2	- 6,6	- 7,7	- 9,7	-14,1	-15,3
Produit national brut aux prix du marché ...	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	852,8	916,3	977,1

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

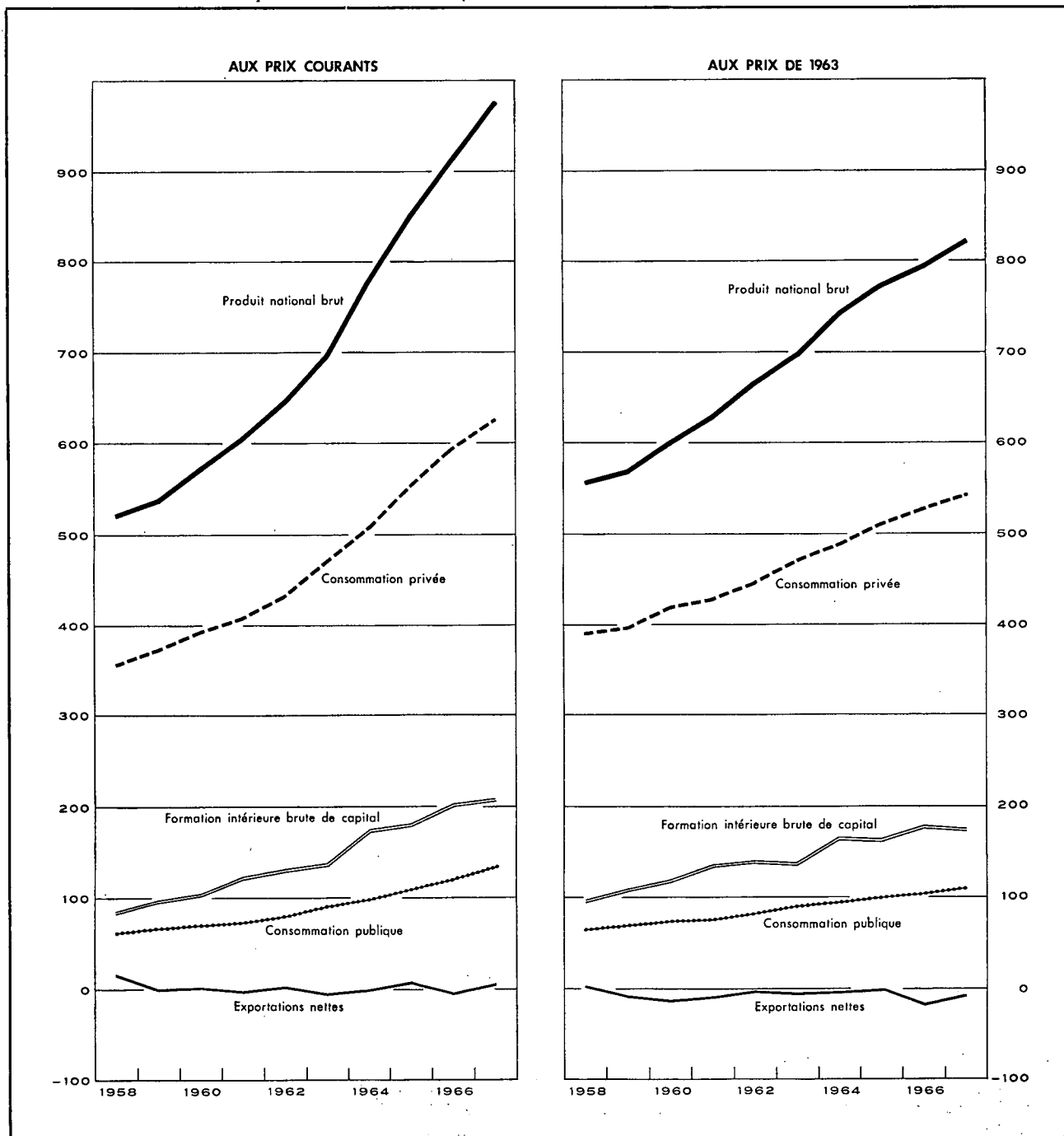
	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Agriculture, sylviculture et pêche	34,2	35,3	36,6	40,4	38,9	41,7	44,1	46,9	45,6	47,2
2. Industries extractives	18,2	14,3	14,0	14,0	14,0	15,6	16,5	15,5	13,7	13,1
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	37,0	37,8	39,3	40,7	42,5	44,9	48,1	51,5	56,0	60,8
b) Textiles	12,9	14,0	15,5	16,3	16,7	18,9	21,1	21,0	23,9	21,4
c) Vêtements et chaussures	6,8	7,1	7,6	8,2	9,2	9,6	10,8	11,8	12,7	12,5
d) Bois et meubles	5,6	5,5	6,7	6,8	7,8	9,0	10,6	11,3	12,9	13,7
e) Papier, impression, édition	7,5	7,8	8,5	9,1	10,3	11,2	12,5	13,2	14,6	15,4
f) Industries chimiques et activités connexes	13,1	13,7	14,5	14,9	15,6	17,5	19,6	20,9	22,3	24,2
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment	8,2	9,2	10,3	10,8	11,9	12,0	14,7	14,8	15,5	16,2
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	13,3	14,6	18,6	17,1	17,0	16,3	21,5	23,1	21,5	22,7
i) Fabrications métalliques et constructions navales	33,7	33,2	36,9	43,0	49,0	55,4	62,3	68,5	72,9	73,4
j) Industries non dénommées ailleurs	10,2	10,7	12,3	12,9	14,1	18,4	21,2	22,7	25,9	27,3
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>148,3</i>	<i>153,6</i>	<i>170,2</i>	<i>179,8</i>	<i>194,1</i>	<i>213,2</i>	<i>242,4</i>	<i>258,8</i>	<i>278,2</i>	<i>287,6</i>
4. Construction	30,7	30,7	33,2	36,9	40,3	43,0	55,2	59,1	63,8	69,2
5. Electricité, gaz et eau	10,6	10,7	11,1	11,5	12,6	13,4	14,6	15,6	17,1	18,6
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :										
a) Commerce	77,0	83,5	87,8	95,3	103,4	111,7	119,9	132,0	147,3	160,5
b) Services financiers et assurances ...	13,4	15,0	16,0	17,2	19,1	21,6	24,4	27,6	31,2	34,5
c) Immeubles d'habitation	39,1	39,9	40,5	41,1	41,5	42,5	45,1	48,1	51,2	54,3
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>129,5</i>	<i>138,4</i>	<i>144,3</i>	<i>153,6</i>	<i>164,0</i>	<i>175,8</i>	<i>189,4</i>	<i>207,7</i>	<i>229,7</i>	<i>249,3</i>
7. Transports et communications	34,5	35,9	38,9	38,8	42,1	45,9	52,0	56,8	62,1	65,6
8. Services	108,0	112,8	119,8	124,6	132,8	144,5	159,8	181,7	197,7	215,8
9. Corrections	0,8	0,6	-3,0	0,3	3,8	-0,1	2,9	3,9	1,6	3,8
Produit intérieur brut aux prix du marché ...	514,8	532,3	565,1	599,9	642,6	693,0	776,9	846,0	909,5	970,2
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	7,9	5,5	7,5	6,2	5,4	4,9	4,9	6,8	6,8	6,9
Produit national brut aux prix du marché ...	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	852,8	916,3	977,1

I- 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	103,3	105,8	108,2	112,5	119,8	125,1	130,5	141,7	150,7	158,4
b) Boissons et tabacs	27,2	28,3	29,1	30,3	31,2	33,2	36,7	39,8	41,2	44,6
c) Vêtements et autres effets personnels	34,2	35,9	38,4	40,6	43,1	47,4	50,8	55,2	58,7	58,1
d) Loyers, taxes, eau	46,8	47,5	48,2	49,1	50,2	51,9	55,7	59,5	63,1	67,1
e) Chauffage et éclairage	18,9	18,8	19,7	20,4	24,2	27,5	25,3	28,1	29,2	30,7
f) Articles ménagers durables	27,6	28,5	32,3	34,9	36,4	40,8	46,4	50,5	54,7	55,5
g) Entretien de la maison	16,8	17,4	18,3	19,1	20,6	21,5	23,6	26,1	28,1	30,0
h) Soins personnels et hygiène	20,5	21,9	23,5	24,9	27,1	28,8	30,9	38,7	42,9	46,1
i) Transports et Communications	27,6	28,9	33,0	34,0	36,1	43,3	48,8	53,2	58,9	62,9
j) Loisirs	30,5	30,2	30,6	32,3	33,9	36,2	41,0	44,3	47,0	51,9
k) Autres dépenses et ajustement statistique	3,6	10,3	12,3	12,1	10,4	16,5	18,1	16,6	21,4	22,6
<i>Total ...</i>	<i>357,0</i>	<i>373,5</i>	<i>393,6</i>	<i>410,2</i>	<i>433,0</i>	<i>472,2</i>	<i>507,8</i>	<i>553,7</i>	<i>595,9</i>	<i>627,9</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	44,0	46,3	49,8	51,3	54,8	61,4	66,6	76,1	84,8	93,4
b) Biens et services	15,2	17,4	18,2	17,7	21,1	24,9	26,1	27,1	28,6	32,6
c) Loyer net imputé ou payé	2,2	2,2	2,3	2,6	2,9	3,3	3,8	4,3	4,5	5,0
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,8	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,5	1,7	1,8	2,1
<i>Total ...</i>	<i>62,2</i>	<i>66,9</i>	<i>71,3</i>	<i>72,7</i>	<i>80,0</i>	<i>90,9</i>	<i>98,0</i>	<i>109,2</i>	<i>119,7</i>	<i>133,1</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	4,0	4,2	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9	5,3	6,0	5,4
b) Industries extractives	2,7	1,9	1,5	2,0	1,5	2,0	2,0	2,0	1,7	1,7
c) Industries manufacturières	18,3	18,7	26,4	32,2	37,6	39,0	40,7	46,3	54,3	58,0
d) Construction	1,9	2,3	2,6	3,3	5,7	5,6	5,1	5,5	6,5	7,0
e) Electricité, gaz et eau	4,9	6,0	4,8	4,6	7,6	6,7	7,8	9,4	11,3	14,0
f) Commerce, banques, assurances	9,0	10,1	11,1	12,2	13,0	14,6	15,4	15,6	18,1	19,0
g) Immeubles d'habitation	22,5	24,7	29,3	32,2	29,4	29,4	46,6	51,3	47,4	49,1
h) Transports et communications	12,0	11,5	12,4	12,6	13,6	14,6	15,4	18,6	20,5	22,7
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	8,5	11,8	12,1	13,5	15,6	17,9	23,1	20,5	25,9	30,0
j) Autres services	2,5	2,7	2,9	3,2	3,4	3,7	3,9	4,1	4,9	5,4
k) Variations de stocks	0,8	4,0	-0,2	4,2	1,5	0,9	11,0	4,3	7,7	-2,6
l) Ajustement statistique	-0,8	-0,7	-0,1	-0,4	-1,2	0,1	0,1	-1,1	-0,2	-0,6
<i>Total ...</i>	<i>86,3</i>	<i>97,2</i>	<i>106,3</i>	<i>123,6</i>	<i>131,6</i>	<i>138,7</i>	<i>176,0</i>	<i>181,8</i>	<i>204,1</i>	<i>209,1</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	177,3	176,3	200,1	216,7	233,6	254,2	295,0	325,7	350,1	375,8
b) Importations totales	160,1	176,1	198,7	217,1	230,2	258,1	295,0	317,6	353,5	368,8
c) Exportations nettes	+17,2	+0,2	+1,4	-0,4	+3,4	-3,9	—	+8,1	-3,4	+7,0
Produit national brut aux prix du marché ...	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	852,8	916,3	977,1

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1963, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	91	89	93	95	98	100	101	103	106	111
b) Boissons	83	87	89	92	93	100	106	110	107	112
c) Tabac	88	89	93	95	100	100	105	112	116	117
d) Vêtements et autres effets personnels	77	80	85	89	93	100	104	110	112	110
e) Loyers, taxes, eau	95	96	96	97	99	100	102	104	106	108
f) Chauffage et éclairage	68	69	74	77	92	100	90	98	99	104
g) Articles ménagers durables	69	72	82	87	91	100	112	120	126	127
h) Entretien de la maison	90	92	94	96	100	100	103	106	108	110
i) Soins personnels et hygiène ...	79	82	87	90	96	100	102	111	113	116
j) Transports	68	70	77	79	84	100	110	121	126	132
k) Communications P.T.T.	81	81	83	87	93	100	108	114	123	132
l) Loisirs	90	89	89	93	96	100	105	109	111	116
<i>Total ...</i>	<i>83</i>	<i>84</i>	<i>89</i>	<i>91</i>	<i>95</i>	<i>100</i>	<i>104</i>	<i>108</i>	<i>112</i>	<i>115</i>
2. Consommation publique										
a) Rémunérations et pensions	76	79	83	86	91	100	105	112	118	124
b) Biens et services	65	73	76	74	86	100	102	104	112	124
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	69	71	74	80	90	100	109	117	119	129
<i>Total ...</i>	<i>73</i>	<i>77</i>	<i>81</i>	<i>82</i>	<i>90</i>	<i>100</i>	<i>104</i>	<i>110</i>	<i>114</i>	<i>122</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	106	111	93	104	97	100	110	116	126	112
b) Industries extractives	152	105	86	113	81	100	96	93	78	75
c) Industries manufacturières	50	52	73	89	100	100	99	110	126	132
d) Construction	35	44	48	62	105	100	89	94	109	115
e) Electricité, gaz et eau	80	99	80	75	119	100	108	126	147	177
f) Commerce, banques, assurances	66	75	82	90	93	100	99	97	110	112
g) Immeubles d'habitation	92	99	117	125	107	100	146	149	131	127
h) Transports et communications .	87	83	89	90	96	100	101	118	125	134
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	67	82	75	77	84	100	139	112	132	151
j) Enseignement	29	64	76	94	105	100	88	85	107	106
k) Autres services	72	80	84	94	96	100	99	99	117	126
<i>Total ...</i>	<i>70</i>	<i>79</i>	<i>86</i>	<i>98</i>	<i>101</i>	<i>100</i>	<i>119</i>	<i>118</i>	<i>129</i>	<i>127</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
b) Exportations totales	68	73	80	87	93	100	111	120	124	132
b) Importations totales	66	74	83	89	93	100	111	118	128	133
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1963)	80,0	81,8	86,2	90,4	95,5	100,0	106,9	111,0	114,1	118,1

Références bibliographiques :

Population : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1961. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution de la population active belge pour la période 1948-1960 ».

Revenu national et P.N.B. : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juillet-août 1968, p. 704. — Séries statistiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.). — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Account Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960. — Bulletin général de statistiques de l'Office Statistique des Communautés européennes.

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Construc- tion
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques			Textiles (sans confection)		
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques		Construction de matériel de transport	
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9
1964	108,2	61,2	111,0	107,4	122,0	134,4	123,1	104,5	98,7	117,5
1965	105,8	57,2	109,6	107,0	117,6	138,3	129,1	105,2	93,6	112,9
1966	104,5	48,6	109,7	101,5	121,0	135,3	116,6	108,3	98,0	111,2
1967	102,1	43,9	106,4	93,3	119,2	129,3	109,2	105,3	95,6	113,0
1966 2 ^e trimestre .	104,8	49,6	109,5	101,8	121,3	135,4	116,2	108,9	97,7	112,1
3 ^e trimestre .	105,3	48,1	109,9	100,9	121,8	133,9	116,8	111,9	97,6	114,4
4 ^e trimestre .	104,9	46,7	110,2	98,6	123,7	135,7	116,7	109,6	97,7	112,4
1967 1 ^{er} trimestre .	102,7	45,9	108,1	94,7	121,7	132,7	113,3	106,9	99,1	107,8
2 ^e trimestre .	102,6	44,7	106,4	93,6	117,9	127,8	110,1	106,6	95,7	114,7
3 ^e trimestre .	102,2	43,2	105,7	91,8	118,0	127,3	108,8	105,1	92,0	117,2
4 ^e trimestre .	100,9	42,0	105,2	92,4	118,4	127,4	108,3	101,3	93,7	112,3
1966 Décembre	103,8	46,4	109,6	95,5	123,5	134,5	115,7	109,1	99,7	108,5
1967 Janvier	102,8	46,1	109,0	95,6	123,6	134,0	115,5	107,5	100,5	104,9
Février	102,6	46,2	107,9	94,6	121,3	134,0	112,8	106,2	99,0	107,7
Mars	102,7	45,3	107,4	93,8	120,2	130,0	111,5	106,9	97,9	110,8
Avril	102,4	45,0	106,4	93,4	119,1	127,5	111,0	104,7	96,3	113,3
Mai	102,6	44,7	106,4	93,9	117,7	127,3	109,9	108,1	95,7	114,8
Juin	102,7	44,4	106,3	93,5	116,9	128,5	109,2	107,0	95,2	116,0
Juillet	102,0	43,8	106,0	91,8	117,6	127,4	108,9	105,9	94,8	114,3
Août	102,0	43,1	105,6	92,3	117,6	127,7	108,5	104,8	90,6	117,6
Septembre ...	102,6	42,7	105,6	91,4	118,9	126,9	108,9	104,5	90,7	119,6
Octobre	101,9	42,3	105,6	92,8	117,9	127,9	109,1	98,9	93,7	116,6
Novembre	101,6	42,0	105,4	92,4	120,0	126,9	108,1	102,3	94,0	115,4
Décembre	99,2	41,7	104,7	92,0	117,4	127,3	107,7	102,6	93,5	105,0

Indices sur base originale 1964 = 100 convertis en indices base 1958 = 100.

II - 2. — DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : Office National de l'Emploi.

	Demandes d'emploi						Offres d'emploi		
	Chômeurs complets indemnisés			Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ²	en suspens	
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite		Total	ayant moins de 20 ans			ayant 20 ans ou plus
	ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus							
1961	37,1		52,0	89,1	7,1	3,9	20,8	13,0	
1962	22,7		48,2	70,9	6,7	3,6	18,9	15,0	
1963	17,1		42,0	59,1	6,1	3,7	15,9	17,1	
1964	13,4		37,0	50,4	6,3	4,1	13,9	13,1	
1965	19,5		35,9	55,4	6,9	6,5	13,7	8,4	
1966	2,5	23,1	35,9	61,5	6,6	2,4	5,7	13,3	7,5
1967	5,2	41,2	38,9	85,3	6,7	2,8	6,3	11,9	4,4
1968	5,2	53,4	44,1	102,7	7,0	2,6	6,4	13,4	4,9
1967 4 ^e trimestre	7,0	49,3	40,4	96,7	6,5	3,9	7,1	10,1	3,4
1968 1 ^{er} trimestre	6,7	62,9	43,2	112,8	5,7	2,1	7,3	13,4	3,8
2 ^e trimestre	4,4	53,1	43,5	101,0	7,5	1,6	5,9	14,2	4,8
3 ^e trimestre	3,9	46,8	43,9	94,6	7,9	3,6	6,0	12,9	5,4
4 ^e trimestre	5,8	50,7	45,9	102,4	6,7	3,0	6,6	13,0	5,6
1969 1 ^{er} trimestre	3,9	53,2	47,1	104,2	5,6	1,3	5,7	16,6	7,3
2 ^e trimestre	2,0	36,1	55,4	83,5	6,9	0,9	4,0	18,4	12,0
1968 Août	3,8	46,0	43,7	93,5	7,8	3,6	5,8	12,9	5,6
Septembre	4,0	45,9	44,0	93,9	8,1	4,4	6,7	15,1	5,7
Octobre	5,0	47,3	44,8	97,1	7,5	3,6	7,0	15,5	5,4
Novembre	5,6	49,9	45,8	101,3	6,9	3,0	6,7	12,4	5,7
Décembre	6,7	54,9	47,2	108,8	5,8	2,4	6,1	11,0	5,7
1969 Janvier	4,5	57,3	47,6	109,4	5,4	1,6	6,4	17,4	6,6
Février	4,1	54,9	47,5	106,5	5,4	1,2	5,7	13,6	6,9
Mars	3,0	47,3	46,3	96,6	5,9	1,0	5,1	18,7	8,3
Avril	2,5	42,3	45,6	90,4	6,6	0,9	4,3	18,9	9,8
Mai	1,9	36,4	45,5	83,8	7,0	0,8	4,2	17,8	11,8
Juin	1,5	29,6	45,3	76,4	7,2	1,0	3,6	18,5	14,5
Juillet	1,7	29,8	46,0	77,5	7,3	1,3	3,7	11,0	12,3
Août	1,6	26,7	46,1	74,4	7,2	1,7	4,0	14,4	13,6

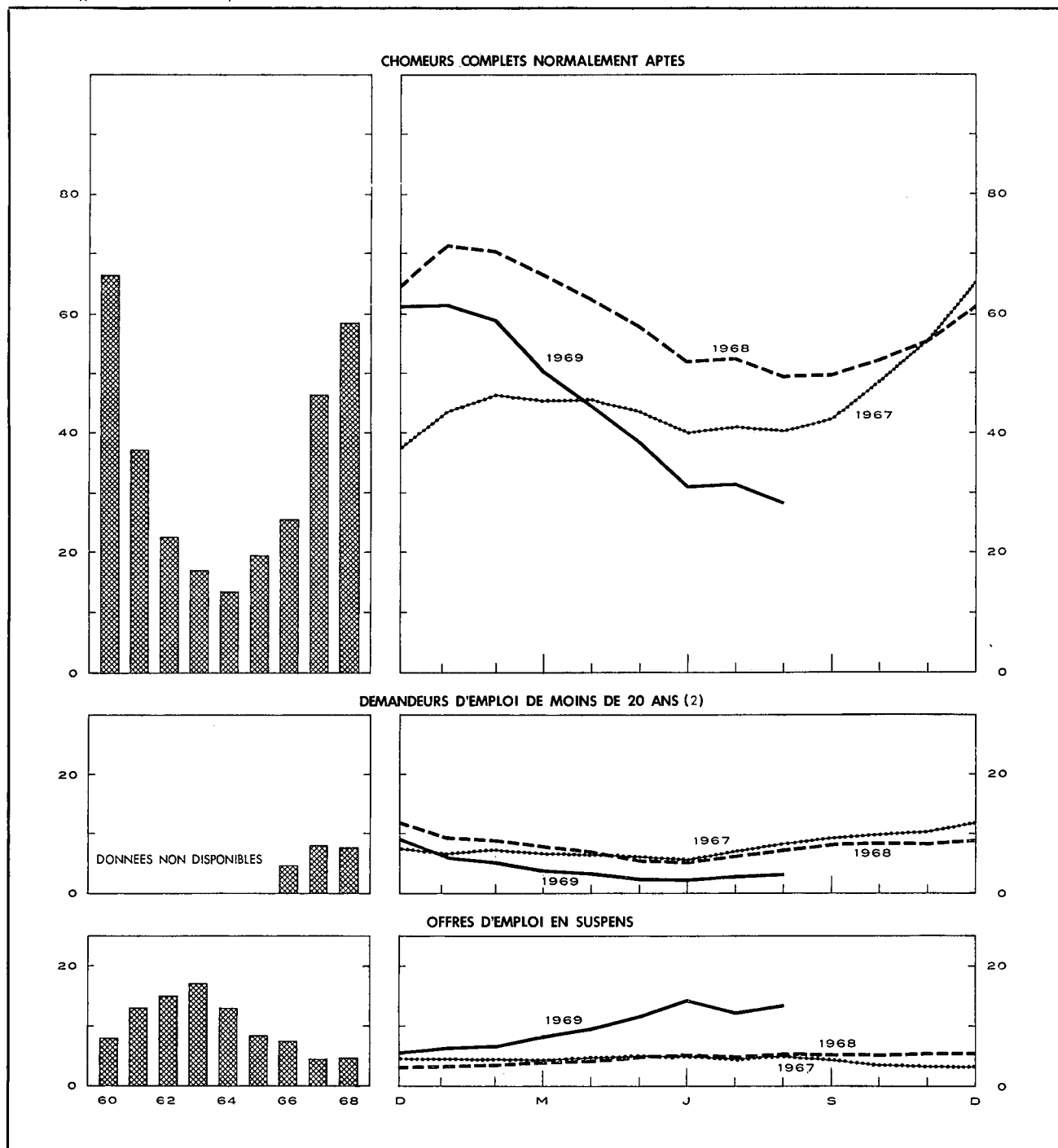
¹ Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

II - 2. — DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : Office National de l'Emploi.



¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes et demandeurs d'emploi libres inoccupés.

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969 p
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	256	252	246	262	266	247	232	235	229
dont : froment	206	209	200	216	227	212	199	203	201
seigle	44	39	41	42	34	30	27	27	23
Céréales non panifiables	263	260	255	239	254	260	259	251	253
Plantes industrielles	92	93	94	106	95	92	95	107	107
Plantes racines et tuberculifères	120	116	114	103	98	98	99	90	87
Légumes cultivées pour la graine	11	10	10	11	10	9	8	8	8
Prés et prairies	821	829	825	815	810	810	810	807	803
Divers	136	129	135	129	119	124	123	115	120
Total ...	1.699	1.689	1.679	1.665	1.652	1.640	1.626	1.613	1.607
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	722	835	759	900	854	650	828	839	
Autres céréales	1.011	1.083	1.039	1.064	962	896	1.129	1.033	
Betteraves sucrières	2.969	2.079	2.200	3.515	2.748	2.858	3.615	4.108	
Lin (graines et paille)	196	231	240	283	190	167	105	108	
Chicorée à café	60	37	47	68	46	29	32	40	
Pommes de terre	1.789	1.872	1.530	1.755	1.419	1.475	1.943	1.566	
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	148	141	132	120	108	95	86	71	
Total des bovidés	2.728	2.832	2.805	2.663	2.731	2.773	2.759	2.805	2.847
dont : vaches laitières	1.025	1.051	1.044	999	1.010	1.019	1.029	1.067	1.079
Porcs	1.772	2.053	1.795	1.833	1.847	1.971	2.323	2.502	2.778
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (mil- lions de litres)	1.538	1.630	1.644	1.712	1.953	2.199	2.403	2.585	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	429	462	458	429	461	500	548	586	

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

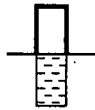
	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Aiglefin	262	285	300	221	281	233	141	130	136
Cabillaud	689	698	868	728	630	1.124	1.052	1.322	1.695
Plie	390	291	346	424	322	294	442	516	450
Sole	350	314	347	631	201	263	329	412	356
Raie	323	328	310	298	319	280	182	178	219
Hareng	528	409	273	153	134	112	61	30	11
Crevettes	39	80	48	76	75	72	80	104	80

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Statistiques agricoles (I.N.S.) — Annuaire statistique de la Belgique.
— Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economic et statistiques agricoles (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — RESULTATS DES ENQUETES DE LA CONJONCTURE ¹

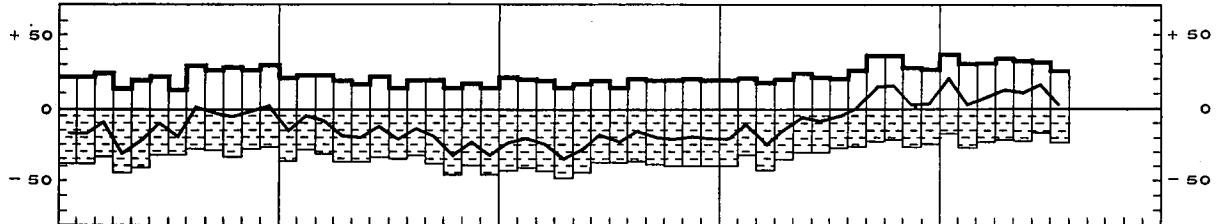
Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir — Métaux non ferreux



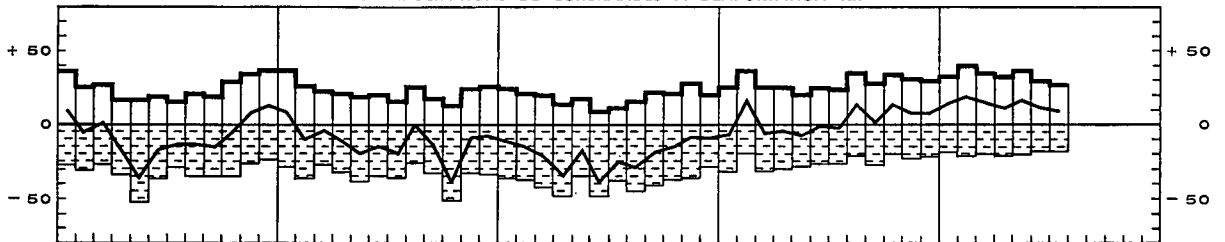
Pourcentage des réponses " en hausse " pour les questions A, B et C
 Pourcentage des réponses " supérieur à la normale " pour les questions D et E
 Pourcentage des réponses " en baisse " pour les questions A, B et C
 Pourcentage des réponses " inférieur à la normale " pour les questions D et E

— Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement " en hausse " et " en baisse " pour les questions A, B et C
 — Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement " supérieur " et " inférieur " à la normale pour les questions D et E

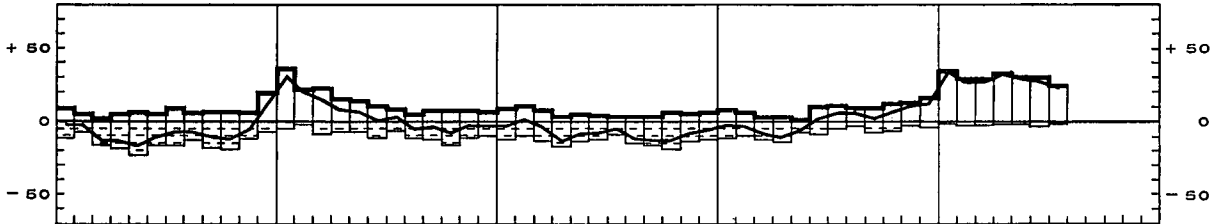
A.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (2)



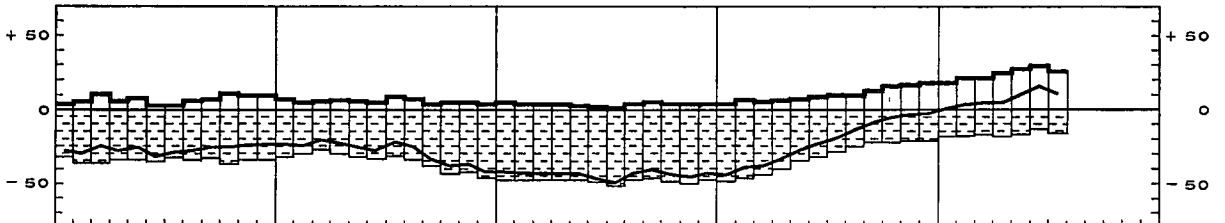
B.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



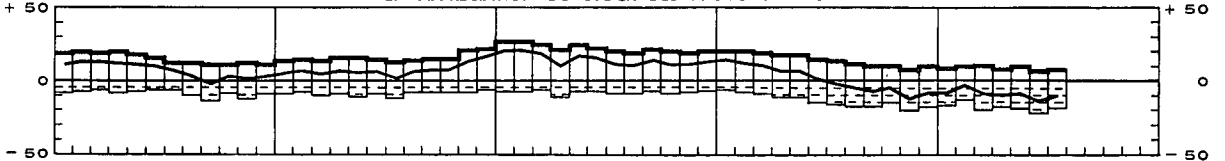
C.- EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



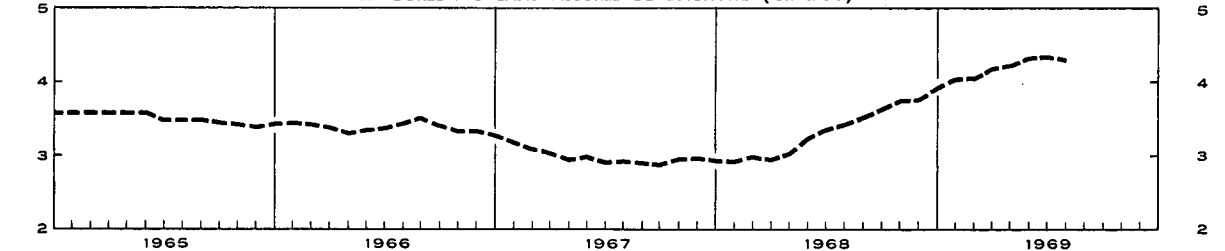
D.- APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



E.- APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS



F.- DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



¹ Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à E la variation par rapport au mois précédent.
² Mouvements saisonniers éliminés.

IV - 1. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indices non désaisonnalisés				Mouvement trend-cyclique
	Source : I.N.S.		Source : « Centre de Recherches économiques » de Louvain 1	Source : Agéfi 2	Source : I.N.S.
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	Indice général	Indice général *
1963	135	142	129	138	136
1964	144	153	139	147	144
1965	147	157	144	149	147
1966	150	162	148	150	150
1967	152	165	149	152	153
1968	p 161	p 176	p 160	166	p 162
1967 4 ^e trimestre	162	176	157	156	155
1968 1 ^{er} trimestre	158	173	156	162	p 157
2 ^e trimestre	160	175	164	162	p 160
3 ^e trimestre	p 153	p 168	p 150	164	p 164
4 ^e trimestre	p 174	p 190	p 171	175	p 168
1969 1 ^{er} trimestre	p 173	p 189	p 172	175	p 171
2 ^e trimestre	p 179	p 195		p 180	
1968 Août	155	171	p 146	166	p 164
Septembre	p 172	p 187	p 170	173	p 165
Octobre	p 187	p 204	p 172	180	p 167
Novembre	p 168	p 183	p 170	170	p 168
Décembre	p 168	p 184	p 172	175	p 169
1969 Janvier	p 176	p 191	p 170	179	p 170
Février	p 164	p 179	p 172	166	p 171
Mars	p 180	p 197	p 173	182	p 172
Avril	p 181	p 198	p 180	p 178	p 174
Mai	p 172	p 188		p 178	p 175
Juin	p 183	p 200		p 183	
Juillet				p 169	
Août				180 ³	

* Non compris la construction.

1 Indices sur base originale 1961 convertis en indices base 1958 = 100.

2 Indices sur base originale 1959 convertis en indices base 1958 = 100.

3 Prévisions.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1958 = 100

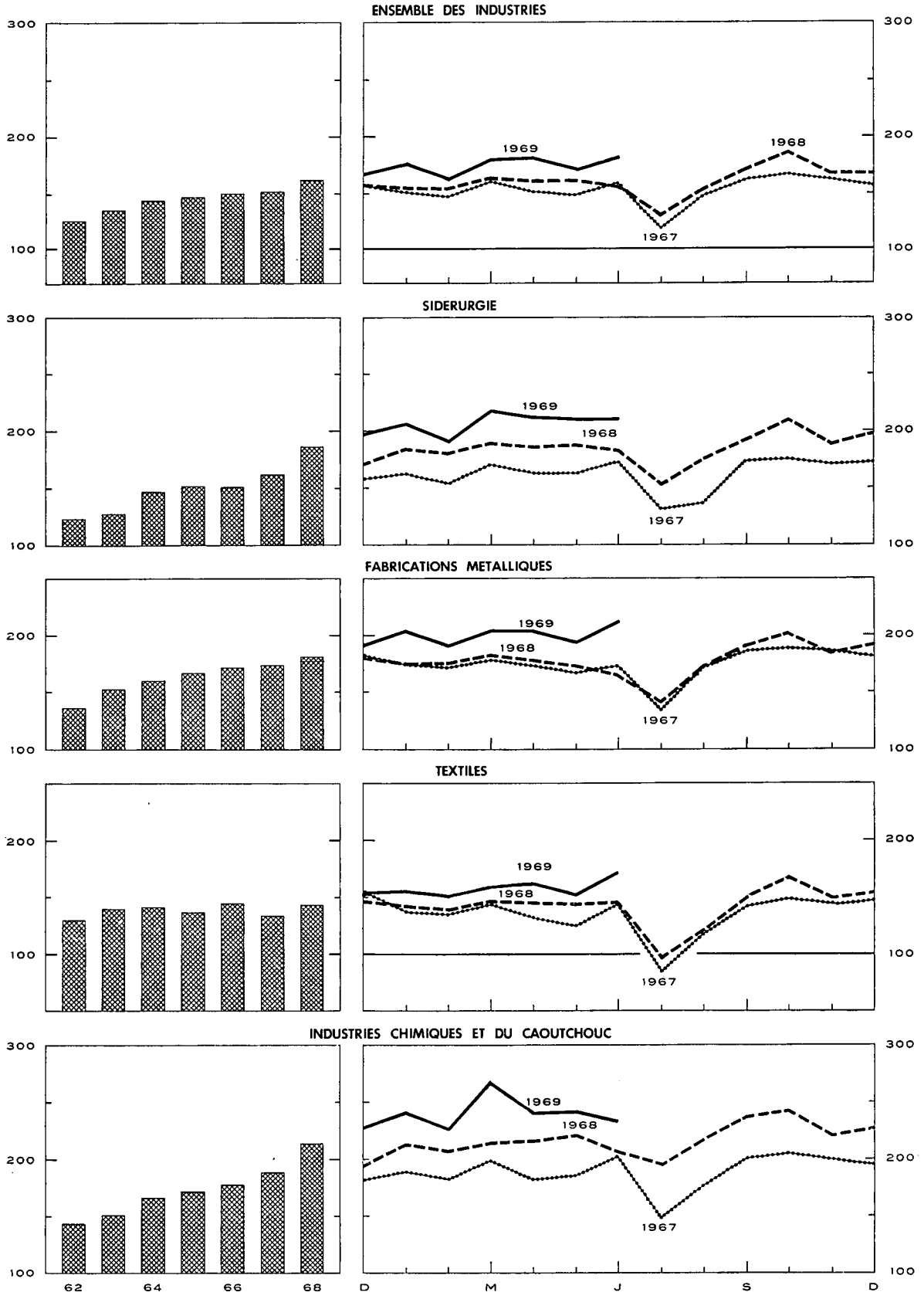
Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières													
		Industries extractives	dont :												
			Indice général	Industries prod. minéraux non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles				Industrie chimique et industrie du caoutchouc		Raffineries de pétrole
									Total	Filature	Tissage	Bonneterie	Total	dont : Transformation des matières plastiques (1962 = 100)	
1963	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	187
1964	144	92	153	151	147	162	160	127	142	135	146	153	166	143	206
1965	147	85	157	147	152	175	167	127	138	132	137	154	172	178	241
1966	150	76	162	148	151	177	172	134	145	135	149	161	178	213	256
1967	152	73	165	149	162	171	174	142	134	121	141	150	189	270	267
1968	p 161	67	p 176	150	186	187	p 178	145	143	134	150	153	219	321	355
1968 1 ^{er} trimestre	158	70	173	137	185	183	178	129	144	136	149	157	212	310	313
2 ^e trimestre	160	71	175	159	187	190	172	145	145	137	151	159	216	313	314
3 ^e trimestre	p 153	60	p 168	149	174	178	p 169	147	125	114	133	133	218	311	386
4 ^e trimestre	p 174	66	p 190	157	199	199	p 194	158	158	147	169	165	231	350	405
1969 1 ^{er} trimestre	p 173	64	p 189	141	206	192	p 201	p 133	156	145	164	167	p246	370	434
2 ^e trimestre	p 179	67	195	170	212		204	143	164	148	177	166	239		437
1968 Juin	156	67	170	161	184	191	164	145	146	142	151	152	209	312	335
Juillet	132	51	146	132	154	162	141	147	98	82	123	84	196	256	355
Août	155	61	171	157	176	184	172	150	124	121	116	147	219	323	393
Septembre	p 172	67	p 187	158	193	188	p 192	144	152	141	161	167	238	353	410
Octobre	p 187	72	p 204	169	210	205	p 203	172	169	153	179	186	244	387	391
Novembre	p 168	64	p 183	157	189	190	p 185	158	150	138	161	160	222	336	388
Décembre	p 168	63	p 184	144	199	201	p 193	145	155	149	168	148	228	328	438
1969 Janvier	p 176	69	p 191	137	208	198	p 205	141	156	148	165	158	p242	371	460
Février	p 164	58	p 179	125	192	184	p 192	125	151	139	160	163	p227	348	403
Mars	p 180	65	p 197	161	219	194	p 205	p 133	160	148	166	181	p269	390	439
Avril	p 181	67	p 198	166	213	188	p 205	p 143	163	149	171	181	p241	389	426
Mai	p 172	61	p 188	170	211	186	p 195	p 135	p154	137	163	161	p242	380	433
Juin	p 183	72	200	174	211		213	150	173	159	196	155	234		452

* Non compris la construction

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1958 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (8), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille cru ¹	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1963	1.785	454	474	2.664	1.163	1.483	1.013	102	224
1964	1.775	1.489	407	2.502	1.154	1.623	1.112	106	240
1965	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	107	268
1966	1.458	3.046	417	2.188	1.270	1.793	1.383	97	268
1967	1.369	2.644	364	2.140	1.336	1.884	1.440	98	296
1968	1.234	1.735	464	2.242	1.418	2.088	1.913	103	404
1967 4 ^e trimestre	1.383	2.644	395	2.276	1.372	2.089	1.527	101	375
1968 1 ^{er} trimestre	1.361	2.544	489	2.313	1.404	2.145	1.687	106	431
2 ^e trimestre	1.296	2.493	462	2.223	1.421	1.963	1.693	103	317
3 ^e trimestre	1.075	2.218	442	2.077	1.391	1.923	2.083	100	334
4 ^e trimestre	1.204	1.735	464	2.354	1.458	2.323	2.189	104	445
1969 1 ^{er} trimestre	1.219	1.578	455	2.267	1.472	2.334	2.342		
2 ^e trimestre	1.145	1.381			1.489	2.164			
1968 Août	1.050	2.286	518	2.200	1.350	1.945	2.119	102	309
Septembre	1.203	2.218	437	2.205	1.413	2.044	2.213	101	364
Octobre	1.274	2.095	430	2.349	1.453	2.267	2.112	104	444
Novembre	1.164	1.916	490	2.331	1.440	2.258	2.093	102	400
Décembre	1.173	1.735	471	2.381	1.481	2.443	2.362	106	492
1969 Janvier	1.318	1.664	498	2.430	1.465	2.429	2.482	107	628
Février	1.142	1.589	384	2.118	1.469	2.217	2.173	92	590
Mars	1.196	1.578	482	2.252	1.481	2.356	2.371		
Avril	1.192	1.527	443	2.255	1.492	2.216	2.298		
Mai	1.065	1.405			1.471	2.136	2.339		
Juin	1.178	1.381			1.504	2.141			
Juillet	p 813	p 1.264			p 1.517	1.940			
Août	p 926	p 1.136			p 1.482				

¹ Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,3 tonne de coke ou 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : Institut National de Statistique [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1963	627	476	5,90	4,03	9,93	10,25
1964	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1966	743	572	6,90	6,59	13,49	13,43
1967	810	626	6,72	6,70	13,42	13,69
1968	964	722	7,35	8,60	15,95	14,67
1967 4 ^e trimestre	879	664	7,09	7,39	14,48	14,95
1968 1 ^{er} trimestre	952	727	7,07	8,20	15,27	14,29
2 ^e trimestre	958	728	7,06	8,13	15,19	14,73
3 ^e trimestre	914	658	6,86	8,07	14,93	12,99
4 ^e trimestre	1.033	777	8,41	9,98	18,39	16,67
1969 1 ^{er} trimestre	1.038	824	p 8,59	p 11,38	p 19,97	p 16,46
2 ^e trimestre	p 1.080	834				
1968 Août	922	656	6,35	8,15	14,50	11,64
Septembre	1.009	754	7,14	9,87	17,01	15,63
Octobre	1.077	841	8,83	10,18	19,01	17,28
Novembre	972	752	7,52	8,56	16,08	15,06
Décembre	1.049	738	8,87	11,20	20,07	17,67
1969 Janvier	1.025	853	p 9,77	p 12,14	p 21,91	p 15,98
Février	971	762	p 7,89	p 11,24	p 19,13	p 15,90
Mars	1.117	857	p 8,12	p 10,75	p 18,87	p 17,49
Avril	1.086	844				
Mai	p 1.077	825				
Juin	p 1.076	833				
Juillet	950 ¹					
Août	1.005 ¹					

¹ Estimations de l'Agéfi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Constructions nouvelles et transformations
Nombre										
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	33.045	3.036	8.661	3.135	4.951	5.286
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.129	3.151	11.805	3.567	6.360	5.407
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	35.233	3.498	12.785	3.958	7.071	5.975
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	31.446	4.957	16.545	2.960	5.399	5.424
1963	38.686	28.020	12.408	1.480	27.693	6.016	20.797	3.417	4.602	5.179
1964	44.235	34.575	14.827	1.728	35.751	6.583	20.661	3.969	5.466	7.741
1965	39.254	31.001	17.067	1.996	39.780	6.562	24.421	4.301	6.442	12.353
1966	p 42.648	35.727			32.702	8.700	1		1	10.143
1967	p 37.125	33.143			29.645	8.436	1		1	9.304
1968	p 37.704	30.179			28.874 ²		1		1	8.525 ²

¹ En 1966, 1967 et 1968, le volume à construire pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élevé respectivement à 25.507, 26.130 et 23.931 milliers de m³.

² Depuis 1968, nombre de bâtiments commencés.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation ¹		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation ²	
	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments commencés (nombre)	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments commencés (nombre)
1967 3 ^e trimestre	3.028	2.793	1.194	909
4 ^e trimestre	2.713	2.140	896	907
1968 1 ^{er} trimestre	2.979	1.491	775	449
2 ^e trimestre	3.301	2.842	1.038	716
3 ^e trimestre	3.011	2.809	1.030	824
4 ^e trimestre	3.277	2.482	990	853
1969 1 ^{er} trimestre	3.375	1.942	1.018	702
1968 Mars	4.283	2.172	892	581
Avril	3.026	3.054	1.084	693
Mai	3.583	2.340	917	648
Juin	3.293	3.133	1.112	807
Juillet	3.424	3.031	1.209	728
Août	2.961	2.783	1.070	898
Septembre	2.649	2.612	812	845
Octobre	3.685	3.646	1.042	1.180
Novembre	2.868	2.359	917	837
Décembre	3.278	1.442	1.011	542
1969 Janvier	2.610	1.627	789	544
Février	3.637	1.239	980	554
Mars	3.877	2.959	1.285	1.009

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

**IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1963 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale ¹		
	1967	1968	% variat. *	1967	1968	% variat. *	1967	1968	% variat. *
1 ^{er} trimestre	117	125	+ 6,8	112	116	+ 4,0	112	120	+ 7,1
2 ^e trimestre	116	122	+ 5,2	112	118	+ 5,4	111	127	+ 14,4
3 ^e trimestre	119	131	+10,1	113	121	+ 6,8	114	129	+ 13,2
4 ^e trimestre	123	137	+11,4	114	124	+ 8,4	120	135	+ 12,5
	1968	1969		1968	1969		1968	1969	
1 ^{er} trimestre	125	140	+12,0	116	126	+ 8,9	120	140	+ 16,7
2 ^e trimestre	122			118			127		
3 ^e trimestre	131			121			129		
4 ^e trimestre	137			124			135		
	France			Italie			Pays-Bas		
	1967	1968	% variat. *	1967	1968	% variat. *	1967	1968	% variat. *
1 ^{er} trimestre	119	126	+ 5,9	126	133	+ 5,6	125	137	+ 9,6
2 ^e trimestre	118	106	-10,2	128	135	+ 5,5	126	141	+ 11,9
3 ^e trimestre	120	130	+ 8,3	127	136	+ 7,1	130	145	+ 11,5
4 ^e trimestre	123	138	+12,2	131	140	+ 6,9	133	151	+ 13,5
	1968	1969		1968	1969		1968	1969	
1 ^{er} trimestre	126	138	+ 9,5	133	143	+ 7,5	137	153	+ 11,7
2 ^e trimestre	106			135			141		
3 ^e trimestre	130			136			145		
4 ^e trimestre	138			140			151		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ Y compris Berlin-Ouest.

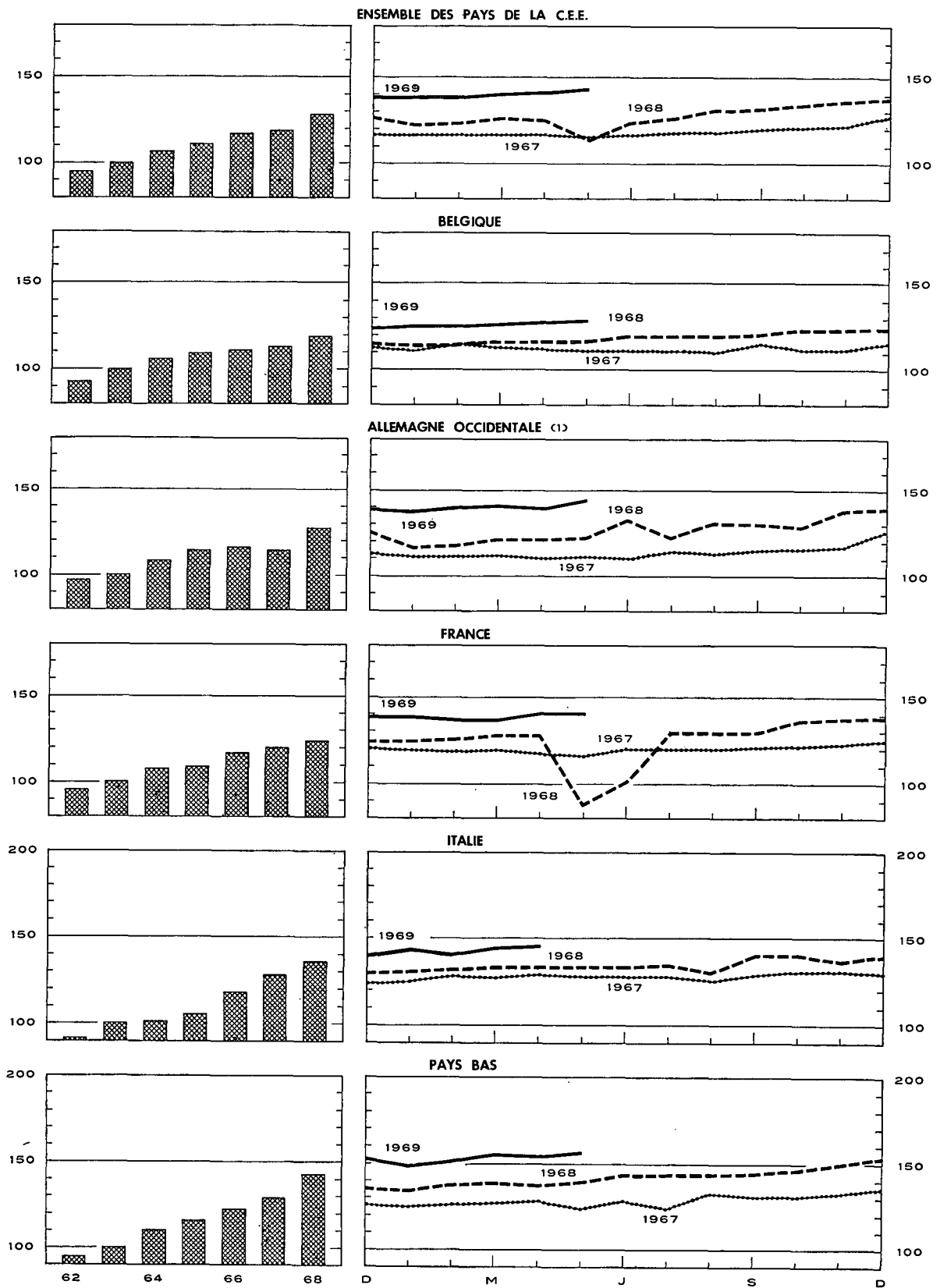
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique.* — *Revue du Travail.* — « *Centre de Recherches économiques* » de Louvain. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimetal.* — *Bulletin statistique mensuel de Fedéohar.* — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie.* — *Figas*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière.* — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.).

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1963 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



1 A partir de 1968, y compris Berlin-Ouest.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2	SABENA		
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)					Trafic payant aérien régulier	(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
	Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives 1	Tonnage total	dont :					
				combustibles et huiles minérales	minerais				
(millions)	(milliers de tonnes)	(milliers)							
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7	
1963	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8	
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	154	135,5	16,5	
1965	748	563	5.323	1.867	1.274	124	148,8	18,8	
1966	726	519	4.943	1.650	1.222	114	137,8	18,4	
1967	711	507	4.952	1.576	1.259	73	162,8	22,8	
1968	681	556	5.273	1.621	1.321	35	164,7	25,3	
1967 4 ^e trimestre	712	544	5.222	1.586	1.319	37	128,3	21,5	
1968 1 ^{er} trimestre	685	538	5.145	1.563	1.351	32	99,7	17,9	
2 ^e trimestre	689	518	5.014	1.564	1.235	36	174,3	25,7	
3 ^e trimestre	660	521	4.947	1.466	1.270	39	256,2	33,2	
4 ^e trimestre	692	648	5.984	1.890	1.429	34	128,8	24,3	
1969 1 ^{er} trimestre	p 674	585	5.513	1.643	1.377	36			
2 ^e trimestre	p 699	607	5.754	1.669	1.448	40			
1968 Juillet	662	513	4.757	1.434	1.201	18	290,1	36,1	
Août	654	524	4.947	1.486	1.275	31	256,6	32,6	
Septembre	664	527	5.136	1.478	1.334	67	221,9	30,8	
Octobre	699	677	6.297	1.956	1.462	39	154,6	26,2	
Novembre	686	629	5.770	1.844	1.379	33	108,2	21,6	
Décembre	690	639	5.886	1.869	1.447	31	123,5	25,0	
1969 Janvier	p 671	592	5.672	1.840	1.392	39	124,1	27,8	
Février	p 662	549	5.113	1.465	1.282	27	100,0	23,8	
Mars	p 688	613	5.754	1.623	1.456	41			
Avril	p 699	578	5.556	1.625	1.382	41			
Mai	p 714	610	5.699	1.637	1.492	39			
Juin	p 686	634	6.008	1.744	1.470	39			
Juillet						29			

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b. — Navigation maritime

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70
1963	4.356	2.602	1.282	151	162	67
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78
1965	4.615	3.366	1.587	160	149	108
1966	4.761	3.376	1.514	143	148	76
1967	4.872	3.510 2	1.679 2	125	136	74
1968	5.127	4.042	1.991	131	108	97
1967 4 ^e trimestre ..	4.829	4.435	1.455	125	146	75
1968 1 ^{er} trimestre ..	5.080	4.197	1.790	110	102	86
2 ^e trimestre ..	5.136	3.934	2.103	110	95	78
3 ^e trimestre ..	5.064	4.096	2.135	135	106	85
4 ^e trimestre ..	5.229	4.001	1.937	169	131	138
1969 1 ^{er} trimestre ..	5.194			315		
2 ^e trimestre ..				418		
1968 Juillet	5.076	4.114	1.815	111	115	63
Août	5.155	3.736	2.326	140	99	104
Septembre ...	4.889	4.165	2.265	155	104	89
Octobre	5.763	4.150	1.831	164	97	143
Novembre	4.758	4.024	1.691	148	83	122
Décembre	5.166	3.829	2.290	196	213	149
1969 Janvier	5.292	4.176	2.418	311	211	337
Février	4.590	3.953	1.848	267	145	240
Mars	5.701			367		
Avril	5.325			403		
Mai	5.647			389		
Juin				463		
Juillet				414		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

2 Source : Administration du port d'Anvers.

V - 1c. — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics 1	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes-km.)
(1)	(2)
5.553	452
5.400	433
6.276	509
6.412	507
6.633	497
7.111	522
7.778	554
7.055	518
7.321	511
7.859	556
8.129	582
7.801	568
7.468	545
6.771	529
9.151	630
8.466	587
9.040	643
7.283	551
7.080	511
7.672	562
6.775	492
7.958	580
8.258	601

Y - 2. — TOURISME ¹

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1961	1.518	1.166	77	49	92	41	21
1962	1.578	1.192	85	57	101	44	24
1963	1.704	1.269	94	68	110	52	28
1964	1.843	1.355	108	82	118	57	30
1965	1.909	1.402	112	83	120	64	31
1966	1.971	1.448	107	91	117	72	34
1967	2.098	1.552	110	105	114	72	40
1968	2.083	1.560	101	115	98	72	35
1967 2 ^e trimestre	1.690	1.199	92	79	107	67	42
3 ^e trimestre	5.476	4.312	254	286	235	160	63
4 ^e trimestre	523	292	39	29	24	29	32
1968 1 ^e trimestre	392	210	32	22	17	26	21
2 ^e trimestre	1.892	1.353	107	92	116	73	41
3 ^e trimestre	5.450	4.328	228	315	215	155	51
4 ^e trimestre	516	305	36	27	20	28	26
1968 Février	372	199	32	21	16	24	20
Mars	423	225	36	23	20	29	21
Avril	1.553	1.114	134	37	104	50	26
Mai	1.259	844	82	62	74	49	45
Juin	2.863	2.100	105	176	171	120	53
Juillet	8.017	6.421	203	673	248	248	57
Août	6.768	5.524	364	216	269	142	52
Septembre	1.565	1.039	118	55	127	74	43
Octobre	561	308	38	29	27	35	36
Novembre	511	299	42	24	19	29	27
Décembre	475	309	28	29	15	20	15
1969 Janvier	350	183	27	21	15	25	20
Février	340	175	26	19	15	23	21

¹ Y compris les nuitées du camping.

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples ¹					Coopératives	Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimen-tation	Habilla-ment	Ameu-blement	Ménage ²				Indice général	Alimen-tation générale	Alimen-tation	Grands maga-sins	Coopé-ratives	Grossis-tes en alimen-tation générale
1961	161	160	164	145	165	144	163	152	145	130	147
1962	170	172	172	154	171	152	173	172	151	135	154
1963	180	177	185	164	179	161	179	193	156	140	156
1964	196	188	200	183	200	168	196	220	163	140	163
1965 *	212	203	212	199	218	181	213	260	168	145	169
1966	225	218	222	206	236	188	220	295	173	145	166
1967	232	232	220	199	240	193	243	343	173	145	178
1968	244	242	229	206	259	198	259	427	178	144	187
1967 4 ^e trimestre	271	256	255	199	271	205	256	373	172	144	183
1968 1 ^{er} trimestre	214	241	184	202	231	197	238	395	172	144	183
2 ^e trimestre	239	227	244	206	248	198	258	414	178	146	189
3 ^e trimestre	234	225	218	201	259	186	256	414	180	141	180
4 ^e trimestre	291	271	271	215	300	211	283	485	180	144	198
1969 1 ^{er} trimestre	234	261	200	216	260	197	261	482	182	140	194
2 ^e trimestre	263	258	269	218	274	201	286	527	188	143	200
1968 Juin	235	220	244	199	246	193	252	409			
Juillet	245	218	250	214	270	183	246	403			
Août	229	235	196	185	248	193	264	440			
Septembre	227	222	208	203	258	181	258	400			
Octobre	249	250	246	209	270	195	278	447			
Novembre	288	258	264	203	264	202	259	460			
Décembre	335	306	302	232	366	235	312	550			
1969 Janvier	237	258	204	238	254	202	262	469			
Février	212	246	166	188	254	185	244	458			
Mars	253	278	230	221	272	203	276	519			
Avril	255	267	252	207	260	200	290	521			
Mai	278	267	292	234	300	210	280	554			
Juin	255	239	264	214	264	193	288	506			

* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.
¹ Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — ² Articles de ménage et appareils ménagers.

Y - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1966 2 ^e semestre	1.552	873	123	556	17,20	6,78	4,51	5,91	7,25	3,33	1,63	2,29
1967 1 ^{er} semestre	1.576	891	136	549	18,36	7,34	4,88	6,14	7,71	3,62	1,74	2,35
2 ^e semestre	1.543	921	129	493	18,44	7,68	4,84	5,92	7,56	3,50	1,83	2,23
1968 1 ^{er} semestre	1.655	1.023	142	490	20,30	8,42	5,64	6,24	8,84	4,12	2,24	2,48
2 ^e semestre	1.670	992	156	522	21,78	8,94	6,16	6,68	8,75	3,95	2,25	2,55

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1966 2 ^e semestre	47	27	2	18	98,0	36,9	10,1	51,0
1967 1 ^{er} semestre	69	34	2	33	104,3	41,7	9,9	52,7
2 ^e semestre	53	35	1	17	94,5	42,0	8,9	43,6
1968 1 ^{er} semestre	50	34	1	15	96,3	44,2	10,0	42,1
2 ^e semestre	49	31	2	16	94,8	42,1	10,6	42,1

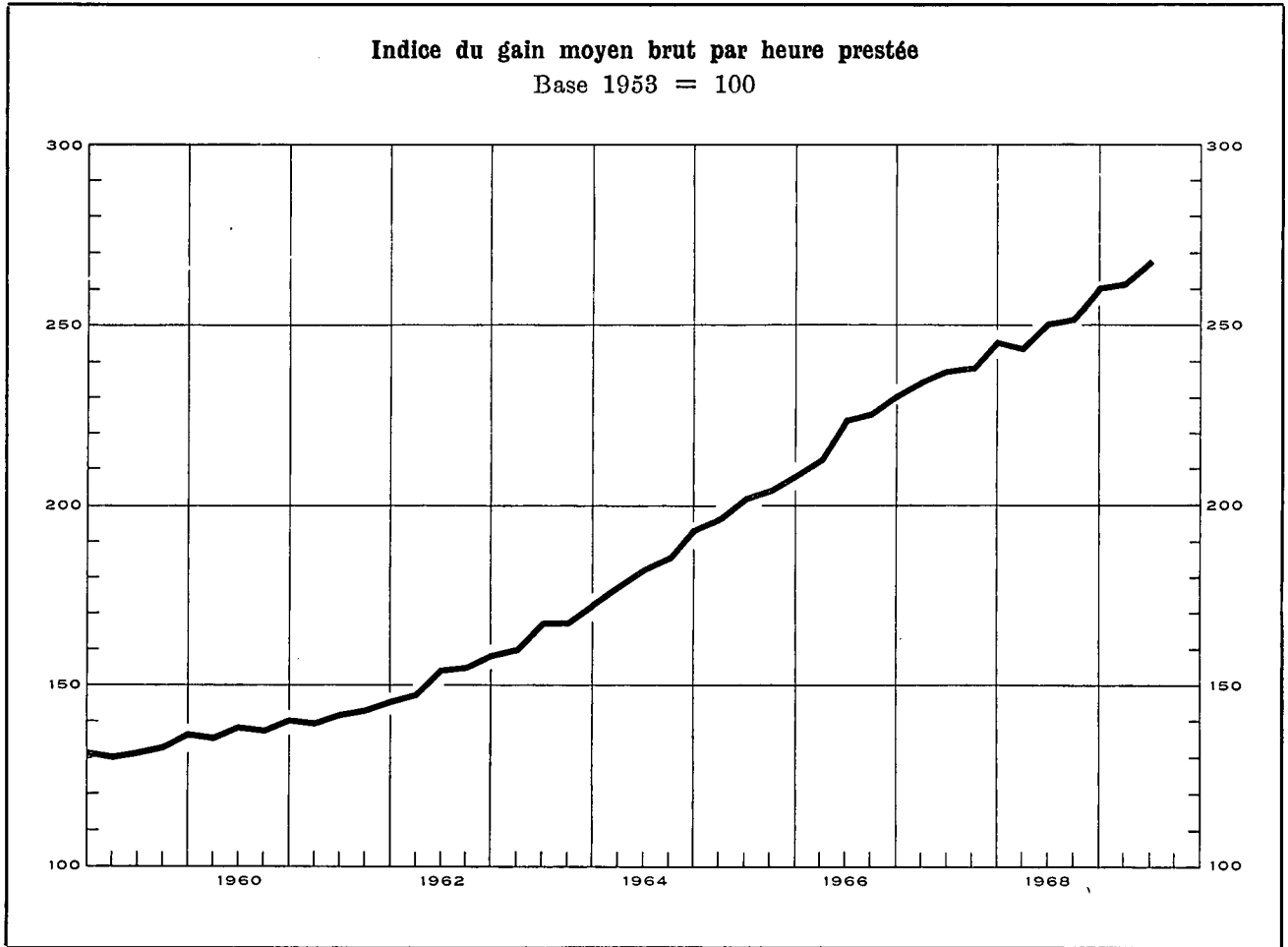
3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Nombre de contrats (milliers)										
1966 2 ^e semestre	792	3,9	0,9	2,6	45,5	17,6	8,5	307,8	28,5	8,2	364,3	4,2
1967 1 ^{er} semestre	777	4,7	1,4	2,0	53,3	20,5	7,5	284,8	22,9	7,8	366,6	5,6
2 ^e semestre	776	3,6	0,9	1,9	46,7	18,5	8,2	302,8	28,3	7,3	354,2	3,6
1968 1 ^{er} semestre	874	4,0	1,0	1,9	62,5	22,1	9,3	320,7	36,4	8,4	403,9	3,8
2 ^e semestre	843	4,0	0,9	2,3	53,5	20,0	9,8	319,1	39,7	8,4	380,3	5,6
Crédit accordé (millions de francs)												
1966 2 ^e semestre	7.250	596	68	218	2.463	528	56	355	91	743	2.087	45
1967 1 ^{er} semestre	7.713	707	86	175	2.933	591	52	293	75	783	1.982	36
2 ^e semestre	7.565	564	67	196	2.638	553	56	367	88	748	2.257	31
1968 1 ^{er} semestre	8.836	602	79	162	3.617	681	66	357	127	792	2.324	29
2 ^e semestre	8.753	548	73	255	3.193	620	83	434	121	834	2.552	40
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1966 2 ^e semestre	100,0	8,2	0,9	3,0	34,0	7,3	0,8	4,9	1,3	10,2	28,8	0,6
1967 1 ^{er} semestre	100,0	9,2	1,1	2,3	38,0	7,6	0,7	3,8	1,0	10,2	25,7	0,4
2 ^e semestre	100,0	7,5	0,9	2,6	34,9	7,3	0,7	4,8	1,2	9,9	29,8	0,4
1968 1 ^{er} semestre	100,0	6,8	0,9	1,8	41,0	7,7	0,7	4,1	1,4	9,0	26,3	0,3
2 ^e semestre	100,0	6,3	0,8	2,9	36,5	7,1	0,9	5,0	1,4	9,5	29,2	0,4

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Centre de Recherches économiques de Louvain. — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuelle) — Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 418). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. 5 : « Centre de Recherches économiques » de Louvain.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963 ⁴	167	160	162		
1964	185	176	180	181	200
1965	203	191	196	193	223
1966	224	209	215	208	246
1967	239	223	232	213	267
1968	252	235	244		284
1968 Mars	244	230	239		274
Juin	251	232	242		283
Sept.	252	237	246		284
Déc.	261	240	250		294
1969 Mars ... p	262	247	259		295
Juin ... p	268	250	262		

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers (charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

	Belgique (francs belges)	Alle- magne occiden- tale	Roy- aume- Uni	Pays- Bas	France	Italie
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	85,8	96,3	82,4
1962	44,72	119,6	98,9	88,2	98,8	88,6
1963	49,25	116,1	93,2	87,7	97,4	95,8
1964	55,98	111,3	88,3	90,4	91,8	94,4
1965	62,40	110,0	87,2	89,0	88,3	85,5
1966	68,73	105,9	85,5	89,8	85,0	80,1
1967	75,81	100,2	80,5	89,9	82,2	79,6
1968	p 82,92	96,2	68,3	88,9	83,9	76,3
1966 Mars-Avril ...	66,75	108,2	87,5	87,5	86,8	82,5
Sept.-Octobre .	70,70	103,8	83,5	88,7	84,8	79,1
1967 Mars-Avril ...	74,52	101,0	80,5	89,7	82,6	80,2
Sept.-Octobre .	77,09	99,4	80,6	90,1	82,9	79,4
1968 Mars-Avril ...	81,46	96,0	68,6	88,7	81,1	77,2
Juillet ... (e)	83,65	94,4	67,6		85,2	76,8
Sept.-Oct. ... p	84,38	96,5	67,9	88,0	88,1	76,5

¹ Non compris les ouvriers du transport.

² Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XXIII^e Rapport annuel O.N.S.S., p. 247.)

³ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre et non pas le coût par unité produite.

⁴ Les indices du gain moyen brut par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1953 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1968 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1968 et périodes suivantes).

⁵ La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE (hommes + femmes)

(en francs par heure)

Source : Institut National de Statistique.

Groupe et branche d'industrie	1963 octobre	1964 octobre	1965 octobre	1966 octobre	1967 octobre	1968 avril	1968 octobre
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹ .	48,39	52,62	56,62	60,57	64,11	63,64	67,49
Carrières ¹	39,84	44,59	48,24	53,13	54,01	56,19	56,88
Total des industries extractives ¹	47,76	51,83	55,84	59,68	62,97	62,77	66,20
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	32,75	37,09	40,29	43,47	45,59	47,67	48,74
Boissons	34,80	39,59	44,38	47,77	50,56	53,14	54,13
Tabac	29,50	33,50	37,06	41,06	43,60	45,33	47,00
Industries textiles	31,16	34,61	37,27	41,83	44,32	45,37	46,55
Chaussures, habillement	25,39	28,98	32,45	35,97	37,66	39,18	39,90
Bois (sauf meubles)	32,82	37,01	39,93	44,71	48,00	49,73	50,69
Industrie du meuble	35,27	40,65	42,17	46,75	49,18	51,50	53,16
Papier, articles en papier	35,87	39,61	43,58	47,88	50,88	53,09	53,17
Impressions et reliures	39,47	43,96	48,06	52,17	56,79	60,90	61,45
Cuir (sauf chaussures, habillement)	30,90	33,97	37,07	40,77	43,38	45,14	46,62
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	36,93	40,29	43,59	48,49	51,42	52,85	54,05
Industries chimiques	38,49	44,43	49,81	56,32	59,59	59,30	61,49
Industrie du pétrole	57,25	62,88	71,33	78,36	85,10	87,37	88,22
Produits minéraux non métalliques	37,31	42,55	45,83	50,98	53,46	55,58	56,02
Industries métallurgiques de base	47,96	52,08	54,96	59,55	62,98	64,33	66,23
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	38,85	43,37	46,13	49,44	52,12	53,17	54,88
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	40,42	45,23	47,38	52,22	56,20	56,72	59,18
Industrie électrotechnique	35,48	39,97	43,99	48,80	51,19	52,73	54,46
Construction de matériel de transport ...	45,07	48,55	51,80	56,34	59,53	61,32	63,21
Total des industries manufacturières	36,20	40,74	44,03	48,58	51,36	52,86	54,22
dont : hommes	40,10	44,53	48,14	52,94	55,92	57,51	59,04
femmes	25,45	29,16	31,97	35,51	37,67	38,94	39,79
<i>Construction</i> ¹	38,66	43,75	47,30	52,82	55,71	57,23	57,89
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	37,82	42,20	45,60	50,01	52,84	54,24	55,60
dont : hommes	40,81	45,11	48,75	53,43	56,42	57,85	59,34

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne, Etudes et Documents, nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.). — Annales des statistiques du Travail (B.I.T.).

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment au Canada	Café à New York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton aux Etats-Unis (15 marchés)	Caoutchouc à Londres « Spot » price n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	\$ par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	\$ par 100 lbs	d par lb.	£ par long ton		\$ par long ton	\$ par Barrel
1961	1,93	36,0	90	32,20	24	230	888	35,3	2,86
1962	2,16	34,0	94	33,60	23	234	897	29,4	2,89
1963	2,14	34,1	107	33,60	21	234	910	27,0	2,89
1964	2,22	46,7	105	32,20	20	351	1.236	34,7	2,89
1965	2,10	44,7	92	30,40	21	469	1.413	35,2	2,89
1966	2,22	40,8	101	26,40	19	555	1.296	31,0	2,89
1967	2,19	37,8	94	23,00	16	418	1.229	27,0	2,88
1968	2,09	37,4	106	27,20	19	526	1.323	27,1	2,90
1967 4 ^e trimestre	2,08	36,6	95	25,00	16	499	1.271	27,8	2,88
1968 1 ^{er} trimestre	2,09	37,3	107	25,73	17	681	1.319	32,7	2,88
2 ^e trimestre	2,09	37,5	106	24,97	18	492	1.309	26,2	2,90
3 ^e trimestre	2,11	37,4	104	30,47	19	454	1.300	24,3	2,91
4 ^e trimestre	2,08	37,6	106	27,60	20	475	1.365	25,0	2,91
1969 1 ^{er} trimestre	2,08	38,3	103	25,83	23	539	1.371	28,7	2,95
2 ^e trimestre		37,3	101	25,66		601	1.417		
1968 Juillet	2,09	37,5	105	25,07	19	446	1.302	24,0	2,91
Août	2,11	37,2	103	30,50	19	447	1.297	24,0	2,91
Septembre	2,12	37,4	104	30,70	19	470	1.300	25,0	2,91
Octobre	2,08	37,5	107	29,10	20	459	1.310	25,0	2,91
Novembre	2,07	37,5	107	27,30	20	465	1.405	25,0	2,91
Décembre	2,08	37,7	103	26,30	20	501	1.380	26,0	2,91
1969 Janvier	2,08	38,5	104	26,20	21	531	1.367	29,0	2,91
Février	2,08	38,7	103	25,70	23	544	1.374	29,0	2,91
Mars	2,08	37,8	101	25,60	25	541	1.373	28,0	3,02
Avril	2,00	37,3	102	25,60	25	587	1.399	27,0	3,02
Mai	2,01	37,2	102	25,70	24	589	1.421	30,0	
Juin		37,4	100	25,60		627	1.431		
Juillet				25,70					

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) ¹
			général	industriel	alimentaire	
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	107
1965	92	93	103	108	91	121
1966	91	96	104	109	93	109
1967	88	89	100	105	91	115
1968	100	88	101	107	89	118
1967 4 ^e trimestre	93	88	101	106	91	138
1968 1 ^{er} trimestre	103	88	102	108	91	124
2 ^e trimestre	99	88	100	106	90	116
3 ^e trimestre	97	88	99	105	87	115
4 ^e trimestre	102	89	101	108	88	119
1969 1 ^{er} trimestre	105	91	103	109	90	114
2 ^e trimestre	108	94	103	110	90	110
1968 Août	97	87	99	105	87	118
Septembre	97	88	99	106	87	114
Octobre	99	87	100	106	87	114
Novembre	102	89	101	109	89	122
Décembre	104	90	101	109	89	121
1969 Janvier	105	91	102	108	90	115
Février	105	91	103	109	91	113
Mars	106	92	103	109	90	113
Avril	107	92	103	110	90	118
Mai	108	95	103	110	90	108
Juin	108	96	104	110	91	104
Juillet	107	96	104	110	91	
Août	108	98				

¹ Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 *

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1960	102,6	92,2	98,2	86,8	105,4	107,0	101,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,5	104,0	108,9
1961	102,4	94,3	110,2	81,5	104,5	106,7	100,4	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	100,8	106,9	95,2	103,8	107,6	96,1	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	107,0	117,9	97,5	105,4	110,0	96,3	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	109,9	126,7	96,0	110,9	113,9	103,7	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1965	111,9	113,2	131,2	98,5	111,5	113,8	105,6	106,6	118,0	93,1	109,3	143,9	104,1	110,9	117,2
1966	114,5	118,2	134,0	104,8	113,5	115,0	109,3	106,6	118,8	94,9	111,6	145,9	103,6	114,4	119,9
1967	113,2	118,1	134,8	104,2	112,0	115,0	103,7	105,2	116,9	90,7	111,9	154,9	98,6	112,6	121,2
1968	113,5	116,8	138,4	99,5	112,7	116,6	102,3	105,1	117,5	91,9	111,9	158,5	98,2	114,3	121,8
1967 4 ^e trimestre	112,4	114,7	135,3	98,1	111,9	115,4	102,3	105,2	117,3	89,7	111,8	156,9	97,5	113,0	121,3
1968 1 ^{er} trimestre	112,6	113,6	135,1	96,5	112,4	115,8	103,1	105,8	118,5	90,4	112,3	157,7	97,6	114,2	121,7
2 ^e trimestre	112,5	113,6	136,1	95,7	112,2	116,9	101,6	104,5	117,2	91,1	111,2	158,7	97,9	113,5	121,6
3 ^e trimestre	113,4	116,9	139,0	99,2	112,5	116,3	101,5	104,7	117,1	92,0	111,5	158,7	98,1	114,0	121,6
4 ^e trimestre	115,5	123,2	143,3	106,8	113,6	117,3	102,9	105,3	117,4	94,1	112,5	159,0	99,2	115,6	122,5
1969 1 ^{er} trimestre	116,8	124,3	144,9	107,5	115,0	118,3	104,8	106,3	118,5	93,6	114,7	159,4	99,8	118,2	123,6
2 ^e trimestre	118,6	126,6	145,6	110,8	116,7	119,5	107,3	106,6	122,9	93,3	113,3	163,3	100,9	121,6	124,5
1967 Août	112,7	117,9	134,6	103,9	111,4	115,0	101,9	104,7	117,1	89,7	110,0	156,4	97,8	111,9	120,8
Septembre	112,2	114,9	131,6	101,1	111,5	115,0	101,9	105,2	117,1	89,0	110,2	156,9	97,6	112,0	121,1
Octobre	111,8	113,1	132,2	97,6	111,5	115,2	101,6	105,1	117,3	89,1	110,7	156,9	97,3	112,5	121,0
Novembre	112,6	115,1	136,2	98,2	112,0	115,4	102,8	105,2	117,1	89,6	112,3	156,9	97,6	113,1	121,5
Décembre	112,9	115,8	137,4	98,4	112,1	115,6	102,5	105,2	117,6	90,5	112,4	156,9	97,7	113,3	121,5
1968 Janvier	112,7	114,7	135,7	97,8	112,2	115,7	102,5	105,9	117,8	90,4	112,1	157,2	97,6	113,6	121,6
Février	112,5	112,7	133,8	95,8	112,5	115,8	103,5	106,3	118,9	90,4	112,1	157,6	97,6	114,5	121,8
Mars	112,7	113,5	135,9	95,8	112,5	115,8	103,3	105,2	118,7	90,3	112,8	158,3	97,6	114,4	121,8
Avril	112,7	114,4	137,1	96,4	112,2	116,1	101,7	104,5	117,4	90,7	112,8	158,6	97,5	113,4	121,9
Mai	112,6	114,6	138,0	96,2	112,1	116,0	101,5	104,5	117,0	90,9	110,6	158,7	97,9	113,3	121,4
Juin	112,2	111,7	133,1	94,6	112,3	116,1	101,6	104,6	117,2	91,7	110,2	158,7	98,2	113,8	121,4
Juillet	112,5	113,1	133,2	96,9	112,3	116,2	101,1	104,7	117,1	91,8	110,4	158,7	98,3	113,7	121,3
Août	113,4	117,1	141,4	97,9	112,4	116,2	101,5	104,5	117,0	92,0	112,0	158,7	98,1	113,8	121,7
Septembre	114,2	120,6	142,5	102,9	112,7	116,4	101,8	105,0	117,1	92,3	112,0	158,7	98,0	114,5	121,8
Octobre	115,0	121,2	141,6	104,6	113,5	117,2	102,9	106,2	117,0	94,3	112,1	158,7	99,3	114,8	122,7
Novembre	115,5	123,5	142,9	107,6	113,5	117,2	102,9	104,7	117,5	94,3	112,7	159,2	99,1	115,6	122,3
Décembre	116,0	125,0	145,3	108,3	113,9	117,6	103,0	105,1	117,7	93,8	112,8	159,2	99,2	116,5	122,5
1969 Janvier	116,4	124,7	144,9	108,1	114,4	118,1	103,5	105,4	118,2	93,5	114,4	159,4	99,3	117,5	122,9
Février	117,0	123,9	144,3	107,2	115,3	118,4	105,5	107,0	118,6	93,8	114,9	159,4	100,1	118,3	124,0
Mars	117,1	124,4	145,4	107,3	115,3	118,4	105,4	106,6	118,8	93,4	114,9	159,4	99,9	118,7	123,9
Avril	118,6	127,4	144,8	112,7	116,5	119,2	107,3	106,3	121,2	93,7	114,8	163,3	100,9	120,4	124,9
Mai	118,5	125,7	144,9	109,7	116,7	119,5	107,1	106,6	122,9	93,8	112,4	163,3	101,2	121,8	124,2
Juin	118,7	126,6	147,0	109,9	116,8	119,7	107,5	106,9	124,7	92,5	112,6	163,3	100,7	122,5	124,4
Juillet	118,7	123,8	141,4	109,0	117,5	120,2	108,5	107,7	126,4	92,5	112,7	163,3	101,7	123,5	124,5

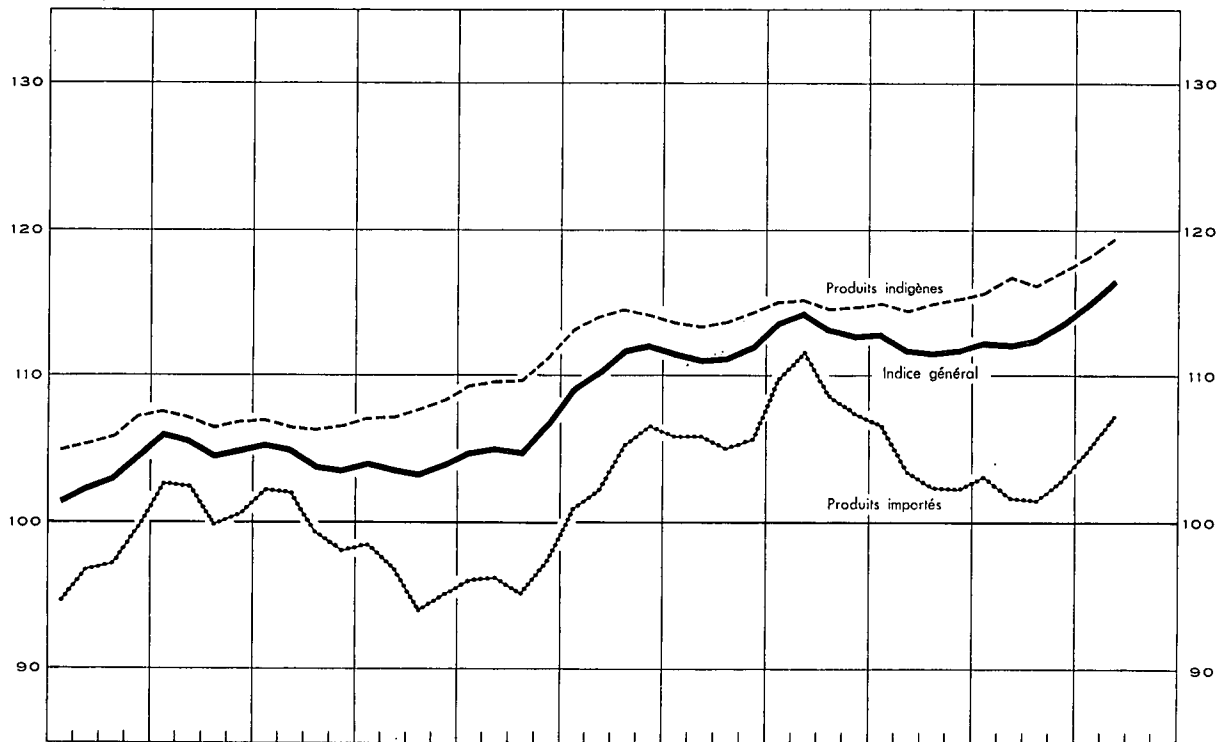
* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices 1953 = 100.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

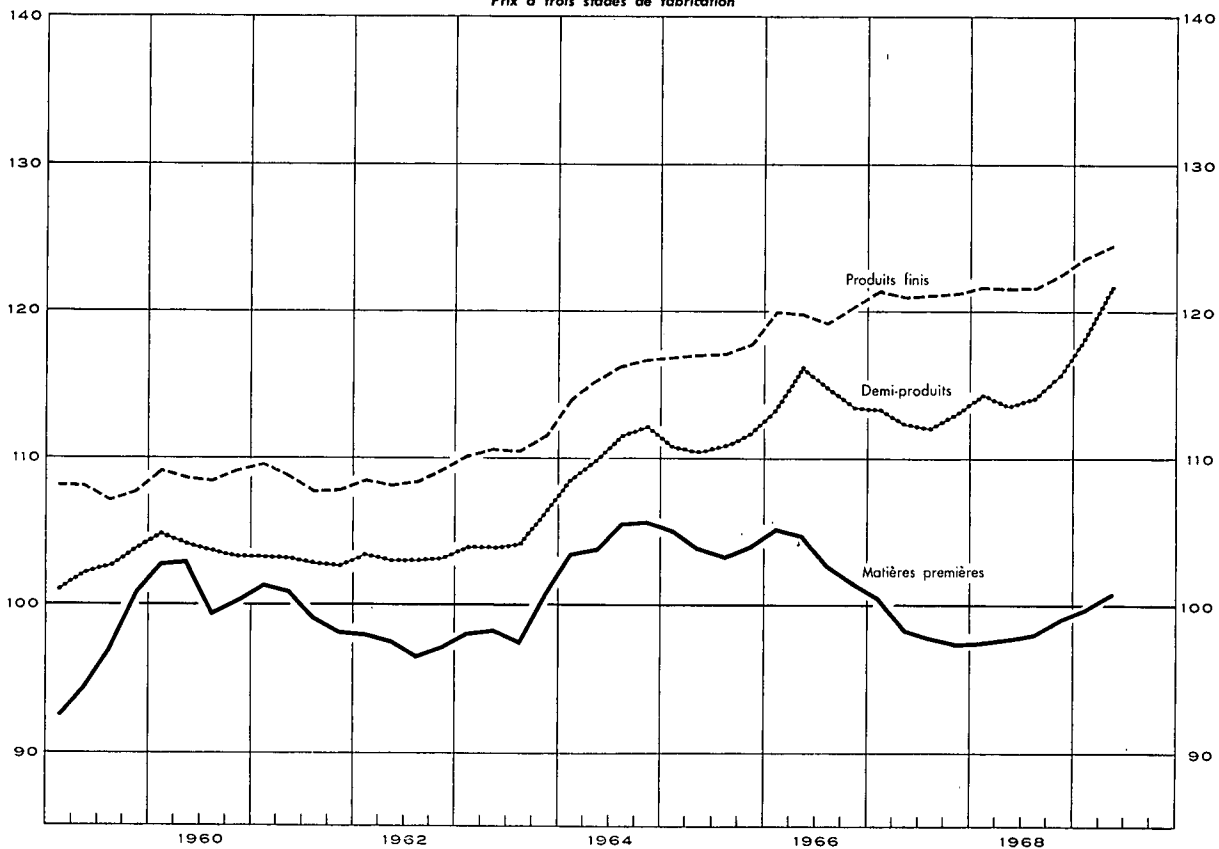
PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Source : M.A.E.



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

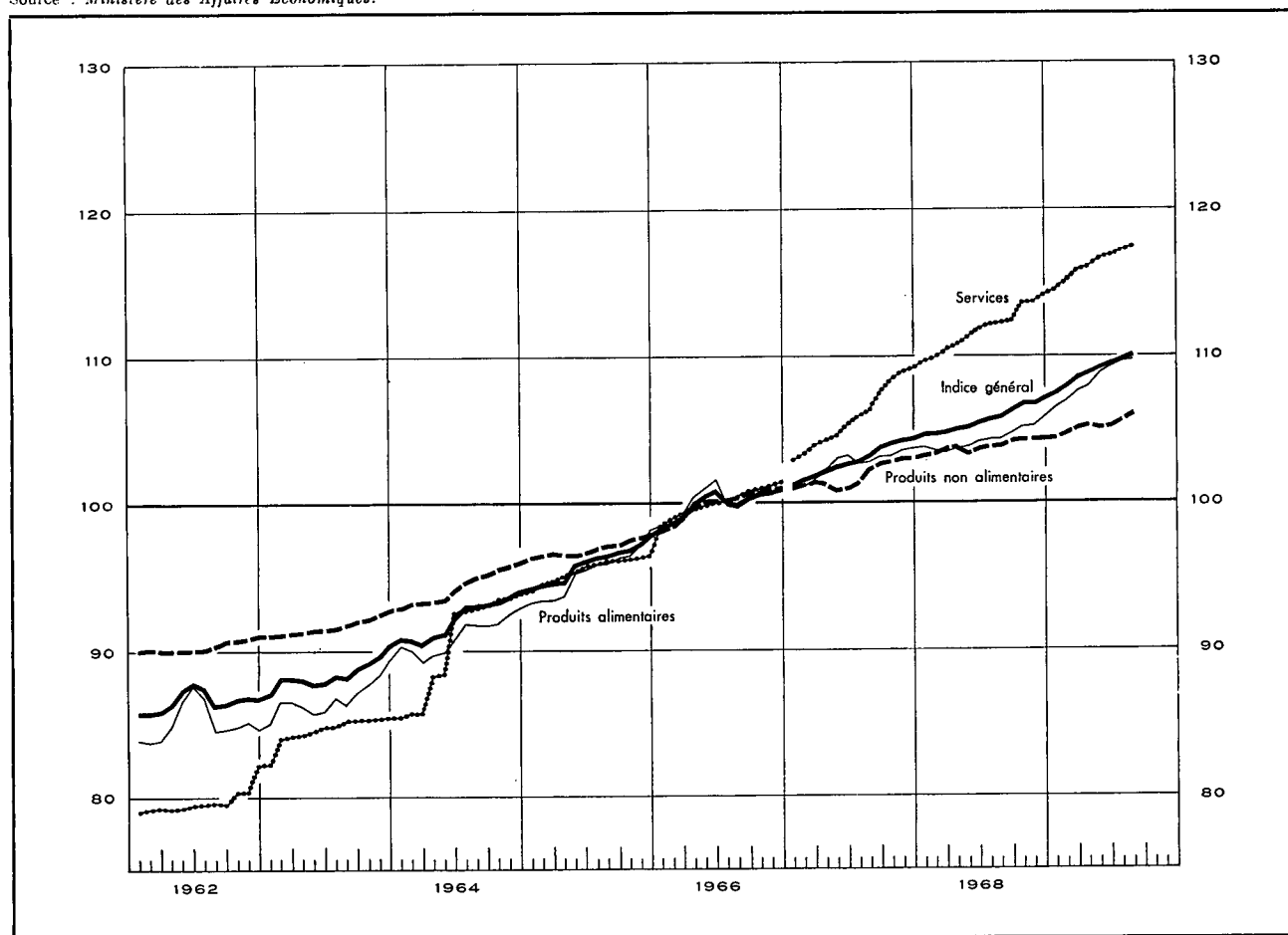
Prix à trois stades de fabrication



VII - 4. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE ¹

Base 1966 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services		
1962	86,68		85,10		90,40		79,76		
1963	88,55		86,76		91,74		84,61		
1964	92,24		91,00		94,41		90,44		
1965	95,99		95,31		96,99		95,47		
1966	100,00		100,00		100,00		100,00		
1967	102,91		102,52		101,84		105,83		
1968	105,69		104,28		103,81		111,79		
		1968		1969		1968		1969	
1 ^{er} trimestre	104,74	108,04	103,53	106,93	103,41	104,77	109,94	115,18	
2 ^e trimestre	105,25	109,19	103,77	108,64	103,57	105,24	111,27	116,54	
3 ^e trimestre	105,95		104,43		103,95		112,21		
4 ^e trimestre	106,81		105,37		104,32		113,73		
Janvier	104,67	107,54	103,71	106,41	103,27	104,39	109,59	114,56	
Février	104,73	108,00	103,54	106,87	103,41	104,80	109,88	115,10	
Mars	104,83	108,58	103,35	107,51	103,56	105,12	110,36	115,87	
Avril	105,05	108,87	103,56	107,95	103,66	105,35	110,66	116,05	
Mai	105,16	109,20	103,69	108,78	103,37	105,08	111,24	116,68	
Juin	105,54	109,49	104,06	109,19	103,67	105,28	111,91	116,89	
Juillet	105,74	109,89	104,29	109,64	103,77	105,72	112,09	117,19	
Août	105,84	110,05	104,24	109,75	103,92	106,04	112,18	117,41	
Septembre	106,26		104,75		104,17		112,37		
Octobre	106,67		105,12		104,32		113,55		
Novembre	106,69		105,25		104,32		113,57		
Décembre	107,07		105,75		104,32		114,06		

¹ L'indice des prix à la consommation est calculé depuis 1967 sur la base de la moyenne de l'année 1966. Il a remplacé l'indice des prix de détail qui a été établi pour la dernière fois en décembre 1967. Les chiffres des années 1962 à 1965 du présent tableau ont été obtenus par conversion de l'indice des prix de détail (base 1953 = 100) en indices : base 1966 = 100. Le coefficient de conversion utilisé est le rapport des deux indices pour l'année 1966, soit 0,7697 pour l'indice général. La même méthode a été appliquée aux indices partiels des groupes : produits alimentaires, produits non alimentaires et services; les coefficients de conversion sont respectivement : 0,7564, 0,8847 et 0,6207. L'actuel indice général des prix à la consommation porte sur 147 produits, l'indice des produits alimentaires sur 60, celui des produits non alimentaires sur 48, tandis que celui des services porte sur 39 de ceux-ci. Les anciens indices des prix de détail portaient respectivement sur 65, 35, 25 produits et 5 services.

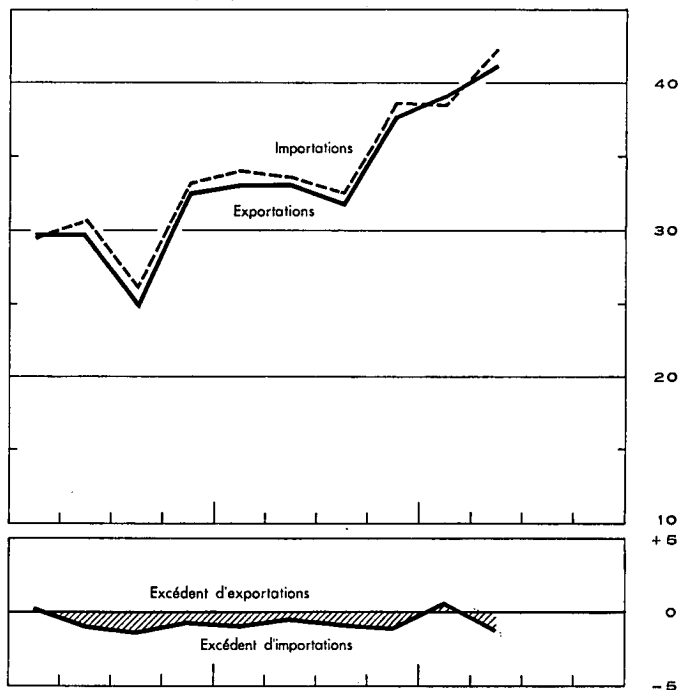
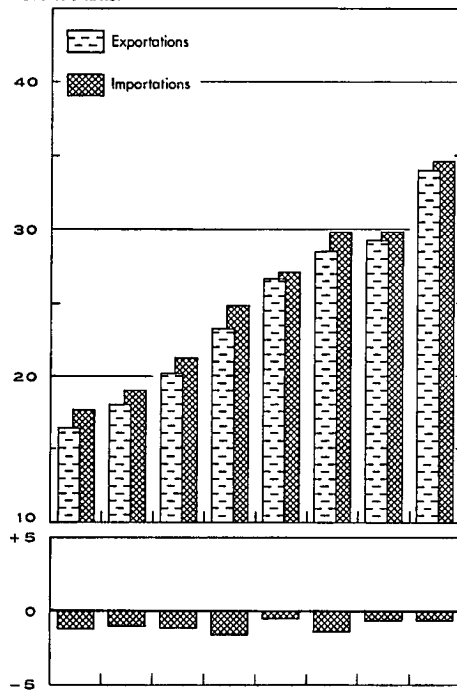
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — « *Centre de Recherches économiques* » de Louvain. — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt*. — *Wirtschaft und Statistik*. — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.)*. — *Monthly Digest of Statistics*. — *Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E.* — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*. — *Données statistiques (Conseil de l'Europe)*. — *Journaux financiers* : *Agéfi*, *Het financieele Dagblad*, *The Financial Times*, *Le Nouveau Journal*. — *Bulletin de la Fédération des Industries Belges*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

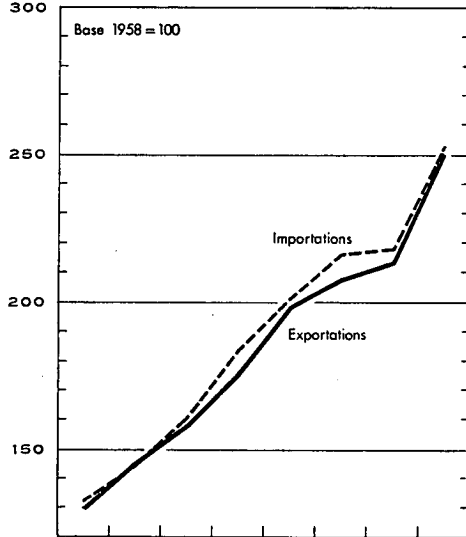
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

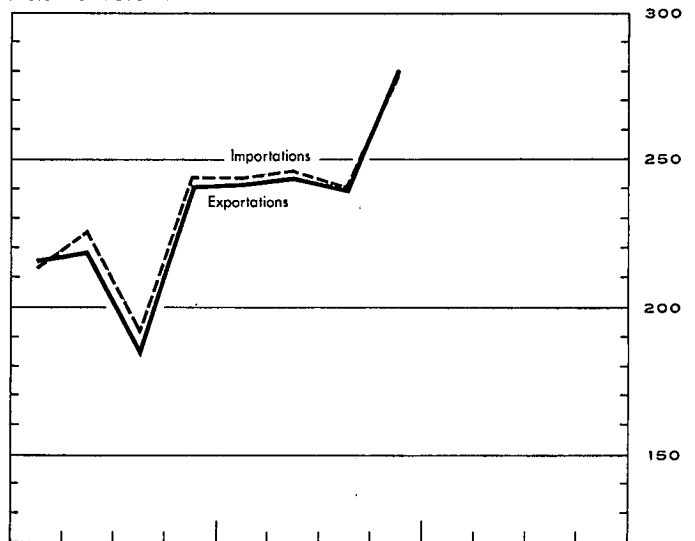
Source : I.N.S.



Source : I.N.S.- Calculs B.N.B.

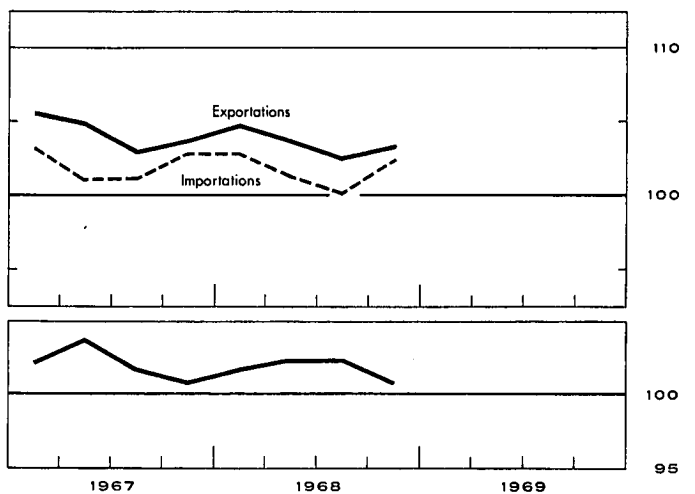
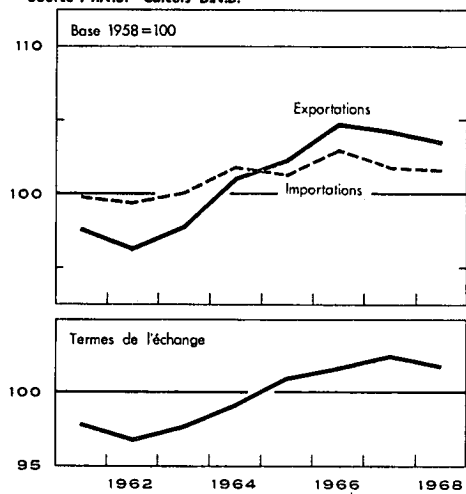


INDICES DU VOLUME



Source : I.N.S.- Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ¹
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	132,3	130,0	99,9	97,8	97,9
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	- 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,9	23,3	- 1,6	94	184,4	175,7	101,9	101,1	99,2
1965	27,1	26,6	- 0,5	98	201,5	199,1	101,4	102,4	101,0
1966	29,9	28,5	- 1,4	95	216,4	207,9	103,0	104,8	101,7
1967	29,9	29,3	- 0,6	98	218,3	214,3	101,9	104,4	102,5
1968	34,7	34,0	- 0,7	98	252,6	250,3	101,7	103,6	101,9
1967 4 ^e trimestre	33,2	32,6	- 0,6	98	244,1	241,3	102,9	103,8	100,9
1968 1 ^{er} trimestre	34,0	33,2	- 0,8	98	244,1	242,2	102,9	104,8	101,8
2 ^e trimestre	33,6	33,2	- 0,4	99	246,5	243,9	101,4	103,8	102,4
3 ^e trimestre	32,6	31,9	- 0,7	98	241,0	239,8	100,2	102,6	102,4
4 ^e trimestre	38,7	37,7	- 1,0	97	278,3	280,3	102,5	103,4	100,9
1969 1 ^{er} trimestre	38,5	39,1	+ 0,6	102					
2 ^e trimestre p	42,3	41,2	- 1,1	97					
1968 Janvier-Juillet	33,5	33,4	- 0,1	100					
1969 Janvier-Juillet p	40,4	40,6	+ 0,2	101					
1968 Mai	35,2	33,1	- 2,2	94					
Juin	30,9	31,4	+ 0,5	102					
Juillet	31,3	34,3	+ 3,0	110					
Août	31,9	27,5	- 4,4	86					
Septembre	33,5	33,7	+ 0,2	101					
Octobre	40,8	39,6	- 1,2	97					
Novembre	35,4	35,1	- 0,3	99					
Décembre	37,1	37,9	+ 0,8	102					
1969 Janvier	37,1	42,0	+ 4,9	113					
Février	36,8	34,9	- 1,9	95					
Mars	41,3	40,1	- 1,2	97					
Avril	40,6	40,1	- 0,5	99					
Mai	41,6	41,2	- 0,4	99					
Juin p	44,3	41,9	- 2,4	94					
Juillet p	40,4	43,3	+ 2,9	107					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. - 1^o En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

2^o En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérur- giques	Fabri- cations métal- liques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
<i>Nouvelles série</i>												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1965	4,13	7,07	2,22	3,78	2,02	0,18	0,69	0,58	1,22	1,16	3,54	26,59
1966	3,95	7,34	2,81	4,17	2,19	0,12	0,67	0,61	1,50	1,22	3,87	28,45
1967	4,24	7,53	2,63	3,85	2,45	0,13	0,68	0,67	1,54	1,54	4,04	29,30
1968	4,78	8,58	3,22	4,35	3,17	0,11	0,95	0,75	1,73	1,75	4,63	34,02
1967 3 ^e trimestre .	3,62	6,02	2,23	3,25	2,14	0,13	0,69	0,59	1,46	1,35	3,54	25,02
4 ^e trimestre .	4,45	8,30	2,95	4,33	2,82	0,13	0,72	0,80	1,72	1,84	4,58	32,64
1968 1 ^{er} trimestre .	4,80	8,54	3,44	4,19	2,95	0,09	0,82	0,73	1,63	1,78	4,26	33,23
2 ^e trimestre .	4,63	8,61	3,23	4,14	2,91	0,10	0,85	0,72	1,78	1,66	4,56	33,19
3 ^e trimestre .	4,64	7,64	3,05	3,99	3,14	0,11	1,01	0,70	1,67	1,57	4,42	31,94
4 ^e trimestre .	5,04	9,55	3,15	5,09	3,69	0,15	1,11	0,85	1,84	1,99	5,25	37,71
1969 1 ^{er} trimestre .	5,44	9,94	3,36	5,20	3,80	0,11	1,30	0,75	1,84	2,14	5,20	39,08
1968 Mai	4,54	8,46	3,11	4,12	2,84	0,10	0,72	0,75	2,27	1,71	4,52	33,14
Juin	4,53	8,41	2,69	4,02	2,78	0,08	1,00	0,67	1,34	1,55	4,36	31,43
Juillet	4,97	8,33	3,43	4,21	3,30	0,12	0,89	0,66	2,11	1,64	4,67	34,33
Août	4,36	5,84	2,57	3,51	2,95	0,10	0,98	0,65	1,11	1,46	3,95	27,48
Septembre ...	4,57	8,69	3,13	4,23	3,11	0,11	1,16	0,79	1,77	1,60	4,58	33,74
Octobre	4,90	10,12	3,26	5,59	4,14	0,17	1,28	0,92	1,89	2,00	5,36	39,63
Novembre	5,39	8,44	2,66	4,84	3,03	0,14	0,97	0,77	2,06	1,94	4,84	35,08
Décembre	4,82	9,99	3,48	4,77	3,80	0,14	1,08	0,82	1,57	2,03	5,44	37,94
1969 Janvier	5,80	10,79	3,51	5,23	4,27	0,12	1,60	0,83	2,03	2,32	5,54	42,04
Février	5,13	8,69	2,89	4,70	3,36	0,10	1,11	0,65	1,59	1,99	4,67	34,88
Mars	5,40	10,25	3,65	5,66	3,75	0,11	1,18	0,75	1,92	2,09	5,39	40,15
Avril	5,72	9,98	3,40	5,35	4,10	0,09	1,24	0,83	1,80	1,94	5,67	40,12
Mai	5,30	12,64	3,39	5,21	3,85	0,11	1,18	0,79	1,57	1,76	5,44	41,24

N. P — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
Pour une analyse du commerce extérieur de 1968 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIV^e année, vol. II, n° 1, juillet 1969.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation					Biens d'équipement 13	Divers 14	Total général				
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production				Total	non durables				durables 12			
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques 9		autres produits 10					alimentaires		autres 11
													liquides 8	autres									produits animaux	produits végétaux	
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410	1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1	13.037		
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445	1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341		
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666	1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488		
1960	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.631	1.850	...	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	285	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300
1964	16.390	5.343	1.958	1.591	1.126	397	238	293	140	360	88	992	405	985	1.087	454	938	4.976	696	1.050	402	2.828	3.464	83	24.913
1965	17.618	6.076	1.759	1.782	1.174	378	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.235	519	1.093	5.849	802	1.220	481	3.346	3.509	94	27.070
1966	19.740	7.195	1.855	2.024	1.508	403	258	317	147	487	109	1.033	420	851	1.384	538	1.211	6.110	829	1.295	515	3.471	4.000	42	29.892
1967	19.324	6.566	1.559	2.168	1.398	394	219	326	185	498	123	1.229	475	827	1.503	617	1.237	6.429	963	1.379	592	3.495	4.117	30	29.900
1968	23.120	8.185	1.804	2.229	1.899	405	237	354	149	538	155	1.711	558	1.000	1.826	604	1.466	7.236	1.034	1.416	712	4.074	4.278	88	34.722
1967 2 ^e trimestre ..	19.418	6.802	1.556	2.018	1.519	367	233	312	179	531	123	956	391	940	1.490	726	1.275	6.753	1.286	1.515	598	3.354	4.479	27	30.677
3 ^e trimestre ..	16.579	5.317	1.276	1.911	1.409	441	170	302	130	467	107	858	369	747	1.360	584	1.131	5.995	861	1.249	556	3.329	3.671	35	26.280
4 ^e trimestre ..	22.232	7.561	1.737	2.539	1.286	443	237	370	265	558	139	1.923	623	880	1.713	609	1.349	6.662	872	1.472	608	3.710	4.261	26	33.181
1968 1 ^{er} trimestre ..	22.828	8.532	1.821	2.224	1.736	311	265	298	121	453	146	1.578	641	953	1.787	551	1.411	6.805	974	1.324	632	3.875	4.273	51	33.957
2 ^e trimestre ..	22.298	8.269	1.739	1.953	1.768	371	222	362	147	530	146	1.491	519	978	1.826	576	1.401	7.145	1.182	1.466	651	3.846	4.116	49	33.608
3 ^e trimestre ..	21.542	7.134	1.652	2.088	1.886	447	196	338	153	564	158	1.850	464	940	1.704	579	1.389	6.975	907	1.364	688	4.016	4.022	60	32.599
4 ^e trimestre ..	25.812	8.804	2.003	2.651	2.204	490	266	418	175	606	171	1.925	606	1.131	1.987	711	1.664	8.019	1.074	1.540	847	4.558	4.704	191	38.726
1969 1 ^{er} trimestre ..	25.994	8.824	2.115	2.477	2.498	349	337	383	171	547	186	2.006	582	1.122	2.026	674	1.697	8.092	1.056	1.526	796	4.714	4.282	86	38.454

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de productions servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1969, les pièces détachées d'automobiles.

Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960 : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

14 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1963, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1967				1968			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	100,8	100,2	98,7	98,9	100,4	99,0	100,5	99,2	99,2	100,7	98,4	98,3	100,3	100,1	98,9	97,4	99,6
Biens de consommation	96,9	99,0	98,9	100,0	102,3	105,1	105,9	104,6	103,3	106,4	103,0	103,7	104,9	104,3	102,5	102,3	104,6
Biens d'équipement	97,5	101,1	106,5	108,4	110,8	108,0	112,2	112,1	113,0	112,9	113,1	114,1	114,8	116,5	113,7	111,7	115,3
Ensemble ...	99,4	99,9	99,5	100,1	101,9	101,4	103,0	101,9	101,7	103,3	101,1	101,2	102,9	102,9	101,4	100,2	102,5
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	103,0	98,5	93,7	91,3	92,6	92,7	92,0	91,4	89,9	91,9	91,7	91,3	90,6	89,9	89,8	89,8	90,2
Fabrications métalliques	93,0	94,8	95,3	100,0	102,6	104,0	106,8	109,7	108,7	108,5	112,2	107,7	110,1	109,3	108,3	108,7	108,2
Métaux non ferreux	116,6	110,7	109,4	111,2	123,3	137,6	167,3	159,4	171,0	169,5	155,6	153,6	159,9	181,2	175,7	164,7	161,8
Textiles	100,0	101,2	100,7	103,7	109,1	106,8	106,3	104,7	99,8	108,1	105,0	104,2	102,0	101,7	99,0	99,0	99,4
Produits chimiques	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	96,2	95,7	94,3	93,3	94,2	94,2	94,1	93,5	92,4	93,8	91,8	93,2
Industrie houillère	74,6	70,3	71,9	81,9	96,8	78,5	73,9	71,9	77,0	68,1	71,7	72,1	75,9	76,6	73,8	78,4	78,4
Industrie pétrolière	85,2	85,2	83,2	80,8	78,5	77,9	74,2	74,5	74,8	72,1	71,7	76,7	77,3	80,0	77,1	73,4	71,0
Verres et glaces	99,5	101,1	99,8	96,6	99,1	98,4	99,4	105,2	102,7	102,6	98,8	102,4	102,4	103,6	103,1	101,9	102,3
Produits agricoles	98,2	100,3	105,0	114,3	109,3	114,1	118,5	114,4	113,0	116,6	119,0	112,2	110,7	111,8	111,4	112,5	120,8
Ciments	94,6	99,0	98,3	98,6	100,2	101,6	100,1	100,8	98,5	101,6	100,8	100,7	100,1	99,4	100,0	97,0	97,4
Carrières	101,6	98,2	96,8	95,4	96,1	98,5	97,9	100,6	101,6	103,6	99,5	98,6	100,6	104,0	100,2	100,3	101,9
Céramiques	88,3	91,1	95,7	100,7	109,4	111,3	115,8	116,1	119,4	114,3	115,0	119,6	115,2	115,4	118,0	120,9	121,6
Bois et meubles	98,3	99,3	97,0	99,0	104,7	107,8	111,1	113,2	109,7	112,5	113,4	112,4	113,9	112,4	111,6	108,0	108,6
Peaux, cuirs et chaussures	110,6	110,3	108,8	102,7	107,6	114,7	127,1	119,3	113,7	124,7	119,5	119,3	112,9	113,2	112,3	114,8	114,2
Papier et livre	94,5	92,4	95,3	92,7	95,4	98,5	99,0	98,5	95,0	99,1	96,1	98,9	99,8	100,7	96,8	94,1	100,5
Tabacs manufacturés	95,7	100,5	111,7	105,7	100,7	112,6	117,9	120,1	134,6	112,0	119,2	127,9	120,6	128,0	127,8	141,2	139,0
Caoutchouc	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	84,4	83,4	82,5	82,7	82,9	80,5	82,9	83,9	79,7	83,0	84,6	83,9
Industries alimentaires	91,1	91,1	89,6	94,2	97,7	98,3	98,5	97,8	94,8	97,8	98,7	96,0	98,0	95,0	94,0	95,2	95,8
Divers	95,3	90,1	87,8	88,9	93,0	87,4	78,9	78,8	83,0	86,7	78,4	73,2	78,8	80,7	82,1	81,2	87,0
Ensemble ...	98,7	97,8	96,4	97,9	101,1	102,4	104,8	104,4	103,6	105,6	104,9	103,0	103,8	104,8	103,8	102,6	103,4
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	99,3	97,9	96,9	97,8	99,2	101,0	101,7	102,5	101,9	102,2	103,8	101,8	100,9	101,8	102,4	102,4	100,9

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir 2^o du N. B. au tableau VIII-1.

VIII - 4 b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1967				1968			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	124,4	130,9	145,6	159,7	178,5	194,6	211,5	209,6	248,0	204,3	211,5	179,4	243,2	243,8	241,9	235,0	275,6
Biens de consommation	121,5	128,1	131,8	152,4	188,1	214,4	226,8	240,9	272,9	238,8	260,1	232,0	255,2	257,8	275,8	268,6	300,6
Biens d'équipement	122,9	147,7	161,4	179,3	214,1	221,8	233,1	234,7	250,9	226,8	253,6	207,9	238,9	230,9	231,2	234,5	266,1
Ensemble ...	123,8	132,3	144,6	160,5	184,4	201,5	216,4	218,3	252,6	213,4	225,7	192,8	244,1	244,1	246,5	241,0	278,3
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	127,4	117,5	127,3	130,9	151,6	166,0	160,4	173,4	198,5	178,8	183,0	148,4	183,5	199,4	193,7	193,7	209,6
Fabrications métalliques	130,5	141,2	164,6	175,0	208,2	250,5	260,0	259,5	297,4	262,9	277,2	213,7	286,0	288,8	298,9	274,0	335,8
Métaux non ferreux	124,3	131,9	135,2	150,7	162,5	175,3	182,8	179,3	204,2	181,5	176,4	157,6	200,7	206,4	199,4	201,0	211,0
Textiles	129,5	139,0	158,5	170,0	177,6	192,7	212,9	199,7	236,4	201,0	199,3	172,0	231,2	224,1	227,3	218,7	279,8
Produits chimiques	115,3	123,4	130,3	151,0	166,4	198,0	217,2	241,1	312,0	252,8	232,2	212,6	279,8	295,6	284,5	313,7	362,1
Industrie houillère	82,3	90,7	88,1	85,6	78,2	63,6	45,0	51,6	40,9	50,7	57,4	50,4	47,9	33,2	36,9	39,7	53,6
Industrie pétrolière	103,8	97,2	107,1	154,3	156,0	166,1	168,4	170,4	236,3	158,5	184,2	166,7	172,4	191,5	206,2	255,8	291,9
Verres et glaces	143,7	145,1	168,8	169,5	188,1	190,2	198,6	208,9	239,6	206,1	212,1	173,2	239,7	230,2	228,1	226,7	273,9
Produits agricoles	100,1	110,5	138,0	158,3	157,2	208,0	210,3	273,4	314,7	283,9	259,1	250,0	349,5	338,7	313,3	290,6	344,5
Ciments	108,2	111,3	109,2	99,3	115,8	133,7	114,6	106,3	109,6	90,3	117,1	105,7	112,5	91,3	133,1	115,9	98,4
Carrières	117,6	131,6	154,0	173,9	204,9	212,1	211,3	221,7	238,1	188,3	240,7	213,8	245,5	207,7	231,0	257,4	255,2
Céramiques	172,7	229,3	196,3	206,7	250,5	258,0	228,6	232,5	248,3	231,1	226,8	203,7	270,0	222,0	240,9	245,8	290,6
Bois et meubles	162,3	205,5	287,1	349,4	399,0	450,1	489,3	521,6	644,2	523,1	532,8	447,2	589,6	546,6	599,3	611,3	820,5
Peaux, cuirs et chaussures	124,4	160,1	175,8	195,5	209,2	217,1	223,8	227,8	250,8	221,1	216,2	214,0	266,3	254,0	242,2	243,1	272,0
Papier et livre	133,4	140,2	161,8	181,7	205,9	234,9	274,1	292,2	368,5	295,5	294,7	256,3	330,3	320,3	340,4	357,7	403,8
Tabacs manufacturés	147,9	178,8	167,2	216,0	278,0	336,4	329,7	374,5	424,7	326,4	373,2	369,6	429,6	366,3	382,4	400,0	549,8
Caoutchouc	124,8	148,1	165,6	187,0	222,0	261,1	281,2	300,9	363,5	277,5	326,2	274,7	327,0	337,9	375,2	336,4	398,1
Industries alimentaires	130,5	154,1	185,8	209,9	234,0	278,0	291,6	312,9	365,2	273,8	328,9	285,2	374,4	324,8	384,9	358,6	400,8
Divers	138,5	147,9	153,7	155,1	159,9	177,6	207,3	206,5	214,8	208,5	194,9	193,4	241,1	230,0	217,9	200,3	220,7
Ensemble ...	125,0	130,0	145,1	157,9	175,7	199,1	207,9	214,3	250,3	216,0	219,1	186,1	241,3	242,2	243,9	239,8	280,3

* Voir 2^o du N. B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.
(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964	5,12	4,83	- 0,29	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965	5,76	5,81	+ 0,05	4,15	3,86	- 0,29	4,02	5,87	+ 1,85
1966	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96
1967	6,33	5,80	- 0,53	4,43	5,19	+ 0,76	4,50	6,29	+ 1,79
1968	7,21	7,12	- 0,09	5,30	6,31	+ 1,01	5,06	7,16	+ 2,10
1967 4 ^e trimestre	7,05	6,73	- 0,32	5,02	5,71	+ 0,69	4,75	6,81	+ 2,06
1968 1 ^{er} trimestre	6,97	6,57	- 0,40	5,11	5,92	+ 0,81	4,82	6,96	+ 2,14
2 ^e trimestre	6,85	6,87	+ 0,02	4,80	5,50	+ 0,70	4,99	7,56	+ 2,57
3 ^e trimestre	6,68	7,03	+ 0,35	4,82	6,06	+ 1,24	4,84	6,44	+ 1,60
4 ^e trimestre	8,35	8,02	- 0,33	6,46	7,77	+ 1,31	5,60	7,68	+ 2,08
1969 1 ^{er} trimestre	8,28	8,69	+ 0,41	6,58	8,47	+ 1,89	5,74	7,75	+ 2,01
2 ^e trimestre	9,48	8,91	- 0,57	6,71	8,78	+ 2,07	6,26	8,11	+ 1,85
1968 Juillet	6,64	7,12	+ 0,48	5,26	7,09	+ 1,83	3,97	6,61	+ 2,64
Août	6,30	6,38	+ 0,08	4,37	4,49	+ 0,12	5,08	5,19	+ 0,11
Septembre	6,92	7,56	+ 0,64	4,74	6,55	+ 1,81	5,37	7,49	+ 2,12
Octobre	8,68	8,92	+ 0,24	6,44	7,82	+ 1,38	5,90	8,36	+ 2,46
Novembre	7,32	7,56	+ 0,24	5,99	7,23	+ 1,24	5,31	7,13	+ 1,82
Décembre	8,33	7,52	- 0,81	5,95	8,25	+ 2,30	5,39	7,43	+ 2,04
1969 Janvier	7,17	9,35	+ 2,18	6,50	8,62	+ 2,12	5,53	7,79	+ 2,26
Février	8,22	7,61	- 0,61	6,16	7,92	+ 1,76	5,49	7,25	+ 1,76
Mars	9,42	9,06	- 0,36	7,08	8,83	+ 1,75	6,19	8,20	+ 2,01
Avril	9,42	8,99	- 0,43	6,99	8,57	+ 1,58	5,99	7,89	+ 1,90
Mai	8,70	8,82	+ 0,12	6,68	8,70	+ 2,02	6,18	8,23	+ 2,05
Juin	10,32	8,92	- 1,40	6,46	9,06	+ 2,60	6,62	8,21	+ 1,59
Juillet		10,06			9,62			7,94	
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métrop. européennes O.C.D.E.		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,38	14,58	+ 1,20	16,87	17,96	+ 1,09
1965	1,05	0,91	- 0,14	14,98	16,45	+ 1,47	18,74	20,41	+ 1,67
1966	1,22	0,94	- 0,28	16,70	17,87	+ 1,17	20,79	21,85	+ 1,06
1967	1,35	1,17	- 0,18	16,61	18,45	+ 1,84	20,66	22,47	+ 1,81
1968	1,50	1,29	- 0,21	19,07	21,88	+ 2,81	23,73	26,20	+ 2,47
1967 4 ^e trimestre	1,44	1,25	- 0,19	18,26	20,50	+ 2,24	22,54	25,06	+ 2,52
1968 1 ^{er} trimestre	1,43	1,17	- 0,26	18,33	20,62	+ 2,29	23,05	25,10	+ 2,05
2 ^e trimestre	1,44	1,32	- 0,12	18,08	21,25	+ 3,17	22,64	25,52	+ 2,88
3 ^e trimestre	1,50	1,10	- 0,40	17,84	20,63	+ 2,79	22,08	24,57	+ 2,49
4 ^e trimestre	1,61	1,57	- 0,04	22,02	25,04	+ 3,02	27,14	29,62	+ 2,48
1969 1 ^{er} trimestre	1,71	1,61	- 0,10	22,32	26,52	+ 4,20	27,67	31,73	+ 4,06
2 ^e trimestre	1,69	1,73	+ 0,04	24,14	27,53	+ 3,39	29,65	32,62	+ 2,97
1968 Juillet	1,65	1,32	- 0,33	17,52	22,14	+ 4,62	21,74	26,50	+ 4,76
Août	1,37	0,86	- 0,51	17,12	16,92	- 0,20	21,44	20,45	- 0,99
Septembre	1,39	1,10	- 0,29	18,42	22,70	+ 4,28	22,59	26,58	+ 3,99
Octobre	1,68	1,53	- 0,15	22,70	26,63	+ 3,93	28,11	31,36	+ 3,25
Novembre	1,42	1,51	+ 0,09	20,04	23,43	+ 3,39	24,78	27,53	+ 2,75
Décembre	1,46	1,64	+ 0,18	21,13	24,84	+ 3,71	26,24	29,64	+ 3,40
1969 Janvier	1,50	1,76	+ 0,26	20,70	27,52	+ 6,82	25,66	33,53	+ 7,87
Février	1,74	1,50	- 0,24	21,61	24,28	+ 2,67	26,98	28,89	+ 1,91
Mars	1,89	1,57	- 0,32	24,58	27,66	+ 3,08	30,28	32,66	+ 2,38
Avril	1,88	1,52	- 0,36	24,27	26,97	+ 2,70	29,92	31,70	+ 2,78
Mai	1,63	1,75	+ 0,12	23,19	27,50	+ 4,31	28,69	32,55	+ 3,86
Juin	1,56	1,93	+ 0,37	24,95	28,12	+ 3,17	31,35	33,60	+ 2,25
Juillet		1,93			29,55			35,08	

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,95	0,81	- 0,14
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1965	2,29	2,22	- 0,07	2,02	1,28	- 0,74	1,57	1,03	- 0,54
1966	2,37	2,46	+ 0,09	2,21	1,34	- 0,87	1,76	1,01	- 0,75
1967	2,46	2,45	- 0,01	2,09	1,39	- 0,70	1,82	1,06	- 0,76
1968	2,87	3,21	+ 0,34	2,51	1,49	- 1,02	1,91	1,09	- 0,82
1967 4 ^e trimestre	2,74	2,84	+ 0,10	1,98	1,63	- 0,35	2,08	1,15	- 0,93
1968 1 ^{er} trimestre	2,88	3,62	+ 0,74	2,54	1,65	- 0,89	1,84	1,13	- 0,71
2 ^e trimestre	2,84	3,12	+ 0,28	2,38	1,49	- 0,89	1,78	1,06	- 0,72
3 ^e trimestre	2,70	2,99	+ 0,29	2,39	1,31	- 1,08	2,01	1,00	- 1,01
4 ^e trimestre	3,07	3,11	+ 0,04	2,73	1,51	- 1,22	1,99	1,19	- 0,80
1969 1 ^{er} trimestre	2,27	2,34	+ 0,07	2,86	1,71	- 1,15	2,22	1,16	- 1,06
2 ^e trimestre	3,34	3,50	+ 0,16	2,86	1,53	- 1,33			
1968 Juillet	2,48	3,08	+ 0,60	2,43	1,47	- 0,96	2,12	1,07	- 1,05
Août	2,85	2,61	- 0,24	2,50	1,14	- 1,36	1,76	1,15	- 0,61
Septembre	2,59	3,24	+ 0,65	2,16	1,29	- 0,87	2,12	0,76	- 1,36
Octobre	3,43	3,11	- 0,32	3,06	1,46	- 1,60	1,88	1,42	- 0,46
Novembre	2,58	3,13	+ 0,55	2,28	1,43	- 0,85	1,94	0,99	- 0,95
Décembre	2,97	3,04	+ 0,07	2,83	1,58	- 1,25	2,15	1,16	- 0,99
1969 Janvier	2,43	2,34	- 0,09	2,71	2,00	- 0,71	2,18	1,54	- 0,64
Février	1,64	1,79	+ 0,15	3,17	1,59	- 1,58	2,08	0,97	- 1,11
Mars	2,74	2,89	+ 0,15	2,70	1,54	- 1,16	2,40	0,99	- 1,41
Avril	2,82	3,06	+ 0,24	2,21	1,40	- 0,81	2,67	1,15	- 1,52
Mai	3,63	4,11	+ 0,48	3,10	1,58	- 1,52	2,69	1,17	- 1,52
Juin	3,57	3,32	- 0,25	3,26	1,61	- 1,65			
Juillet		2,96			1,69				
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Rwanda-Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,36	0,39	+ 0,03
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,43	0,36	- 0,07
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,48	0,31	- 0,17
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,49	0,32	- 0,17
1965	0,97	0,63	- 0,34	0,87	0,30	- 0,57	0,51	0,39	- 0,12
1966	1,04	0,62	- 0,42	1,31	0,30	- 1,01	0,58	0,50	- 0,08
1967	1,24	0,67	- 0,57	1,08	0,24	- 0,84	0,57	0,65	+ 0,08
1968	1,29	0,70	- 0,59	1,37	0,32	- 1,05	0,64	0,61	- 0,03
1967 3 ^e trimestre	1,20	0,52	- 0,68	0,81	0,24	- 0,57	0,57	0,57	...
4 ^e trimestre	1,21	0,86	- 0,35	1,40	0,22	- 1,18	0,62	0,83	+ 0,21
1968 1 ^{er} trimestre	1,39	0,67	- 0,72	1,63	0,31	- 1,32	0,64	0,64	...
2 ^e trimestre	1,39	0,77	- 0,62	1,34	0,30	- 1,04	0,60	0,66	+ 0,06
3 ^e trimestre	1,20	0,64	- 0,56	1,14	0,33	- 0,81	0,55	0,54	- 0,01
4 ^e trimestre	1,19	0,73	- 0,46	1,38	0,35	- 1,03	0,76	0,59	- 0,17
1969 1 ^{er} trimestre	1,16	0,74	- 0,42	1,56	0,37	- 1,19	0,56	0,62	+ 0,06
1968 Mai	1,49	0,67	- 0,82	1,32	0,27	- 1,05	0,57	0,70	+ 0,13
Juin	1,07	0,71	- 0,36	1,80	0,34	- 1,46	0,58	0,63	+ 0,05
Juillet	1,02	0,67	- 0,35	0,84	0,40	- 0,44	0,53	0,60	+ 0,07
Août	1,30	0,66	- 0,64	1,28	0,33	- 0,95	0,56	0,47	- 0,09
Septembre	1,28	0,59	- 0,69	1,29	0,27	- 1,02	0,55	0,52	- 0,03
Octobre	1,24	0,70	- 0,54	2,00	0,38	- 1,62	0,63	0,66	+ 0,03
Novembre	1,25	0,64	- 0,61	1,18	0,27	- 0,91	0,73	0,46	- 0,27
Décembre	1,06	0,81	- 0,25	1,04	0,39	- 0,65	0,83	0,63	- 0,20
1969 Janvier	1,28	1,00	- 0,28	1,47	0,42	- 1,05	0,66	0,66	...
Février	1,07	0,57	- 0,50	1,78	0,34	- 1,44	0,50	0,46	- 0,04
Mars	1,15	0,64	- 0,51	1,43	0,34	- 1,09	0,53	0,71	+ 0,18
Avril	1,24	0,66	- 0,58	1,78	0,41	- 1,37	0,54	0,83	+ 0,29
Mai	1,14	0,65	- 0,49	1,33	0,37	- 0,96	0,58	0,62	+ 0,04

1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes). — « Centre de Recherches économiques » de Louvain.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

IX - 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

	1963	1964	1965	1966	1967	1968		
						Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	- 9,0	- 8,7	- 2,6	- 16,6	- 3,9	318,6	330,7	- 12,1
1.12 Travail à façon	+ 3,3	+ 5,2	+ 6,6	+ 8,1	+ 7,8	11,3	2,6	+ 8,7
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 2,4	+ 5,4	+ 3,2	+ 5,3	+ 5,4	3,4	—	+ 3,4
1.2 Or non monétaire	- 0,7	- 0,8	- 2,0	- 1,5	- 2,4	1,0	2,3	- 1,3
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,3	- 0,4	- 0,4	- 0,3	+ 1,6	15,9	14,7	+ 1,2
1.4 Autres frais de transport	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,1	+ 0,4	+ 0,6	6,0	5,5	+ 0,5
1.5 Déplacements à l'étranger	- 3,2	- 3,4	- 4,1	- 4,5	- 6,4	13,7	19,9	- 6,2
1.6 Revenus d'investissements	- 1,0	- 0,9	+ 0,6	+ 1,1	+ 1,2	19,8	18,1	+ 1,7
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 1,0	- 2,3	+ 0,3	+ 0,2	+ 3,7	10,6	7,3	+ 3,3
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 4,0	+ 4,0	+ 4,1	+ 4,0	+ 4,3	6,0	1,8	+ 4,2
1.82 Autres	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,7	- 0,1	+ 0,7	28,7	27,9	+ 0,8
<i>Total 1 ...</i>	- 4,6	- 0,7	+ 7,5	- 3,9	+ 12,6	435,0	430,8	+ 4,2
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	+ 2,5	+ 3,0	+ 2,5	+ 1,6	+ 1,5	8,8	6,6	+ 2,2
2.2 Transferts de l'Etat	- 3,1	- 2,4	- 2,4	- 2,5	- 4,0	0,4	5,1	- 4,7
<i>Total 2 ...</i>	- 0,6	+ 0,6	+ 0,1	- 0,9	- 2,5	9,2	11,7	- 2,5
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	- 2,2	- 2,3	- 3,3	- 1,8	- 1,9	—	2,1	- 2,1
3.112 Autres opérations	+ 5,0	+ 2,8	- 2,0	- 0,4	- 4,0	3,1	3,9	- 0,8
3.12 Avoirs	- 0,4	- 0,1	- 0,5	- 0,3	- 0,4	...	0,3	- 0,3
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	+ 1,0	...	...	- 0,5	...	0,2	- 0,2
3.22 Avoirs	+ 0,1	+ 0,1	...	...	...	...	...	...
<i>Total 3 ...</i>	+ 2,5	+ 1,5	- 5,8	- 2,5	- 6,8	3,1	6,5	- 3,4
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 0,1	+ 0,3	+ 1,7	+ 0,7	- 1,3	0,3	0,7	- 0,4
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 0,7	+ 2,0	+ 0,4	+ 1,0	+ 2,2	1,7	1,9	- 0,2
4.3 Secteur privé ⁴ (chiffres nets) :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières	- 5,5	- 1,3	- 2,1	- 6,5	- 5,3	—	13,9	- 13,9
4.312 Investissements directs	- 4,0	- 5,4	- 2,0	- 0,4	- 2,6	—	3,6	- 3,6
4.313 Immeubles			- 1,3	- 1,7	- 1,5	—	1,2	- 1,2
4.314 Autres .....			...	- 0,3	+ 1,3	1,5	—	+ 1,5
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,5	- 0,2	+ 2,8	—	0,5	- 0,5
4.322 Investissements directs	+ 8,9	+ 12,1	+ 7,1	+ 7,0	+ 11,5	12,5	—	+ 12,5
4.323 Immeubles			+ 0,2	- 0,3	- 0,2	—	0,1	- 0,1
4.324 Autres			+ 0,7	+ 0,7	+ 0,9	...	—	...
4.33 Investissements et placements non ventilés	+ 1,3	+ 1,0	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,3	...	—	...
<i>Total 4 ...</i>	+ 2,1	+ 8,8	+ 6,0	+ 0,6	+ 8,1	16,0	21,9	- 5,9
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,7	+ 0,3	+ 0,9	1,6	—	+ 1,6
Total 1 à 5 ...	...	+ 10,7	+ 8,5	- 6,4	+ 12,3	464,9	470,9	- 6,0
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 0,1	...	+ 1,2	- 1,1	+ 2,7	—	—	- 0,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale	+ 11,2	+ 12,6	+ 8,0	+ 1,7	+ 12,4	—	—	- 14,2
6.22 Autres	- 11,3	- 1,9	- 0,7	- 7,0	- 2,8	—	—	+ 9,0

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.
² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).
³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1968].
⁴ Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels
(milliards de francs)

	1967			1968				1969	
	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre p	2 ^e trimestre p
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 0,8	- 1,3	- 1,9	- 3,4	- 3,5	- 3,3	- 1,9	- 2,8	- 4,8
1.12 Travail à façon	+ 2,2	+ 1,6	+ 2,0	+ 1,9	+ 2,3	+ 2,2	+ 2,3	+ 2,2	+ 2,2
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 1,9	+ 1,2	+ 0,7	+ 1,4	+ 2,5	- 0,1	- 0,4	+ 1,4	...
1.2 Or non monétaire	- 0,5	- 0,1	- 1,3	- 1,2	- 0,1	...	...	- 0,2	- 0,1
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,6	...	+ 0,1	+ 0,1
1.4 Autres frais de transport	+ 0,2	...	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,1	...
1.5 Déplacements à l'étranger	- 1,8	- 3,7	- 0,4	- 0,7	- 2,1	- 3,6	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
1.6 Revenus d'investissements	- 0,7	+ 1,2	+ 0,5	+ 0,9	- 0,6	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,8	- 1,8
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 1,2	+ 1,2	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,8	- 0,2	+ 0,6
1.8 Autres :									
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,0	+ 1,4
1.82 Autres	+ 0,2	+ 0,4	...	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,6	- 0,3	- 0,2	- 0,2
Total 1 ...	+ 3,2	+ 1,8	+ 2,8	+ 1,6	+ 1,4	- 1,5	+ 2,7	+ 2,4	- 2,4
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,8	+ 0,2	+ 0,6	...
2.2 Transferts de l'Etat	- 0,7	- 1,1	- 1,5	- 1,7	- 0,7	- 1,0	- 1,3	- 1,7	- 0,6
Total 2 ...	- 0,5	- 0,7	- 0,8	- 0,9	- 0,3	- 0,2	- 1,1	- 1,1	- 0,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 0,4	- 0,5	- 0,4	- 0,7	- 0,6	- 0,5	- 0,3	- 0,7	- 0,6
3.112 Autres opérations	- 2,0	- 1,8	+ 1,7	+ 0,2	- 0,5	- 0,1	- 0,4	...	+ 1,6
3.12 Avoirs	- 0,1	...	- 0,3	- 0,1	...	- 0,1	- 0,1	- 0,3	...
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	- 0,1	...	...	- 0,2	...	...	...	- 0,2
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 2,5	- 2,4	+ 1,0	- 0,6	- 1,3	- 0,7	- 0,8	- 1,0	+ 0,8
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 0,5	- 0,3	- 0,1	- 0,2	...	- 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,5
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	- 0,4	+ 0,5	- 0,1	- 0,6	...	- 0,9	+ 1,3	+ 4,9	+ 2,6
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières ...	- 1,1	- 1,4	- 1,6	- 2,7	- 3,0	- 3,4	- 4,8	- 5,3	- 3,8
4.312 Investissements directs	- 0,5	+ 0,3	- 1,3	- 2,1	- 0,2	- 0,6	- 0,7	- 1,7	+ 1,9
4.313 Immeubles	- 0,4	- 0,4	- 0,3	- 0,3	- 0,4	- 0,2	- 0,3	- 0,3	- 0,3
4.314 Autres	+ 0,4	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,6	...	+ 0,3	+ 2,3
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières ...	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,9	...	- 0,3	- 0,3	+ 0,1	- 0,4	- 0,2
4.322 Investissements directs	+ 1,5	+ 4,5	+ 3,6	+ 4,2	+ 2,8	+ 1,7	+ 3,8	+ 1,1	+ 2,8
4.323 Immeubles .....	...	...	- 0,1	- 0,1	...	...	...	- 0,1	- 0,1
4.324 Autres	+ 0,2	+ 0,2	...	- 1,1	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,9	+ 1,8
4.33 Investissements et placements non ventilés	+ 0,1	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...
Total 4 ...	- 0,1	+ 4,2	+ 2,3	- 2,7	+ 0,1	- 3,0	- 0,3	- 0,5	+ 7,5
5. Erreurs et omissions	+ 1,4	+ 0,2	- 0,6	+ 1,5	- 0,4	+ 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 1,5
Total 1 à 5 ...	+ 1,5	+ 3,1	+ 4,7	- 1,1	- 0,5	- 4,3	- 0,1	+ 2,2	+ 3,8
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 0,9	+ 2,4	- 0,9	+ 1,9	- 1,3	- 0,4	- 1,0	+ 1,0	+ 0,4
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banque Nationale	+ 5,3	+ 0,7	+ 6,9	- 3,5	+ 0,9	- 5,0	- 6,6	- 5,1	+ 3,8
6.22 Autres	- 4,7	...	- 1,3	+ 0,5	- 0,1	+ 1,1	+ 7,5	+ 6,3	- 0,4

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.
² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).
³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1968].

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
(milliards de francs)

	1969			1969			1968	1969 P
	1er trimestre P			2e trimestre P				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	7 premiers mois	
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	87,9	90,7	- 2,8	95,4	100,2	- 4,8	- 4,9 ⁴	- 8,1 ⁵
1.12 Travail à façon	2,9	0,7	+ 2,2	3,0	0,8	+ 2,2	+ 5,1	+ 5,6
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	1,4	—	+ 1,4	...	—	...	+ 3,9	+ 2,8
1.2 Or non monétaire	0,2	0,4	- 0,2	0,3	0,4	- 0,1	- 1,3	- 0,3
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	4,1	4,0	+ 0,1	4,5	4,4	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,4
1.4 Autres frais de transport	1,4	1,3	+ 0,1	1,6	1,6	...	+ 0,2	+ 0,1
1.5 Déplacements à l'étranger	3,9	3,7	+ 0,2	5,5	5,3	+ 0,2	- 5,2	- 1,5
1.6 Revenus d'investissements	5,3	4,5	+ 0,8	6,1	7,9	- 1,8	+ 0,6	- 0,7
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	2,5	2,7	- 0,2	2,5	1,9	+ 0,6	+ 2,7	+ 0,3
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers	1,6	0,6	+ 1,0	2,0	0,6	+ 1,4	+ 2,4	+ 2,8
1.82 Autres	7,6	7,8	- 0,2	7,8	8,0	- 0,2	+ 0,7	- 0,4
Total 1 ...	118,8	116,4	+ 2,4	128,7	131,1	- 2,4	+ 5,1	+ 1,0
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	2,2	1,6	+ 0,6	2,1	2,1	...	+ 1,3	+ 0,4
2.2 Transferts de l'Etat	0,1	1,8	- 1,7	0,1	0,7	- 0,6	- 2,5	- 2,7
Total 2 ...	2,3	3,4	- 1,1	2,2	2,8	- 0,6	- 1,2	- 2,3
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,7	- 0,7	—	0,6	- 0,6	- 1,4	- 1,4
3.112 Autres opérations .....	...	...	...	2,7	1,1	+ 1,6	+ 0,3	+ 1,6
3.12 Avoirs .....	...	0,3	- 0,3	...	...	...	- 0,1	- 0,5
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,2
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	...	1,0	- 1,0	2,7	1,9	+ 0,8	- 1,4	- 0,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	0,3	0,2	+ 0,1	1,4	0,9	+ 0,5	- 0,5	+ 0,6
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	5,1	0,2	+ 4,9	5,0	2,4	+ 2,6	- 0,9	+ 8,2
4.3 Secteur privé (chiffres nets) :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières	—	5,3	- 5,3	—	3,8	- 3,8	- 7,3	-10,5
4.312 Investissements directs	—	1,7	- 1,7	1,9	—	+ 1,9	- 2,7	+ 0,4
4.313 Immeubles	—	0,3	- 0,3	—	0,3	- 0,3	- 0,8	- 0,7
4.314 Autres	0,3	—	+ 0,3	2,3	—	+ 2,3	+ 0,8	+ 2,5
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières	—	0,4	- 0,4	—	0,2	- 0,2	- 0,1	- 0,7
4.322 Investissements directs	1,1	—	+ 1,1	2,8	—	+ 2,8	+ 8,1	+ 5,5
4.323 Immeubles	—	0,1	- 0,1	—	0,1	- 0,1	- 0,1	- 0,2
4.324 Autres	0,9	—	+ 0,9	1,8	—	+ 1,8	- 0,2	+ 2,9
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	—	...	...	—	...	...	...
Total 4 ...	7,7	8,2	- 0,5	15,2	7,7	+ 7,5	- 3,7	+ 8,0
5. Erreurs et omissions (nettes)	2,4	—	+ 2,4	—	1,5	- 1,5	+ 1,9	+ 4,3
Total 1 à 5 ...	131,2	129,0	+ 2,2	148,8	145,0	+ 3,8	+ 0,7	+10,5
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	+ 1,0	—	—	+ 0,4	+ 0,1	+ 1,4
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale	—	—	- 5,1	—	—	+ 3,8	- 0,8	+ 0,1
6.22 Autres	—	—	+ 6,3	—	—	- 0,4	+ 1,4	+ 9,0

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968).

⁴ Exportations = 180,8; importations = 185,2.

⁵ Exportations = 215,3; importations = 223,4.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XL^e année, vol. I, no 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires », XLIV^e année, vol. I, no 6, page 725 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1968 ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES (francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 \$	1 fr.	1 Livre	1 florin	1 fr.	1 Deutsche	100	1 Cour.	1 Cour.	1 Cour.	1 \$ canadien		100	100	100
	U.S.A.	français	sterling	P.-B.	suisse	Mark	lires italien.	suéd.	norv.	dan.	câble	courrier	escudos	schillings autrich.	pesetas
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,042	46,041	173,07	192,21	82,88 ¹
1966	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,252	46,252	173,58	192,87	83,15
1967	49,69	10,10	138,65 ²	13,79	11,48	12,46	7,96	9,63	6,95	7,17 ²	46,059	46,058	172,87	192,30	82,89 ²
1968	49,93	10,08	119,68 ³	13,80	11,57	12,51	8,01	9,66	6,99	6,67	46,342	46,341	174,41	193,19	71,65
1967 4 ^e trimestre	49,64	10,12	138,12 ⁴	13,80	11,47	12,43	7,97	9,60	6,94	7,15 ⁴	46,127	46,125	172,50	192,05	82,80 ⁴
1968 1 ^{er} trimestre	49,66	10,09	119,50	13,77	11,44	12,42	7,95	9,62	6,95	6,66	45,750	45,750	173,47	191,92	71,26
2 ^e trimestre	49,77	10,06	119,05	13,75	11,52	12,48	7,98	9,63	6,97	6,67	46,157	46,157	173,90	192,63	71,41
3 ^e trimestre	50,07	10,07	119,64	13,80	11,64	12,52	8,05	9,70	7,01	6,67	46,653	46,652	174,82	193,88	71,88
4 ^e trimestre	50,22	10,12	119,89	13,85	11,68	12,60	8,06	9,71	7,03	6,69	46,804	46,804	175,47	194,31	72,06
1969 1 ^{er} trimestre	50,22	10,14	120,02	13,86	11,64	12,51	8,02	9,71	7,03	6,68	46,731	46,730	176,24	194,05	72,00
2 ^e trimestre	50,26	10,11	120,12	13,81	11,63	12,56	8,01	9,72	7,04	6,67	46,640	46,641	176,49	194,20	71,88
1968 Août	50,04	10,06	119,67	13,80	11,62	12,47	8,05	9,69	7,01	6,66	46,652	46,651	174,70	193,79	71,86
Septembre	50,21	10,10	119,89	13,81	11,68	12,64	8,07	9,73	7,03	6,69	46,796	46,795	175,21	194,28	72,08
Octobre	50,33	10,12	120,30	13,84	11,71	12,64	8,08	9,73	7,05	6,71	46,916	46,915	175,60	194,79	72,23
Novembre	50,15	10,09	119,68	13,82	11,66	12,61	8,04	9,69	7,02	6,68	46,741	46,741	175,16	193,88	71,96
Décembre	50,15	10,13	119,60	13,90	11,67	12,56	8,04	9,69	7,02	6,69	46,735	46,735	175,56	194,16	71,93
1969 Janvier	50,19	10,14	119,80	13,87	11,62	12,54	8,04	9,71	7,02	6,69	46,783	46,783	176,03	194,02	71,97
Février	50,17	10,13	120,00	13,84	11,61	12,49	8,02	9,70	7,02	6,67	46,704	46,703	176,08	193,79	71,96
Mars	50,28	10,14	120,27	13,86	11,70	12,51	8,00	9,73	7,04	6,70	46,703	46,701	176,63	194,33	72,08
Avril	50,25	10,12	120,28	13,83	11,63	12,53	8,02	9,73	7,04	6,68	46,698	46,697	176,56	194,24	71,94
Mai	50,19	10,10	119,79	13,79	11,60	12,59	7,99	9,71	7,03	6,66	46,598	46,600	176,11	193,79	71,74
Juin	50,32	10,12	120,27	13,80	11,67	12,58	8,03	9,73	7,05	6,69	46,623	46,624	176,78	194,55	71,93
Juillet	50,28	10,11	120,20	13,81	11,66	12,57	8,01	9,72	7,04	6,68	46,517	46,516	176,56	194,66	71,96
Août	50,27	10,10 ⁵ 9,08 ⁶	119,96	13,89	11,68	12,61	8,00	9,73	7,04	6,68	46,629	46,629	176,60	194,74	72,10

¹ Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

² Moyenne du 1^{er} janvier au 17 novembre 1967.

³ Moyenne du 18 novembre au 31 décembre 1967.

⁴ Moyenne du 1^{er} octobre au 17 novembre 1967.

⁵ Moyenne du 1^{er} août au 8 août 1969.

⁶ Moyenne du 11 août au 29 août 1969.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 31 août 1969

Pays	Parité (ou cours moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis 1		Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
			vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur 4	vendeur 5	pour :
					en francs belges		
Autriche	26,—	sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4084	195,2519	100 sch.
Belgique	50,—	FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	7,50	CD	+ 0,750	- 0,750	6,5674	6,7674	1 C. dan.
France	5,55419	FF	+ 0,753	- 0,751	8,8679	9,1383	1 FF
Allemagne	4,—	DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,—	Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande	88,—	C. isl.	+ 0,114	- 0,114	—	—	—
Italie	625,—	Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62	Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286	C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1051	1 C. nor.
Portugal	28,75	Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	70,—	Pesetas	+ 0,750	- 0,750	70,3651	72,5080	100 Pesetas
Suède	5,17321	C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5204	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282	F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7288	1 F.S.
Turquie	9,—	Lt.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,40	£ ²	+ 0,833 ³	- 0,833 ³	118,1075	121,9075	1 £

¹ Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

² Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

³ Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuations de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

⁴ (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

⁵ (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total
	Recettes	Dépenses ³	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1963	139,5	143,0	- 3,5	0,4	22,0	- 21,6	- 25,1
1964	157,8	155,3	+ 2,5	0,3	24,1	- 23,8	- 21,3
1965	172,7	176,5	- 3,8	0,2	25,2	- 25,0	- 28,8
1966	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	- 30,4
1968	238,8	243,9	- 5,1	0,6	33,0	- 32,4	- 37,5
1967 7 premiers mois ...	132,5	132,0	+ 0,5	0,1	15,2	- 15,1	- 14,6
8 premiers mois ...	147,9	148,9	- 1,0	0,1	17,7	- 17,6	- 18,6
9 premiers mois ...	163,9	165,4	- 1,5	0,1	19,7	- 19,6	- 21,1
10 premiers mois ...	183,1	185,0	- 1,9	0,2	22,6	- 22,4	- 24,3
11 premiers mois ...	200,3	204,5	- 4,2	0,2	25,5	- 25,3	- 29,5
12 mois	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	- 30,4
1968 1 ^{er} mois	23,0	23,8	- 0,8	0,1	3,3	- 3,2	- 4,0
2 premiers mois ...	40,2	43,9	- 3,7	0,1	6,0	- 5,9	- 9,6
3 premiers mois ...	57,2	64,6	- 7,4	0,2	8,5	- 8,3	- 15,7
4 premiers mois ...	75,5	83,0	- 7,5	0,2	10,4	- 10,2	- 17,7
5 premiers mois ...	93,9	102,1	- 8,2	0,2	13,6	- 13,4	- 21,6
6 premiers mois ...	112,2	124,5	- 12,3	0,3	15,3	- 15,0	- 27,3
7 premiers mois ...	144,4	142,4	+ 2,0	0,3	18,1	- 17,8	- 15,8
8 premiers mois ...	160,4	161,2	- 0,8	0,3	20,3	- 20,0	- 20,8
9 premiers mois ...	177,5	181,5	- 4,0	0,3	24,4	- 24,1	- 28,1
10 premiers mois ...	199,7	201,6	- 1,9	0,4	27,9	- 27,5	- 29,4
11 premiers mois ...	217,6	219,1	- 1,5	0,4	30,4	- 30,0	- 31,5
12 mois	238,8	243,9	- 5,1	0,6	33,0	- 32,4	- 37,5
1969 1 ^{er} mois	27,4	21,6	+ 5,8	...	4,1	- 4,1	+ 1,7
2 premiers mois ...	44,8	48,5	- 3,7	...	6,6	- 6,6	- 10,3
3 premiers mois ...	64,0	71,2	- 7,2	0,1	9,3	- 9,2	- 16,4
4 premiers mois ...	83,8	90,5	- 6,7	...	11,5	- 11,5	- 18,2

¹ Les statistiques concernant la Dette Publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Y compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre.

XI - 2. — IMPASSE DE TRESORERIE ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Financement de l'impasse																	
	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers 2	Avances à des collectivités 3	Impasse 4 (4) = (1) + (2) + (3)	Emissions d'emprunts consolidés 5			Variations de la dette flottante								Prélèvements sur la marge auprès de la B.N.B.	Encaisse des comptables 3 et autres opérations de trésorerie	Total (18) = (7) + (15) + (16) + (17)
					en francs belges	en monnaies étrangères	Total (7) = (5) + (6)	en francs belges					en monnaies étrangères	Total (15) = (8) à (14)				
								Certificats de trésorerie à moyen terme émis sur le marché (8)	Secteur bancaire (9)	Secteur para-étatique (10)	Congo, Rwanda et Burundi (11)	Certificats divers (12)			Offices des chèques postaux (13)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)	
1963	-25,1	- 3,7	- 1,5	-30,3	+17,5	...	+17,5	- 6,0	+ 3,6	- 3,5	+ 0,1	- 0,1	+ 4,1	+10,5	+ 8,7	+ 4,1	...	+30,3
1964	-21,3	+ 0,3	...	-21,0	+24,0	...	+24,0	- 7,5	+ 3,3	- 7,6	- 0,1	+ 0,2	+ 6,4	+ 2,9	- 2,4	+ 0,6	- 1,2	+21,0
1965	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3
1966	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7
1967	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	- 7,6	+14,3	...	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6
1968	-37,5	- 1,3	- 9,1	-47,9	+37,0	...	+37,0	...	- 5,5	- 4,9	...	- 0,2	+ 7,8	+ 0,9	- 1,9	+12,0	+ 0,8	+47,9
1967 7 premiers mois .	-14,6	- 2,3	- 3,9	-20,8	+11,8	...	+11,8	...	- 5,7	+ 8,7	...	- 0,3	- 3,4	+ 6,5	+ 5,8	- 2,1	+ 5,3	+20,8
8 premiers mois .	-18,6	- 2,1	- 4,6	-25,3	+11,8	...	+11,8	...	- 2,4	+11,8	...	- 0,3	- 5,6	+ 6,7	+10,2	- 2,0	+ 5,3	+25,3
9 premiers mois .	-21,1	- 1,3	- 5,3	-27,7	+11,8	...	+11,8	...	- 0,6	+12,1	...	- 0,2	- 7,2	+ 6,9	+11,0	- 0,8	+ 5,7	+27,7
10 premiers mois .	-24,3	- 1,4	- 6,0	-31,7	+21,6	...	+21,6	...	- 3,6	+12,7	...	- 0,3	- 4,2	+ 7,2	+11,8	- 6,8	+ 5,1	+31,7
11 premiers mois .	-29,5	- 1,1	- 6,4	-37,0	+21,6	...	+21,6	...	- 4,7	+17,9	...	- 0,3	- 6,1	+ 7,1	+13,9	- 3,8	+ 5,3	+37,0
12 mois	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	- 7,6	+14,3	...	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6
1968 1 ^{er} mois	- 4,0	- 2,1	- 0,4	- 6,5	...	...	...	...	+ 2,6	+ 5,2	...	- 0,1	+ 1,6	...	+ 9,3	- 2,5	- 0,3	+ 6,5
2 premiers mois .	- 9,6	- 3,1	- 1,1	-13,8	+ 9,8	...	+ 9,8	...	+ 1,6	+ 3,9	...	- 0,1	- 2,2	- 0,3	+ 2,9	+ 0,9	+ 0,2	+13,8
3 premiers mois .	-15,7	- 0,9	- 1,8	-18,4	+ 9,8	...	+ 9,8	...	- 0,4	+ 7,5	...	- 0,1	- 1,5	- 0,4	+ 5,1	+ 3,6	- 0,1	+18,4
4 premiers mois .	-17,7	- 2,9	- 2,7	-23,3	+ 9,8	...	+ 9,8	...	- 0,5	+ 8,7	...	- 0,1	+ 3,3	- 0,3	+11,1	+ 2,8	- 0,4	+23,3
5 premiers mois .	-21,6	- 4,3	- 3,3	-29,2	+ 9,8	...	+ 9,8	...	+ 0,5	+13,9	...	- 0,1	- 1,9	- 0,3	+12,1	+ 7,2	+ 0,1	+29,2
6 premiers mois .	-27,3	+ 0,8	- 3,8	-30,3	+14,8	...	+14,8	...	- 0,9	+11,1	...	- 0,2	- 0,9	- 0,3	+ 8,8	+ 7,2	- 0,5	+30,3
7 premiers mois .	-15,8	- 1,5	- 4,6	-21,9	+19,6	...	+19,6	...	- 2,9	- 0,3	...	- 0,2	+ 0,1	- 0,3	- 3,6	+ 5,6	+ 0,3	+21,9
8 premiers mois .	-20,8	- 3,0	- 5,4	-29,2	+19,6	...	+19,6	...	+ 0,5	+ 2,4	...	- 0,2	- 2,2	+ 0,7	+ 1,2	+ 7,2	+ 1,2	+29,2
9 premiers mois .	-28,1	- 0,4	- 6,2	-34,7	+31,6	...	+31,6	...	- 1,8	- 3,0	...	- 0,2	- 0,9	+ 0,6	- 5,3	+ 8,1	+ 0,3	+34,7
10 premiers mois .	-29,4	- 2,6	- 7,2	-39,2	+29,2	...	+29,2	...	- 1,0	- 3,8	...	- 0,2	+ 1,7	+ 1,0	- 2,3	+10,8	+ 1,5	+39,2
11 premiers mois .	-31,5	- 3,3	- 8,0	-42,8	+29,2	...	+29,2	...	- 1,6	+ 2,3	...	- 0,1	- 3,0	+ 0,9	- 1,5	+12,9	+ 2,2	+42,8
12 mois	-37,5	- 1,3	- 9,1	-47,9	+37,0	...	+37,0	...	- 5,5	- 4,9	...	- 0,2	+ 7,8	+ 0,9	- 1,9	+12,0	+ 0,8	+47,9
1969 1 ^{er} mois	+ 1,7	- 1,1	- 0,8	- 0,2	...	...	...	...	+ 2,7	+11,3	...	...	- 5,2	...	+ 8,8	- 7,9	- 0,7	+ 0,2
2 premiers mois .	-10,3	- 1,7	- 1,7	-13,7	+ 0,8	...	+ 0,8	...	+ 2,5	+18,3	...	...	- 9,1	...	+11,7	+ 1,3	- 0,1	+13,7
3 premiers mois .	-16,4	+ 1,2	- 2,7	-17,9	+ 8,0	...	+ 8,0	...	+ 2,2	+14,1	...	- 0,1	- 6,1	...	+10,1	+ 0,4	- 0,6	+17,9
4 premiers mois .	-18,2	- 1,4	- 3,4	-23,0	+ 4,9	...	+ 4,9	...	+ 4,5	+12,4	...	- 0,1	- 1,8	+ 2,2	+17,2	+ 0,2	+ 0,7	+23,0

1 Cf. tableau XI-1.

2 Non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre qui figurent à la colonne (1).

3 Augmentation : (-); diminution : (+).

4 Cette colonne diffère de la colonne (8) « Déficit de Trésorerie » du tableau XI-8. Le déficit de trésorerie tient en effet compte de diverses catégories d'opérations qui n'interviennent pas dans le calcul de l'Impasse. C'est ainsi que le solde des opérations extrabudgétaires compris dans le déficit de trésorerie reprend non seulement les fonds de tiers — colonne (2) du tableau XI-2 —, mais aussi la rubrique « Encaisses des comptables et autres opérations de trésorerie » — colonne (17) du même tableau —, de même que les dépenses d'organismes paratétatiques — essentiellement le Fonds des Routes — financées par des émissions de dettes publiques indirectes et par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés. (Arrêté royal no 41 du 29 septembre 1967.)

5 Déduction faite des frais d'émission et des amortissements extrabudgétaires.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgé- taires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgé- taires 4	Besoins nets de finan- cement de l'Etat (5) = (3) + (4)	Couverture 5				
						Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 6
						Variations			Total (9) = (6) à (8)	
						de l'encours des emprunts consolidés et des certificats à moyen terme émis sur le marché 6	des autres engagements à moyen terme 7	des engagements à court terme 8		
(1)	(2)	(8) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)	
1962	- 16,2	- 4,3	- 20,5	+ 8,2	- 12,3	+ 15,5	+ 4,6	...	+ 20,1	- 7,8
1963	- 25,1	- 9,0	- 34,1	+ 10,8	- 23,3	+ 5,7	- 1,1	+ 6,2	+ 10,8	+ 12,5
1964	- 21,3	- 6,3	- 27,6	+ 12,6	- 15,0	+ 11,9	...	+ 2,0	+ 13,9	+ 1,1
1965	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8
1966	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9
1967	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5
1968	- 37,5	- 12,3	- 49,8	+ 15,7	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7
1967 8 prem. mois	- 18,6	- 8,1	- 26,7	+ 10,4	- 16,3	+ 9,2	+ 0,6	+ 10,3	+ 20,1	- 3,8
9 prem. mois	- 21,1	- 7,8	- 28,9	+ 11,5	- 17,4	+ 8,4	+ 0,8	+ 12,0	+ 21,2	- 3,8
10 prem. mois	- 24,3	- 9,3	- 33,6	+ 12,9	- 20,7	+ 17,0	+ 0,3	+ 8,2	+ 25,5	- 4,8
11 prem. mois	- 29,5	- 9,8	- 39,3	+ 14,2	- 25,1	+ 15,8	+ 0,3	+ 12,5	+ 28,6	- 3,5
12 mois	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5
1968 1 ^{er} mois	- 4,0	- 3,2	- 7,2	+ 2,1	- 5,1	- 1,8	...	+ 6,7	+ 4,9	+ 0,2
2 prem. mois	- 9,6	- 4,7	- 14,3	+ 3,5	- 10,8	+ 7,0	...	+ 3,8	+ 10,8	...
3 prem. mois	- 15,7	- 3,3	- 19,0	+ 4,4	- 14,6	+ 6,3	...	+ 9,1	+ 15,4	- 0,8
4 prem. mois	- 17,7	- 6,7	- 24,4	+ 5,7	- 18,7	+ 5,2	...	+ 14,3	+ 19,5	- 0,8
5 prem. mois	- 21,6	- 8,1	- 29,7	+ 6,3	- 23,4	+ 4,7	...	+ 20,1	+ 24,8	- 1,2
6 prem. mois	- 27,3	- 4,5	- 31,8	+ 7,5	- 24,3	+ 8,8	...	+ 17,3	+ 26,1	- 1,8
7 prem. mois	- 15,8	- 7,0	- 22,8	+ 8,8	- 14,0	+ 12,6	...	+ 3,5	+ 16,1	- 2,1
8 prem. mois	- 20,8	- 8,9	- 29,7	+ 9,7	- 20,0	+ 12,0	- 0,2	+ 9,5	+ 21,3	- 1,3
9 prem. mois	- 28,1	- 8,7	- 36,8	+ 12,2	- 24,6	+ 22,3	+ 0,8	+ 4,4	+ 27,5	- 2,9
10 prem. mois	- 29,4	- 10,6	- 40,0	+ 12,7	- 27,3	+ 19,4	+ 1,2	+ 10,3	+ 30,9	- 3,6
11 prem. mois	- 31,5	- 11,5	- 43,0	+ 14,3	- 28,7	+ 18,0	+ 0,7	+ 13,8	+ 32,5	- 3,8
12 mois	- 37,5	- 12,3	- 49,8	+ 15,7	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7
1969 1 ^{er} mois	+ 1,7	- 2,6	- 0,9	+ 2,6	+ 1,7	- 2,3	+ 1,0	- 0,6	- 1,9	+ 0,2
2 prem. mois	- 10,3	- 3,6	- 13,9	+ 5,3	- 8,6	- 3,9	+ 2,9	+ 9,5	+ 8,5	+ 0,1
3 prem. mois	- 16,4	- 2,1	- 18,5	+ 6,8	- 11,7	+ 2,2	+ 2,9	+ 7,3	+ 12,4	- 0,7
4 prem. mois	- 18,2	- 4,4	- 22,6	+ 9,3	- 13,3	- 3,1	+ 2,9	+ 12,4	+ 12,2	+ 1,1
5 prem. mois					- 16,6	+ 3,7	+ 2,7	+ 8,0	+ 14,4	+ 2,2
6 prem. mois					- 20,4	+ 8,0	+ 4,8	+ 5,8	+ 18,6	+ 1,8
7 prem. mois					- 10,6	+ 13,9	+ 4,7	- 9,8	+ 8,8	+ 1,8

1 Cf. tableau XI-1.

2 Y compris les dépenses d'organismes paratatiques financées par des émissions de dettes indirectes et, à partir de novembre 1967, celles financées par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés (Arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967). Non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre qui figurent à la colonne (1).

3 Cf. note 4 du tableau XI-2.

4 Suivant les situations de la dette publique.

5 Y compris les variations de la dette indirecte et celles de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes (cf. note 2).

6 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en devises qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

A : recettes effectives.
B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Source : Ministère des Finances.

Exercices ³	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total	
	A	B	A	B	A	B	A	B
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9
1964	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+10,6
1966	67,1	+ 3,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7
1967	87,2	+ 1,9	37,1	+ 1,4	86,0	- 1,7	210,3	+ 1,6
1968	95,8	+ 0,4	38,7	- 0,3	92,4	- 1,1	226,9	- 1,0
1968 6 mois	40,4	- 0,5	19,8	+ 0,4	45,5	- 0,9	105,7	- 1,0
1969 6 mois	46,9	+ 0,5	21,5	+ 0,2	49,7	- 0,2	118,1	+ 0,5
1968 Février	5,7	...	3,2	+ 0,1	7,3	- 0,2	16,2	- 0,1
Mars	5,2	...	3,3	...	7,7	- 0,6	16,2	- 0,6
Avril	6,1	...	3,5	+ 0,2	7,9	- 0,1	17,5	+ 0,1
Mai	6,1	...	3,6	+ 0,1	7,9	+ 0,1	17,6	+ 0,2
Juin	7,1	- 0,3	3,1	- 0,2	7,4	- 0,3	17,6	- 0,8
Juillet	20,6	+ 0,9	3,1	+ 0,1	7,7	+ 0,1	31,4	+ 1,1
Août	5,6	- 0,3	3,0	- 0,1	6,8	- 0,2	15,4	- 0,6
Septembre	5,4	+ 0,1	3,2	- 0,2	7,8	- 0,3	16,4	- 0,4
Octobre	9,9	+ 0,7	3,2	...	8,4	+ 0,3	21,5	+ 1,0
Novembre	6,2	- 0,1	3,2	- 0,2	7,8	- 0,1	17,2	- 0,4
Décembre	7,7	- 0,4	3,2	- 0,3	8,4	...	19,3	- 0,7
1969 Janvier	12,2	+ 0,2	4,7	+ 0,5	7,9	+ 0,1	24,8	+ 0,8
Février	6,1	- 0,1	3,1	- 0,2	7,2	- 0,6	16,4	- 0,9
Mars	6,1	+ 0,1	3,5	...	8,7	...	18,3	+ 0,1
Avril	6,9	+ 0,1	3,4	- 0,1	8,7	...	19,0	...
Mai	6,5	- 0,1	3,4	...	8,4	- 0,1	18,3	- 0,2
Juin	9,1	+ 0,3	3,4	...	8,8	+ 0,4	21,3	+ 0,7
Juillet	24,6	+ 3,0	3,4	- 0,1	8,4	+ 0,3	36,4	+ 3,2

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

³ En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1968		Exercice 1968 : juillet		Exercice 1969 : juillet	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ²	95,8	95,4	20,6	19,7	24,6	21,6
précompte immobilier	1,2	1,3	0,1	0,1	0,1	0,1
précompte mobilier	9,3	8,6	0,9	0,8	1,1	1,0
précompte professionnel	43,3	44,7	4,4	4,3	4,9	4,7
versements anticipés	19,8	19,3	13,6	13,0	17,1	14,2
impôts des personnes physiques (rôles)	13,5	11,9	0,9	0,9	1,0	1,1
impôts des sociétés (rôles)	2,4	3,1	0,1	0,1	0,1	0,1
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	5,0	5,0	0,4	0,4	0,2	0,3
impôts sur les revenus (lois coordonnées - ancien régime)	0,1	0,1	...	...	...	...
divers ²	1,2	1,4	0,2	0,1	0,1	0,1
II. Douanes et accises	38,7	39,0	3,1	3,0	3,4	3,5
dont : douanes	8,0	8,9	0,5	0,6	0,6	0,7
accises	29,1	29,9	2,5	2,4	2,7	2,8
taxes spéciales de consommat.	1,3	...	0,1	...	0,1	...
III. Enregistrement	92,4	93,5	7,7	7,6	8,4	8,1
dont : enregistrement	7,9	7,7	0,8	0,7	0,9	0,8
successions	4,0	3,9	0,4	0,4	0,3	0,4
timbres et taxes assimilées	79,7	81,2	6,4	6,5	7,1	6,8
Total ...	226,9	227,9	31,4	30,3	36,4	33,2
Différence par rapport aux éval. budgét.		- 1,0		+ 1,1		+ 3,2

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

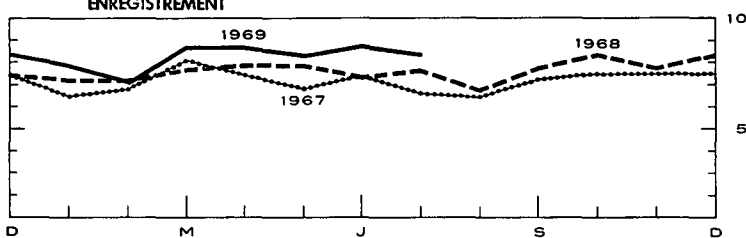
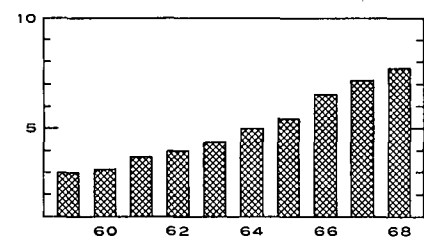
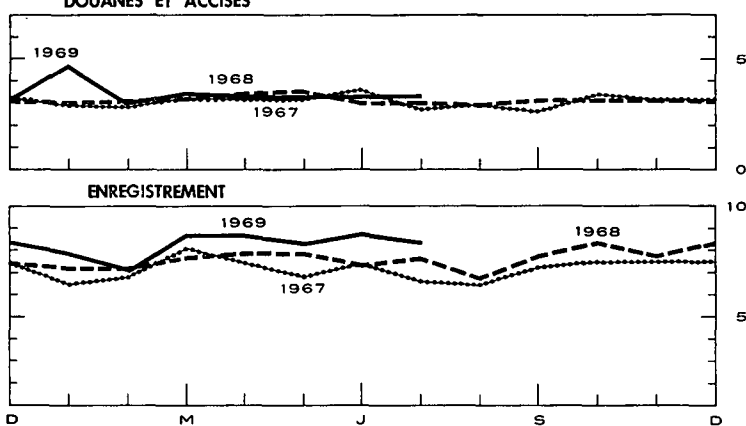
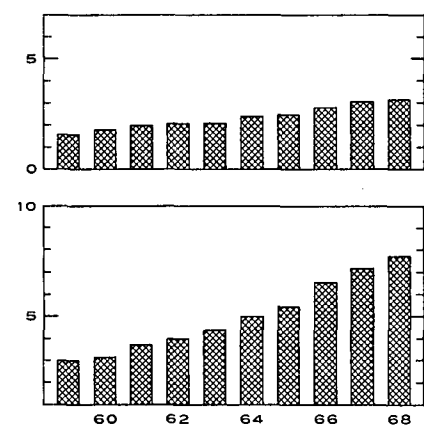
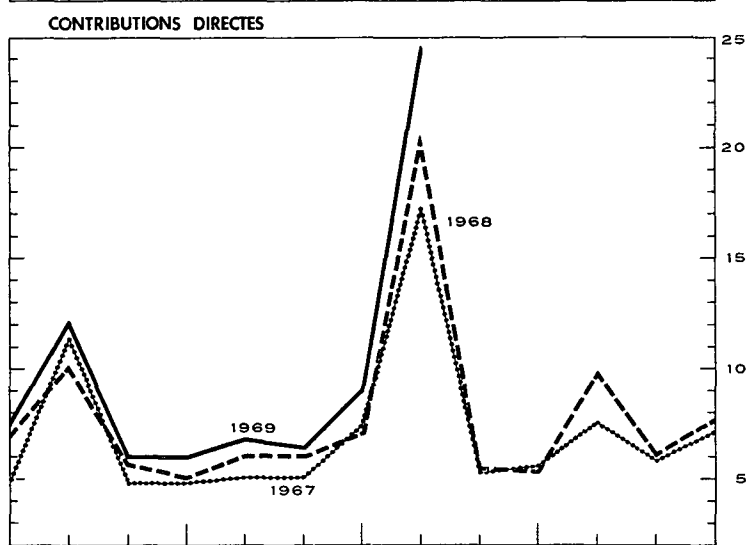
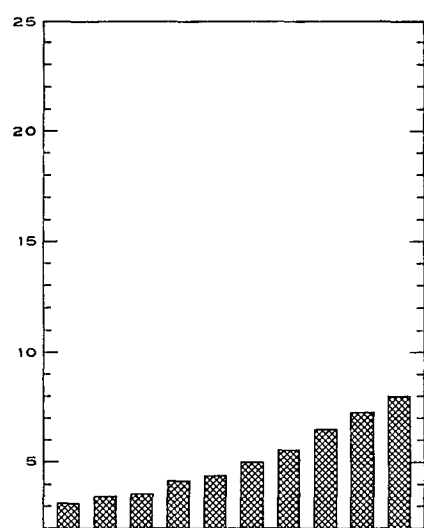
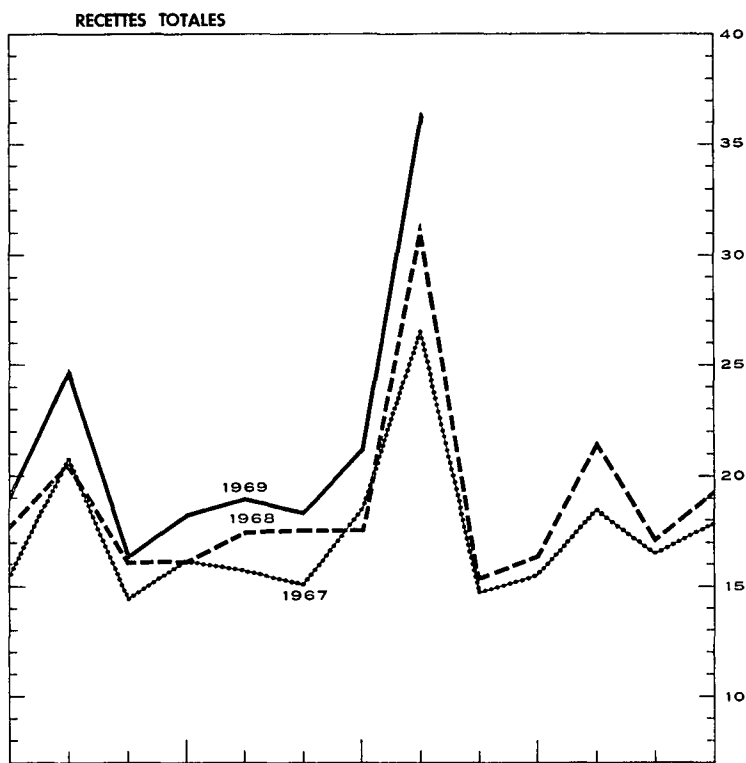
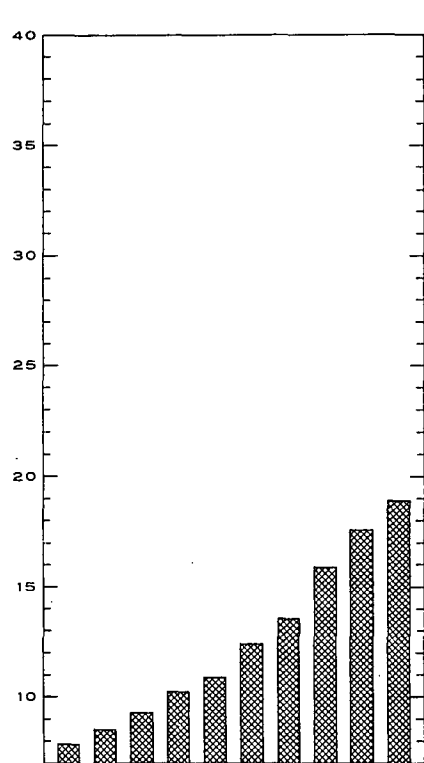
Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1966	6,5	2,8	6,6	15,9	1,39
1967	7,3	3,1	7,2	17,6	1,45
1968	8,0	3,2	7,7	18,9	1,65
1967 6 premiers mois	6,4	3,2	7,2	16,8	0,67
9 premiers mois	7,4	3,0	7,1	17,5	1,76
1968 3 premiers mois	7,0	3,2	7,4	17,6	0,64
6 premiers mois	6,7	3,3	7,6	17,6	0,61
9 premiers mois	8,0	3,2	7,6	18,8	1,94
1969 3 premiers mois	8,1	3,8	7,9	19,8	1,17
6 premiers mois	7,5	3,4	8,6	19,5	0,76
1968 Février	5,7	3,2	7,3	16,2	0,04
Mars	5,2	3,3	7,7	16,2	0,27
Avril	6,1	3,5	7,9	17,5	0,68
Mai	6,1	3,6	7,9	17,6	0,07
Juin	7,1	3,1	7,4	17,6	0,98
Juillet	20,6	3,1	7,7	31,4	13,64
Août	5,6	3,0	6,8	15,4	0,10
Septembre	5,4	3,2	7,8	16,4	0,08
Octobre	9,9	3,2	8,4	21,5	2,06
Novembre	6,2	3,2	7,8	17,2	0,05
Décembre	7,7	3,2	8,4	19,3	0,17
1969 Janvier	12,2	4,7	7,9	24,8	3,12
Février	6,1	3,1	7,2	16,4	0,15
Mars	6,1	3,5	8,7	18,3	0,23
Avril	6,9	3,4	8,7	19,0	0,84
Mai	6,5	3,4	8,4	18,3	0,17
Juin	9,1	3,4	8,8	21,3	1,26
Juillet	24,6	3,4	8,4	36,4	17,08

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1968 : « Les budgets de 1968 et 1969 » et XLII^e année, vol. I, n^o 8, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la série statistique - Révision de certaines données ».

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE
(milliards de francs)



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1965 ¹
(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)		
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatistiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)				
----- données non disponibles																
... nihil ou inférieur à 50 millions																
— opérations non effectuées																
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,2	—	—	—	—	56,4	—	4,3	4,7	3,4	68,5		
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	9,1	—	—	—	—	54,7	—	1,0	1,0	—	—	65,8	
			Obligations ...	15,3	—	—	—	—	—	—	1,0	17,5	—	—	33,8	
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	7,4	0,1	—	—	0,3	—	—	117,8	37,5	110,9	—	—	274,1
			Divers ...	—	1,6	1,8	0,1	20,1	—	—	—	0,7	4,8	0,7	—	29,7
	(Actions et parts) ...	(203,1)	(1,0)	(...)	—	(...)	—	—	(0,7)	(—)	(0,9)	(4,6)	(—)	(...)	(210,3)	
	Total ...	31,8	1,9	1,8	0,1	20,4	—	—	111,1	—	124,8	59,8	117,3	3,4	472,4	
	Parastatistiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	0,4	—	—	—	0,5	
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,6	—	—	—	—	0,2	1,2	—	0,2	—	0,1	—	2,2	
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	0,1	—	—	0,4	0,1	—	—	—	—	—	0,7	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	15,6	0,4	—	—	0,1	3,9	1,8	0,7	3,8	4,9	0,7	—	32,0	
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,3	—	0,1	—	2,0	2,4	—	1,0	5,3	0,4	—	11,5	
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	—	—	0,1	—	0,6	—	—	—	0,2	9,7	—	—	10,5	
	Divers ...	8,2	—	5,2	0,2	—	1,8	—	—	—	—	—	—	—	15,7	
	(Actions et parts) ...	(0,9)	—	(15,0)	(6,0)	(...)	—	—	(0,1)	(—)	(0,3)	(0,2)	(0,4)	(0,9)	(23,9)	
	Total ...	24,4	0,7	5,3	0,4	0,1	8,9	5,6	0,7	5,5	10,4	11,0	0,3	—	73,2	
	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	3,8	—	—	0,9	—	45,3	—	—	—	0,1	3,6	—	53,7	
		Certificats à court terme ...	—	0,9	—	0,2	—	14,3	—	—	—	11,4	3,4	—	76,8	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	125,6	2,5	—	1,9	2,7	11,0	46,3	3,5	34,6	42,4	7,8	1,3	279,5	
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	19,4	60,7	—	3,0	2,2	0,7	0,1	86,2	
Divers ...		—	0,6	—	—	—	—	—	—	—	0,3	0,3	—	3,1		
Total ...	129,4	4,0	—	3,0	4,5	44,7	192,0	6,2	41,9	44,9	20,3	8,4	—	499,2		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Obligations accessibles à tout placeur ...	16,8	0,6	—	0,1	—	0,5	1,0	1,0	2,1	7,4	1,2	—	30,7		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	1,4	0,2	—	11,6	2,4	—	0,1	15,6		
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	5,4	—	—	—	—	—	—	0,8	—	62,7	—	68,9		
Divers ...	2,2	0,5	3,0	—	—	—	—	—	—	—	0,4	2,7	—	8,9		
Total ...	19,0	6,5	3,0	0,1	—	1,8	7,7	1,0	14,5	9,8	64,3	2,8	—	130,6		
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	12,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12,3		
	Obligations accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	0,1	—	—	0,3		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	0,4	—	0,8	—	—	10,4	—	2,0	15,0		
	Divers ...	18,4	—	1,5	—	—	—	—	—	—	0,8	—	4,3	29,0		
	Total ...	30,7	—	1,5	—	4,4	0,2	0,8	—	1,3	11,3	—	6,3	—	56,6	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	—	1,5	—	—	—	—	—	1,5		
	Acceptations et effets commerciaux ...	—	—	—	—	—	—	16,4	—	1,1	—	2,1	2,2	21,7		
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	6,6	—	0,2	—	—	—	6,8		
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	—	—	—	—	—	—	135,7	—	—	—	—	135,7		
	Obligations ...	8,5	—	0,8	—	—	—	1,5	0,9	0,3	3,5	0,2	—	15,7		
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	8,3	—	—	—	—	12,2	—	—	—	—	—	20,5	
	Divers ...	—	0,9	7,6	—	—	—	—	—	—	1,0	0,2	—	9,7		
	(Actions et parts) ...	—	(0,2)	(0,4)	—	—	—	(—)	(1,4)	(—)	(...)	(1,3)	(—)	(...)	(3,3)	
Total ...	8,5	0,9	16,7	—	—	—	—	173,9	0,9	1,6	4,5	2,4	2,2	211,7		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers													
Secteurs indéfinis et ajustements (12)	(13) = (1) à (12)														
Organismes publics de crédit non monétaires (11)															
Organismes publics de crédit monétaires (7)															
Fonds des Rentes (8)															
Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)															
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)															
Total des créances															
		Monnaie	294,3	3,1	3,7	12,1	1,0	—	...	2,4	1,7	0,3	...	318,6	
		Argent à très court terme .....	—	—	—	...	...	2,5	1,5	...	0,1	...	0,1	4,2
		Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	76,6	—	—	—	—	—	76,6	
		Dépôts en devises des résidents	4,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4,4	
		Dépôts sur livrets des résidents	42,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42,0	
		Dépôts à terme des résidents	35,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35,4	
		Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	14,3	0,1	—	...	...	14,3
		Obligations (y compris les bons de caisse)	11,2	—	—	—	—	—	—	...	0,1	...	...	11,4
		Divers	0,2	...	0,2	...	...	—	—	...	—	...	11,4	11,7
		(Actions et parts)	(10,7)	...	(0,2)	...	...	(0,6)	...	...	(0,1)	...	...	(11,6)
		Total ...	387,5	3,1	3,9	12,1	1,0	79,1	15,7	0,1	2,6	1,8	0,4	11,4	518,6
		Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...
		Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	4,7	—	0,8	—	0,4	5,9	
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
		Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8	
		Total ...	—	...	2,8	...	...	...	4,7	—	0,8	...	0,4	8,7
		Dépôts à vue	4,5	...	...	0,1	2,0	...	—	...	0,4	0,1	...	7,1
		Dépôts sur livrets	165,4	...	—	0,3	0,1	...	—	...	...	...	...	165,7
		Dépôts à terme	1,1	1,0	...	...	3,3	...	—	...	0,1	...	0,6	6,2
		Obligations (y compris les bons de caisse)	12,8	...	...	...	...	...	—	0,1	0,5	...	...	13,4
		Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	
		Divers	4,8	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	3,5	8,5
		(Actions et parts)	(2,0)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(2,0)
		Total ...	189,2	1,0	...	0,4	5,4	...	0,1	...	0,2	1,1	0,1	4,1	201,5
		Réserves de sécurité sociale	24,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24,4	
		Réserves mathématiques	167,1	—	—	—	—	15,2	—	—	—	—	—	182,3	
		Divers	3,8	...	0,3	...	0,1	...	...	...	...	...	2,2	6,5
		Total ...	195,3	...	0,3	...	0,1	15,2	...	...	...	...	2,2	213,2
		Dépôts à vue	3,2	...	...	0,1	...	...	0,2	—	...	...	...	3,5
		Argent à très court terme	—	...	—	0,5	...	1,1	0,2	...	0,3	0,1	...	0,5	
		Dépôts sur livrets	8,0	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	8,0
		Dépôts à terme	2,2	0,7	...	3,7	3,3	0,3	0,5	—	0,2	1,4	...	12,2	
		Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	0,2	—	1,5	...	0,2	...	1,9
		Obligations accessibles à tout placeur	85,0	0,3	...	0,1	2,8	0,1	11,4	0,2	9,5	22,2	...	132,3	
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	0,9	3,3	0,8	...	4,0	19,1	...	29,8
		Divers	3,9	...	12,2	...	...	2,5	...	—	0,4	...	0,1	23,8
		(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,1)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(2,1)	
		Total ...	102,3	0,9	12,2	4,4	7,1	7,3	13,3	0,2	15,9	42,8	0,9	7,0	214,2
				2,7	3,2	...	1,3	...	11,4	0,7	6,0	3,5	1,3	—	30,0
		Total des créances	1.118,0	21,7	50,7	20,5	44,3	157,3	536,4	9,8	215,0	189,8	218,5	48,1	2.630,0

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1957 à 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, n° 2, février 1963; pour l'année 1960, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, n° 3, mars 1964; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, n° 4, octobre 1965; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, n° 2, février 1967; pour l'année 1968, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1967; pour l'année 1964, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1968.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1966

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
----- données non disponibles															
... nihil ou inférieur à 50 millions															
— opérations non effectuées															
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	69,7	—	4,3	—	1,9	3,8	79,8
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	9,1	—	—	—	—	62,6	—	0,8	—	1,1	—	73,7
			Obligations ...	15,3	—	—	—	—	—	—	1,2	18,9	—	—	35,5
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	0,1	—	—	0,4	—	—	130,7	41,0	128,9	—	301,1
			Divers ...	—	1,8	1,8	0,3	26,2	—	—	—	2,2	5,5	0,7	—	38,5
	(Actions et parts) ...	(213,8)	(1,1)	(...)	—	(...)	—	(0,9)	(—)	(0,8)	(4,5)	(—)	(...)	(221,1)	
	Total ...	24,4	2,1	1,8	0,3	26,6	—	132,3	—	139,3	65,4	132,6	3,8	528,5	
	Secteurs nationaux non financiers	Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	0,3	—	—	0,1	—	—	—	0,4
			Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,6	—	—	—	—	0,1	1,9	—	0,3	—	—	2,9
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	0,3	0,5	—	—	—	—	0,8
			Obligations accessibles à tout placeur ...	17,1	0,4	—	—	0,1	4,0	1,9	0,7	4,0	5,5	0,5	34,3
			Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,2	—	0,1	—	2,0	2,3	—	1,1	5,0	1,2	1,1	13,0
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	—	—	0,1	—	1,3	—	—	—	0,2	10,8	—	12,4	
	Divers ...	8,5	—	5,5	0,3	—	1,6	0,2	—	—	—	0,1	0,4	16,5	
	(Actions et parts) ...	(0,9)	—	(15,2)	(6,8)	(...)	—	(0,1)	(—)	(0,3)	(0,2)	(0,4)	(0,9)	(24,8)	
Total ...	26,2	0,7	5,5	0,5	0,1	9,6	6,7	0,7	5,5	10,6	12,6	1,5	80,3		
Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	3,7	—	—	2,2	—	48,4	—	—	—	0,1	3,0	57,4	
		Certificats à court terme ...	—	0,4	—	0,2	—	17,1	43,7	3,3	4,6	0,1	10,0	82,9	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	131,9	2,5	—	2,2	3,9	10,3	47,1	3,3	34,1	43,2	8,1	287,9	
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	16,2	64,7	—	3,1	2,1	0,7	87,0	
		Divers ...	—	0,7	—	—	—	—	—	—	—	0,5	0,2	2,8	
Total ...	135,6	3,7	—	4,6	5,2	43,7	203,9	6,6	41,8	45,9	19,1	8,0	518,1		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,6	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	20,3	0,6	—	0,3	—	0,5	1,4	1,2	2,9	8,4	1,3	—	36,9	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	1,4	0,2	—	12,3	2,1	—	0,1	16,0	
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	5,9	—	—	—	—	—	—	0,9	—	67,8	—	74,6	
Divers ...	2,2	0,6	1,8	—	—	—	—	—	—	—	0,3	4,7	9,7		
Total ...	22,5	7,1	1,8	0,3	—	1,8	11,2	1,2	16,1	10,6	69,4	4,8	146,8		
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	10,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10,4	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	0,1	—	—	0,3	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	0,4	—	0,8	—	1,3	11,5	0,1	2,6	16,8	
	Divers ...	29,6	—	0,5	—	3,4	—	—	—	—	0,8	—	3,9	38,2	
	Total ...	40,0	—	0,5	—	3,8	0,3	0,8	—	1,3	12,4	0,1	6,5	65,8	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	—	1,8	—	—	—	—	—	1,8	
	Acceptations et effets commerciaux ...	—	—	—	—	—	—	18,3	—	1,2	—	1,7	1,4	22,6	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	6,2	—	0,2	—	—	—	6,4	
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	—	—	—	—	—	150,4	—	—	—	—	—	150,4	
	Obligations ...	8,6	—	0,8	—	0,1	—	2,0	0,9	0,3	4,0	0,2	—	16,8	
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	9,8	—	—	—	15,2	—	—	—	—	—	25,0	
	Divers ...	—	1,5	7,4	—	0,4	—	—	—	—	1,1	0,2	—	10,7	
(Actions et parts) ...	(0,2)	(0,3)	—	—	—	(—)	(1,4)	(—)	(...)	(1,3)	(—)	(...)	(3,3)		
Total ...	8,6	1,5	18,0	—	0,5	—	193,9	0,9	1,7	5,1	2,1	1,4	233,6		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers

Organismes monétaires (7)	Monnaie	311,7	3,1	3,4	15,1	0,7	—	—	3,4	2,0	0,3	...	339,7	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	2,4	1,3	...	...	...	...	3,7
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	102,3	—	—	—	—	—	102,3	
	Dépôts en devises des résidents	5,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5,7	
	Dépôts sur livrets des résidents	48,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	48,5	
	Dépôts à terme des résidents	40,4	—	—	...	—	—	—	—	—	—	—	40,4	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	15,6	...	—	—	...	15,6	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,8	—	...	—	—	—	—	...	...	0,2	—	12,0
	Divers	0,2	...	0,2	...	...	—	—	...	...	...	15,2	15,5
	(Actions et parts)	(12,0)	...	(0,2)	...	...	—	—	...	...	(0,1)	...	(12,8)
	Total ...	418,3	3,1	3,6	15,1	0,7	104,6	16,9	...	3,4	2,2	0,3	15,2	583,5
	Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	...	—	1,0	0,3	—	0,1	...	0,1	1,6
		Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	4,0	—	0,5	—	...	4,5
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,3	—	0,3
		Divers	—	—	2,8	—	—	—	2,8
Total ...		—	...	2,8	1,0	4,6	—	0,6	...	0,1	0,1	9,3
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	4,8	...	...	0,1	1,6	...	—	...	0,7	0,2	...	7,4
	Dépôts sur livrets	182,1	...	—	0,2	...	...	—	...	...	...	...	182,3
	Dépôts à terme	1,6	0,9	...	...	3,9	...	—	...	0,1	...	0,4	7,0
	Obligations (y compris les bons de caisse)	14,5	...	...	...	...	...	—	...	0,1	0,7	...	15,3
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	
	Divers	6,8	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	0,1	2,1
	(Actions et parts)	(2,2)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(2,2)
Total ...	210,4	0,9	...	0,2	5,6	...	0,1	...	0,2	1,5	0,3	2,6	221,8	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	27,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	27,9	
	Réserves mathématiques	177,4	—	—	—	—	16,2	—	—	—	—	—	193,6	
	Divers	4,1	...	0,4	...	0,1	...	...	...	...	...	2,4	7,0
	Total ...	209,3	...	0,4	...	0,1	16,2	2,4	228,5
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	3,4	...	...	0,1	...	...	0,3	—	...	...	...	3,8
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,1	0,3	...	...	...	0,5	0,9
	Dépôts sur livrets	9,5	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	9,5
	Dépôts à terme	3,2	1,0	...	5,3	3,1	0,4	0,6	—	0,3	1,2	...	15,0	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	...	0,5	—	2,8	...	0,6	3,9
	Obligations accessibles à tout placeur	91,9	0,3	...	0,4	3,6	0,1	13,2	0,3	10,4	22,9	0,7	143,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	1,2	3,9	1,4	...	4,4	20,6	...	33,1
	Divers	4,9	...	12,7	...	...	2,5	...	—	0,4	...	0,1	5,3
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,1)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,1)
	Total ...	112,9	1,2	12,7	5,8	7,9	6,9	16,3	0,3	18,3	44,7	1,4	7,4	235,9
Secteurs indéterminés et ajustements (12)	2,7	2,8	...	1,6	17,5	0,7	8,7	4,8	2,3	—	41,0
	Total des créances	1.208,2	23,1	49,9	26,9	52,1	184,2	604,2	10,4	236,8	203,2	240,2	53,8	2.893,0

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1966

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (18) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
													données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées		
Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...	—	...	...	...	+13,3	—	...	— 2,8	+ 0,4	+ 10,9		
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	+ 7,9	—	— 0,2	+ 0,1	...	+ 7,8		
	Obligations ...	— 0,1	...	...	...	...	...	—	+ 0,2	+ 1,5	...	+ 1,7		
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	...	...	+ 0,1	...	...	—	+12,9	+ 3,5	+17,9	+ 34,3		
	Divers ...	...	+ 0,2	...	+ 0,2	+ 6,0	+ 8,0	...	—	+ 1,5	+ 0,7	...	+ 16,7	
	(Actions et parts) ...	(+13,8)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(— 0,2)	(+ 0,2)	(—)	(— 0,1)	(— 0,1)	(...)	(+ 13,6)			
	Total ...	— 0,1	+ 0,2	...	+ 0,2	+ 6,1	+ 8,0	+21,2	—	+14,4	+ 5,6	+15,3	+ 0,4	+ 71,4	
Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	+ 0,3	...	— 0,4	...	...	— 0,1	...	— 0,1
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...	...	—	...	...	...	+ 0,7	—	+ 0,1	...	...	...	+ 0,7
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	— 0,1	...	...	— 0,1	+ 0,3	—	...	...	...	...	+ 0,2
	Obligations accessibles à tout placeur ...	+ 1,5	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,6	— 0,2	...	+ 2,2
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	...	...	...	...	— 0,2	...	+ 0,1	— 0,4	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,5
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	...	...	...	...	+ 0,7	...	...	...	+ 1,1	...	...	+ 1,8
	Divers ...	+ 0,3	...	+ 0,3	+ 0,1	...	— 0,2	+ 0,2	—	...	+ 0,1	+ 0,1	...	+ 0,8	
	(Actions et parts) ...	(...)	...	(+ 0,2)	(+ 0,8)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 1,0)	
	Total ...	+ 1,8	...	+ 0,2	+ 0,1	...	+ 0,6	+ 1,1	+ 0,1	...	+ 0,2	+ 1,7	+ 1,2	+ 7,1	
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	— 0,1	...	—	+ 1,3	...	...	+ 3,1	...	...	...	— 0,5	...	+ 3,8
	Certificats à court terme ...	...	— 0,5	—	...	...	+ 1,6	+ 4,1	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,1	— 1,4	+ 0,1	+ 4,9
	Obligations accessibles à tout placeur ...	+ 6,6	+ 0,1	—	...	+ 1,2	— 0,7	+ 0,8	— 0,2	— 0,5	+ 0,8	+ 0,3	+ 0,1	+ 8,4	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	—	...	...	— 3,2	+ 3,9	...	+ 0,1	...	...	...	+ 0,8
	Divers ...	...	+ 0,1	—	...	...	— 0,6	...	...	...	+ 0,2	...	...	— 0,3
	Total ...	+ 6,5	— 0,3	—	+ 1,3	+ 0,6	— 2,3	+11,9	+ 0,4	— 0,1	+ 1,0	— 1,2	— 0,3	+ 17,6	
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	...	+ 3,1	...	...	...	...	...	+ 3,1
	Obligations accessibles à tout placeur ...	+ 3,8	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,8	+ 1,0	+ 0,2	...	+ 6,2
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,7	— 0,2	...	...	+ 0,5
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	+ 0,5	...	...	...	...	...	...	+ 0,2	...	+ 5,0	...	+ 5,7
	Divers ...	...	+ 0,1	— 1,2	...	...	...	...	—	...	— 0,1	+ 2,0	...	+ 0,7
	Total ...	+ 3,8	+ 0,6	— 1,2	...	...	...	+ 3,4	+ 0,2	+ 1,6	+ 0,8	+ 5,1	+ 2,0	+ 16,2
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	— 1,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	— 1,8	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,1	+ 0,1	+ 0,6	+ 1,8
	Divers ...	+11,1	...	— 1,0	...	...	— 0,6	...	...	...	...	...	— 0,4	+ 9,2
	Total ...	+ 9,3	...	— 1,0	...	— 0,6	...	...	...	...	+ 1,1	+ 0,1	+ 0,2	+ 9,2
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	—	+ 0,3	...	...	...	...	...	+ 0,3
	Acceptations et effets commerciaux ...	...	...	—	...	...	—	+ 1,9	—	...	— 0,4	— 0,7	...	+ 0,9
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	—	— 0,4	—	...	...	...	...	— 0,4
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	...	...	...	...	...	—	+14,6	—	...	...	...	...	+ 14,6
	Obligations ...	...	...	...	...	+ 0,1	—	+ 0,5	...	...	+ 0,5	...	...	+ 1,0
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	+ 0,3	—	—	—	+ 3,0	—	—	—	—	+ 1,3	+ 4,5	
	Divers ...	+ 2,4	+ 0,6	+ 0,1	...	+ 0,4	—	...	—	...	+ 0,1	...	...	+ 3,6
	(Actions et parts) ...	(+ 6,0)	(...)	(...)	...	...	(—)	(+0,1)	(—)	(...)	(...)	(—)	(...)	(+ 6,1)
Total ...	+ 2,4	+ 0,6	+ 0,4	...	+ 0,5	—	+19,9	...	+ 0,1	+ 0,6	— 0,4	+ 0,5	+ 24,6		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers														
Organismes monétaires (7)														
Monnaie	+17,4	+ 0,1	- 0,3	+ 3,1	- 0,3	.....	.....	.....	+ 0,9	+ 0,3	.....	.....	+ 21,2
Argent à très court terme .....	—	.....	.....	.....	.....	- 0,1	- 0,2	.....	- 0,1	.....	- 0,1	.....	- 0,5
Engagements bruts envers l'étranger .....	.....	.....	.....	.....	.....	+25,7	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 25,7
Dépôts en devises des résidents	+ 1,2	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,2
Dépôts sur livrets des résidents	+ 6,5	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 6,5
Dépôts à terme des résidents	+ 5,1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 5,1
Engagements non rangés ailleurs .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+1,3	- 0,1	.....	.....	.....	.....	+ 1,3
Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 0,5	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,1	.....	.....	+ 0,6
Divers .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 3,8	+ 3,8
(Actions et parts)	(+ 1,1)	.....	(...)	.....	.....	.....	(- 0,1)	.....	.....	(...)	.....	.....	(+ 1,0)
Total ...	+30,8	+ 0,1	- 0,3	+ 3,1	- 0,3	+25,5	+1,1	- 0,1	+ 0,8	+ 0,4	- 0,1	+ 3,8	+ 64,9	
Fonds des Rentes (8)														
Argent à très court terme .....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,0	+0,3	.....	+ 0,1	.....	+ 0,1	+ 0,1	+ 1,6
Certificats à court terme .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,7	.....	- 0,3	.....	- 0,4	.....	- 1,4
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+0,3	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,3
Divers .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Total ...	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,0	- 0,1	.....	- 0,2	.....	- 0,3	+ 0,1	+ 0,5
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)														
Dépôts à vue	+ 0,3	.....	.....	.....	- 0,3	.....	.....	.....	.....	+ 0,3	+ 0,1	.....	+ 0,3
Dépôts sur livrets	+16,1	.....	.....	- 0,1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 16,0
Dépôts à terme	+ 0,5	- 0,1	.....	.....	+ 0,6	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,2	+ 0,8
Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 2,3	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,2	.....	.....	+ 2,5
Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Divers	+ 0,4	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,2	+ 0,7
(Actions et parts)	(+ 0,2)	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	(+ 0,2)
Total ...	+19,7	- 0,1	.....	- 0,1	+ 0,2	.....	.....	.....	.....	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,1	+ 20,3
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)														
Réserves de sécurité sociale	+ 1,7	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,7
Réserves mathématiques	+12,1	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,0*	.....	.....	.....	.....	.....	+ 13,1
Divers	+ 0,3	.....	+ 0,1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,2	+ 0,5
Total ...	+14,1	.....	+ 0,1	.....	.....	+ 1,0	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,2	+ 15,3
Organismes publics de crédit non monétaires (11)														
Dépôts à vue	+ 0,2	.....	.....	.....	.....	.....	+0,1	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,3
Argent à très court terme .....	.....	.....	.....	- 0,5	.....	- 1,0	+0,1	.....	- 0,2	- 0,1	.....	.....	- 1,7
Dépôts sur livrets	+ 1,5	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,5
Dépôts à terme	+ 1,0	+ 0,3	.....	+ 1,6	- 0,3	+ 0,1	+0,1	.....	+ 0,1	- 0,2	.....	.....	+ 2,8
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+0,3	.....	+ 1,3	.....	+ 0,4	.....	+ 2,0
Obligations accessibles à tout placeur	+ 7,2	.....	.....	.....	+ 0,8	.....	+1,8	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,7	+ 0,1	.....	+ 11,5
Obligations non accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	+ 0,3	+ 0,5	+0,6	.....	+ 0,3	+ 1,5	.....	- 0,1	+ 3,2
Divers	+ 1,0	.....	+ 0,6	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,1	+ 0,5	+ 2,1
(Actions et parts)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	
Total ...	+10,9	+ 0,3	+ 0,6	+ 1,1	+ 0,8	- 0,4	+3,0	+ 0,1	+ 2,4	+ 1,9	+ 0,5	+ 0,4	+ 21,7	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)														
.....	.....	.....	- 0,4	.....	+ 0,4	+ 1,3	+6,2	.....	+ 2,7	+ 1,3	+ 0,9	.....	+ 12,3
(13) = (1) & (12)	+99,2	+ 1,4	- 1,7	+ 5,6	+ 7,8	+34,8	+67,8	+ 0,6	+21,8	+13,4	+21,8	+ 8,6	+281,1	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1968; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLI^e année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 2, février 1967; pour l'année 1964, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, no 8, mars 1967; pour l'année 1965, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1968.

* Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1965

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers (6) = (1) à (5)	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers (13) = (8) à (12)	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes (15) = (6) + (7) + (13) + (14)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
1. Entreprises et particuliers	31,8	1,9	1,8	0,1	20,4	56,0	.....	111,1	—	124,8	59,8	117,3	413,0	3,4	472,4
2. Paraétatiques d'exploitation	24,4	0,7	5,3	0,4	0,1	30,9	8,9	5,6	0,7	5,5	10,4	11,0	33,2	0,3	73,2
3. Etat (Trésor)	129,4	4,0	—	3,0	4,5	140,9	44,7	192,0	6,2	41,9	44,9	20,3	305,3	8,4	499,2
4. Secteur public non compris ailleurs	19,0	6,5	3,0	0,1	.....	28,6	1,8	7,7	1,0	14,5	9,8	64,3	97,3	2,8	130,6
5. Sécurité sociale	30,7	...	1,5	...	4,4	36,6	0,2	0,8	...	1,3	11,3	...	13,4	6,3	56,6
6. Total des secteurs nationaux non financiers	235,3	13,1	11,6	3,6	29,4	293,0	55,6	317,2	7,9	188,0	136,2	212,9	862,2	21,2	1.232,0
7. Etranger	8,5	0,9	16,7	.....	.....	26,1	—	173,9	0,9	1,6	4,5	2,4	183,3	2,2	211,7
8. Organismes monétaires	387,5	3,1	3,9	12,1	1,0	407,6	79,1	15,7	0,1	2,6	1,8	0,4	20,6	11,4	518,6
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	4,7	—	0,8	...	0,4	5,9	...	8,7
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	189,2	1,0	...	0,4	5,4	196,0	.....	0,1	...	0,2	1,1	0,1	1,5	4,1	201,5
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	195,3	...	0,3	...	0,1	195,7	15,2	...	...	...	...	...	...	2,2	213,2
12. Organismes publics de crédit non monétaires	102,3	0,9	12,2	4,4	7,1	126,9	7,3	13,3	0,2	15,9	42,8	0,9	73,1	7,0	214,2
13. Total des intermédiaires financiers	874,3	5,0	19,2	16,9	13,6	929,0	101,6	33,8	0,3	19,5	45,7	1,8	101,1	24,7	1.156,2
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	2,7	3,2	...	1,3	7,2	.....	11,4	0,7	6,0	3,5	1,3	22,9	—	30,0
15. Total des créances	1.118,0	21,7	50,7	20,5	44,3	1.255,2	157,3	536,4	9,8	215,0	189,8	218,5	1.169,5	48,1	2.630,0
16. Solde des créances et des dettes	+ 645,6	— 51,5	— 448,5	— 110,1	— 12,3	+ 23,2	— 54,4	+ 17,8	+ 1,1	+ 13,5	— 23,4	+ 4,3	+ 13,3	+ 18,1	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1966

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
1. Entreprises et particuliers	24,4	2,1	1,8	0,3	26,6	55,2	132,3	—	139,3	65,4	132,6	469,6	3,8	528,5
2. Paraétatiques d'exploitation	26,2	0,7	5,5	0,5	0,1	33,0	9,6	6,7	0,7	5,5	10,6	12,6	36,1	1,5	80,3
3. Etat (Trésor)	135,6	3,7	—	4,6	5,2	149,1	43,7	203,9	6,6	41,8	45,9	19,1	317,3	8,0	518,1
4. Secteur public non compris ailleurs	22,5	7,1	1,8	0,3	.....	31,7	1,8	11,2	1,2	16,1	10,6	69,4	108,5	4,8	146,8
5. Sécurité sociale	40,0	...	0,5	...	3,8	44,3	0,3	0,8	...	1,3	12,4	0,1	14,6	6,5	65,8
6. Total des secteurs nationaux non financiers	248,7	13,6	9,6	5,7	35,7	313,3	55,4	354,9	8,5	204,0	144,9	233,8	946,1	24,6	1.339,5
7. Etranger	8,6	1,5	18,0	.....	0,5	28,6	—	193,9	0,9	1,7	5,1	2,1	203,7	1,4	233,6
8. Organismes monétaires	418,3	3,1	3,6	15,1	0,7	440,8	104,6	16,9	...	3,4	2,2	0,3	22,8	15,2	583,5
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	1,0	4,6	—	0,6	...	0,1	5,3	0,1	9,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	210,4	0,9	...	0,2	5,6	217,1	.....	0,1	...	0,2	1,5	0,3	2,1	2,6	221,8
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	209,3	...	0,4	...	0,1	209,8	16,2	...	...	...	...	...	...	2,4	228,5
12. Organismes publics de crédit non monétaires	112,9	1,2	12,7	5,8	7,9	140,5	6,9	16,3	0,3	18,3	44,7	1,4	81,0	7,4	235,9
13. Total des intermédiaires financiers	950,9	5,2	19,5	21,1	14,3	1.011,0	128,7	37,9	0,3	22,5	48,4	2,1	111,2	27,7	1.279,0
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	2,7	2,8	...	1,6	7,1	.....	17,5	0,7	8,7	4,8	2,3	34,0	—	41,0
15. Total des créances	1.208,2	23,1	49,9	26,9	52,1	1.360,0	184,2	604,2	10,4	236,8	203,2	240,2	1.295,0	53,8	2.893,0
16. Solde des créances et des dettes .	+ 679,7	— 57,2	— 468,2	— 119,9	— 13,7	+ 20,5	+ 49,4	+ 20,7	+ 1,1	+ 15,0	— 25,3	+ 4,3	+ 16,0	+ 12,8	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1966

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers (6) = (1) à (5)	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers (13) = (8) à (12)	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes (15) = (8) + (7) + (13) + (14)
	(1)	(2)	(8)	(4)	(5)		(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		(14)	
1. Entreprises et particuliers	- 0,1	+ 0,2	...	+ 0,2	+ 6,1	+ 6,4	+ 8,0	+ 21,2	—	+ 14,4	+ 5,6	+ 15,3	+ 56,5	+ 0,4	+ 71,4
2. Paraétatiques d'exploitation	+ 1,8	...	+ 0,2	+ 0,1	...	+ 2,1	+ 0,6	+ 1,1	+ 0,1	...	+ 0,2	+ 1,7	+ 3,1	+ 1,2	+ 7,1
3. Etat (Trésor)	+ 6,5	- 0,3	—	+ 1,3	+ 0,6	+ 8,1	- 2,3	+ 11,9	+ 0,4	- 0,1	+ 1,0	- 1,2	+ 12,0	- 0,3	+ 17,6
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 3,8	+ 0,6	- 1,2	.....	.....	+ 3,2	...	+ 3,4	+ 0,2	+ 1,6	+ 0,8	+ 5,1	+ 11,1	+ 2,0	+ 16,2
5. Sécurité sociale	+ 9,3	...	- 1,0	...	- 0,6	+ 7,7	...	...	...	...	+ 1,1	+ 0,1	+ 1,2	+ 0,2	+ 9,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 21,3	+ 0,5	- 2,0	+ 1,6	+ 6,1	+ 27,5	+ 6,3	+ 37,6	+ 0,7	+ 15,9	+ 8,7	+ 21,0	+ 83,9	+ 3,5	+ 121,5
7. Etranger	+ 2,4	+ 0,6	+ 0,4	.....	+ 0,5	+ 3,9	—	+ 19,9	...	+ 0,1	+ 0,6	- 0,4	+ 20,2	+ 0,5	+ 24,6
8. Organismes monétaires	+ 30,8	+ 0,1	- 0,3	+ 3,1	- 0,3	+ 33,4	+ 25,5	+ 1,1	- 0,1	+ 0,8	+ 0,4	- 0,1	+ 2,1	+ 3,8	+ 64,9
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	+ 1,0	- 0,1	—	- 0,2	...	- 0,3	- 0,6	+ 0,1	+ 0,5
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 19,7	- 0,1	...	- 0,1	+ 0,2	+ 19,7	.....	.....	...	...	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,6	+ 0,1	+ 20,3
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 14,1	...	+ 0,1	...	...	+ 14,2	+ 1,0	...	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 15,3
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 10,9	+ 0,3	+ 0,6	+ 1,1	+ 0,8	+ 13,7	- 0,4	+ 3,0	+ 0,1	+ 2,4	+ 1,9	+ 0,5	+ 7,9	+ 0,4	+ 21,7
13. Total des intermédiaires financiers	+ 75,5	+ 0,3	+ 0,4	+ 4,1	+ 0,7	+ 81,0	+ 27,1	+ 4,0	...	+ 3,0	+ 2,8	+ 0,2	+ 10,0	+ 4,6	+ 122,7
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	...	- 0,4	...	+ 0,4	...	+ 1,3	+ 6,2	...	+ 2,7	+ 1,3	+ 0,9	+ 11,1	—	+ 12,3
15. Total des créances	+ 99,2	+ 1,4	- 1,7	+ 5,6	+ 7,8	+ 112,4	+ 34,8	+ 67,8	+ 0,6	+ 21,8	+ 13,4	+ 21,8	+ 125,2	+ 8,6	+ 281,1
16. Solde des créances et des dettes .	+ 27,8	- 5,7	- 19,3	- 10,6	- 1,4	- 9,1	+ 10,2	+ 2,9	+ 0,1	+ 1,5	- 1,9	+ 0,1	+ 2,5	- 3,7	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts (13)	Divers 4 (14)
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor (4)			Créances sur l'Etat 2 (7)	Créances sur les autres pouvoirs publics 3 (8)	Financés par les organismes monétaires (9)	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires (10)	Sur et envers le Fonds des Rentes (11)	Sur et envers d'autres inter- médiaires (12)		
		Dépôts en francs belges 1 (2)	Dépôts en devises (3)											
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	6,0	74,5	88,6	7,2	10,3	-11,1	- 9,7
Juin 5	273,2	51,3	8,2	0,1	332,8	84,4	164,5	6,4	78,7	92,5	7,5	10,2	-11,2	- 7,7
<i>Nouvelle série 5</i>														
Juin	270,9	51,3	8,2	0,1	330,5	83,2	167,0	5,0	76,9	86,8	7,5	10,0	-11,2	- 7,9
Septembre	266,8	53,1	8,4	...	328,3	80,7	165,8	5,1	79,9	89,7	6,9	10,6	-11,3	- 9,4
Décembre	277,8	55,1	9,1	...	342,0	79,2	170,6	5,8	88,8	97,5	7,4	11,5	-11,4	- 9,9
1964 Mars	273,3	58,3	10,1	...	341,7	78,3	174,0	4,8	88,4	101,3	7,0	10,6	-11,2	-10,2
Juin	285,6	58,3	8,1	...	352,0	79,4	177,8	5,2	92,2	104,3	8,9	10,0	-11,3	-10,2
Septembre	283,8	64,1	5,0	...	352,9	81,0	175,9	5,0	94,3	105,4	7,8	11,2	-11,3	-11,0
Décembre	297,4	65,1	5,2	...	367,7	88,0	179,7	6,3	98,2	108,5	7,8	11,1	-11,4	-12,0
1965 Mars	292,9	70,6	4,5	...	368,0	87,0	178,7	7,3	98,5	108,8	6,8	12,9	-11,3	-11,9
Juin	309,5	71,1	5,1	...	385,7	92,4	185,5	7,6	102,4	113,4	7,1	12,1	-11,3	-10,1
Septembre	306,4	74,8	3,9	...	385,1	90,4	189,0	7,0	106,9	116,5	4,2	11,8	-11,3	-12,9
Décembre	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	-11,4	-13,3
1966 Mars	314,6	82,4	4,2	...	401,2	93,7	191,3	8,3	114,0	126,8	7,2	12,4	-11,5	-14,2
Juin	329,3	81,1	4,9	...	415,3	93,4	197,4	9,5	119,0	130,8	8,8	13,4	-11,5	-14,7
Septembre	322,4	86,4	5,1	...	413,9	89,5	195,6	10,5	125,2	135,5	5,1	15,2	-11,7	-15,5
Décembre	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,5	4,6	15,7	-12,0	-13,9
1967 Mars	326,4	97,7	6,0	...	430,1	90,8	200,5	8,5	136,4	149,3	5,0	15,3	-12,4	-14,0
Juin	347,5	98,9	7,5	...	453,9	92,9	207,9	11,1	140,4	155,8	8,6	17,7	-12,6	-12,1
Septembre	343,2	105,7	6,9	...	455,8	90,9	214,3	11,4	145,6	158,8	3,8	18,8	-13,1	-15,9
Décembre	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,9	13,0	156,9	170,5	4,1	17,5	-13,5	-16,2
1968 Mars	350,0	115,9	7,5	...	473,4	94,5	212,1	12,9	159,3	175,0	3,8	20,4	-14,7	-14,9
Juin	372,7	118,3	7,9	...	498,9	97,2	225,3	12,7	166,0	181,1	7,9	19,7	-15,3	-14,6
Septembre	361,8	123,3	9,1	...	494,2	90,1	226,8	13,1	168,0	182,3	7,8	20,6	-15,9	-16,3
Décembre	376,5	125,8	8,8	...	511,1	86,1	231,6	16,8	182,5	196,0	6,8	21,0	-16,5	-17,2
1969 Mars	372,1	135,0	9,7	...	516,8	83,6	p 236,4	p 13,9	189,4	203,8	5,6	p 20,0	-17,2	p-14,9
Juin	393,8	135,5	12,6	...	541,9	88,6	p 243,4	p 17,4	198,4	210,6	8,7	p 21,6	-19,0	p-17,2

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris à partir de juin 1963, nouvelle série, le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963].

3 Y compris les créances sur les fonds de pension.

4 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitres XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1958 — XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967, vol. II, n° 3, septembre 1967.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	69,7	72,5	74,2	78,1 ³	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	75,7	74,0	70,9	75,6	76,2	76,2	76,1	76,1	
2. F.M.I. — Participation	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	14,7	16,2	18,1	18,1	10,3	7,3	6,1	
— Prêts ¹	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	5,5	5,0	4,0	3,5	
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	4,4	4,3	1,8	6,2	2,7	6,7	4,9	7,3	6,1	7,6	6,9	6,8	2,7	8,0	5,3	8,1	9,9	14,2	14,4	17,1	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	22,0	27,0	25,9	21,9	23,2	21,9	20,0	19,7	20,0	21,4	21,3	29,9	34,9	36,1	36,6	24,2	18,2	18,1	17,9	25,0	
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7	...	0,1	3,0	3,1	3,2	3,1	0,3	0,2	0,4	
Total des créances sur l'étranger ...	106,0	115,7	114,0	121,2	120,8	123,7	120,6	123,8	122,6	125,4	124,8	129,9	130,7	137,8	134,1	135,2	131,0	124,1	119,9	128,2	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,5	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,1	0,7
c) sur les banques de dépôts .....	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,3	0,7
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat ⁴ :																					
a) à un an au plus	10,0	9,8	9,9	10,0	9,9	9,0	10,0	9,3	10,0	9,6	9,9	10,0	8,8	2,7	6,3	10,0	10,9	15,3	15,8	16,7	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,4	2,4	2,5	2,4	2,5	2,5	2,7	2,7	2,6	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,8	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires	0,6	0,1	...	0,2	...	2,7	0,2	1,7	1,7	4,0	0,8	0,2	...	0,8	...	0,9	0,4	1,8	2,8	3,6	
b) effets commerciaux	2,8	2,6	2,4	2,1	2,1	2,9	2,4	2,8	3,1	3,9	2,3	2,4	2,4	5,0	2,7	2,5	2,2	10,0	9,2	9,9	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	0,2
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	1,5	0,4	...	...	...	...	0,8	2,9	0,7	0,3	0,3	2,2	...	...	...	3,5	2,9	...	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus	1,8	...	2,0	0,5	0,3	...	0,2	...	0,8	...	...	1,4	2,0	0,3	...	...	...	...	0,5	0,6
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	38,7	40,2	38,3	39,8	37,0	36,2	36,2	34,7	35,6	38,4	36,5	51,4	54,3	53,8	51,3	43,1	49,3	37,2	38,6	53,4	
TOTAL DE L'ACTIF ...	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9	232,3	233,0	234,6	226,7	226,0	251,9	

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger

⁴ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX. Balance des paiements et XIII. Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,7	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5	0,5	1,5	1,0	2,0	6,3	
Total des engagements envers l'étranger ...	0,8	0,9	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	0,8	0,6	0,7	0,9	0,7	0,7	1,7	1,2	2,2	6,5	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	2,9	3,0	3,1	3,3	3,3	3,5	3,6	3,8	3,3	3,5	3,5	3,8	3,6	4,0	3,9	4,4	4,3	4,4	4,8	5,3	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,7	2,1	0,1	0,1	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	0,8	1,2	0,1	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	152,1	157,3	155,1	162,5	162,7	166,8	163,4	171,0	170,0	171,8	166,5	176,0	172,4	173,6	170,3	180,9	176,2	178,8	175,6	183,6	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,4	0,6	0,5	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,8	0,5	0,6	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes ....	...	...	0,3	...	0,7	0,1	...	...	...	...	...	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	40,9	42,4	41,0	42,6	39,4	38,7	38,8	36,7	38,5	41,0	39,0	54,2	58,1	56,8	54,3	46,5	51,9	40,7	41,7	55,8	
TOTAL DU PASSIF ...	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9	232,3	233,0	234,6	226,7	226,0	251,9	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-1-68	29-2-68	31-3-68	30-4-68	31-5-68	30-6-68	31-7-68	31-8-68	30-9-68	31-10-68	30-11-68	31-12-68	31-1-69	28-2-69	31-3-69	30-4-69	31-5-69	30-6-69	31-7-69	31-8-69
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	73,0	72,7	70,9	72,5	72,5	75,6	75,9	75,9	76,2	76,1	76,1	76,2	76,2	76,1	76,1	76,1	76,1	76,1	76,1	76,0
2. F.M.I. — Participation	14,5	16,1	16,2	16,3	16,4	18,1	18,1	18,2	18,1	18,2	13,2	10,3	10,3	10,2	7,3	7,3	6,1	6,1	3,5	3,5
— Prêts ¹	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	5,9	5,5	5,5	5,5	5,0	5,0	5,0	4,0	4,0	4,0	3,5	3,5	...	...
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	6,1	5,0	5,3	6,8	6,2	8,1	10,8	9,3	9,9	11,7	12,4	14,2	13,1	11,2	14,4	14,9	14,8	17,1	18,5	18,0
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	35,4	33,1	36,6	33,3	32,0	24,2	22,7	22,3	18,2	18,7	19,0	18,1	18,7	18,4	17,9	21,4	23,9	25,0	25,5	28,9
b) en francs belges	3,0	3,2	3,1	3,1	3,3	3,2	3,4	3,2	3,1	3,1	3,4	0,3	0,1	0,1	0,2	0,2	3,3	0,4	1,6	0,1
Total des créances sur l'étranger ...	134,0	132,1	134,1	134,0	132,4	135,2	136,9	134,4	131,0	133,3	129,1	124,1	123,4	120,0	119,9	123,9	127,7	128,2	125,2	126,5
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	0,7	...	0,3	...	1,1	0,4	0,7	0,7	...	...
c) sur les banques de dépôts	0,2	...	...	1,1	...	...	...	...	...	...	0,4	0,5	0,8	...	0,3	0,9	0,1	0,7	0,5	0,8
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat ² :																				
a) à un an au plus	0,3	3,6	6,3	5,5	10,1	10,0	8,5	10,0	10,9	13,5	15,7	15,3	8,0	17,0	15,8	15,4	15,9	16,7	12,5	16,3
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,6	2,7	2,8	2,7	2,7	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations bancaires .....	...	0,2	...	...	0,5	0,9	1,6	...	0,4	1,1	1,3	1,8	3,1	2,8	2,8	3,1	3,4	3,6	4,6	5,1
b) effets commerciaux	4,3	3,2	2,7	2,2	2,3	2,5	3,7	2,1	2,2	3,1	4,0	10,0	9,8	8,3	9,2	9,5	12,8	9,9	11,8	14,1
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,2	...	...
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	2,1	3,5	0,4	2,7	2,9	0,6	1,3	...	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	...	...	0,6	1,1	0,3
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	52,7	50,4	51,3	51,7	52,0	43,1	41,6	43,3	49,3	48,9	42,9	37,2	39,9	37,3	38,6	43,8	52,9	53,4	46,5	62,8
TOTAL DE L'ACTIF ...	229,1	227,3	232,3	233,0	237,2	233,0	230,4	230,2	234,6	238,3	233,2	226,7	223,1	223,2	226,0	234,9	251,3	251,9	240,1	263,8

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).² Y compris le Fonds des Rentes [cf. l'article « Chapitre IX. Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-1-68	29-2-68	31-3-68	30-4-68	31-5-68	30-6-68	31-7-68	31-8-68	30-9-68	31-10-68	30-11-68	31-12-68	31-1-69	28-2-69	31-3-69	30-4-69	31-5-69	30-6-69	31-7-69	31-8-69
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5	0,5	0,5	0,6	1,5	6,6	6,1	1,0	2,6	1,2	2,0	2,8	9,4	6,3	1,7	11,8
Total des engagements envers l'étranger ...	0,8	0,6	0,7	0,9	0,7	0,7	0,7	0,8	1,7	6,8	6,3	1,2	2,8	1,4	2,2	3,0	9,6	6,5	1,9	12,0
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	4,1	4,0	3,9	4,0	4,2	4,4	4,3	3,9	4,3	4,0	4,0	4,4	4,2	4,1	4,8	4,6	4,6	5,3	5,0	p 5,0
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	2,7	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,8	0,1	0,1	1,2	0,1	0,1	0,1	0,1	p 0,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	168,1	168,7	170,3	173,0	177,3	180,9	179,6	178,4	176,2	175,0	175,3	178,8	173,9	176,4	175,6	178,7	181,7	183,6	183,1	p 179,9
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,8	0,5	0,5	0,5	0,3	0,5	0,6	0,4	0,6
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	55,7	53,6	54,3	54,7	54,6	46,5	45,4	46,6	51,9	52,0	47,0	40,7	41,6	40,7	41,7	48,2	54,8	55,8	49,6	p 66,2
TOTAL DU PASSIF ...	229,1	227,3	232,3	233,0	237,2	233,0	230,4	230,2	234,6	238,3	233,2	226,7	223,1	223,2	226,0	234,9	251,3	251,9	240,1	263,8

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export. ....	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...	...	1,1	0,3	0,5	0,6	0,1	0,1	...	0,1	
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...	...	1,1	0,3	0,5	0,6	0,1	0,1	...	0,1	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets .....	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics	0,1	0,1	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	0,2	0,1	0,6	0,2	0,1	
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,3	...	0,5	0,1	0,1	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat :																						
a) à un an au plus	44,2	42,9	48,0	41,0	44,2	43,0	47,1	44,3	45,3	40,6	48,5	46,7	46,8	45,4	48,8	49,3	56,7	54,8	57,4	59,0	59,2	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	5,8	5,7	5,7	5,5	5,5	5,2	6,3	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,7	6,6	6,6	6,5	6,4	6,3	6,3	6,5	6,5	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3	8,0	7,6	5,5	6,1	10,0	7,0	10,2	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations bancaires .....	...	0,1	0,4	...	0,5	0,2	0,5	0,4	0,1	0,1	0,4	0,1	0,2	0,4	0,8	0,3	0,2	0,1	0,1	...	0,1	
b) effets commerciaux	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4	0,3	0,1	0,5	0,2	0,1	0,5	1,2	0,5	0,6	0,9	1,3	0,6	1,4	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	0,8	0,9	0,3	0,8	0,7	0,6	0,5	0,3	0,2	0,1	...	...	...
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	4,2	3,4	2,4	2,9	3,8	3,1	2,9	3,1	2,4	3,4	4,9	3,7	3,6	4,2	4,0	4,6	4,7	2,9	4,6	3,9	3,7	
TOTAL DE L'ACTIF ...	58,8	56,7	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9	66,3	70,9	70,0	75,6	71,6	81,0	77,5	81,9	

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescampte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,1	0,8	0,6	1,1	1,1	0,3	0,4	0,6	0,8	0,3
Total des engagements envers l'étranger ...	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,1	0,8	0,6	1,1	1,1	0,3	0,4	0,6	0,8	0,3
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	0,2	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,4	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,1	0,7
b) envers les organismes publics	0,1	...	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	...	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	0,1	0,1	0,6	0,2	0,1
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,0	1,1	6,0	2,2	0,9	1,3	5,8	3,0	0,6	0,7	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6	2,9	0,6	1,4	5,3	3,3	1,6
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	6,2	6,3	6,4	6,3	6,4	6,4	6,6	6,5	6,7	6,8	6,9	6,9	6,9	6,8	6,5	6,3	6,5	6,5	6,6	6,5	6,8
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	35,9	34,4	36,0	35,5	37,7	36,0	37,9	37,2	41,2	38,5	41,9	38,9	41,6	40,1	39,5	39,8	42,8	42,8	46,8	42,5	48,7
b) détenue par les pouvoirs publics	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4	18,4	24,0	19,6	20,8	22,6	23,2
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires																					
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	0,5	0,2	...	...	...	...	...	...	...	1,0	0,2	0,8	0,9	0,4	...	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	...	0,3	...	0,3	...	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres																					
TOTAL DU PASSIF ...	58,8	56,7	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9	66,3	70,9	70,0	75,6	71,6	81,0	77,5	81,7

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	1,4	1,9	1,8	1,8	1,9	1,9	2,4	2,4	2,3	4,1	4,9	5,7	6,1	6,2	6,6	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,9	3,6	4,8	5,6	4,3	4,2	5,2	6,3	4,6	6,0	5,6	5,4	7,6	8,2	6,4	7,5	7,7	5,7	6,4	5,8	6,6	
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	29,3	28,4	29,0	39,7	35,2	34,7	36,7	43,5	43,3	43,3	52,6	48,5	54,1	52,3	60,1	63,2	79,8	79,3	85,6	97,5	133,9	
b) en francs belges	5,6	5,3	5,5	6,2	6,3	6,2	6,9	7,3	7,2	7,8	8,3	10,3	10,7	11,5	11,3	13,6	16,2	17,1	18,2	19,6	20,6	
Total des créances sur l'étranger ...	38,4	37,8	39,9	52,2	46,5	45,8	50,2	59,0	56,9	58,9	68,4	66,1	74,8	74,4	80,1	88,4	108,6	107,8	116,3	129,1	167,7	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	2,9	2,8	2,9	3,0	3,2	3,2	3,4	3,5	3,7	3,2	3,4	3,4	3,7	3,5	3,9	3,8	4,3	4,2	4,4	4,7	5,2	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique .																						
— réserve monétaire	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	0,8	1,2	0,1	
b) sur les organismes publics	1,0	1,0	6,0	2,2	0,9	1,2	5,8	3,0	0,6	0,6	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6	2,9	0,6	1,4	5,3	3,3	1,6	
c) sur les banques de dépôts	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9	10,5	10,6	11,8	12,9	14,5	18,8	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat ¹ :																						
a) à un an au plus	26,3	26,5	24,6	29,1	29,7	33,6	28,8	29,6	33,7	31,9	34,0	32,0	37,6	42,0	34,9	34,7	35,6	32,7	28,1	p32,0	p 35,6	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	31,1	30,1	30,6	33,0	35,5	34,8	37,4	37,2	38,3	40,4	37,9	38,1	38,9	41,2	44,7	45,6	46,3	51,7	54,0	p52,8	p 55,9	
— autres	24,3	24,3	24,6	23,8	24,2	26,0	26,8	27,1	27,6	29,5	30,7	30,5	31,3	33,6	33,4	33,0	33,7	33,8	34,0	p33,8	p 33,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,4	0,4	0,4	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,1	2,0	2,3	3,7	3,7	3,7	p 3,8	p 3,8	
— autres	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1	1,6	2,1	2,5	2,6	2,5	2,9	2,8	2,6	p 2,6	p 2,8	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations bancaires	2,7	3,9	5,6	6,9	5,7	9,5	5,5	7,5	7,3	7,0	7,3	7,1	5,9	6,9	6,9	7,4	6,6	5,0	4,2	3,6	3,9	
b) effets commerciaux	40,0	39,7	41,4	40,4	43,1	42,0	45,6	45,5	47,3	48,4	55,5	56,5	58,3	60,9	64,6	67,5	68,9	68,6	67,1	70,4	74,0	
c) avances	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5	77,7	80,8	86,3	90,7	98,0	102,8	105,3	
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,0	1,8	1,8	1,5	1,8	1,8	2,3	2,6	3,1	3,2	3,1	3,8	3,6	4,6	p 4,4	p 4,4	
— autres	1,7	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	1,9	1,7	1,8	1,8	2,0	2,2	2,2	2,7	3,7	3,8	3,4	3,8	4,2	p 4,5	p 5,1	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	6,3	6,3	7,4	7,0	7,6	5,7	4,7	6,4	5,9	4,4	4,3	4,7	6,4	6,8	4,2	4,6	5,4	6,3	6,8	—	—	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus	0,1	0,1	0,4	0,1	...	0,1	0,2	0,2	0,5	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0	3,3	1,8	1,9	2,1	p 1,5	p 1,3	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	12,9	13,4	14,1	14,1	15,6	16,1	16,6	17,0	p16,6	p 17,3	
— autres	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	1,2	1,4	1,4	1,4	1,6	2,1	2,1	2,0	1,9	2,2	2,2	2,2	p 2,0	p 2,0	
D. Autres	34,3	32,1	36,2	36,2	40,9	40,9	43,3	41,9	45,3	46,0	49,0	47,1	54,1	48,6	50,1	52,4	56,9	55,1	59,6	p67,0	p 78,6	
TOTAL DE L'ACTIF ...	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8	466,8	497,8	503,8	527,9	550,6	616,9	

¹ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1968].

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,3	67,1	78,3	73,2	84,1	85,3	89,3	94,8	110,1	110,7	113,9	123,3	163,3
b) en francs belges ¹	17,5	15,9	18,1	21,1	21,0	20,3	20,6	20,7	22,3	22,8	24,3	25,0	26,3	28,7	29,8	31,9	36,2	35,9	38,7	39,0	37,3
Total des engagements envers l'étranger ...	59,2	59,0	64,0	76,0	72,1	73,4	75,9	83,3	84,6	89,9	102,6	98,2	110,4	114,0	119,1	126,7	146,3	146,6	152,6	162,3	200,6
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique .....	...	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,3	0,7
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,2	...	0,3	...	0,5	0,1	0,1
c) envers les banques de dépôts	4,5	5,1	5,0	6,8	6,0	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9	10,5	10,7	11,8	12,9	14,5	18,8
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers	79,8	79,0	86,3	86,4	90,4	90,1	95,1	94,6	98,2	94,8	103,6	99,8	107,3	107,8	113,1	114,8	118,1	116,2	122,8	124,4	130,9
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	48,7	48,6	53,0	53,0	55,0	54,4	60,2	60,3
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	57,0	59,2	62,9	65,3	68,4	71,3	74,8	75,2
— dépôts en devises	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4	7,5	7,8	9,1	8,8	9,7	12,6
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5	14,7	15,3	15,8	16,5	17,3	19,0
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	1,4	...	...	0,1	1,0	...	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	0,6	1,1	...	0,4	0,1	0,1	0,2	0,4	0,1	0,2	...	0,3	0,3	0,4	0,1	0,4	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	50,5	48,9	53,0	52,9	56,5	58,9	61,2	60,9	64,5	66,4	69,4	67,6	72,6	71,3	74,7	76,3	80,3	79,5	87,1	86,3	98,2
TOTAL DU PASSIF ...	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8	466,8	497,8	503,8	527,9	550,6	616,9

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ⁵	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	75,7	74,0	70,9	75,6	76,2	76,2	76,1	76,1	
2. F.M.I. — Participation	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	14,7	16,2	18,1	18,1	10,3	7,3	6,1	
— Prêts ¹	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	5,5	5,0	4,0	3,5	
3. Obligations	0,7	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	1,5	2,0	1,9	1,9	2,0	2,0	2,5	2,5	2,4	4,2	5,0	5,7	6,1	6,2	6,6	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	7,6	8,0	9,2	7,6	10,6	7,4	12,0	11,6	11,9	12,1	13,3	12,3	14,4	12,0	14,7	13,3	16,4	15,7	20,7	20,2	23,8	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	49,1	50,4	56,0	65,6	57,1	57,9	58,6	63,5	63,0	63,3	74,0	69,8	84,0	87,2	96,2	99,8	104,0	97,5	103,7	115,4	158,9	
b) en francs belges	7,1	6,8	7,0	7,7	7,8	7,7	8,4	8,8	8,7	9,3	9,8	12,0	10,7	11,6	14,3	16,7	19,4	20,2	18,5	19,8	21,0	
Total des créances sur l'étranger ...	142,4	143,8	155,7	166,4	167,8	167,1	174,0	180,0	180,7	181,5	193,9	190,9	204,7	206,2	218,2	223,0	244,4	238,9	240,5	249,0	296,0	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0	4,3	4,4	4,8	4,7	4,7	5,1	5,6	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																						
— réserve monétaire	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	0,8	1,2	0,1	
b) sur les organismes publics	1,1	1,1	6,6	2,3	1,0	1,3	5,9	3,2	0,7	1,3	6,2	2,4	1,0	1,6	5,9	3,1	0,8	1,5	5,9	4,6	2,4	
c) sur les banques de dépôts	4,5	5,1	5,2	7,2	6,1	6,1	5,1	6,2	5,1	6,0	6,2	5,6	6,9	7,3	8,1	10,5	10,9	11,8	13,9	14,9	19,6	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat ³ :																						
a) à un an au plus	80,3	79,4	82,4	80,0	83,9	86,5	84,9	83,9	88,3	82,5	92,1	88,6	94,4	96,2	86,4	90,3	102,3	98,4	100,8	106,8	111,5	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	39,3	38,2	38,7	41,0	43,4	42,5	46,2	46,4	47,5	49,5	47,1	47,3	48,3	50,5	54,0	54,9	55,3	60,6	62,9	61,9	65,0	
— autres	58,3	58,3	58,6	57,8	58,2	60,0	60,8	61,1	61,6	63,5	64,7	64,5	65,3	67,6	67,4	67,0	67,7	67,8	68,0	67,8	67,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3	8,0	7,6	5,5	6,1	10,0	7,0	10,2	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,3	1,5	1,6	1,6	2,5	2,8	4,2	4,2	4,2	4,4	4,4	
— autres	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1	1,6	2,1	2,5	2,5	2,5	2,9	2,8	2,6	2,6	2,8	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations bancaires	3,6	4,6	6,1	6,9	6,4	9,7	8,7	8,1	9,1	8,8	11,7	8,0	6,3	7,3	8,5	7,7	7,7	5,5	6,1	6,4	7,6	
b) effets commerciaux	43,7	42,9	44,4	43,3	45,5	44,4	49,0	48,3	50,4	51,6	59,9	59,0	60,8	63,8	70,8	70,7	72,0	71,7	78,4	80,2	85,3	
c) avances	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5	77,7	80,8	86,3	90,8	98,1	102,8	105,5	
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,0	1,8	1,8	1,6	1,8	1,8	2,3	2,7	3,1	3,2	3,2	4,0	3,8	4,8	4,6	4,7	
— autres	2,0	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4	2,6	2,7	2,3	3,0	2,9	3,3	4,2	4,1	3,6	3,9	4,2	4,5	5,1	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁴	8,8	7,8	7,8	7,0	7,6	5,7	4,7	7,2	8,8	5,1	4,6	5,0	8,6	6,8	4,3	4,6	8,9	9,2	6,8	—	—	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus	0,1	1,9	0,4	2,1	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	1,5	1,0	1,0	2,4	2,9	1,3	3,3	1,8	1,9	2,1	2,0	2,5	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	12,9	13,4	14,1	14,1	15,6	16,2	16,7	17,1	16,7	17,4	
— autres	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0	1,3	1,5	1,5	1,5	1,7	2,2	2,2	2,1	2,0	2,3	2,3	2,3	2,1	2,1	
D. Autres	75,1	74,2	78,8	77,4	84,5	81,0	82,4	81,2	82,4	85,0	92,3	87,3	109,1	107,1	107,9	108,3	104,7	107,3	101,4	109,5	135,7	
TOTAL DE L'ACTIF ...	525,1	528,6	559,2	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	663,4	717,4	730,1	753,6	769,1	806,4	810,0	835,6	854,1	950,5	

Colonne du tableau XIII.
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise

(6)

(7)

(7)

(8)

(8)

(9)

(9)

(9)

(11)

(12)

(12)

(12)

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII. Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

⁴ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D. « Autres ».

⁵ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	XIII-1	
A. Engagements envers l'étranger :																							
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																							
a) en monnaies étrangères	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,9	67,7	78,3	73,2	84,5	85,7	89,3	94,8	110,1	110,7	113,9	123,3	163,3		
b) en francs belges ¹	21,1	19,4	21,6	24,3	24,2	23,5	23,6	23,5	24,3	24,0	26,2	26,7	27,1	29,4	31,6	33,5	37,0	37,8	40,3	41,8	43,9		
Total des engagements envers l'étranger ...	63,0	62,7	67,7	79,4	75,5	76,8	79,1	86,3	87,4	91,9	104,7	100,1	111,8	115,3	121,1	128,5	147,3	148,7	154,4	165,3	207,4		
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																							
1. Pièces et billets ²	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0	4,3	4,4	4,8	4,7	4,7	5,1	5,6		
2. Autres :																							
a) envers la Banque Nationale de Belgique .....	...	...	0,2	...	...	...	...	0,7	...	1,0	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	1,4	1,4	
b) envers les organismes publics	0,1	...	0,6	0,5	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,5	0,2	0,4	0,1	1,1	0,3	0,2		
c) envers les banques de dépôts :																							
— réserve monétaire	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
— autres	5,6	6,3	11,7	11,1	7,0	7,5	12,3	10,4	5,8	6,3	13,3	10,0	7,7	9,0	15,7	16,1	11,4	13,3	19,0	19,0	20,5		
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																							
1. Monnaie fiduciaire ³	157,1	158,4	163,7	161,4	168,9	169,1	173,4	169,9	177,7	176,8	178,7	173,4	182,9	179,2	180,1	176,6	187,4	182,7	185,4	182,1	190,4	(1)	
2. Monnaie scripturale :																							
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	116,1	113,8	122,9	122,4	128,4	126,5	133,4	132,2	139,7	133,6	146,0	139,0	149,2	148,2	153,0	155,0	161,3	159,4	170,4	167,4	180,2	(1)	
b) détenue par les pouvoirs publics	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4	18,4	24,0	19,6	20,8	22,6	23,2	(1)	
3. Liquidités quasi monétaires :																							
a) détenues par les entreprises et particuliers :																							
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	48,7	48,6	53,0	53,0	55,0	54,4	60,2	60,3	(2)	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	57,0	59,2	62,9	65,3	68,4	71,3	74,8	75,2	(2)	
— dépôts en devises	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4	7,5	7,8	9,1	8,8	9,7	12,6	(3)	
b) détenues par le Trésor	(4)
4. Emprunts obligataires	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5	14,7	15,3	15,8	16,5	17,3	19,0	(13)	
5. Autres :																							
a) envers le Fonds des Rentes ⁵ .....	...	...	...	0,3	0,5	1,5	0,1	...	...	...	...	...	...	3,0	0,2	0,8	1,0	1,4	...	—	—	(11)
b) envers les paraétatiques de crédit	0,6	1,1	...	0,7	0,1	0,4	0,2	0,6	0,2	0,2	...	0,3	0,3	0,4	0,1	0,4	0,6	0,4	0,5	0,8	0,5	(12)	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)
D. Autres	89,4	89,8	95,4	93,9	99,1	98,3	99,9	99,7	101,2	104,9	110,4	106,6	126,8	129,4	131,5	130,6	126,8	131,4	127,8	128,1	154,0	(14)	
TOTAL DU PASSIF ...	525,1	528,6	559,2	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	663,4	717,4	730,1	753,6	769,1	806,4	810,0	835,6	854,1	950,5		

¹ Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

² B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. *Organismes publics monétaires* : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

³ Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

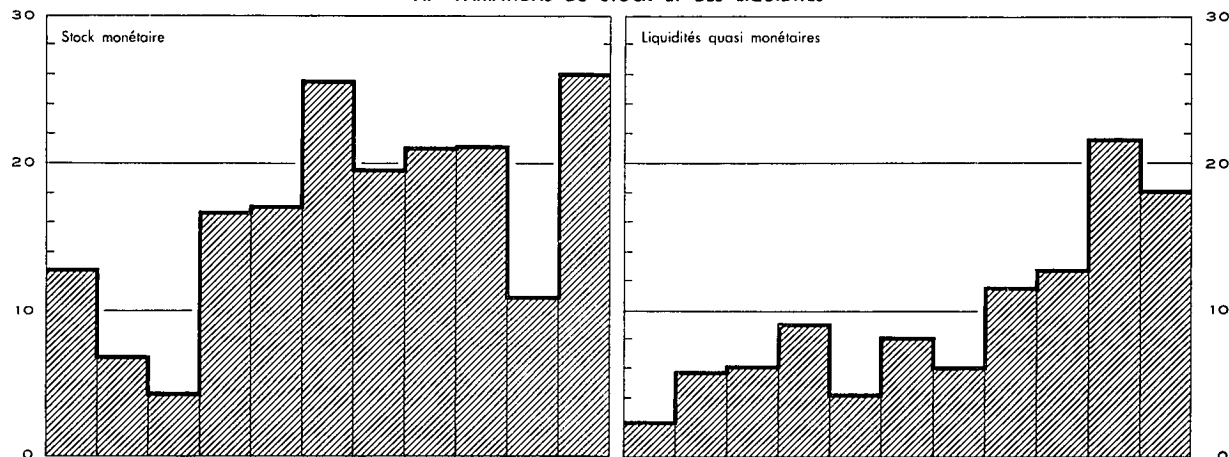
⁴ B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D. « Autres ». *Organismes publics monétaires* : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

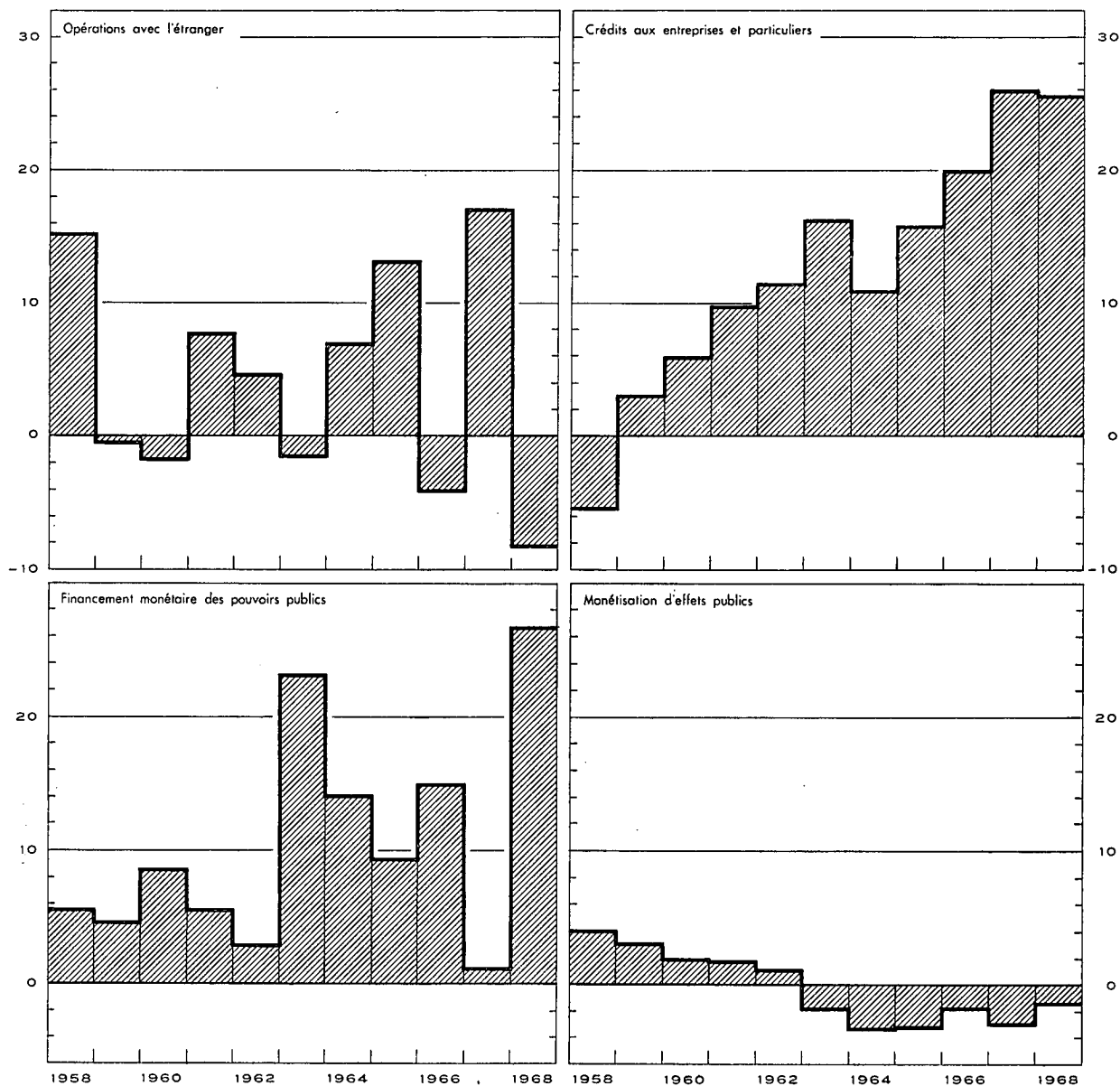
XIII-1
Colonne du tableau des organes
« Bilans intégrés des organes
monétaires » dans laquelle
le la rubrique est comprise

XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES (variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 2		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat 3	Autres pouvoirs publics 4	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1964 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,3	- 0,2	- 0,8	+ 3,8	- 1,4	- 4,2	+ 3,7	- 0,1	- 0,2	- 0,9	- 0,2	+ 0,3	- 0,2
2 ^e trimestre	+12,2	- 2,0	+ 10,2	- 0,6	+ 3,0	+ 1,1	+ 0,8	+ 5,8	+ 0,4	- 0,3	+ 0,5	- 0,5	- 0,1	+ 0,1
3 ^e trimestre	- 1,7	+ 2,7	+ 1,0	+ 2,1	+ 1,1	+ 0,9	+ 1,0	- 0,7	- 0,1	- 1,0	- 0,7	- 0,7	- 0,1	- 0,8
4 ^e trimestre	+13,6	+ 1,1	+ 14,7	+ 6,3	+ 3,1	- 0,6	+ 0,8	+ 3,8	+ 1,3	- 0,7	+ 0,1	+ 1,6	- 0,1	- 0,9
Total ...	+19,6	+ 6,1	+ 25,7	+ 7,0	+ 11,0	...	- 1,6	+ 12,6	+ 1,5	- 2,2	- 1,0	+ 0,2	...	- 1,8
1965 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,8	+ 0,3	+ 4,7	+ 0,3	- 2,3	...	- 3,9	+ 1,0	+ 0,5	...	- 0,1	...	+ 0,1
2 ^e trimestre	+16,5	+ 1,2	+ 17,7	+ 3,9	+ 4,6	+ 1,9	- 0,7	+ 5,1	+ 1,1	- 0,4	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,9
3 ^e trimestre	- 3,1	+ 2,5	- 0,6	+ 0,9	+ 3,1	- 2,2	+ 1,4	+ 2,2	- 1,2	- 0,9	- 1,4	- 0,1	...	- 2,4
4 ^e trimestre	+12,2	+ 3,1	+ 15,3	+ 3,7	+ 7,9	+ 1,4	- 2,3	+ 3,6	+ 1,5	- 0,3	- 0,2	+ 0,9	- 0,1	- 0,8
Total ...	+21,1	+11,6	+ 32,7	+13,2	+ 15,9	- 1,2	- 1,6	+ 7,0	+ 2,4	- 1,1	- 2,0	+ 1,3	...	- 1,2
1966 1 ^{er} trimestre	- 4,0	+ 4,8	+ 0,8	- 0,3	+ 2,3	+ 0,3	- 0,8	+ 2,1	- 0,4	- 1,0	- 0,3	- 0,1	- 0,1	- 0,9
2 ^e trimestre	+14,8	- 0,6	+ 14,2	...	+ 4,0	+ 0,6	+ 1,0	+ 7,5	+ 1,2	- 0,5	...	+ 0,7	...	- 0,3
3 ^e trimestre	- 6,9	+ 5,5	- 1,4	- 2,8	+ 4,7	+ 0,6	+ 1,5	- 7,9	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,4	+ 1,7	- 0,2	- 0,8
4 ^e trimestre	+17,3	+ 3,1	+ 20,4	- 0,9	+ 9,0	- 0,4	+ 0,7	+ 10,1	+ 1,5	- 0,1	- 0,7	+ 0,1	- 0,3	+ 1,4
Total ...	+21,2	+12,8	+ 34,0	- 4,0	+ 20,0	+ 1,1	+ 2,4	+ 11,8	+ 3,2	- 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,6	- 0,6
1967 1 ^{er} trimestre	-13,1	+ 9,0	- 4,1	+ 4,9	+ 4,8	- 0,3	- 3,4	- 2,7	- 3,9	- 1,1	- 1,7	- 0,3	- 0,4	...
2 ^e trimestre	+21,1	+ 2,7	+ 23,8	+ 5,5	+ 6,6	- 0,9	- 2,4	+ 9,6	+ 2,2	- 0,3	+ 0,8	+ 1,0	- 0,3	+ 2,0
3 ^e trimestre	- 4,3	+ 6,2	+ 1,9	+ 2,8	+ 2,9	- 2,4	+ 2,2	- 0,6	+ 0,3	- 0,5	+ 0,4	+ 0,6	- 0,4	- 3,4
4 ^e trimestre	+ 7,3	+ 3,7	+ 11,0	+ 3,9	+ 11,7	+ 0,9	- 0,3	- 4,9	+ 1,3	- 0,1	- 0,4	+ 0,2	- 0,5	- 0,8
Total ...	+11,0	+21,6	+ 32,6	+17,1	+ 26,0	- 2,7	- 3,9	+ 1,4	- 0,1	- 2,0	- 0,9	+ 1,5	- 1,6	- 2,2
1968 1 ^{er} trimestre	- 0,5	+ 7,1	+ 6,6	- 0,7	+ 4,6	- 1,9	- 2,2	+ 4,4	- 0,4	- 0,8	...	+ 3,3	- 1,2	+ 1,5
2 ^e trimestre	+22,7	+ 2,8	+ 25,5	+ 2,8	+ 6,1	+ 1,3	+ 0,5	+ 18,0	- 0,5	+ 0,3	- 1,1	- 0,6	- 0,6	- 0,7
3 ^e trimestre	-10,9	+ 6,2	- 4,7	- 6,0	+ 1,2	+ 0,4	+ 0,9	- 3,1	+ 0,3	- 1,1	+ 2,1	+ 1,4	- 0,5	- 0,3
4 ^e trimestre	+14,8	+ 2,1	+ 16,9	- 4,2	+ 13,7	+ 1,0	+ 0,8	+ 4,4	+ 3,7	- 0,5	- 0,2	- 0,1	- 0,7	- 1,0
Total ...	+26,1	+18,2	+ 44,3	- 8,1	+ 25,6	+ 0,8	...	+ 23,7	+ 3,1	- 2,1	+ 0,8	+ 4,0	- 3,0	- 0,5
1969 1 ^{er} trimestre	- 4,4	+10,2	+ 5,8	p- 0,5	+ 7,8	- 1,0	- 0,9	p+ 5,3	p- 2,9	p- 0,5	- 1,8	p- 1,1	- 0,7	p+ 2,1
2 ^e trimestre	+21,7	+ 3,4	+ 25,1	p+ 4,5	+ 6,8	- 0,4	+ 2,1	p+ 13,3	p+ 3,2	p+ 0,1	+ 1,3	p+ 1,6	- 1,7	p- 5,7

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires. — 2 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires. — 3 Y compris le Fonds des Routes [cf l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968]. — 4 Y compris les fonds de pension.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-banquaires ²				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin ⁶	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série⁶</i>											
Juin	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	76,0	108,6	121,4	271,0	55,2
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,1	277,8	55,3
1964 Juin	6,4	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	80,0	116,1	128,5	285,6	55,0
Décembre	6,8	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	55,0
1965 Juin	6,9	165,8	168,9	12,2	0,4	37,5	90,5	128,4	140,6	309,5	54,6
Décembre	7,0	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966 Juin	7,1	174,8	177,7	12,0	0,2	41,0	98,4	139,6	151,6	329,3	54,0
Décembre	7,2	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967 Juin	7,2	179,7	182,8	15,4	0,3	41,1	107,9	149,3	164,7	347,5	52,6
Décembre	6,8	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968 Avril	6,8	177,1	179,4	18,6	0,3	46,0	111,3	157,6	176,2	355,6	50,4
Mai	6,8	181,5	183,7	21,5	0,3	41,1	115,7	157,1	178,6	362,3	50,7
Juin	6,8	185,3	187,4	24,0	0,4	42,4	118,5	161,3	185,3	372,7	50,3
Juillet	6,8	183,9	186,1	18,2	0,3	43,6	113,2	157,1	175,3	361,4	51,5
Août	6,9	182,3	185,0	20,6	0,3	41,3	114,6	156,2	176,8	361,8	51,1
Septembre	6,9	180,5	182,7	19,6	0,4	42,4	116,7	159,5	179,1	361,8	50,5
Octobre	6,9	178,9	181,5	18,9	0,4	44,1	114,8	159,3	178,2	359,7	50,5
Novembre	6,9	179,3	181,8	21,0	0,5	40,0	119,9	160,4	181,4	363,2	50,1
Décembre	6,9	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	49,2
1969 Janvier	6,9	178,1	180,5	21,8	0,5	44,8	114,8	160,1	181,9	362,4	49,8
Février	6,9	180,5	183,0	21,8	0,5	41,1	118,5	160,1	181,9	364,9	50,2
Mars	6,9	180,4	182,1	22,6	0,5	41,9	125,0	167,4	190,0	372,1	48,9
Avril	7,0	183,2	185,2	20,9	0,3	48,9	122,6	171,8	192,7	377,9	49,0
Mai	7,0	186,3	188,4	22,4	0,5	44,5	125,7	170,7	193,1	381,5	49,4
Juin	7,1	188,9	190,4	23,2	0,6	48,0	131,6	180,2	203,4	393,8	48,3
Juillet	7,2	188,1	189,9	19,6	0,4	47,0	122,3	169,7	189,3	379,2	50,1

¹ Y compris des organismes para-banquaires administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois ou plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il se serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

⁶ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (R.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution								Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger ³ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵	
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2					(10) = (6) - (7) - (8) - (9)
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
1960 Année	80,6	- 5,8 ⁶	74,8 ⁶	+ 8,3	- 4,2 ⁶	+ 4,1 ⁶	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2	
1961 Année	92,7	-14,9 ⁶	77,8 ⁶	+12,2	-10,4 ⁶	+ 1,8 ⁶	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6	
1962 Année	91,0	-10,5	80,5	- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0	
1963 Année 7	102,2	-23,0	79,2	+11,2	-10,3	+ 0,9	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1	
1964 1 ^{er} trimestre .	101,8	-23,5	78,3	- 0,4	- 0,5	- 0,9	+ 0,3	+ 1,0	- 1,4	- 0,8	+ 0,8	- 0,1	
2 ^e trimestre .	103,2	-23,8	79,4	+ 1,4	- 0,3	+ 1,1	+ 0,6	...	+ 1,1	- 0,6	- 0,1	+ 1,0	
3 ^e trimestre .	105,2	-24,2	81,0	+ 2,0	- 0,4	+ 1,6	- 1,5	+ 0,1	+ 0,9	+ 2,1	+ 0,3	+ 1,9	
4 ^e trimestre .	114,8	-26,8	88,0	+ 9,6	- 2,6	+ 7,0	+ 1,3	...	- 0,6	+ 6,3	+ 0,9	+ 7,9	
				+12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,7	+ 1,1	...	+ 7,0	+ 1,9	+10,7	
1965 1 ^{er} trimestre .	113,3	-26,3	87,0	- 1,5	+ 0,5	- 1,0	- 3,5	+ 0,1	- 2,3	+ 4,7	+ 0,3	- 0,7	
2 ^e trimestre .	120,4	-28,0	92,4	+ 7,1	- 1,7	+ 5,4	- 1,2	+ 0,8	+ 1,9	+ 3,9	+ 0,3	+ 5,7	
3 ^e trimestre .	120,0	-29,6	90,4	- 0,4	- 1,6	- 2,0	- 0,1	- 0,6	- 2,2	+ 0,9	- 0,6	- 2,6	
4 ^e trimestre .	122,8	-28,0	94,8	+ 2,8	+ 1,6	+ 4,4	- 0,7	...	+ 1,4	+ 3,7	+ 0,5	+ 4,9	
				+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+13,2	+ 0,5	+ 7,3	
1966 1 ^{er} trimestre .	119,7	-26,0	93,7	- 3,1	+ 2,0	- 1,1	- 1,1	...	+ 0,3	- 0,3	+ 0,4	- 0,7	
2 ^e trimestre .	123,0	-29,6	93,4	+ 3,3	- 3,7	- 0,4	- 1,0	...	+ 0,6	...	+ 0,2	- 0,2	
3 ^e trimestre .	121,8	-32,3	89,5	- 1,2	- 2,6	- 3,8	- 1,6	...	+ 0,6	- 2,8	+ 0,6	- 3,2	
4 ^e trimestre .	124,5	-35,3	89,2	+ 2,7	- 3,0	- 0,3	+ 1,0	...	- 0,4	- 0,9	- 0,9	- 1,2	
				+ 1,7	- 7,3	- 5,6	- 2,7	...	+ 1,1	- 4,0	+ 0,3	- 5,3	
1967 1 ^{er} trimestre .	124,0	-33,2	90,8	- 0,5	+ 2,3	+ 1,8	- 2,4	- 0,4	- 0,3	+ 4,9	+ 0,9	+ 2,7	
2 ^e trimestre .	129,3	-36,4	92,9	+ 5,3	- 3,1	+ 2,2	- 2,4	...	- 0,9	+ 5,5	- 1,6	+ 0,6	
3 ^e trimestre .	130,0	-39,1	90,9	+ 0,7	- 2,8	- 2,1	- 2,4	- 0,1	- 2,4	+ 2,8	+ 2,8	+ 0,7	
4 ^e trimestre .	136,9	-39,8	97,1	+ 6,9	- 0,7	+ 6,2	+ 1,4	...	+ 0,9	+ 3,9	- 0,6	+ 5,6	
				+12,4	- 4,3	+ 8,1	- 5,8	- 0,5	- 2,7	+17,1	+ 1,5	+ 9,6	
1968 1 ^{er} trimestre .	133,4	-38,9	94,5	- 3,5	+ 0,9	- 2,6	...	...	- 1,9	- 0,7	- 0,4	- 3,0
2 ^e trimestre .	134,5	-37,3	97,2	+ 1,1	+ 1,6	+ 2,7	- 1,2	- 0,2	+ 1,3	+ 2,8	- 1,9	+ 0,8	
3 ^e trimestre .	129,3	-39,2	90,1	- 5,2	- 1,7	- 6,9	- 1,3	...	+ 0,4	- 6,0	+ 3,0	- 3,9	
4 ^e trimestre .	122,9	-36,8	86,1	- 6,4	+ 2,2	- 4,2	- 1,0	...	+ 1,0	- 4,2	+ 5,1	+ 0,9	
				-14,0	+ 3,0	-11,0	- 3,5	- 0,2	+ 0,8	- 8,1	+ 5,8	- 5,2	
1969 1 ^{er} trimestre .	117,6	-34,0	83,6	- 5,3	+ 2,8	- 2,5	p- 1,0	p ...	- 1,0	p- 0,5	p+ 3,7	p+ 1,2	
2 ^e trimestre .	121,7	-33,1	88,6	+ 4,1	+ 0,9	+ 5,0	p+ 1,1	p- 0,2	- 0,4	p+ 4,5	p- 1,6	p+ 3,4	

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961, page 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs, sauf, à partir de 1968, le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 3.

4 Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L., b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) depuis le 8^e trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^e trimestre de 1968 variations des effets publics luxembourgeois détenus par la Banque Nationale de Belgique [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableau IX - 1, 2 et 8, rubriques 6.21 et 6.22.

6 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,0 milliard en 1960 et une augmentation, également comptable, de 0,5 milliard en 1961. Ces mouvements de caractère purement comptable ont été éliminés de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

7 A partir de 1963, les chiffres des autres organismes monétaires ne sont plus comparables à ceux des années antérieures; un article explicatif à ce sujet est inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.), XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (8) + (10)	
	Financements spécifiques					Crédits dont la desti- nation éco- nomique apparente n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Finan- cement spécifique de délais de paiement à l'expor- tation (7)	Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée			Total (10) = (7) à (9)
	d'inves- tissements indus- triels, agricoles et arti- sanaux 1 (1)	de la construc- tion et de trans- actions immob- bilières 2 (2)	de ventes et prêts à tempé- rément 3 (3)	d'importa- tions (4)	Crédits de caisse 4 (8)				Autres (9)			
										Total (11) = (8) + (9)		
1964 Mars	8,6	6,5	11,1	9,7	63,6	99,5	13,0	4,3	1,8	19,1	118,6	
Juin	9,6	6,8	12,1	9,9	64,5	102,9	13,8	4,3	1,5	19,6	122,5	
Septembre	10,3	6,9	12,2	9,1	65,9	104,4	13,3	4,7	1,6	19,6	124,0	
Décembre	10,9	6,9	12,0	9,9	67,1	106,8	14,2	5,3	1,7	21,2	128,0	
1965 Mars	11,6	6,6	12,1	9,6	66,8	106,7	15,3	6,4	1,5	23,2	129,9	
Juin	12,0	7,2	12,7	10,1	69,7	111,7	16,3	6,9	1,6	24,8	136,5	
Septembre	12,2	7,4	12,8	11,3	71,3	115,0	15,5	7,0	1,9	24,4	139,4	
Décembre	13,7	8,2	12,8	12,2	75,8	122,7	18,0	7,2	3,1	28,3	151,0	
1966 Mars	13,8	8,0	13,0	12,0	78,3	125,1	17,9	8,1	2,7	28,7	153,8	
Juin	15,0	8,6	13,4	12,4	80,0	129,4	17,9	7,7	2,5	28,1	157,5	
Septembre	16,5	8,9	13,7	11,4	83,8	134,3	18,2	7,6	2,5	28,3	162,6	
Décembre ⁵	18,2	9,2	14,1	13,2	87,9	142,6	19,6	6,7	2,5	28,8	171,4	
1967 Mars	20,0	9,2	14,1	11,9	92,3	147,5	19,6	7,4	2,2	29,2	176,7	
Juin	22,1	10,4	15,0	11,7	95,2	154,4	21,8	7,3	3,6	32,7	187,1	
Septembre ⁵	22,3	10,5	15,1	11,5	98,2	157,6	22,3	6,7	3,1	32,1	189,7	
Décembre ⁵	22,8	11,5	15,5	13,4	105,1	168,3	23,7	6,9	3,9	34,5	202,8	
1968 Mars ⁵	23,8	11,6	16,3	13,8	107,3	172,8	25,1	8,2	4,2	37,5	210,3	
Juin ⁵	25,0	12,1	18,2	13,3	111,2	179,8	26,7	9,1	4,5	40,3	220,1	
Septembre	27,4	12,7	19,0	13,2	108,9	181,2	26,7	11,2	3,6	41,5	222,7	
Décembre	27,7	13,9	19,8	14,3	118,4	194,1	30,0	14,5	3,9	48,4	242,5	
1969 Mars	27,1	14,0	20,0	16,0	124,3	201,4	30,9	16,4	3,3	50,6	252,0	
Nouvelle série												
Mars	26,3	13,1	20,8	16,0	125,2	201,4	30,9	16,4	3,3	50,6	252,0	
Juin				15,1		208,9	34,6	20,4	3,0	58,0	266,9	

1 Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961 et 14 juillet 1966 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus (5 ans ou plus dans l'ancienne série) à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc. L'ancienne série (mars 1964-mars 1969) comprenait un certain montant de crédits finançant des ventes à tempérament. Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (8).

2 Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

3 Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. Dans l'ancienne série (mars 1964-mars 1969) une partie des crédits des acheteurs à tempérament figurait dans la colonne (1). Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la présente colonne (8).

4 Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

5 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts 1			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques 2
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)		(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1965 Mars	9,9	48,5	48,3	106,7	3,0	8,2	11,2	6,9	40,3	48,3	95,5	—
Juin	10,6	50,7	50,4	111,7	4,8	7,6	12,4	5,8	43,1	50,4	99,3	—
Septembre	11,7	50,6	52,7	115,0	2,1	8,6	10,7	9,6	42,0	52,7	104,3	—
Décembre	12,6	55,3	54,8	122,7	7,0	9,8	16,8	5,6	45,5	54,8	105,9	—
1966 Mars	12,3	55,3	57,5	125,1	4,7	9,9	14,6	7,6	45,4	57,5	110,5	—
Juin	12,6	57,3	59,5	129,4	5,2	10,1	15,3	7,4	47,2	59,5	114,1	—
Septembre	11,7	57,9	64,7	134,3	4,7	9,5	14,2	7,0	48,4	64,7	120,1	—
Décembre 3	13,8	65,5	63,3	142,6	6,4	10,3	16,7	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2
1967 Mars	12,3	65,7	69,5	147,5	5,1	9,4	14,5	7,2	56,3	69,5	133,0	0,1
Juin	12,0	69,1	73,3	154,4	6,0	11,0	17,0	6,0	58,1	73,3	137,4	0,1
Septembre 3	11,2	71,9	74,5	157,6	4,3	11,0	15,3	6,9	60,9	74,5	142,3	0,1
Décembre 3	12,7	77,9	77,7	168,3	5,8	13,4	19,2	6,9	64,5	77,7	149,1	0,2
1968 Mars 3	12,7	79,3	80,8	172,8	5,3	11,9	17,2	7,4	67,4	80,8	155,6	...
Juin 3	11,6	82,0	86,2	179,8	5,0	13,1	18,1	6,6	68,9	86,2	161,7	0,1
Septembre	10,9	79,5	90,8	181,2	5,8	12,6	18,4	5,1	66,9	90,8	162,8	1,6
Décembre	11,9	84,2	98,0	194,1	7,7	17,2	24,9	4,2	67,0	98,0	169,2	0,6
1969 Mars	13,0	85,6	102,8	201,4	9,4	15,3	24,7	3,6	70,3	102,8	176,7	0,5
Juin	11,9	91,7	105,3	208,9	8,1	17,8	25,9	3,8	73,9	105,3	183,0	0,3

B. Crédits à l'étranger

1965 Mars	11,8	6,3	5,1	23,2	6,2	2,3	8,5	5,6	4,0	5,1	14,7	—
Juin	12,6	6,4	5,8	24,8	8,3	2,6	10,9	4,3	3,8	5,8	13,9	—
Septembre	11,8	6,8	5,8	24,4	7,5	2,6	10,1	4,3	4,2	5,8	14,3	—
Décembre	14,4	7,3	6,6	28,3	9,2	2,9	12,1	5,2	4,4	6,6	16,2	0,1
1966 Mars	14,1	6,9	7,7	28,7	7,8	2,5	10,3	6,3	4,4	7,7	18,4	0,1
Juin	13,8	6,9	7,4	28,1	9,2	2,7	11,9	4,6	4,2	7,4	16,2	0,1
Septembre	13,6	7,2	7,5	28,3	7,6	2,4	10,0	6,0	4,8	7,5	18,3	0,1
Décembre 3	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	...
1967 Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	8,9	2,7	11,6	5,4	5,8	6,4	17,6	0,1
Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	8,9	3,5	12,4	7,5	6,1	6,7	20,3	0,1
Septembre 3	16,0	9,7	6,4	32,1	7,8	3,9	11,7	8,2	5,8	6,4	20,4	0,1
Décembre 3	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,1
1968 Mars 3	16,9	12,9	7,7	37,5	9,4	5,4	14,8	7,5	7,5	7,7	22,7	0,1
Juin 3	17,5	14,1	8,7	40,3	9,8	6,4	16,2	7,7	7,7	8,7	24,1	0,1
Septembre	17,2	13,7	10,6	41,5	11,4	5,4	16,8	5,8	8,3	10,6	24,7	...
Décembre	20,2	14,3	13,9	48,4	13,8	6,6	20,4	6,4	7,7	13,9	28,0	...
1969 Mars	20,2	14,6	15,8	50,6	14,4	7,1	21,5	5,8	7,5	15,8	29,1	...
Juin	22,9	15,6	19,5	58,0	16,2	8,5	24,7	6,7	7,1	19,5	33,3	...

C. Total

1965 Mars	21,7	54,8	53,4	129,9	9,2	10,5	19,7	12,5	44,3	53,4	110,2	—
Juin	23,2	57,1	56,2	136,5	13,1	10,2	23,3	10,1	46,9	56,2	113,2	—
Septembre	23,5	57,4	58,5	139,4	9,6	11,2	20,8	13,9	46,2	58,5	118,6	—
Décembre	27,0	62,6	61,4	151,0	16,2	12,7	28,9	10,8	49,9	61,4	122,1	0,1
1966 Mars	26,4	62,2	65,2	153,8	12,5	12,4	24,9	13,9	49,8	65,2	128,9	0,1
Juin	26,4	64,2	66,9	157,5	14,4	12,8	27,2	12,0	51,4	66,9	130,3	0,1
Septembre	25,3	65,1	72,2	162,6	12,3	11,9	24,2	13,0	53,2	72,2	138,4	0,1
Décembre 3	28,8	73,1	69,5	171,4	15,8	12,9	28,7	13,0	60,2	69,5	142,7	0,2
1967 Mars	26,6	74,2	75,9	176,7	14,0	12,1	26,1	12,6	62,1	75,9	150,6	0,2
Juin	28,4	78,7	80,0	187,1	14,9	14,5	29,4	13,5	64,2	80,0	157,7	0,2
Septembre 3	27,2	81,6	80,9	189,7	12,1	14,9	27,0	15,1	66,7	80,9	162,7	0,2
Décembre 3	29,5	89,2	84,1	202,8	16,2	18,4	34,6	13,3	70,8	84,1	168,2	0,3
1968 Mars 3	29,6	92,2	88,5	210,3	14,7	17,3	32,0	14,9	74,9	88,5	178,3	0,1
Juin 3	29,1	96,1	94,9	220,1	14,8	19,5	34,3	14,3	76,6	94,9	185,8	0,2
Septembre	28,1	93,2	101,4	222,7	17,2	18,0	35,2	10,9	75,2	101,4	187,5	1,6
Décembre	32,1	98,5	111,9	242,5	21,5	23,8	45,3	10,6	74,7	111,9	197,2	0,6
1969 Mars	33,2	100,2	118,6	252,0	23,8	22,4	46,2	9,4	77,8	118,6	205,8	0,5
Juin	34,8	107,3	124,8	266,9	24,3	26,3	50,6	10,5	81,0	124,8	216,3	0,3

1 Ces crédits sont localisés essentiellement à la Banque Nationale de Belgique, à l'Institut de Réescampte et de Garantie, auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

2 Il s'agit d'effets commerciaux.

3 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER,
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**
(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la Banque Nationale (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général			
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9)
A. Crédits aux entreprises et particuliers										
1965 Mars	2,1	...	2,1	...	0,3	0,3	...	2,4	...	2,4
1965 Juin	1,7	...	1,7	0,2	0,4	0,6	0,2	2,1	...	2,3
1965 Septembre	1,5	...	1,5	...	0,6	0,6	...	2,1	...	2,1
1965 Décembre	1,8	...	1,8	2,7	1,1	3,8	2,7	2,9	...	5,6
1966 Mars	1,7	...	1,7	0,2	0,8	1,0	0,2	2,5	...	2,7
1966 Juin	1,4	...	1,4	1,7	1,4	3,1	1,7	2,8	...	4,5
1966 Septembre	1,2	...	1,2	1,7	1,9	3,6	1,7	3,1	...	4,8
1966 Décembre ¹	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9
1967 Mars	1,8	...	1,8	0,8	0,5	1,3	0,8	2,3	...	3,1
1967 Juin	1,4	...	1,4	0,2	1,1	1,3	0,2	2,5	...	2,7
1967 Septembre ¹	1,2	...	1,2	...	1,1	1,1	...	2,3	...	2,3
1967 Décembre ¹	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6
1968 Mars ¹	2,2	...	2,2	...	0,6	0,6	...	2,8	...	2,8
1968 Juin ¹	1,4	...	1,4	0,9	1,2	2,1	0,9	2,6	...	3,5
1968 Septembre	1,1	...	1,1	0,4	1,1	1,5	0,4	2,2	...	2,6
1968 Décembre	1,9	...	1,9	1,9	7,5	9,4	1,9	9,4	...	11,3
1969 Mars	2,4	...	2,4	2,8	6,4	9,2	2,8	8,8	...	11,6
1969 Juin	1,5	0,2	1,7	3,6	8,3	11,9	3,6	9,8	0,2	13,6
B. Crédits à l'étranger										
1965 Mars	...	...	...	1,8	...	1,8	1,8	...	...	1,8
1965 Juin	...	...	...	6,0	0,2	6,2	6,0	0,2	...	6,2
1965 Septembre	...	...	...	2,8	...	2,8	2,8	...	...	2,8
1965 Décembre	...	...	...	6,5	0,2	6,7	6,5	0,2	...	6,7
1966 Mars	...	...	...	4,7	0,2	4,9	4,7	0,2	...	4,9
1966 Juin	...	...	...	6,8	0,6	7,4	6,8	0,6	...	7,4
1966 Septembre	...	...	...	5,8	0,4	6,2	5,8	0,4	...	6,2
1966 Décembre ¹	...	...	...	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6
1967 Mars	...	...	...	6,6	0,3	6,9	6,6	0,3	...	6,9
1967 Juin	...	...	...	6,1	0,7	6,8	6,1	0,7	...	6,8
1967 Septembre ¹	...	...	...	2,7	...	2,7	2,7	...	...	2,7
1967 Décembre ¹	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1
1968 Mars ¹	...	...	...	4,8	0,5	5,3	4,8	0,5	...	5,3
1968 Juin ¹	0,1	...	0,1	6,8	1,2	8,0	6,8	1,3	...	8,1
1968 Septembre	0,3	...	0,3	8,3	1,3	9,6	8,3	1,6	...	9,9
1968 Décembre	0,1	...	0,1	11,3	2,8	14,1	11,3	2,9	...	14,2
1969 Mars	...	...	...	11,2	3,1	14,3	11,2	3,1	...	14,3
1969 Juin	0,1	...	0,1	12,6	4,4	17,0	12,6	4,5	...	17,1
C. Total										
1965 Mars	2,1	...	2,1	1,8	0,3	2,1	1,8	2,4	...	4,2
1965 Juin	1,7	...	1,7	6,2	0,6	6,8	6,2	2,3	...	8,5
1965 Septembre	1,5	...	1,5	2,8	0,6	3,4	2,8	2,1	...	4,9
1965 Décembre	1,8	...	1,8	9,2	1,3	10,5	9,2	3,1	...	12,3
1966 Mars	1,7	...	1,7	4,9	1,0	5,9	4,9	2,7	...	7,6
1966 Juin	1,4	...	1,4	8,5	2,0	10,5	8,5	3,4	...	11,9
1966 Septembre	1,2	...	1,2	7,5	2,3	9,8	7,5	3,5	...	11,0
1966 Décembre ¹	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5
1967 Mars	1,8	...	1,8	7,4	0,8	8,2	7,4	2,6	...	10,0
1967 Juin	1,4	...	1,4	6,3	1,8	8,1	6,3	3,2	...	9,5
1967 Septembre ¹	1,2	...	1,2	2,7	1,1	3,8	2,7	2,3	...	5,0
1967 Décembre ¹	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7
1968 Mars ¹	2,2	...	2,2	4,8	1,1	5,9	4,8	3,3	...	8,1
1968 Juin ¹	1,5	...	1,5	7,7	2,4	10,1	7,7	3,9	...	11,6
1968 Septembre	1,4	...	1,4	8,7	2,4	11,1	8,7	3,8	...	12,5
1968 Décembre	2,0	...	2,0	13,2	10,3	23,5	13,2	12,3	...	25,5
1969 Mars	2,4	...	2,4	14,0	9,5	23,5	14,0	11,9	...	25,9
1969 Juin	1,6	0,2	1,8	16,2	12,7	28,9	16,2	14,3	0,2	30,7

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.
N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. 11, n° 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires 1				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 2				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 3 (12)
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1965 Mars	9,9	50,6	48,3	108,8	3,0	7,3	10,3	6,9	43,3	48,3	98,5	—
Juin	10,6	52,4	50,4	113,4	4,2	6,8	11,0	6,4	45,6	50,4	102,4	—
Septembre	11,7	52,1	52,7	116,5	2,0	7,6	9,6	9,7	44,5	52,7	106,9	—
Décembre	12,6	57,1	54,8	124,5	3,9	8,1	12,0	8,7	49,0	54,8	112,5	—
1966 Mars	12,3	57,0	57,5	126,8	4,2	8,6	12,8	8,1	48,4	57,5	114,0	—
Juin	12,6	58,7	59,5	130,8	3,5	8,3	11,8	9,1	50,4	59,5	119,0	—
Septembre	11,7	59,1	64,7	135,5	2,9	7,4	10,3	8,8	51,7	64,7	125,2	—
Décembre	13,8	67,4	63,3	144,5	2,2	7,6	9,8	11,6	59,8	63,3	134,7	0,2
1967 Mars	12,3	67,5	69,5	149,3	4,3	8,7	13,0	8,0	58,8	69,5	136,3	0,1
Juin	12,0	70,5	73,3	155,8	5,7	9,7	15,4	6,3	60,8	73,3	140,4	0,1
Septembre	11,2	73,1	74,5	158,8	3,9	9,4	13,3	7,3	63,7	74,5	145,5	0,1
Décembre	12,7	80,1	77,7	170,5	4,2	9,5	13,7	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2
1968 Mars	12,7	81,5	80,8	175,0	4,9	10,8	15,7	7,8	70,7	80,8	159,3	...
Juin	11,6	83,4	86,2	181,2	3,9	11,3	15,2	7,7	72,1	86,2	166,0	0,1
Septembre	10,9	80,6	90,8	182,3	5,3	10,6	15,9	5,6	70,0	90,8	166,4	1,6
Décembre	11,9	86,1	98,0	196,0	5,8	8,3	14,1	6,1	77,8	98,0	181,9	0,6
1969 Mars	13,0	88,0	102,8	203,8	6,6	8,4	15,0	6,4	79,6	102,8	188,8	0,5
Juin	11,9	93,2	105,5	210,6	4,4	8,1	12,5	7,5	85,1	105,5	198,1	0,3
B. Crédits à l'étranger												
1965 Mars	11,8	6,3	5,1	23,2	4,3	2,2	6,5	7,5	4,1	5,1	16,7	—
Juin	12,6	6,4	5,8	24,8	2,2	2,3	4,5	10,4	4,1	5,8	20,3	—
Septembre	11,8	6,8	5,8	24,4	4,3	2,5	6,8	7,5	4,3	5,8	17,6	—
Décembre	14,4	7,3	6,6	28,3	2,6	2,7	5,3	11,8	4,6	6,6	23,0	0,1
1966 Mars	14,1	6,9	7,7	28,7	2,8	2,3	5,1	11,3	4,6	7,7	23,6	0,1
Juin	13,8	6,9	7,4	28,1	2,4	2,1	4,5	11,4	4,8	7,4	23,6	0,1
Septembre	13,6	7,2	7,5	28,3	1,8	2,0	3,8	11,8	5,2	7,5	24,5	0,1
Décembre	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	5,4	6,2	24,5	...
1967 Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	2,3	2,4	4,7	12,0	6,1	6,4	24,5	0,1
Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	2,8	2,8	5,6	13,6	6,8	6,7	27,1	0,1
Septembre	16,0	9,7	6,4	32,1	4,3	3,6	7,9	11,7	6,1	6,4	24,2	0,1
Décembre	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,1
1968 Mars	16,9	12,9	7,7	37,5	4,4	4,6	9,0	12,5	8,3	7,7	28,5	0,1
Juin	17,5	14,2	8,7	40,4	2,7	4,9	7,6	14,8	9,3	8,7	32,8	0,1
Septembre	17,2	14,0	10,6	41,8	3,1	4,1	7,2	14,1	9,9	10,6	34,6	...
Décembre	20,2	14,4	13,9	48,5	2,4	3,8	6,2	17,8	10,6	13,9	42,3	...
1969 Mars	20,2	14,6	15,8	50,6	3,2	4,0	7,2	17,0	10,6	15,8	43,4	...
Juin	22,9	15,7	19,5	58,1	3,5	4,1	7,6	19,4	11,6	19,5	50,5	...
C. Total												
1965 Mars	21,7	56,9	53,4	132,0	7,3	9,5	16,8	14,4	47,4	53,4	115,2	—
Juin	23,2	58,8	56,2	138,2	6,4	9,1	15,5	16,8	49,7	56,2	122,7	—
Septembre	23,5	58,9	58,5	140,9	6,3	10,1	16,4	17,2	48,8	58,5	124,5	—
Décembre	27,0	64,4	61,4	152,8	6,5	10,8	17,3	20,5	53,6	61,4	135,5	0,1
1966 Mars	26,4	63,9	65,2	155,5	7,0	10,9	17,9	19,4	53,0	65,2	137,6	0,1
Juin	26,4	65,6	66,9	158,9	5,9	10,4	16,3	20,5	55,2	66,9	142,6	0,1
Septembre	25,3	66,3	72,2	163,8	4,7	9,4	14,1	20,6	56,9	72,2	149,7	0,1
Décembre	28,8	75,0	69,5	173,3	4,3	9,8	14,1	24,5	65,2	69,5	159,2	0,2
1967 Mars	26,6	76,0	75,9	178,5	6,6	11,1	17,7	20,0	64,9	75,9	160,8	0,2
Juin	28,4	80,1	80,0	188,5	8,5	12,5	21,0	19,9	67,6	80,0	167,5	0,2
Septembre	27,2	82,8	80,9	190,9	8,2	13,0	21,2	19,0	69,8	80,9	169,7	0,2
Décembre	29,5	91,4	84,1	205,0	7,2	13,6	20,8	22,3	77,8	84,1	184,2	0,3
1968 Mars	29,6	94,4	88,5	212,5	9,3	15,4	24,7	20,3	79,0	88,5	187,8	0,1
Juin	29,1	97,6	94,9	221,6	6,6	16,2	22,8	22,5	81,4	94,9	198,8	0,2
Septembre	28,1	94,6	101,4	224,1	8,4	14,7	23,1	19,7	79,9	101,4	201,0	1,6
Décembre	32,1	100,5	111,9	244,5	8,2	12,1	20,3	23,9	88,4	111,9	224,2	0,6
1969 Mars	33,2	102,6	118,6	254,4	9,8	12,4	22,2	23,4	90,2	118,6	232,2	0,5
Juin	34,8	108,9	125,0	268,7	7,9	12,2	20,1	26,9	96,7	125,0	248,6	0,3

1 Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts [colonne (4) du tableau XIII-7] et par la Banque Nationale de Belgique [colonne (8) du tableau XIII-8].

2 Crédits logés dans les banques de dépôts, à la Banque Nationale de Belgique, au Crédit Communal de Belgique et à l'Institut de Réescote et de Garantie (crédits que cet organisme finance par un recours aux organismes monétaires).

3 Il s'agit d'effets commerciaux.

4 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	62.424	68.248	68.566	72.555	77.913	76.233	73.963	76.175
Monnaies étrangères	20.432	12.848	21.532	26.996	21.864	21.405	36.087	18.087
Monnaies étrangères et or à recevoir	6.856	2.935	10.924	9.260	9.682	11.477	12.468	12.327
Avoirs à l'étranger, en francs belges	—	—	1.500	1.500	1.500	1.500	3.000	—
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	413	251	118	62	7	—	—	—
b) A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	—
c) F.M.I. — Participation	7.989	6.738	7.064	8.716	12.230	15.189	14.736	10.278
Prêts	—	—	—	1.500	3.375	3.375	1.875	4.975
d) autres accords	—	—	—	—	6	—	—	120
Débiteurs pour change et or, à terme ...	18.494	12.341	21.093	26.397	21.376	21.311	35.521	18.256
Effets de commerce	5.086	10.083	9.290	7.001	12.295	15.503	13.834	26.694
Avances sur nantissement	74	3.022	1.655	625	34	338	345	572
Effets publics : (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 30-3-1968)								
Effets publics belges	6.515	5.140	9.275	9.825	9.025	9.575	2.650	14.675
Effets publics luxembourgeois	—	—	—	—	—	—	—	200
Monnaies divisionnaires et d'appoint	490	326	247	397	455	302	320	266
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	2	1	2	1	2	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.568	2.627	2.703	2.793	2.953	3.197	3.367	3.514
Immeubles, matériel et mobilier	1.539	1.593	1.657	1.712	1.788	1.909	1.999	2.064
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329	2.583
Divers	544	1.778	1.186	1.215	1.509	1.640	1.357	1.919
	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853	226.707
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672	2.437
PASSIF								
Billets en circulation	129.078	138.481	150.508	160.286	170.269	175.311	177.482	183.243
Comptes courants :								
Trésor public								
compte ordinaire ...	1	5	3	5	18	12	2	4
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	25	27	17	12	14	13	10	9
compte spécial liquidation U.E.P. ...	—	—	—	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger : comptes ordin.	445	387	309	329	394	390	316	677
Comptes courants divers	8.338	3.474	3.298	1.651	2.337	2.281	3.206	2.545
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	200	185	126	161	262	128	271	256
b) autres accords	365	413	333	383	217	325	326	224
<i>Total des engagements à vue ...</i>	138.452	142.972	154.594	162.827	173.511	178.460	181.613	186.958
Banques belges, réserve monétaire	—	—	—	1.253	—	—	—	—
Monnaies étrangères et or à livrer	25.376	15.271	32.000	35.707	31.151	32.800	48.218	30.665
Caisse de Pensions du Personnel	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329	2.583
Divers	1.007	1.016	1.453	1.849	2.187	2.366	2.216	2.908
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.191	2.273	2.364	2.520	2.764	2.930	3.077	3.193
	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853	226.707
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672	2.437

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1968 10 juin	1969 9 juin	1968 8 juillet	1969 7 juillet	1968 5 août	1969 4 août	1968 9 septembre	1969 8 septembre
ACTIF								
Encaisse en or	73.447	76.086	75.635	76.109	75.933	76.059	75.881	75.987
Monnaies étrangères	30.691	26.098	23.908	26.013	22.609	25.747	21.812	29.750
Monnaies étrangères et or à recevoir	14.193	14.366	13.141	14.444	12.690	14.315	12.639	14.403
Avoirs à l'étranger, en francs belges	3.000	—	3.000	—	3.000	—	3.000	—
Accords internationaux :								
(Loi des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
b) F.M.I. :								
— Participation	18.189	6.041	18.124	6.041	18.134	3.501	18.184	3.501
— Prêts ¹	1.875	3.500	5.875	3.500	5.875	...	5.475	...
c) autres accords	103	34	79	120	18	83	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	30.017	32.512	23.890	31.457	22.225	24.336	22.183	40.842
Effets de commerce	8.790	29.888	14.503	33.641	13.869	33.616	10.701	36.583
Avances sur nantissement	1.838	814	3.037	3.913	1.363	188	2.227	866
Effets publics : (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 30-3-1968) :								
Effets publics belges	8.950	15.750	9.700	15.725	8.900	15.900	9.650	15.725
Effets publics luxembourgeois	200	250	200	250	200	350	200	100
Monnaies divisionnaires et d'appoint	397	293	339	270	359	312	360	329
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	1	2	1	1	1	1	2	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	3.514	3.633	3.514	3.633	3.514	3.633	3.514	3.633
Immeubles, matériel et mobilier	1.998	2.064	1.998	2.064	1.998	2.064	1.998	2.064
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	2.465	2.746	2.464	2.747	2.467	2.755	2.464	2.748
Divers	1.583	2.030	2.657	2.769	2.355	2.360	2.100	2.473
	235.251	250.107	236.065	256.697	229.510	239.220	226.390	263.005
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	1.155	1.561	1.040	1.415	916	1.256	766	1.089
PASSIF								
Billets en circulation	180.353	185.535	188.283	192.812	184.068	188.292	180.810	183.925
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	7	12	22	3	1	1	7	8
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	9	9	9	9	9	9	9	9
Banques à l'étranger : comptes ordin.	302	6.130	329	6.109	354	445	319	11.592
Comptes courants divers	1.344	1.148	999	1.079	710	848	800	814
Accords internationaux :								
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	189	142	266	97	205	147	138	151
b) autres accords	156	291	143	277	138	186	231	273
Total des engagements à vue ...	182.360	193.267	190.051	200.386	185.485	189.928	182.314	196.772
Banques belges, réserve monétaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	44.470	47.042	37.257	46.075	35.139	38.799	35.021	55.424
Caisse de Pensions du Personnel	2.465	2.746	2.464	2.747	2.467	2.755	2.464	2.748
Divers	2.441	3.419	2.778	3.856	2.904	4.105	3.076	4.428
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	3.115	3.233	3.115	3.233	3.115	3.233	3.115	3.233
	235.251	250.107	236.065	256.697	229.510	239.220	226.390	263.005
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	1.155	1.561	1.040	1.415	916	1.256	766	1.089

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (Loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1968).
 N. P. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Pour- centages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³			(moyennes mensuelles ou mois)				
(milliards de francs)									
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,1	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1966	995	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1967	1.004	60,6	41,3	89,0	194,5	89,2	194,5	567,1	93
1968	1.013	63,4	42,7	98,6	209,7	97,8	209,7	607,6	94
1967 4 ^e trimestre	1.004	61,4	41,8	91,7	198,5	89,2	198,5	577,8	93
1968 1 ^{er} trimestre	1.004	62,5	42,3	92,6	204,7	94,0	204,7	596,0	94
2 ^e trimestre	1.003	62,0	43,2	98,0	205,2	97,7	205,2	606,1	93
3 ^e trimestre	1.009	64,8	42,1	100,3	212,6	100,9	212,6	626,3	94
4 ^e trimestre	1.013	64,1	43,1	103,3	216,5	98,8	216,5	601,9	94
1969 1 ^{er} trimestre	1.015	66,3	44,3	102,4	222,7	104,8	222,7	652,7	94
2 ^e trimestre	1.014	67,7	45,7	118,8	233,0	117,6	233,0	702,5	94
1968 Mai	1.003	62,4	43,3	100,5	219,2	105,6	219,2	644,4	93
Juin	1.003	61,3	43,6	95,1	192,1	91,4	192,1	570,7	93
Juillet	1.004	72,7	42,6	116,5	245,1	118,6	245,1	725,2	93
Août	1.006	60,0	41,7	90,3	197,4	93,1	197,4	578,1	94
Septembre	1.009	61,6	42,1	94,2	195,2	91,0	195,2	575,6	94
Octobre	1.012	65,0	42,2	106,5	231,4	104,9	231,4	574,2	94
Novembre	1.013	61,6	42,8	90,3	200,1	94,0	200,1	584,6	94
Décembre	1.013	65,8	44,2	113,0	218,0	97,5	218,0	647,0	94
1969 Janvier	1.015	69,9	44,5	111,2	244,7	117,9	244,7	718,6	94
Février	1.015	65,4	44,4	96,5	219,4	103,5	219,4	638,9	94
Mars	1.015	63,5	44,1	99,5	204,1	93,1	204,1	600,7	93
Avril	1.015	66,5	44,3	105,9	219,3	102,5	219,3	647,0	94
Mai	1.014	66,4	45,8	111,7	228,4	116,8	228,4	685,3	94
Juin	1.014	70,1	47,0	138,9	251,4	133,6	251,4	775,2	95
Juillet	1.016	79,8	46,6	135,1	280,8	138,9	280,8	835,5	94

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 8 du chapitre XVI du présent bulletin).

³ Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1965	1966	1967	1968	1968	1969	1968	1969
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	30 juin	30 juin	31 juillet	31 juillet
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	10.493	10.491	10.583	10.466	6.097	7.283	5.889	6.706
Prêts au jour le jour	3.253	4.743	5.559	4.894	6.863	5.894	4.803	7.022
Banquiers	29.786	41.276	49.380	72.637	64.006	110.330	64.301	101.239
Maison-mère, succursales et filiales	3.203	9.235	10.353	13.100	13.451	18.386	13.820	18.095
Autres valeurs à recevoir à court terme	10.746	15.465	16.506	21.086	23.468	32.420	20.762	32.054
Portefeuille-effets	91.587	106.751	118.984	119.034	128.615	131.735	122.215	122.959
a) Effets publics	34.175	39.162	41.099	37.717	43.648	46.733	40.841	40.501
b) Effets commerciaux ²	57.412	67.589	77.885	81.317	84.967	85.002	81.374	82.458
Reports et avances sur titres	1.348	1.245	1.516	1.644	1.515	1.619	1.565	1.543
Débiteurs par acceptations	26.938	28.785	29.484	32.044	29.066	34.802	28.334	33.677
Débiteurs divers	60.186	68.329	82.733	110.343	93.537	123.314	95.148	124.260
Portefeuille-titres	86.447	94.289	110.154	132.211	122.462	139.575	122.939	141.741
a) Valeurs de la réserve légale	705	789	833	907	904	3	904	3
b) Fonds publics belges	80.181	87.264	102.140	119.174	111.094	3	111.637	3
c) Fonds publics étrangers	1.354	1.896	2.384	6.129	4.955	3	4.820	3
d) Actions de banques	1.912	1.904	2.195	3.075	2.636	3	2.778	3
e) Autres titres	2.295	2.436	2.602	2.926	2.823	3	2.800	3
Divers	3.184	4.021	5.356	5.574	4.748	6.731	4.628	7.720
Capital non versé	—	—	—	—	—	—	—	—
Total disponible et réalisable ...	327.171	384.630	440.608	523.033	493.828	612.089	484.404	597.016
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	68	56	114	102	128	134	129	140
Immeubles	2.714	3.021	3.300	3.652	3.418	3.757	3.430	3.824
Participations dans les filiales immobilières	260	258	283	449	299	311	299	311
Créances sur les filiales immobilières	89	115	77	85	65	155	65	156
Matériel et mobilier	375	457	455	465	461	490	469	506
Total de l'immobilisé ...	3.506	3.907	4.229	4.753	4.371	4.847	4.392	4.937
Total de l'actif ...	330.677	388.537	444.837	527.786	498.199	616.936	488.796	601.953

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actifs des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

2 Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques
(millions de francs)

1965 31 décembre	14.404	1967 31 décembre	28.946	1968 30 juin	24.880	1968 31 juillet	26.225
1966 31 décembre	17.828	1968 31 décembre	82.935	1969 30 juin	28.093	1969 31 juillet	81.900

3 Nouvelle subdivision depuis le 31 mars 1969 :

	30-6-1969	31-7-1969		30-6-1969	31-7-1969
Valeurs mobilières :	132.234	134.390	Valeurs de la réserve légale	975	975
a) Fonds publics belges	124.646	125.787	Participations :	6.866	6.376
b) Autres titres d'emprunt	7.888	8.428	a) Filiales	2.177	2.185
c) Actions et parts de sociétés	194	168	b) Autres participations	4.189	4.191
d) Autres valeurs mobilières	6	7			

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

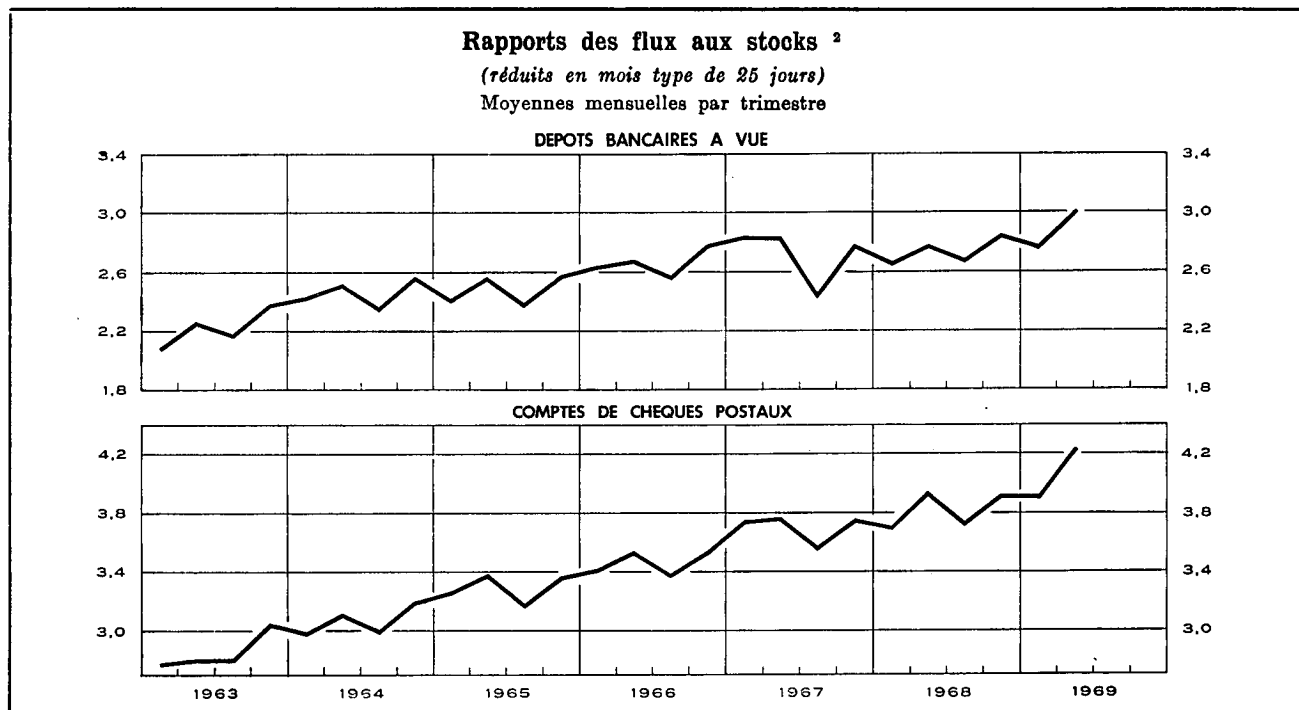
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1968 30 juin	1969 30 juin	1968 31 juillet	1969 31 juillet
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	589	835	784	1.306	1.315	1.756	574	1.200
a) Créanciers garantis par des privilèges	431	494	493	490	311	430	264	398
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	158	341	291	816	1.004	1.326	310	802
Emprunts au jour le jour	3.433	3.365	5.733	8.739	9.916	11.562	9.958	11.533
a) Garantis par des sûretés réelles	815	666	1.354	2.449	1.677	1.853	2.656	799
b) Non garantis par des sûretés réelles	2.618	2.699	4.379	6.290	8.239	9.709	7.302	10.734
Banquiers	57.426	79.174	94.222	119.989	114.370	160.239	111.762	150.054
Maison-mère, succursales et filiales	6.062	10.297	9.963	9.919	8.203	11.064	7.113	11.150
Acceptations	26.937	28.786	29.486	32.044	29.067	34.802	28.337	33.677
Autres valeurs à payer à court terme	6.578	8.012	7.891	13.964	16.001	23.588	14.079	24.578
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.413	1.107	1.320	1.976	1.730	1.924	1.638	2.000
Dépôts et comptes courants	189.447	213.093	244.383	281.371	264.349	304.840	261.036	300.067
a) A vue	92.774	98.921	109.385	122.443	119.277	131.468	113.355	123.821
b) A un mois au plus	11.847	15.035	16.778	18.476	14.157	18.958	13.940	19.648
c) A plus d'un mois	38.487	46.034	50.820	56.319	54.569	65.532	55.836	67.719
d) A plus d'un an	1.106	1.364	4.364	7.355	6.416	6.718	6.424	6.512
e) A plus de deux ans	3.031	3.016	3.493	5.023	4.282	6.519	4.533	6.755
f) Carnets de dépôts	40.179	46.800	57.739	69.787	63.795	73.585	65.042	73.635
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2.023	1.923	1.804	1.968	1.853	2.060	1.906	1.977
Obligations et bons de caisse	11.371	11.978	13.546	16.538	15.304	17.454	15.515	17.815
Montants à libérer sur titres et participations	977	955	941	1.145	1.105	1.145	1.105	1.146
Divers	8.030	10.350	13.108	13.298	11.954	15.171	12.663	14.456
<i>Total de l'exigible ...</i>	<i>312.263</i>	<i>367.952</i>	<i>421.377</i>	<i>500.289</i>	<i>473.314</i>	<i>583.545</i>	<i>463.780</i>	<i>567.676</i>
C. Exigible spécial :								
Obligations convertibles subordonnées	—	—	—	—	—	1.500	—	2.292
D. Non exigible :								
Capital	11.245	12.461	14.610	17.859	15.861	19.887	15.992	19.980
Fonds indisponibles par prime d'émission	1.949	2.298	2.368	2.867	2.303	4.273	2.303	4.274
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	705	789	833	906	904	991	904	991
Réserve disponible	4.306	4.803	5.425	5.589	5.535	6.368	5.535	6.368
Provisions	209	234	224	276	282	372	282	372
<i>Total du non exigible ...</i>	<i>18.414</i>	<i>20.585</i>	<i>23.460</i>	<i>27.497</i>	<i>24.885</i>	<i>31.891</i>	<i>25.016</i>	<i>31.985</i>
Total du passif ...	330.677	388.537	444.837	527.786	498.199	616.936	488.796	601.953

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut	réduit en mois type de 25 jours	
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1966	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47
1967	210,3	163,9	374,2	2,74	2,72	3,71
1968	236,6	174,0	410,6	2,78	2,74	3,83
1967 4 ^e trimestre	223,4	166,4	389,8	2,78	2,78	3,76
1968 1 ^{er} trimestre	216,9	167,2	384,1	2,73	2,66	3,70
2 ^e trimestre	238,2	181,2	419,4	2,74	2,78	3,94
3 ^e trimestre	234,6	168,4	403,0	2,75	2,68	3,74
4 ^e trimestre	256,7	179,1	435,8	2,89	2,85	3,92
1969 1 ^{er} trimestre	253,8	185,4	439,2	2,81	2,77	3,92
2 ^e trimestre	288,7	205,7	494,4	3,00	3,04	4,22
1968 Juillet	250,0	180,9	430,9	2,96	2,85	3,92
Août	212,6	160,8	373,4	2,56	2,47	3,65
Septembre	241,2	163,6	404,8	2,72	2,72	3,65
Octobre	242,5	177,6	420,1	2,95	2,73	3,99
Novembre	239,9	176,6	416,5	2,59	2,70	3,93
Décembre	287,6	183,1	470,7	3,12	3,12	3,83
1969 Janvier	260,4	191,9	452,3	2,98	2,86	3,98
Février	251,5	196,2	447,7	2,65	2,76	4,20
Mars	249,6	168,0	417,6	2,81	2,70	3,57
Avril	279,1	190,8	469,9	3,01	3,01	4,04
Mai	293,1	209,4	502,5	2,97	3,10	4,32
Juin	293,8	216,8	510,6	3,02	3,02	4,30
Juillet	290,9	205,0	495,9	3,18	3,06	4,12

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1950-1960*, Tome I. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : *Rapports annuels du Fonds des Rentes.*

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse 1
valeur nominale										
1959	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.892	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.759	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1965	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	—	...	...
1966	6.426	3.269	...	...	...	4.524	1.563	—	320	...
1967	5.943	3.560	...	...	141	6.348	...	—	...	...
1968	7.959	5.124	...	...	432	8.892	1.256	—	...	...
1967 Janvier	6.044	2.674	...	...	51	5.304	...	—	...	...
Février	6.297	2.294	...	...	...	4.887	323	—	...	...
Mars	6.087	3.735	1.700	...	...	5.306	2.607	—	302	...
Avril	6.060	2.460	1.200	...	1.516	7.826	...	—	...	...
Mai	5.906	2.300	6.300	...	...	8.284	833	—	1.961	...
Juin	5.873	2.890	5.250	...	...	7.195	1.241	—	2.190	...
Juillet	5.314	1.700	...	258	2.300	6.211	...	—	...	...
Août	5.471	2.556	...	154	2.700	7.458	...	—	...	...
Septembre ...	5.531	2.300	...	598	3.000	7.927	...	—	...	...
Octobre	5.692	2.880	...	...	3.030	8.160	...	—	...	...
Novembre ...	5.702	1.869	...	2.672	503	7.301	...	—	...	...
Décembre ...	5.943	3.560	...	...	141	6.348	...	—	...	...
1968 Janvier	5.815	2.296	...	...	2.023	6.694	...	—	...	...
Février	6.113	2.657	...	...	2.282	7.685	...	—	...	...
Mars	6.572	3.250	...	...	848	7.262	...	—	...	...
Avril	6.537	2.590	...	...	2.771	8.462	...	—	...	...
Mai	6.655	2.300	4.000	...	2.100	8.974	585	—	2.100	...
Juin	7.534	2.300	5.500	...	1.700	8.915	1.063	—	3.500	...
Juillet	7.330	3.660	...	...	2.200	9.365	...	—	438	...
Août	7.567	3.785	3.300	...	2.700	10.123	945	—	2.700	...
Septembre ...	7.746	3.685	1.500	...	2.457	8.988	71	—	2.922	...
Octobre	7.276	4.194	...	...	2.550	9.927	...	—	617	...
Novembre ...	7.314	3.684	4.000	...	1.234	10.165	1.234	—	1.264	...
Décembre ...	7.959	5.124	...	...	432	8.892	1.256	—	...	...

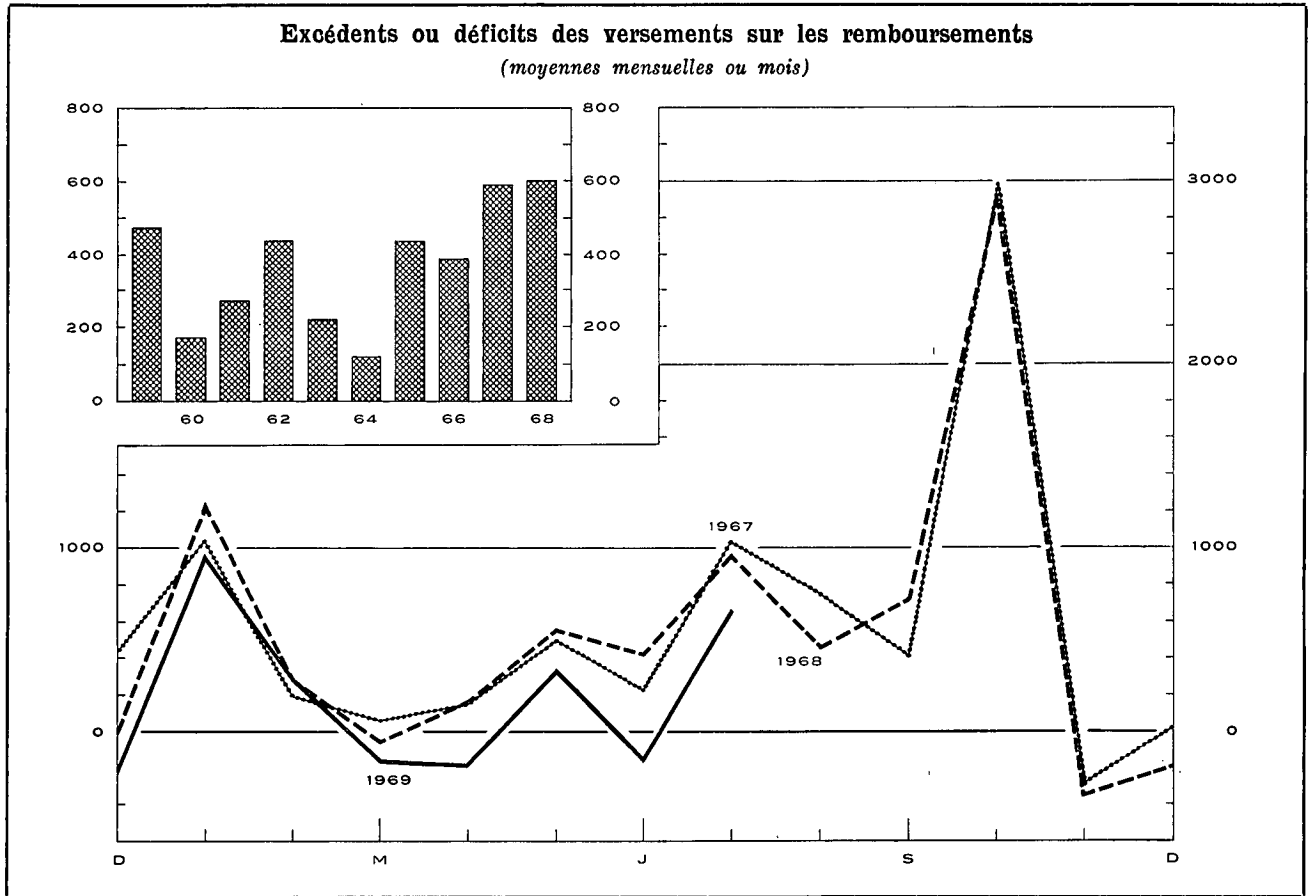
1 Y compris les bons de caisse réescomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements 1	Remboursements	Excédents ou déficits	Soldes des dépôts
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	à fin de période 2 (4)
1958	18.912	14.316	4.596	66.700
1959	21.939	16.232	5.707	74.442
1960	21.840	19.786	2.054	78.887
1961	22.799	19.585	3.214	84.633
1962	25.995	20.717	5.278	92.654
1963	26.388	23.788	2.600	97.980
1964	28.229	26.757	1.472	102.395
1965	32.450	27.211	5.239	112.192
1966	37.449	32.817	4.632	120.322
1967	45.363	38.294	7.069	131.137
1968	50.955	43.751	7.204	142.297

Périodes	Versements 1		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts	
	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969
Janvier	4.558	5.166	3.305	4.202	1.253	964	132.389	143.261
Février	3.732	4.008	3.439	3.714	293	294	132.682	143.555
Mars	3.763	4.275	3.808	4.429	- 45	-154	132.637	143.401
Avril	3.917	4.368	3.761	4.535	156	-167	132.793	143.234
Mai	4.342	4.919	3.779	4.574	563	345	133.356	143.579
Juin	3.971	4.857	3.546	4.995	425	-138	133.781	143.441
Juillet	4.733	p 4.970	3.777	p 4.303	956	p 667	134.737	p144.108
Août	3.682		3.210		472		135.209	
Septembre	4.270		3.545		725		135.934	
Octobre	6.919		3.988		2.931		138.865	
Novembre	3.281		3.621		-340		138.525	
Décembre	3.787		3.972		-185		142.297	

1 A partir de 1968, y compris les intérêts échus sur livrets pour dépôts à terme.

2 Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R. Pour l'année 1968 les intérêts capitalisés s'élèvent à 8.957 millions de F.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1962	1963	1964	1965	1966 s	1967
ACTIF						
Disponible ¹	0,3	0,3	1,9	0,3	1,2	0,5
Placements provisoires ² :						
Effets sur la Belgique	15,1	18,0	20,6	24,6	26,5	29,9
Avances à l'industrie	8,6	9,5	11,0	12,2	16,4	17,8
Crédit agricole	—	0,1	...	...	0,1	0,2
Crédit d'exportation	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,5
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	3,0	2,7	3,7	3,9	3,8	4,1
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes ...	6,2	5,4	4,1	4,8	4,9	11,2
Prêts au jour le jour	0,9	0,9	...	0,5	...	1,4
Total des placements provisoires ² ...	34,5	37,3	40,2	47,0	52,8	66,1
Placements définitifs ²						
Rentes belges directes	23,4	23,4	21,9	21,4	20,6	19,5
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	14,8	17,5	18,6	20,8	21,7	22,8
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,6	1,5	1,5	1,9	2,3	2,4
Obligations de sociétés belges	0,9	0,8	0,8	0,7	1,0	0,9
Avances à l'Etat résultant du paiement des alloca- tions complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,9
Prêts hypothécaires	4,8	5,3	5,9	6,5	7,0	7,6
Crédit agricole	3,8	4,0	4,4	4,7	5,2	5,6
Avances à la Société nationale du logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	24,0	25,0	24,6	25,8	26,7	27,6
Total des placements définitifs ² ...	74,1	78,3	78,5	82,6	85,5	87,5
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts ...	2,6	3,1	2,8	2,9	3,1	3,3
Valeurs échues du portefeuille	—	—	3,4	3,0	3,9	4,1

PASSIF

<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ⁴ :						
Particuliers	92,5	97,8	102,2	112,0	120,1	131,0
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	4,9	5,1	5,1	5,5	5,6	6,9
Dépôts pour timbres-retraite .....	...	...	...	...	...	...
Total des dépôts sur livrets ⁴ ...	97,6	103,1	107,5	117,7	125,9	138,1
Dépôts en comptes courants ⁴	4,1	4,7	6,8	5,6	6,0	7,3
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	9,4	10,6	11,6	11,5	13,7	14,9

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Depuis 1964, la C.G.E.R. comptabilise ses placements provisoires et définitifs en valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

³ A partir de 1966, les chiffres du portefeuille-titres ont été majorés à concurrence des amortissements passés au « Fonds de réserve pour dépréciation du portefeuille ». Ces amortissements s'élevaient à 0,9 milliard. Ils ont été ajoutés également au montant du « Non exigible ».

⁴ Comprennent les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1962	1963	1964	1965	1966	1967
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	6,4	7,2	7,4	7,3	7,6	7,6
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	13,9	13,3	14,5	15,6	16,1	13,5
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,0	0,9	1,1	1,1	1,1	1,0
Obligations de sociétés belges	0,9	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances aux caisses publiques de prêts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	22,5	22,5	24,0	25,0	25,7	23,0
PASSIF						
Fonds des rentes ²	13,6	13,7	13,9	13,9	14,0	14,0
Réserves mathématiques ³	10,1	10,8	11,8	12,8	13,8	9,6
Total ...	23,7	24,5	25,7	26,7	27,8	23,6

¹ Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie ²

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1962	1963	1964	1965	1966	1967
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	2,8	3,1	2,9	2,7	2,7	2,8
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	3,4	3,8	4,7	5,2	5,8	6,5
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,5	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3
Prêts hypothécaires	0,1	...	...	...	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société nationale du logement	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3
Total ...	7,1	7,7	8,4	8,7	9,2	10,0
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ²	5,3	5,7	6,1	6,5	6,6	6,7
Fonds de réserve et de participation	2,0	2,2	2,6	2,4	3,1	3,3
Total ...	7,3	7,9	8,7	8,9	9,7	10,0

¹ Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan des Caisses de Retraite concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	20,6	51,1
1964 ¹	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,6	61,7
1965	40,7	13,8	11,1	65,6	5,4	40,8	0,6	46,8	12,6	0,6	...	0,5	0,5	9,8	24,0	70,8
1966	46,3	16,7	12,5	75,5	6,5	47,3	0,8	54,6	13,6	0,9	...	0,5	0,6	11,1	26,7	81,3
1967 ²	51,8	17,3	20,1	89,2	8,0	54,5	0,7	63,2	14,8	1,4	...	0,5	0,7	13,2	30,6	93,8
1968	59,1	19,0	24,3	102,4												
1968 Mai	53,9	17,8	22,1	93,8												
1968 Juin	54,6	18,1	22,4	95,1	8,3	56,6	0,8	65,7	16,0	3,0	...	0,5	1,6	13,6	34,7	100,4
1968 Juillet	55,3	18,1	22,8	96,2												
1968 Août	56,4	18,2	23,2	97,8												
1968 Septembre	56,5	18,3	23,4	98,2												
1968 Octobre	57,1	18,5	23,8	99,4												
1968 Novembre	57,6	18,7	24,1	100,4												
1968 Décembre	59,1	19,0	24,3	102,4												
1969 Janvier	59,5	19,2	24,9	103,6												
1969 Février	60,4	19,4	25,3	105,1												
1969 Mars	60,9	19,6	25,6	106,1												
1969 Avril	61,0	19,7	26,0	106,7												
1969 Mai	61,2	19,9	26,3	107,4												
1969 Juin	62,1	20,2	26,6	108,9												
1969 Juillet	62,3	20,3	27,0	109,6												

¹ De 1963 à 1964, les postes « Obligations et bons de caisse » et « Débiteurs hypothécaires » sont gonflés respectivement de 3,7 milliards et de 4 milliards, du fait de la prise en considération dans la statistique de sociétés nouvellement agréées entre ces dates.

² A partir de juin 1967, nouvelle série comprenant des dépôts visés par les nouvelles dispositions légales régissant les caisses d'épargne privées. A partir de cette même date les « Bons et certificats d'épargne » figurent dans la colonne « Obligations et bons de caisse » et non plus dans les colonnes des « Dépôts ».

³ Y compris des certificats émis par le Fonds des Rentes et des emprunts du Fonds des Routes détenus par les caisses d'épargne privées.

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1963	1964	1965	1966	1967	1968
ACTIF						
En-cours des crédits :						
Crédits d'investissement à long et moyen terme :						
1° garantis par l'Etat	11,7	12,0	12,6	16,5	22,2	24,2
2° garantis par banques et organismes financiers	8,0	9,9	11,1	13,6	14,6	18,0
3° dont le risque est à charge de l'Institution	19,6	24,1	25,5	31,4	34,9	41,5
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,5	1,3	1,2	1,2	1,1	1,0
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	0,3	0,5	0,3	0,1
Crédits commerciaux	1,5	1,4	1,0	0,9	0,9	1,3
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,3	1,5	1,5	1,5	2,1	2,1
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	2,7	2,9	3,1	3,3	4,0	5,0
Placements divers à court terme	7,5	5,6	11,3	6,4	8,0	9,2
PASSIF						
Obligations	39,4	40,9	45,6	49,7	57,4	65,6
Bons de caisse	8,4	8,8	9,3	9,0	9,1	12,1
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	1,0	3,4	5,9	8,0	8,8	9,3
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,3	1,6	1,7	2,0	2,5	3,3

¹ Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficultés, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique.*

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique (11)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes (14)
	Solde disponible au début de la période (1)	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période (1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)			(12)	(13)	
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces	Total (2) + (8) + (4) = (5)	Pour rem- boursements d'emprunts (6)	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires (7)	Total (6) + (7) = (8)									créditeurs	débiteurs
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs (2)	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat (3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016	
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451	
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917	
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877	
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304	
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794	
1965	4.350	6.859	1.943	1.568	10.370	345	10.488	10.833	3.887	72.551	4.373	1.647	4.271	35.471	
1966	3.887	8.025	1.925	1.692	11.642	304	10.798	11.102	4.427	78.755	5.433	1.814	4.907	42.639	
1967	4.427	10.146	2.357	2.027	14.530	350	12.804	13.154	5.803	87.089	8.925	2.400	4.511	53.991	
1968	5.803	13.060	2.704	3.043	18.807	412	16.624	17.036	7.574	98.448	10.236	3.496	4.034	63.533	
1966 Décembre	4.573	894	70	151	1.115	33	1.228	1.261	4.427	78.755	5.433	2.497	4.576	3.205	
1967 Janvier	4.427	502	192	99	793	22	856	878	4.342	78.516	5.945	2.259	5.665	7.250	
Février	4.342	719	218	172	1.109	21	904	925	4.526	79.457	6.791	2.715	3.741	3.824	
Mars	4.526	802	199	324	1.325	31	1.256	1.287	4.564	80.258	7.695	2.598	3.904	3.912	
Avril	4.564	787	175	141	1.103	22	784	806	4.861	80.410	7.872	2.005	4.736	3.603	
Mai	4.861	919	101	126	1.146	37	939	976	5.031	81.403	7.886	2.607	3.902	3.560	
Juin	5.031	956	171	192	1.319	30	1.259	1.289	5.061	82.498	7.719	2.565	4.126	3.315	
Juillet	5.061	885	214	127	1.226	14	1.149	1.163	5.124	82.874	8.168	1.814	5.710	6.126	
Août	5.124	651	267	131	1.049	41	823	864	5.309	83.733	8.320	2.228	4.654	3.370	
Septembre	5.309	882	161	116	1.159	18	1.030	1.048	5.420	84.773	8.790	2.427	4.579	4.177	
Octobre	5.420	1.143	183	151	1.477	24	1.333	1.357	5.540	85.172	9.342	1.923	5.348	5.076	
Novembre	5.540	1.077	332	213	1.622	48	1.232	1.280	5.882	86.476	8.624	2.322	4.708	5.491	
Décembre	5.882	823	144	235	1.202	42	1.239	1.281	5.803	87.089	8.925	3.333	3.063	4.287	
1968 Janvier	5.803	848	256	166	1.270	34	1.196	1.230	5.843	87.088	8.630	2.482	4.427	7.821	
Février	5.843	776	268	177	1.221	29	1.120	1.149	5.915	88.075	9.685	3.312	3.418	4.682	
Mars	5.915	825	157	353	1.335	34	1.301	1.335	5.915	88.988	9.880	3.298	3.729	4.742	
Avril	5.915	884	306	180	1.370	40	892	932	6.353	89.243	10.066	2.607	4.758	5.073	
Mai	6.353	1.184	162	600	1.946	14	1.540	1.554	6.745	90.600	10.353	3.763	3.571	6.589	
Juin	6.745	1.158	87	177	1.422	28	1.230	1.258	6.909	91.810	10.749	3.815	3.346	3.581	
Juillet	6.909	1.039	254	251	1.544	55	1.358	1.413	7.040	92.207	11.138	2.678	4.700	7.300	
Août	7.040	1.151	117	243	1.511	17	1.136	1.153	7.398	93.473	10.980	3.021	4.766	2.750	
Septembre	7.398	1.218	374	224	1.816	46	1.467	1.513	7.701	95.004	11.036	4.449	3.920	4.648	
Octobre	7.701	1.552	337	240	2.129	36	2.022	2.058	7.772	95.813	10.874	4.324	4.609	6.624	
Novembre	7.772	1.465	166	194	1.825	40	1.559	1.599	7.998	97.379	10.093	4.120	3.847	4.604	
Décembre	7.998	960	220	238	1.418	39	1.803	1.842	7.574	98.448	10.236	4.086	3.316	5.119	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1963	1964	1965	1966	1967	1963	1964	1965	1966	1967
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	3,5	3,7	4,2	5,1	6,2	1,7	2,0	2,4	2,5	2,6
Prêts hypothécaires	12,1	14,2	15,4	16,7	18,2	3,6	4,2	4,4	4,8	5,2
Prêts sur police	1,4	1,5	1,6	1,9	2,1	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	5,9	6,2	6,6	7,4	7,7	3,7	3,8	3,9	4,3	4,7
Valeurs étrangères	1,9	1,9	2,0	2,2	2,2	0,5	0,4	0,4	0,4	0,6
Valeurs congolaises	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
Titres des organismes para- stataux de crédit	5,0	5,1	6,0	6,3	6,9	0,8	0,9	1,1	1,1	1,4
Titres des autres organismes parastataux	1,6	1,9	1,9	2,2	2,6	1,1	1,0	0,9	1,0	1,0
Titres des provinces et com- munes	1,9	1,8	1,5	1,6	1,9	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4
Obligations de sociétés belges	9,0	9,2	10,8	11,4	11,9	0,6	0,6	0,7	0,8	0,9
Actions de sociétés belges ...	2,9	3,0	3,2	3,3	3,5	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7
Total des valeurs mobilières ...	28,3	29,2	32,1	34,5	36,7	7,9	8,0	8,2	8,7	9,7

PASSIF

Cautionnements déposés	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
Réserves mathématiques ¹	45,3	49,1	54,1	59,2	64,1	13,6	14,7	15,4	16,5	17,7

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

**XIV - 10. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs 1
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1964	3,93
1965	3,89
1966	4,51
1967	4,91
1968	5,09
1967 3 ^e trimestre .	4,49
4 ^e trimestre .	5,03
1968 1 ^{er} trimestre .	4,52
2 ^e trimestre .	4,96
3 ^e trimestre .	5,24
4 ^e trimestre .	5,62
1969 1 ^{er} trimestre .	5,32
2 ^e trimestre .	6,00

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque. — *Comptes rendus des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Economie belge en 1968*. — *Rapports annuels de la S.N.C.I., de l'O.C.D.E. et du Crédit Communal de Belgique*.

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraites.

Modalités d'épargne	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
											<i>p</i>
I. Particuliers :											
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôts</i> ² :											
Caisse d'épargne	6,3	5,6	9,3	10,2	6,6	9,3	14,0	12,1	9,9	17,7	16,9
Banques	- 0,7	1,1	3,8	4,8	4,0	10,4	5,5	8,7	6,7	15,1	13,1
Institutions paratataiques de crédit	0,6	- 0,2	1,4	0,9	0,8	1,2	0,9	1,5	2,7	3,7	2,6
Mutualités	—	—	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2
Total ...	6,2	6,5	14,6	16,0	11,6	21,1	20,6	22,5	19,6	36,7	32,8
Doubles emplois ³ ...	- 0,2	- 0,3	- 2,5	- 0,9	- 2,3	- 5,9	- 1,7	- 0,7	- 0,4	- 8,8	- 5,7
Total net ...	6,0	6,2	12,1	15,1	9,3	15,2	18,9	21,8	19,2	27,9	27,1
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :											
Organismes de pensions	1,4	1,3	1,5	1,2	1,4	0,7	1,0	0,9	1,3	1,3	1,7
Organismes d'assurance-accidents du travail	1,1	1,0	1,0	0,8	0,5	1,1	0,9	1,1	1,4	1,4	1,4
Caisses de vacances annuelles	0,1	0,5	- 0,4	1,4	0,2	0,3	—	0,2	1,0	0,6	0,7
Organismes d'assurance-vie	3,5	3,5	3,9	5,4	5,6	4,9	4,6	4,5	6,3	6,3	6,9
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	1,1	1,6	1,7	0,7	0,5
Total ...	6,8	7,0	6,7	9,5	8,5	7,8	7,6	8,3	11,7	10,3	11,2
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :											
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	6,7	7,3	7,1	8,5	9,2	10,3	12,4	12,9	12,8	14,2	14,6
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	0,9	1,8	1,5	2,8	3,7	4,4	5,4	4,5	11,2	18,4	7,6
Total ...	7,6	9,1	8,6	11,3	12,9	14,7	17,8	17,4	24,0	32,6	22,2
E. <i>Emissions de capitaux</i> :											
Nouveaux placements du public	10,7	14,5	18,4	18,0	18,5	13,4	15,8	9,0	21,3	18,7	25,7
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	- 0,7	- 1,0	+ 0,3	- 0,5	- 1,5	- 0,9	- 0,8	- 1,9	- 1,8	- 1,9	- 1,4
Epargne nette totale ...	30,4	35,8	46,1	53,4	47,7	50,2	59,3	54,6	74,4	87,6	84,8
Amortissements sur habitations ...	6,5	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	8,8	9,6	10,6	11,8	12,6
Epargne brute totale ...	36,9	42,9	53,7	61,0	55,5	58,3	68,1	64,2	85,0	99,4	97,4
II. Entreprises :											
A. <i>Entreprises privées</i> :											
Epargne nette	13,4	8,2	3,8	9,6	10,1	11,0	9,2	15,8	16,1	15,3	11,6
Amortissements	26,9	28,7	29,7	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	47,1	47,7	52,4
Epargne brute ...	40,3	36,9	33,5	40,7	44,4	46,7	47,9	57,5	63,2	63,0	64,0
B. <i>Entreprises publiques autonomes</i> :											
Epargne nette	1,5	0,8	1,0	1,3	1,7	1,5	1,3	1,7	1,7	0,4	0,3
Amortissements	2,7	2,7	2,3	2,0	2,2	2,2	2,7	3,1	3,3	3,8	4,1
Epargne brute ...	4,2	3,5	3,3	3,3	3,9	3,7	4,0	4,8	5,0	4,2	4,4
Total général particuliers et entreprises ...											
Epargne nette ...	45,3	44,8	50,9	64,3	59,5	62,7	69,8	72,1	92,2	103,3	96,7
Epargne brute ...	81,4	83,3	90,5	105,0	103,8	108,7	120,0	126,5	153,2	166,6	165,8

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

Référence bibliographique : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ⁴			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet	Emissions nettes totales	Emissions brutes	Amortissements	Emissions nettes	
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes						
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)		
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2
	1966	31,3	19,4	11,9	—	11,9	1,3	0,2	1,1	13,0
	1967	37,8	26,3	11,5	—	11,5	3,0	2,3	0,7	12,2
	1968	40,9	22,9	18,0	—	18,0	1,6	1,0	0,6	18,6
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1963	3,0	1,4	1,6	—	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0
	1964	5,4	1,1	4,3	—	4,3	7,0 ⁵	3,5 ⁵	3,5	7,8
	1965	5,5	4,8	0,7	—	0,7	3,8	1,7	2,1	2,8
	1966	0,4	2,1	- 1,7	—	- 1,7	4,0	1,9	2,1	0,4
	1967	12,3	2,6	9,7	—	9,7	4,7	2,2	2,5	12,2
	1968	8,3	1,3	7,0	—	7,0	5,5	3,3	2,2	9,2
3. Intermédiaires financiers publics (y compris C.G.E.R.)	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0
	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3
	1966	1,1	0,4	0,7	4,0	4,7	4,9	2,0	2,9	7,6
	1967	2,9	0,2	2,7	6,8	9,5	5,5	2,5	3,0	12,5
	1968	0,5	0,4	0,1	13,2	13,3	6,3	2,4	3,9	17,2
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0
	1966	9,1	3,2	5,9	5,8	11,7	0,4	0,2	0,2	11,9
	1967	5,3	2,2	3,1	9,0	12,1	0,8	0,1	0,7	12,8
	1968	9,0	2,3	6,7	9,2	15,9	0,3	0,7	- 0,4	15,5
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5
	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1
	1965	2,0	2,7	- 0,7	—	- 0,7	2,2	0,8	1,4	0,7
	1966	4,5	3,3	1,2	—	1,2	2,8	0,8	2,0	3,2
	1967	6,8	4,2	2,6	—	2,6	1,8	1,4	0,4	3,0
	1968	7,3	2,6	4,7	—	4,7	1,9	1,6	0,3	5,0
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge										
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,9	23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	12,8	6,3	6,5	39,0
	1966	46,4	28,4	18,0	9,8	27,8	13,4	5,1	8,3	36,1
	1967	65,1	35,5	29,6	15,8	45,4	15,8	8,5	7,3	52,7
	1968	66,0	29,5	36,5	22,4	58,9	15,6	9,0	6,6	65,5

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

Jusqu'en 1965, les émissions au robinet de bons de caisse à court terme (un an au plus) des intermédiaires financiers publics et du Crédit Communal de Belgique sont comprises dans les montants des émissions nettes au robinet, faute d'avoir pu être isolées. A partir de 1966, les chiffres de la colonne (4) ne comprennent plus que les émissions nettes à long et moyen terme (à plus d'un an); le montant des émissions nettes à un an au plus des années 1966, 1967 et 1968 qui s'élevaient respectivement à « Intermédiaires financiers publics » : néant, - 0,3 milliard et 1,7 milliard; « Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal » 0,6 milliard, 1,6 milliard et 1,2 milliard ne figure donc plus dans le présent tableau.

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à court terme en FB de l'Etat : en 1963 : 8,8; en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4; en 1966 : 4,5; en 1967 : - 5,6; en 1968 : - 16,9 milliards.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel de même que les bons d'épargne émis par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁵ Les chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de la Guerre comprennent en émissions brutes 2.844 millions de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance) et 1.661 millions en remboursements ayant trait aux années 1961 à 1968.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2 3	Rendement pour le porteur 3		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1968	Janvier	8	Ville de Gand 1968-1980	6,75	98,25	12 ans	1.000	7,04	—	6,97
	Janvier	11	C.N.C.P. 1968-1980	6,75	99,00	12 ans	500	—	—	6,93
	Février	7	Etat belge 1968-1978	6,75	99,50	10 ans	10.000	6,84	—	6,82
	Mars	20	Intercom. Autor. E3 1968-1980	6,75	99,00	12 ans	5.000	6,89	—	6,88
	Avril	16	S.N.C.B. 1968-1983	6,75	99,75	15 ans	2.500	6,79	—	6,78
	Mai	13	Ville d'Anvers 1968-1983	6,75	99,75	15 ans	2.000	n.d.	—	6,78
	Mai	13	Ville de Liège 1968-1983	6,75	99,75	15 ans	1.000	n.d.	—	6,78
	Juin	17	Etat belge 1968-1975-1983	6,50 — 6,75 ⁴	99,50	7 ou 15 ans	10.000	6,65	6,59	6,70
	Septembre	9	Etat belge 1968-1974-1980	6,50 — 6,75 ⁴	99,50	6 ou 12 ans	8.665	6,68	6,60	6,72
	Septembre	9	Etat belge 1968-1980	6,75	99,25	12 ans	12.185	6,86	—	6,84
	Octobre	24	R.T.T. 1968-1982	6,75	99,00	14 ans	4.500	6,91	—	6,86
	Décembre	2	Fonds des Routes 1968-1983	6,75	99,00	15 ans	8.000	6,90	—	6,86
						65.350				
1969	Janvier	9	Intercom. Autor. E3 1969-1981	6,75	98,50	12 ans	5.000	7,00	—	6,99
	Février	17	Etat belge 1969-1975-1982	6,50 — 6,75 ⁴	99,00	6 ou 13 ans	5.650	6,78	6,71	6,88
	Février	17	Etat belge 1969-1980	6,75	98,50	11 ans 6 m. 22 jours	11.600	6,97	—	6,93
	Mars	20	S.N.C.B. 1969-1977-1984	6,75	99,25	8 ou 15 ans	3.500	6,99	6,88	7,07
	Avril	28	Fonds des Routes 1969-1981	7,00	98,50	12 ans	9.200	7,25	—	7,19
	Juin	16	Etat belge 1969-1975-1981	7,00 — 7,25 ⁴	99,00	6 ou 12 ans	9.450	7,28	7,21	7,34
	Juin	16	Etat belge 1969-1987	7,50	99,50	18 ans	5.550	7,57	—	7,55
	Septembre	1	Interc. Autor. E5 1969-1984 ⁵	5,00	100,00	15 ans	2.000	7,61	—	—
	Septembre	9	C.N.C.P. 1969-1975	7,10	99,00	6 ans	500	—	—	7,45

1 Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

2 Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission.

3 Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

4 Intérêts : le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire, le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

5 Emprunt à lots.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montants émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour							
1965	Janvier	29	Sabena	5,5-125	100,0	7 ans 6 mois	U.S. \$ 8	5,17
	Mai	20	R.T.T.	5,25-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 20	6,00
1966	Janvier	6	Sabena	5,75	100,0	8 ans	U.S. \$ 7,2	5,83
	Janvier	31	Sabena	5,375-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 7,7	5,50

1 La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau comme indiquant, de façon aussi approchée que possible l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtés, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

* Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a. — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dette directe								Total de la dette directe 2	Dette Indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise du Congo) 2	Dette reprise du Congo 3	Dette totale (y compris la dette reprise du Congo) 2
	en francs belges					en monnaies étrangères							
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs livres des particuliers en C.C.P.	totale	conso- lidée 2	à moyen et court terme	totale 2					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0		
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2		
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968 Avril	322,7	8,5	67,1	48,8	447,1	12,3	42,2	54,5	501,6	40,5	542,1	3,3	545,4
Mai	322,1	8,5	77,6	43,6	451,8	12,3	42,2	54,5	506,3	40,4	546,7	3,3	550,0
Juin	326,4	8,5	75,6	44,3	454,8	12,1	42,2	54,3	509,1	40,3	549,4	3,3	552,7
Juillet	330,3	8,5	60,5	45,3	444,6	12,0	42,2	54,2	498,8	40,2	539,0	3,3	542,3
Août	329,7	8,3	68,1	42,8	448,9	11,8	43,2	55,0	503,9	40,1	544,0	3,2	547,2
Septembre ...	340,2	9,3	60,3	43,8	453,6	11,7	43,1	54,8	508,4	40,0	548,4	3,1	551,5
Octobre	337,5	9,7	62,5	47,1	456,8	11,6	43,4	55,0	511,8	39,8	551,6	3,1	554,7
Novembre	336,1	9,2	75,2	43,0	463,5	11,6	43,4	55,0	518,5	39,7	558,2	3,0	561,2
Décembre ...	335,0	9,1	66,2	54,5	464,8	11,5	43,4	54,9	519,7	47,6	567,3	3,0	570,3
1969 Janvier	332,9	10,1	71,2	49,1	463,3	11,3	43,4	54,7	518,0	47,3	565,3	3,0	568,3
Février	331,5	12,0	84,5	45,0	473,0	11,3	43,4	54,7	527,7	46,9	574,6	3,0	577,6
Mars	337,8	12,0	81,9	47,9	479,6	11,1	43,3	54,4	534,0	46,8	580,8	2,9	583,7
Avril	333,9	12,0	82,3	52,0	480,2	11,0	45,6	56,6	536,8	45,3	582,1	2,9	585,0
Mai	332,7	11,8	83,5	47,3	475,3	11,9	45,8	57,7	533,0	53,4	586,4	2,9	589,3
Juin	337,1	13,9	78,0	50,6	479,6	11,6	45,8	57,4	537,0	53,3	590,3	2,9	593,2
Juillet	343,0	13,8	63,0	49,3	469,1	11,4	45,7	57,1	526,2	53,4	579,6	2,9	582,5

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Période	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise du Congo) 1	Dette reprise du Congo 2	Dette totale 3	Variations comptables à éliminer				Doubles emplois à éliminer	Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds 7	Pour mémoire : Variations de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes 7	
				Certificats de trésorerie détenus par le Fonds Monétaire International 4	Certificats de trésorerie souscrits par la B.N.B. pour le financement des prêts au Fonds Monétaire International en exécution des Accords Généraux d'Emprunt 5	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte du Ministre de l'Education Nationale 6	Divers				Certificats de trésorerie souscrits avec le produit d'emprunts indirects
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)		
1962	+ 12,2	- 0,6	+ 11,6	+ 1,2	...	- 0,3	- 1,2	- 0,4	+ 12,3	...	
1963	+ 22,8	- 1,2	+ 21,6	- 0,3	...	- 0,4	...	- 1,0	+ 23,3	...	
1964	+ 16,1	- 1,2	+ 14,9	- 1,7	+ 1,5	+ 0,1	...	...	+ 15,0	...
1965	+ 22,5	- 2,1	+ 20,4	- 3,5	+ 1,9	- 0,1	...	...	+ 22,1	...
1966	+ 18,9	- 0,5	+ 18,4	+ 1,3	...	...	...	...	+ 17,1	...
1967	+ 21,9	- 0,4	+ 21,5	+ 0,5	- 1,5	+ 0,3	...	...	+ 22,2	+ 0,8
1968	+ 41,9	- 0,5	+ 41,4	+ 4,4	+ 3,1	+ 0,8	...	...	+ 33,1	+ 1,0
1968 7 prem. mois .	+ 13,6	- 0,2	+ 13,4	- 3,4	+ 4,0	- 0,7	...	...	+ 13,5	+ 0,5
1969 7 prem. mois .	+ 12,3	- 0,1	+ 12,2	+ 6,6	- 5,0	- 1,2	...	...	+ 11,8	- 1,2

1 Variations de la colonne (1) du tableau XVI - 3a.

2 Variations de la colonne (2) du tableau XVI - 3a. La dette reprise du Congo ne figure toutefois à ce tableau que depuis la ratification de la convention du 6 février 1965.

3 Variations de la colonne (3) du tableau XVI - 3a. depuis 1966.

4 Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le Fonds Monétaire International sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la Banque Nationale de Belgique; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le Fonds.

5 La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la Banque Nationale de Belgique finance les prêts consentis au Fonds Monétaire International dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.

6 Les variations de l'avoir de la Banque Nationale de Belgique à l'Office des Chèques Postaux pour compte du Ministre de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir du Ministre de l'Education Nationale auprès de la Banque.

7 Le total des colonnes (9) et (10) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) « Besoins nets de financement de l'Etat » du tableau XI - 8.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1963	1964	1965	1966	1967	1963	1964	1965	1966	1967	1963	1964	1965	1966	1967
Etat 2	238,8	250,8	268,0	277,1	298,0	64,4 ³	64,2 ³	64,8 ³	65,8 ³	66,4 ³	303,2 ³	315,0 ³	332,8 ³	342,9 ³	364,4 ³
Organismes publics de crédit non monétaires 4	113,2	120,3	132,6	144,9	165,3	23,1	25,1	27,0	29,3	31,5	136,3	145,4	159,6	174,2	196,8
Paraétatiques d'exploitation	28,4	28,6	27,9	30,1	33,0	6,4	6,9	8,7	10,8	11,4	34,8	35,5	36,6	40,9	44,4
Sécurité sociale et fonds de pension	—	—	—	—	—	11,7	13,2	14,6	16,1	17,9	11,7	13,2	14,6	16,1	17,9
Secteur public non compris ailleurs	27,2	26,5	30,4	35,9	39,4	11,1	13,2	13,9	14,9	16,3	38,3	39,7	44,3	50,8	55,7
Total ...	407,6	426,2	458,9	488,0	535,7	116,7	122,6	129,0	136,9	143,5	524,3	548,8	587,9	624,9	679,2
Pour mémoire : Titres congolais et Titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion 5	10,1	10,1	11,4	11,5	11,4	0,8	0,8	—	—	—	10,9	10,9	11,4	11,5	11,4

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1963	1964	1965	1966	1967	1963	1964	1965	1966	1967	1963	1964	1965	1966	1967
A. Secteurs non financiers :															
Entreprises, particuliers, Etranger	214,2	229,3	245,3	264,6	293,9	5,4	5,7	6,3	7,8	9,6	219,6	235,0	251,6	272,4	303,5
Paraétatiques d'exploitation	3,6	3,8	3,8	3,8	3,8	0,5	0,2	0,2	0,2	0,4	4,1	4,0	4,0	4,0	4,2
Secteur public non compris ailleurs 6	1,9	1,9	2,1	2,9	3,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	2,0	2,0	2,2	3,0	3,1
Sécurité sociale 8	1,5	2,6	4,8	6,8	4,1	1,2	1,5	1,3	1,6	1,5	2,7	4,1	6,1	8,4	5,6
B. Intermédiaires financiers :															
Organismes monétaires 7	51,7	52,2	61,5	64,6	75,1	58,8 ³	59,8 ³	61,4 ³	62,4 ³	64,4	110,5 ³	112,0 ³	122,9 ³	127,0 ³	139,5 ³
Fonds des Rentes	7,5	5,9	5,4	5,5	5,0	—	—	—	—	—	7,5	5,9	5,4	5,5	5,0
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	48,1	47,0	50,0	51,1	54,2	17,7	20,0	21,1	22,6	23,6	65,8	67,0	71,1	73,7	77,8
Organismes d'assurance-vie et d'accidents du travail, fonds de pension 8	69,1	73,6	76,0	78,5	86,9	31,7	34,7	37,9	40,5	43,0	100,8	108,3	113,9	119,0	129,9
Organismes publics de crédit non monétaires ...	10,0	9,9	10,0	10,2	9,7	1,3	0,6	0,7	1,7	0,9	11,3	10,5	10,7	11,9	10,6
Total ...	407,6	426,2	458,9	488,0	535,7	116,7	122,6	129,0	136,9	143,5	524,3	548,8	587,9	624,9	679,2

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Central de Crédit Hypothécaire.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 18,8 milliards à partir de 1963.

4 Y compris les bons de caisse à un an.

5 Années 1961 à 1964 : emprunts qui ont été ultérieurement déclarés admissibles à l'emprunt du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, y compris l'emprunt « Fifteen Year 5 ¼ % External Loan of 1958 » ; année 1965, 1966 et 1967 : titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

6 A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

7 A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

8 Les montants à fin 1966 et à fin 1967 des secteurs « Sécurité sociale » et « Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension » ne sont pas comparables du fait du passage d'avoirs, s'élevant à 3,4 milliards à fin 1966, du premier au second de ces secteurs à la suite de la reprise par l'Office national des pensions pour travailleurs salariés, organisme classé dans le second de ces secteurs, du patrimoine de l'Office national des pensions pour ouvriers, organisme qui figurait dans le premier.

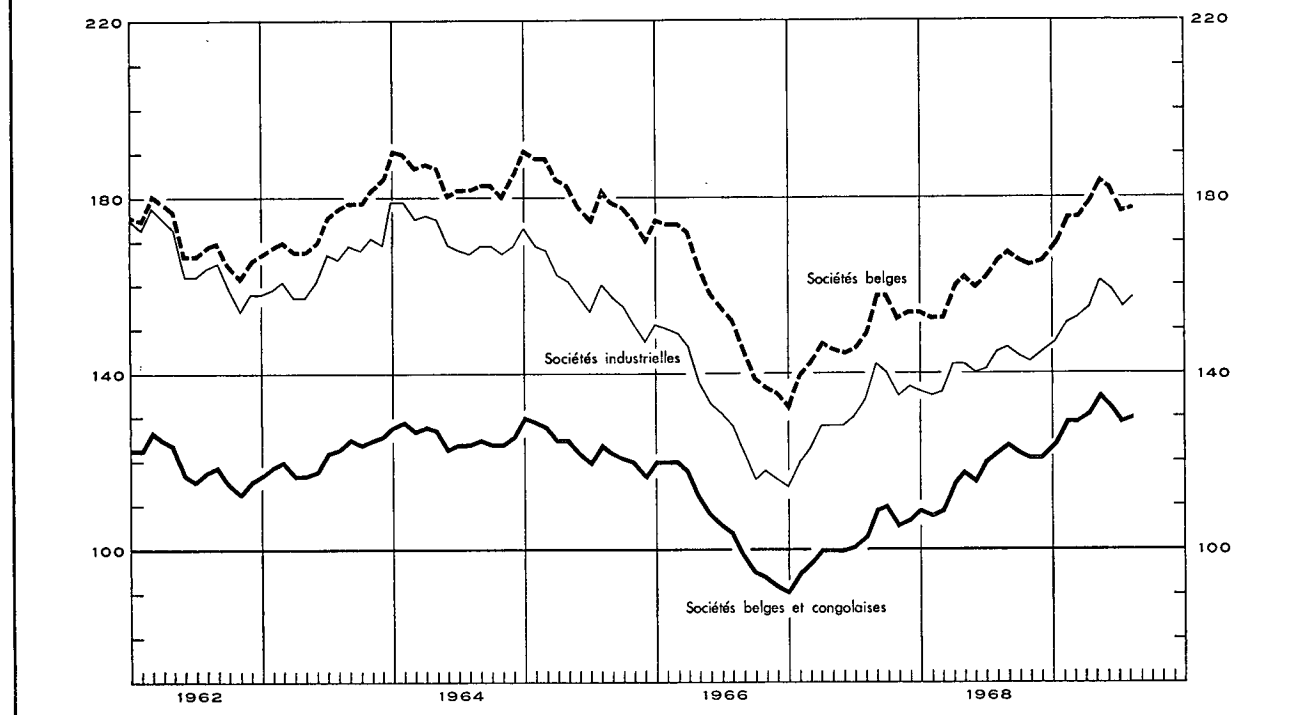
Références bibliographiques : Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — XLI^e année, vol. I, n° 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — Statistiques Economiques belges 1950-1960.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES

Indices des cours des actions au comptant

(Base 1953 = 100)



Périodes	Capitaux traités moyennes par séances (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions					Taux de rendement 3 5								
		Au comptant				A terme	Valeurs belges								
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges		Ensemble		Ensemble	Sociétés industrielles		Sociétés industrielles					
			Ensemble	Sociétés industrielles		en %									
(Base 1953 = 100) 2 4															
1959 Moyenne mensuelle ...	105	137	166	156	129	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	
1960 Moyenne mensuelle ...	93	121	162	156	116	3,4	3,4	3,2	3,4	3,2	3,4	3,2	3,4	3,2	
1961 Moyenne mensuelle ...	103	120	169	168	115	3,5	3,4	3,4	3,5	3,4	3,5	3,4	3,5	3,4	
1962 Moyenne mensuelle ...	82	119	171	166	113	3,5	3,4	3,4	3,5	3,4	3,5	3,4	3,5	3,4	
1963 Moyenne mensuelle ...	88	121	174	164	116	3,4	3,4	3,3	3,4	3,3	3,4	3,3	3,4	3,3	
1964 Moyenne mensuelle ...	91	126	185	172	115	3,2	3,2	3,0	3,2	3,0	3,2	3,0	3,2	3,0	
1965 Moyenne mensuelle ...	83	123	181	159	114	3,4	3,4	3,5	3,4	3,5	3,4	3,5	3,4	3,5	
1966 Moyenne mensuelle ...	71	107	156	132	102	4,1	4,1	4,2	4,1	4,2	4,1	4,2	4,1	4,2	
1967 Moyenne mensuelle ...	81	102	148	130	105	4,2	4,2	4,0	4,2	4,0	4,2	4,0	4,2	4,0	
1968 Moyenne mensuelle ...	134	117	161	141	137	3,8 ⁶	3,8 ⁶	3,8 ⁶	3,8 ⁶	3,8 ⁶	3,8 ⁶	3,8 ⁶	3,8 ⁶	3,8 ⁶	
		1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969
Janvier	119	160	109	124	154	170	136	147	114	155	3,9	3,6	4,0	3,5	
Février	95	163	108	129	153	176	135	152	120	162	4,0	3,6	4,0	3,5	
Mars	144	161	109	129	153	176	136	153	123	163	3,8	3,6	3,8	3,4	
Avril	123	187	115	131	160	179	142	155	129	171	3,9	3,5	3,8	3,2	
Mai	161	226	118	135	162	184	142	161	139	178	3,9	3,4	3,8	3,2	
Juin	143	190	116	133	160	182	140	159	136	175	3,9	3,7	3,7	3,4	
Juillet	156	122	120	129	162	177	141	155	145	167	3,8	3,8	3,6	3,5	
Août	128	134	122	130	166	178	145	157	146	167	3,7	3,7	3,6	3,4	
Septembre	144		124		168		146		150		3,7		3,6		
Octobre	129		122		166		144		146		3,8		3,7		
Novembre	134		121		165		143		144		3,8		3,7		
Décembre	133		121		166		145		148		3,8		3,8		

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (termes et comptant).

2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.

3 Source : Kredietbank : Rapport au cours à la fin du mois du dernier dividende net annoncé ou payé.

4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

6 Nouvelle série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés 3
				(millions de francs)						(8)	(9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1959	51	4.029	3.514	835	37,6	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	11.096	514
1964	53	6.750	5.234	1.532	0,3	788	63	11.066	505
1965	55	9.077	4.813	1.789	1,1	902	73	11.055	521
1966	54	9.361	5.893	1.848	3,4	1.022	74	11.610	541
1967	50	10.073	7.170	1.939	10,0	1.084	82	13.129	555

Sociétés financières et immobilières ⁵

1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	13.309	665
1964	1.712	35.908	20.419	3.781	245	2.359	141	15.752	735
1965	1.778	37.587	21.571	3.901	342	2.414	142	17.384	1.015
1966	1.819	38.978	22.978	4.377	349	2.519	156	19.795	1.353
1967	1.865	44.399	26.192	4.396	398	2.824	167	23.602	1.206

Industrie des fabrications métalliques

1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	1.881	118
1964	1.264	18.630	13.597	3.691	627	1.129	144	1.826	109
1965	1.379	20.030	15.778	4.547	913	1.612	150	1.847	111
1966	1.396	21.522	17.264	4.772	923	1.284	163	2.087	113
1967	1.391	22.942	19.256	4.011	1.365	1.307	150	2.352	147

Métallurgie du fer

1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	5.764	321
1964	100	17.909	16.112	1.058	705	345	26	6.328	348
1965	100	19.373	17.690	1.027	411	668	47	6.931	398
1966	96	21.253	18.157	550	152	253	23	6.551	434
1967	93	23.949	18.465	770	373	233	22	5.603	410

Industrie textile

1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	357	21
1964	912	11.231	10.351	1.256	370	376	70	327	20
1965	981	12.012	11.136	1.097	408	305	74	340	21
1966	986	12.827	11.095	1.323	781	377	79	302	23
1967	976	13.124	11.415	1.287	695	343	65	281	20

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	872	49
1964	685	10.983	7.540	1.356	162	617	55	938	59
1965	723	11.589	8.697	1.618	150	632	59	940	64
1966	725	12.131	9.463	1.720	153	742	73	896	61
1967	729	12.932	10.838	2.140	317	794	79	845	58

Industrie chimique

1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	881	55
1964	542	17.022	8.522	2.374	358	1.222	76	789	51
1965	601	18.733	9.302	2.889	402	1.228	86	669	52
1966	606	20.177	9.751	2.844	414	1.525	96	595	44
1967	607	22.294	10.657	2.737	627	1.492	89	458	36

Electricité

1959	41	17.422	3.609	1.748	...	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	...	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	3	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	...	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	...	1.657	85	8.602	443
1964	29	23.281	3.849	2.200	...	1.813	87	8.896	545
1965	28	23.710	4.169	2.304	1	1.972	91	12.295	550
1966	24	23.460	4.327	2.280	5	1.865	94	13.281	769
1967	16	14.570	2.152	1.340	5	1.219	49	14.230	866

Industrie du charbon

1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29	339	13
1965	35	7.979	1.580	185	656	145	16	308	21
1966	30	6.951	1.994	196	586	81	9	282	20
1967	30	7.005	1.824	81	807	69	8	85	18

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶

1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	49.441	2.510
1964	14.498	205.933	126.884	26.664	4.241	12.437	1.278	51.951	2.740
1965	14.706	220.447	136.028	29.522	4.703	13.510	1.362	57.546	3.197
1966	14.913	231.698	145.645	30.420	5.119	13.491	1.439	61.124	3.790
1967	14.986	240.349	156.423	28.718	7.403	13.118	1.342	66.706	3.683

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	523	30
1964	316	41.009	28.955	2.975	850	1.358	105	711	35
1965	302	41.282	30.474	3.537	600	1.632	117	1.097	32
1966	299	41.447	32.682	3.484	921	2.110	137	1.817	60
1967	277	40.281	32.720	2.712	5.164	2.336	146	1.839	112

C. — Total général des sociétés par actions ⁶

1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.964	2.540
1964	14.814	246.942	155.840	29.639	5.091	13.795	1.383	52.662	2.775
1965	15.008	261.729	166.502	33.059	5.303	15.142	1.479	58.643	3.229
1966	15.212	273.145	178.327	33.904	6.040	15.601	1.576	62.941	3.850
1967	15.263	280.630	189.143	31.430	12.567	15.454	1.488	68.545	3.795

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

XVII - 3 — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1966 11 premiers mois	11.712	197,1	126,6	25,9	4,4	11,4	2,9
12 mois	12.076	215,2	136,0	28,0	4,5	12,8	3,3
12 mois (avec supplément) ⁶	14.942	230,8	145,6	30,5	5,1	13,5	3,3
1967 Janvier	136	2,8	1,7	0,3	0,1	0,2	0,3
2 premiers mois	287	4,4	4,5	0,9	0,2	0,3	0,5
3 premiers mois	1.603	24,6	18,4	4,0	0,7	1,7	0,8
4 premiers mois	4.242	67,0	47,3	8,0	2,4	3,5	1,0
5 premiers mois	7.653	146,9	84,8	15,4	4,6	7,4	1,4
6 premiers mois	9.661	174,1	106,3	19,8	5,3	9,4	1,6
7 premiers mois	10.283	183,8	114,7	20,9	5,6	10,0	2,0
8 premiers mois	10.483	185,1	115,9	21,0	5,6	10,0	2,1
9 premiers mois	10.811	187,2	117,9	21,5	5,7	10,1	2,4
10 premiers mois	11.299	197,3	126,8	22,6	5,9	10,5	2,6
11 premiers mois	11.640	206,5	132,8	23,9	6,0	11,2	3,0
12 mois	12.012	215,6	140,3	25,0	6,1	11,9	3,5
12 mois (avec supplément) ⁶	15.021	242,2	157,6	28,9	7,4	13,2	3,5
1968 Janvier	128	2,7	1,5	0,4	0,1	0,2	0,4
2 premiers mois	291	4,2	4,4	0,7	0,2	0,2	0,5
3 premiers mois	1.561	16,8	12,9	2,1	0,6	0,6	0,8
4 premiers mois	4.143	56,3	34,6	7,2	2,0	3,0	1,1
5 premiers mois	7.476	144,2	76,0	14,3	4,1	6,8	1,5
6 premiers mois	9.653	191,9	114,5	20,7	4,9	10,0	1,8
7 premiers mois	10.238	199,0	119,1	21,6	5,1	10,4	2,1
8 premiers mois	10.425	200,2	119,9	21,8	5,2	10,4	2,3
9 premiers mois	10.764	202,9	122,4	22,3	5,4	10,6	2,5
10 premiers mois	11.203	212,5	131,6	22,8	5,6	10,9	2,8

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1966 11 premiers mois	267	32,7	29,3	2,4	0,9	1,3	0,1
12 mois	282	34,4	30,4	2,5	0,9	1,4	0,1
12 mois (avec supplément) ⁶	300	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1
1967 Janvier	2	0,1	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	4	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois	20	0,7	0,2	0,1	...	...	...
4 premiers mois	41	3,0	0,5	0,1	0,1	0,1	...
5 premiers mois	88	15,5	11,7	1,8	0,1	1,2	0,1
6 premiers mois	176	23,6	17,4	2,3	0,3	1,6	0,1
7 premiers mois	203	25,5	19,2	2,3	0,3	1,6	0,1
8 premiers mois	204	25,6	19,4	2,3	0,3	1,7	0,1
9 premiers mois	208	26,2	19,7	2,3	0,3	1,7	0,1
10 premiers mois	221	26,7	19,9	2,3	0,3	1,7	0,1
11 premiers mois	237	29,7	21,6	2,5	0,4	1,8	0,1
12 mois	250	30,3	22,1	2,5	0,5	1,8	0,1
12 mois (avec supplément) ⁶	278	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1
1968 Janvier	1	0,1	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	5	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois	24	0,8	0,5	0,1	...	0,1	0,1
4 premiers mois	43	1,6	0,9	0,1	0,1	0,1	0,1
5 premiers mois	78	11,3	5,5	1,4	0,2	1,0	0,1
6 premiers mois	157	18,2	10,7	1,7	0,5	1,4	0,1
7 premiers mois	184	20,4	12,3	1,8	0,5	1,5	0,1
8 premiers mois	185	20,4	12,3	1,8	0,5	1,5	0,1
9 premiers mois	191	21,0	12,5	1,8	0,5	1,5	0,1
10 premiers mois	207	22,3	13,1	1,9	0,5	1,5	0,1

C. — Total général ⁴

1966 11 premiers mois	11.979	229,8	155,9	28,3	5,3	12,7	3,0
12 mois	12.358	249,6	166,4	30,5	5,4	14,2	3,4
12 mois (avec supplément) ⁶	15.242	272,2	178,3	34,0	6,0	15,6	3,4
1967 Janvier	138	2,9	1,9	0,3	0,1	0,2	0,3
2 premiers mois	291	4,5	4,7	0,9	0,2	0,3	0,5
3 premiers mois	1.623	25,3	18,6	4,1	0,7	1,7	0,8
4 premiers mois	4.283	70,0	47,8	8,1	2,5	3,6	1,0
5 premiers mois	7.741	162,4	96,5	17,2	4,7	8,6	1,5
6 premiers mois	9.837	197,7	123,7	22,1	5,6	11,0	1,7
7 premiers mois	10.486	209,3	133,9	23,2	5,9	11,6	2,1
8 premiers mois	10.687	210,7	135,3	23,3	5,9	11,7	2,2
9 premiers mois	11.019	213,4	137,6	23,8	6,0	11,8	2,5
10 premiers mois	11.520	224,0	146,7	24,9	6,2	12,2	2,7
11 premiers mois	11.877	236,2	154,4	26,4	6,4	13,0	3,1
12 mois	12.262	245,9	162,4	27,5	6,6	13,7	3,6
12 mois (avec supplément) ⁶	15.299	282,5	190,3	31,6	12,6	15,5	3,6
1968 Janvier	129	2,8	1,7	0,4	0,1	0,2	0,4
2 premiers mois	296	4,3	4,6	0,7	0,2	0,2	0,5
3 premiers mois	1.585	17,6	13,4	2,2	0,6	0,7	0,9
4 premiers mois	4.186	57,9	35,5	7,3	2,1	3,1	1,2
5 premiers mois	7.554	155,5	81,5	15,7	4,3	7,8	1,6
6 premiers mois	9.810	210,1	125,2	22,4	5,4	11,4	1,9
7 premiers mois	10.422	219,4	131,4	23,4	5,6	11,9	2,2
8 premiers mois	10.610	220,6	132,2	23,6	5,7	11,9	2,4
9 premiers mois	10.955	223,9	134,9	24,1	5,9	12,1	2,6
10 premiers mois	11.415	234,8	144,7	24,7	6,1	12,4	2,9

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁵ Y compris les sociétés de droit congolais converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont pas comprises dans la statistique.

⁶ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1959	10.227	3.760	3.196	1.530	1.666	814	2.480	6.240	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614
1963	14.956	6.541	4.640	1.648	2.992	418	3.410	9.951	12.018
1964	21.556	11.568	3.848	2.108	1.740	1.024	2.764	14.332	14.200
1965	22.797	11.042	6.126	2.044	4.082	1.296	5.378	16.420	17.795
1966	29.935	14.805	3.126	2.143	983	1.928	2.911	17.716	15.987
1967	33.471	p 14.053	p 3.057	p 2.722	p 335	p 3.728	p 4.063	p 18.116	p 24.023

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167
1963	232	41	...	257	— 257	— 6	— 263	— 222	— 223
1964	1.660	10	1	59	— 58	...	— 58	— 48	— 49
1965	540	14	500	40	460	— 5	455	469	463
1966	659	10	764	40	724	...	724	734	734
1967	86	p 21	p 86	p 57	p 29	...	p 29	p 50	p 44

Total général

1959	12.669	4.373	3.411	1.617	1.794	793	2.587	6.960	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.782
1963	15.188	6.582	4.640	1.905	2.735	412	3.147	9.729	11.795
1964	23.216	11.578	3.849	2.167	1.682	1.024	2.706	14.284	14.151
1965	23.337	11.056	6.626	2.084	4.542	1.291	5.833	16.889	18.258
1966	30.594	14.815	3.890	2.183	1.707	1.928	3.635	18.450	16.721
1967	33.557	p 14.074	p 3.143	p 2.779	p 364	p 3.728	p 4.092	p 18.166	p 24.067

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note ³).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.L., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Sources : Chiffres définitifs : *Institut National de Statistique* (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : *Commission bancaire + B.N.B.*

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	
1966 6 premiers mois ...	16.775	5.312	979	6.291	1	...	450	450
9 premiers mois ...	18.823	6.239	1.505	7.744	655	10	450	460
12 mois	29.935	9.715	3.126	12.841	659	10	764	774
1967 3 premiers mois ...	3.021	1.072	63	1.135	...	...	...	...
6 premiers mois ...	16.044	2.345	1.669	4.014	46	15	...	15
9 premiers mois ...	20.505	4.263	1.669	5.932	46	15	...	15
12 mois	33.471	10.099	p 3.057	p13.156	86	15	p 86	p 101
1968 3 premiers mois ...	6.740	2.663	400	3.063	918	...	...	...
6 premiers mois ...	34.543	6.446	550	6.996	1.567	...	2.000	2.000
9 premiers mois ...	38.043	8.539	565	9.104	1.567	...	2.000	2.000
12 mois	51.461	17.671	p 995	p18.666	1.567	...	p 2.000	p 2.000
1967 Août	638	105	...	105	...	...	...	...
Septembre	1.580	1.220	...	1.220	...	...	...	...
Octobre	2.215	860	125	985	...	...	...	...
Novembre	3.910	3.236	580	3.816	...	...	...	...
Décembre	6.841	1.740	...	1.740	40	...	...	...
1968 Janvier	1.584	500	...	500	...	...	...	...
Février	2.753	1.759	...	1.759	18	...	...	...
Mars	2.403	404	400	804	900	...	...	...
Avril	3.355	677	...	677	...	...	...	...
Mai	6.814	1.990	150	2.140	525	...	...	...
Juin	17.634	1.116	...	1.116	124	...	2.000	2.000
Juillet	1.685	1.587	...	1.587	...	...	...	...
Août	671	233	15	248	...	...	...	...
Septembre	1.144	273	...	273	...	...	...	...
Octobre	780	284	400	684	...	...	...	...
Novembre	6.355	6.533	...	6.533	...	...	...	...
Décembre	6.282	2.315	30	2.345	...	...	...	...
1969 Janvier	1.230	849	...	849	2	...	...	...
Février	p 1.309	605	...	605	...	...	...	...
Mars	p 1.375	770	...	770	...	...	...	...
Avril	p 3.863	1.150	1.000	2.150	...	...	...	...
Mai	p 1.743	707	2.292	2.999	444	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les obligations des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement (pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII - 4).

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1967* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ¹

Ventilation d'après les organismes qui ont accordé les crédits à leur origine

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes monétaires			Organismes non monétaires				Total général	
	Banques	Banque Nationale de Belgique	Total 2	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	Caisses d'épargne privées		Total
				les crédits professionnels	le crédit à l'habitation				
1962 Décembre	79,6	1,5	81,1	56,3	31,4	67,5	30,1	185,3	266,4
1963 Juin ³	85,6	1,2	86,8	58,9	32,5	68,4	(e)31,4	191,2	278,0
Septembre	88,7	1,0	89,7	61,2	33,3	69,2	(e)32,4	196,1	285,8
Décembre	95,3	2,2	97,5	64,8	33,5	72,8	33,9	205,0	302,5
1964 Mars	99,5	1,8	101,3	67,5	34,3	72,4	34,8	209,0	310,3
Juin	102,9	1,4	104,3	70,7	35,2	74,6	36,4	216,9	321,2
Septembre	104,4	1,0	105,4	72,5	36,1	76,5	38,0	223,1	328,5
Décembre	106,8	1,7	108,5	75,7	36,1	79,7	39,4	230,9	339,4
1965 Mars	106,7	2,1	108,8	76,3	36,9	79,2	40,6	233,0	341,8
Juin	111,7	1,7	113,4	77,5	37,7	80,5	42,6	238,3	351,7
Septembre	115,0	1,5	116,5	79,7	38,5	82,6	44,8	245,6	362,1
Décembre	122,7	1,8	124,5	82,1	38,7	86,4	46,3	253,5	378,0
1966 Mars	125,1	1,7	126,8	83,5	39,5	86,7	48,3	258,0	384,8
Juin	129,4	1,4	130,8	86,0	40,5	88,6	50,3	265,4	396,2
Septembre	134,3	1,2	135,5	92,0	41,4	90,7	52,5	276,6	412,1
Décembre ³	142,6	1,9	144,5	97,9	41,6	94,4	54,0	287,9	432,4
1967 Mars	147,5	1,8	149,3	100,4	42,6	93,8	55,4	292,2	441,5
Juin	154,4	1,4	155,8	103,9	43,9	95,4	57,9	301,1	456,9
Septembre ³	157,6	1,2	158,8	108,2	45,0	96,7	60,3	310,2	469,0
Décembre ³	168,3	2,2	170,5	114,9	45,1	100,4	62,1	322,5	493,0
1968 Mars ³	172,8	2,2	175,0	117,4	46,2	100,2	64,1	327,9	502,9
Juin ³	179,8	1,4	181,2	120,6	47,3	101,6	64,5	334,0	515,2
Septembre	181,2	1,1	182,3	128,4	48,3	103,5	66,9	347,1	529,4
Décembre	194,1	1,9	196,0	133,3	48,5	109,4	67,7	358,9	554,9
1969 Mars	201,4	2,4	203,8						
Juin	208,9	1,7	210,6						

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les achats nets par la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite d'obligations des entreprises (y compris les organismes publics d'exploitation), mais non les opérations similaires par d'autres organismes.

² Cf. tableau XIII-9, A, col. 4.

³ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières 1	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraites de capitaux (9)
	Banques de dépôts 2	Fonds des Rentes	Autres organismes 3	Banques de dépôts 2	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 4		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		(9)
1959	2.191	159	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964	1.879	6	2.743	1.310	480	1.690	1.148	4.628	11
1965	1.767	722	2.546	1.417	5	2.356	1.257	5.035	83
1966	1.905	264	2.658	1.222	805	1.696	1.104	4.827	...
1967	1.984	1.148	3.299	1.731	282	3.418	1.000	6.431	...
1968	2.135	1.565	2.982	2.346	136	3.092	1.108	6.682	...
1967 4 ^e trimestre	1.895	1.874	3.094	1.783	...	3.961	1.119	6.863	...
1968 1 ^{er} trimestre	2.604	1.560	3.198	2.050	...	4.599	713	7.362	...
2 ^e trimestre	2.206	1.611	2.952	2.358	95	3.236	1.080	6.769	...
3 ^e trimestre	1.921	1.864	2.701	2.524	301	2.304	1.357	6.486	...
4 ^e trimestre	1.791	1.212	3.044	2.424	144	2.213	1.266	6.047	...
1969 1 ^{er} trimestre	3.544	226	3.498	2.190	346	3.527	1.205	7.268	...
2 ^e trimestre	3.280	20	3.077	1.185	1.421	3.298	473	6.377	...
1967 Décembre	2.524	1.180	3.010	1.519	...	3.797	1.398	6.714	...
1968 Janvier	2.630	1.615	3.239	1.784	...	5.200	500	7.484	...
Février	1.902	1.819	3.236	2.523	...	3.651	783	6.957	...
Mars	3.235	1.263	3.121	1.873	...	4.886	860	7.619	...
Avril	2.445	1.997	2.421	2.406	...	3.286	1.171	6.863	...
Mai	1.798	1.412	3.425	2.604	98	3.066	867	6.635	...
Juin	2.389	1.432	2.994	2.056	188	3.365	1.206	6.815	...
Juillet	1.702	2.364	2.368	2.819	149	1.696	1.770	6.434	...
Août	1.622	1.606	2.918	2.348	61	2.649	1.088	6.146	...
Septembre	2.456	1.613	2.822	2.399	708	2.576	1.208	6.891	...
Octobre	1.186	2.019	2.523	2.511	79	1.780	1.358	5.728	...
Novembre	1.732	1.177	3.237	2.660	118	2.174	1.194	6.146	...
Décembre	2.452	438	3.341	2.108	235	2.675	1.213	6.231	...
1969 Janvier	1.584	545	3.354	2.432	201	2.111	739	5.483	...
Février	4.497	125	3.478	2.330	211	4.776	783	8.100	...
Mars	4.644	...	3.657	1.820	613	3.817	2.051	8.301	...
Avril	3.033	...	3.696	1.085	992	3.630	1.022	6.729	...
Mai	3.235	58	3.016	1.399	1.776	2.911	223	6.309	...
Juin	3.573	...	2.522	1.064	1.484	3.365	182	6.095	...
Juillet	2.142	65	2.783	1.130	936	1.749	1.175	4.990	...
Août	2.349	32	3.611	1.051	2.940	1.795	206	5.992	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Depuis cette même date, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.

Les capitaux qui sont occasionnellement empruntés par certains organismes et reprêtés par eux le même jour, sont recensés comme des prêts des prêteurs initiaux et des emprunts des emprunteurs ultimes. En vue d'éviter un double emploi, il est fait abstraction des emprunts et des prêts des organismes qui ont agi comme intermédiaires.

1 Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

2 Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

3 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

4 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTEES PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de période ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'Institut de Récompte et de Garantie ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la Banque Nationale de Belgique ⁴ (4)	
1964	47,4	1,2	15,6	5,3	69,5
1965	56,6	1,9	14,9	4,0	77,4
1966	62,6	0,8	15,6	8,8	87,8
1967	74,3	2,5	17,4	6,7	100,9
1968	86,6	1,7	21,2	10,8	120,3
1964 2 ^e trimestre	46,7	1,3	17,5	4,5	70,0
3 ^e trimestre	46,5	1,4	14,6	8,1	70,6
4 ^e trimestre	51,4	1,0	14,1	4,5	71,0
1965 1 ^{er} trimestre	55,0	1,5	15,2	2,2	73,9
2 ^e trimestre	55,1	1,7	15,8	3,4	76,0
3 ^e trimestre	56,2	2,8	13,9	4,8	77,7
4 ^e trimestre	59,9	1,8	14,8	5,7	82,2
1966 1 ^{er} trimestre	59,5	1,4	17,0	7,0	84,9
2 ^e trimestre	61,2	0,7	16,4	8,8	87,1
3 ^e trimestre	62,3	0,4	14,8	10,1	87,6
4 ^e trimestre	67,5	0,6	14,3	9,2	91,6
1967 1 ^{er} trimestre	70,0	1,5	16,9	8,1	96,5
2 ^e trimestre	74,3	0,6	17,8	7,6	100,3
3 ^e trimestre	73,4	3,8	17,4	6,5	101,1
4 ^e trimestre	79,6	4,0	17,5	4,7	105,8
1968 1 ^{er} trimestre	84,8	2,6	19,9	7,5	114,8
2 ^e trimestre	87,9	1,7	21,6	7,6	118,8
3 ^e trimestre	86,5	1,5	21,8	11,9	121,7
4 ^e trimestre	87,3	1,2	21,4	16,0	125,9
1969 1 ^{er} trimestre	84,7	1,6	21,5	22,7	130,5
2 ^e trimestre	88,1	1,9	20,0	27,1	137,1

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les parafinanciers d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au récompte de la Banque Nationale.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la Banque Nationale.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme		Autres opérations ¹		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1966	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1967	39	3	200	1.383	406	1.386	606	637	128	2.023	734
1968	39	3	220	1.707	474	1.709	695	835	146	2.544	841
1967 4 ^e trimestre	39	3	214	1.616	430	1.619	644	716	135	2.335	779
1968 1 ^{er} trimestre	39	3	254	1.640	416	1.643	670	761	135	2.404	805
2 ^e trimestre	39	3	215	1.678	455	1.681	670	818	139	2.499	809
3 ^e trimestre	39	3	221	1.647	480	1.650	701	829	143	2.479	844
4 ^e trimestre	39	2	191	1.861	547	1.863	738	930	166	2.793	904
1969 1 ^{er} trimestre	39	3	234	1.854	559	1.857	793	998	166	2.855	959
2 ^e trimestre	39	2	181	1.959	571	1.961	752	1.137	171	3.098	923
1968 Février	39	3	232	1.581	409	1.584	641	745	130	2.329	771
Mars	39	3	246	1.602	400	1.605	646	759	132	2.364	778
Avril	39	3	232	1.696	443	1.699	675	835	139	2.534	814
Mai	39	3	221	1.761	458	1.764	679	851	146	2.615	825
Juin	39	2	191	1.578	464	1.580	655	768	133	2.348	788
Juillet	39	3	230	1.781	533	1.784	763	902	154	2.686	917
Août	39	3	199	1.512	432	1.515	631	755	131	2.270	762
Septembre	39	3	235	1.648	475	1.651	710	830	145	2.481	855
Octobre	39	3	212	1.906	566	1.909	778	955	177	2.864	955
Novembre	39	2	174	1.643	512	1.645	686	830	146	2.475	832
Décembre	39	2	188	2.034	562	2.036	750	1.006	174	3.042	924
1969 Janvier	39	3	163	1.939	623	1.942	791	1.009	173	2.951	964
Février	39	2	267	1.745	535	1.747	802	942	163	2.689	965
Mars	39	3	267	1.878	519	1.881	786	1.043	161	2.924	947
Avril	39	2	182	1.987	517	1.989	699	1.144	162	3.133	861
Mai	39	2	179	1.856	582	1.858	761	1.080	162	2.938	923
Juin	39	2	182	2.033	613	2.035	795	1.189	191	3.224	986
Juillet	39	2	158	2.101	600	2.103	758	1.225	185	3.328	943

¹ Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXX^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acception aux entreprises et particuliers et à l'étranger ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte							Avances en compte courant et prêts sur *					
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 366 jours 1	autres effets publics 2		
		d'importations	d'exportations		domiciliées en banque	non domiciliées en banque							
1962 22 mars	4, —	4, —	3, —	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4, —	4,50	5,25		
9 août	3,75	3,75	3, —	4,25	4,50	5, —	5, —	2,25	3,75	4,25	5, —		
6 décembre ..	3,50	3,50	2,75	4, —	4,50	5, —	5, —	—	3,50	4, —	5, —		
1963 18 juillet	4, —	4, —	3,25	4,50	5, —	5,50	5,50	—	4, —	4,50	5,50		
31 octobre ...	4,25	4,25	3,75	5, —	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25		
1964 4 février	4,25	4,25	3,75	5, —	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50		
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5, —	5,50	6,50		
18 décembre ..	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,25	5,75	6,50		
1966 2 juin	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	5,75	6,25	7, —		
27 octobre ...	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6, —	6,25	7, —		
1967 2 février	5, —	5, —	4,50	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6, —	6,25	6,75		
23 mars	4,75	4,75	4,25	5,50	6, —	6,50	6,50	—	6, —	6,25	6,50		
20 avril	4,75	4,75	4,25	5,50	6, —	6,50	6,50	—	5,75	6, —	6,50		
11 mai	4,50	4,50	4, —	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25		
14 septembre ..	4,25	4,25	3,75	5, —	5,50	6, —	6, —	—	5,25	5,50	6, —		
26 octobre ...	4, —	4, —	3,50	4,75	5,25	5,75	5,75	—	5, —	5,25	5,75		
1968 7 mars	3,75	3,75	3,25	4,50	5, —	5,50	5,50	—	4,75	5, —	5,50		
19 décembre ..	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25		
1969 1 janvier ...	4,50	4,50	pays de la C.E.F.	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25
			autres pays										
6 février	4,50	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,75	6,00	6,25	
6 mars	5,00	5,00	5,00	4,50	5,75	6,25	7,00	7,00	—	6,50	6,75	7,00	
10 avril	5,50	5,50	5,50	5,00	6,25	6,75	7,50	7,50	—	7,00	7,25	7,50	
29 mai	6,00	6,00	6,00	5,50	6,75	7,25	8,00	8,00	—	7,50	7,75	8,00	
31 juillet	7,00			9,00				—	8,50	8,75	9,00		
18 septembre	7,50			9,50				—	9,00	9,25	9,50		

* Quotité de l'avance au 18 septembre 1969

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours 1 ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

1 Durée maximum portée à 374 jours à partir du 20 décembre 1967.

2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Moyennes ¹		Certificats de trésorerie à très court terme ²			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes ³		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ⁷			
		A fin de période						6 mois	9 mois	12 mois	
		1 mois	2 mois	3 mois	4 6	5 6					
1962	2,14										
1963	2,31										
1964	3,35	1965	4,10	4,40	4,75	5,15	5,04	1965 14 déc.	5,30	5,45	5,50
1965	3,17	1966	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1966 13 déc.	6,05	6,10	6,25
1966	3,88	1967	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15
1967	3,19	1968	4,00	4,50	5,00	5,25	4,44	1968 10 déc.	5,25	5,30	5,30
1968	2,84										
1968 Août	2,79	1968 Août ..	2,95	3,35	3,75	4,25	4,25	1968 10 sept.	4,75	*	4,75
Septembre	2,80	Sept. ..	3,00	3,40	3,80	4,35	4,32	8 oct.	4,85	4,90	4,90
Octobre	3,04	Oct. ...	3,10	3,60	4,10	4,50	4,43	12 nov.	5,00	5,10	5,10
Novembre	3,23	Nov. ...	3,50	4,00	4,50	4,80	4,71	10 déc.	5,25	5,30	5,30
Décembre	3,36	Déc. ...	4,00	4,50	5,00	5,25	4,91	1969 14 jan.	5,45	5,50	5,50
1969 Janvier	3,90	1969 Janv. .	4,40	4,90	5,40	5,60	5,44	11 fév.	5,90	*	5,90
Février	3,16	Févr. ..	4,70	5,20	5,70	5,90	5,80	11 mars	6,10	*	*
Mars	3,47	Mars .	5,50	5,75	6,00	6,20	6,14	8 avril	6,35	*	6,35
Avril	3,75	Avril .	5,50	5,80	6,10	6,30	6,27	13 mai	6,50	6,70	6,70
Mai	4,25	Mai ...	5,55	5,90	6,25	6,45	6,35	10 juin	6,65	*	*
Juin	4,28	Juin ..	5,85	6,20	6,55	6,80	6,63	8 juill.	7,00	*	7,10
Juillet	6,39	Juillet .	6,50	7,00	7,50	7,75	7,47	12 août	8,00	*	*
Août	7,10	Août ..	6,75	7,25	7,75	8,00	7,85	9 sept.	8,30	*	8,30

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti », mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce Protocole.) Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

³ Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8090). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 3,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1^{er} janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1^{er} janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

⁴ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

⁵ Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires de l'année ou du mois.

⁶ Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

⁷ Jusqu'à la fin de 1963, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

* Pas d'adjudication.

XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à				
	vue	15 jours de préavis ²	Terme ²		
			1 mois	3 mois	6 mois
1959 8 janvier	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95
1960 1 ^{er} janvier	0,50	1,05	1,90	3,00	3,10
4 août	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60
1961 24 août	0,50	1,50	2,65	3,30	3,45
28 décembre	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30
1962 18 janvier	0,50	1,15	2,15	3,00	3,15
26 mars	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90
9 août	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70
1963 6 novembre	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50
1964 23 mars	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80
13 juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00
1966 1 ^{er} juillet	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30
1967 1 ^{er} mai	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10
1968 1 ^{er} janvier	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00
8 avril	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50
1969 15 février	0,50	1,25	2,70	3,50	4,00
1 ^{er} avril	0,50	1,50	3,20	4,00	4,50
10 juin	0,50	2,00	4,00	4,75	5,25
1 ^{er} septembre	0,50	2,50	4,50	5,25	5,50

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Dates des changements	1 ^{re} tranche 1		2 ^e tranche 2	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
1960 1 ^{er} janvier	3,00	0,30	2,00	0,20
1963 1 ^{er} janvier	2,75	0,275	2,00	0,20
1 ^{er} mai	3,00	0,30	2,00	0,20
1964 1 ^{er} janvier	3,00	0,40	2,00	0,30
1965 1 ^{er} janvier	3,00	0,50	2,00	0,40
1969 16 avril	3,00	0,75	2,00	0,60
10 juin	3,00	1,00	2,00	1,00

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à : 250.000 F pour la période du 1-1-1958 au 31-12-1964; 350.000 F pour la période du 1-1-1965 au 31-12-1966; 500.000 F à partir du 1-1-1967.

² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au 1.

³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret durant l'année civile entière (à partir de 1965 : entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année).

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 ^{er} décembre 1962					Emprunts émis après le 1 ^{er} décembre 1962					
	Dette unifiée (rendement eu égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans 1		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée) 2	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans 1		Taux moyen pondéré 2
		Etat	Paracat-tiques et villes	Etat	Paracat-tiques et villes		Etat	Paracat-tiques et villes			
									4 % 1 ^{re} s.	3,50 à 5,50 %		3 à 5,50 %	4,75 à 5,50 %	3 à 5,50 %	6,25 à 6,75 %	5,50 à 6,25 %	5 à 7 %	3 à 7 %
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85	—	—	—	—	—
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—	—	—
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—	—	—
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—	—	—
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—	—	—
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	—	—	5,98	5,95	5,98
1965	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,83	—	—	6,43	6,55	6,47
1966	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	—	—	6,45	6,54	6,49
1967	4,07	5,83	5,82	5,85	5,84	5,84	—	—	6,76	6,81	6,80
1968 Juin	4,06	5,35	5,15	5,50	5,69	5,42	6,54	6,47	6,44	6,57	6,52
Juillet	4,06	5,49	5,22	5,41	5,64	5,48	6,59	6,52	6,52	6,59	6,57
Août	4,06	5,38	5,17	5,45	5,63	5,42	6,52	6,48	6,45	6,59	6,52
Septembre	4,06	5,58	5,21	5,49	5,64	5,52	6,63	6,58	6,58	6,59	6,60
Octobre	4,06	5,68	5,31	5,66	5,70	5,62	6,58	6,59	6,58	6,64	6,62
Novembre	4,06	5,65	5,28	5,64	5,71	5,59	6,59	6,61	6,59	6,66	6,63
Décembre	4,06	5,71	5,25	5,56	5,73	5,61	6,60	6,62	6,63	6,69	6,67
1969 Janvier	4,06	5,82	5,37	5,58	5,76	5,69	6,61	6,62	6,65	6,71	6,69
Février	4,06	5,87	5,45	5,64	5,81	5,74	6,65	6,63	6,71	6,75	6,74
Mars	4,06	5,94	5,56	5,66	5,86	5,80	6,69	6,72	6,76	6,79	6,79
Avril	4,06	6,01	5,58	5,68	5,91	5,86	6,68	6,71	6,84	6,84	6,85
Mai	4,06	6,44	5,85	5,90	6,04	6,15	6,83	6,78	7,06	7,07	7,06
Juin	4,07	6,49	6,03	5,94	6,18	6,24	6,73	6,92	7,19	7,21	7,18
Juillet	4,07	6,50	6,13	5,95	6,16	6,26	6,72	6,99	7,16	7,38	7,23
Août	4,07	6,55	6,23	5,96	6,16	6,29	6,68	6,82	7,22	7,41	7,26
Septembre	4,07	6,58	6,28	6,00	6,28	6,35	6,76	6,80	7,37	7,55	7,41

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (rem-boursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

1 Non compris les emprunts perpétuels. — 2 Y compris les emprunts de sociétés à plus de 5 ans.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 »; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) »; XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché moné-taire »; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique »; XXXVII^e année, vol. I, nos 8 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSIONS ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse		
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	
Taux en vigueur au 31-12-1959		4,—		4,—		4,—		4,—		3,50		3,50		2		2,—	
1960 Août			12	3,—													
Octobre ..					6	3,50	27	5,50									
Novembre ..	11	4,—															
Décembre ..							8	5,—									
1961 Janvier	20	3,50															
Mai	5	3,—															
Juillet							25	7,—									
Octobre ..							5	6,50									
Novembre .							2	6,—									
1962 Mars							8	5,50									
Mars							22	5,—									
Avril							26	4,50			25	4,—					
Juin													26	6,—			
Septembre .													10	5,50			
Octobre ..													12	5,—			
Novembre .													13	4,—			
1963 Janvier ...								3	4,—			8	3,50				
Mai													6	3,50			
Juillet			17	3,50													
Août													11	4,—			
Novembre .					14	4,—											
1964 Janvier ...											6	4,—					
Février ...								27	5,—								
Juin											4	4,50					
Juillet															3	2,50	
Novembre .			24	4,—				23	7,—				23	4,25			
1965 Janvier ...	22	3,50															
Avril					9	3,50											
Juin							3	6,—									
Août	13	4,—															
Décembre ..			6	4,50									6	4,75			
1966 Mars													14	5,25			
Mai	27	5,—									2	5,—					
Juillet							14	7,—							6	3,50	
1967 Janvier ...	6	4,50						26	6,50					30	5,—		
Février ...	17	4,—															
Mars								16	6,—		15	4,50		7	4,50		
Avril	14	3,50	7	4,—													
Mai	12	3,—					4	5,50									
Juillet															10	3,—	
Septembre .														28	5,—		
Octobre ..								19	6,—								
Novembre .								9	6,50								
Novembre .			20	4,50				18	8,—					20	6,—		
1968 Janvier ...														22	7,—		
Mars			22	5,—				21	7,50					15	7,50		
Avril			19	5,50										2	7,—		
Juillet					4	5,—								29	6,50		
Juillet																	
Août			30	5,25				19	7,—					3	6,—		
Septembre .																	
Novembre .					13	6,—											
Décembre ..			18	5,50									20	5,—	18	6,50	
1969 Février ...								27	8,—								
Mars														3	7,—		
Avril	18	4,—	4	6,—							9	5,50					
Juin	20	5,—			13	7,—								11	7,50		
Juillet														16	8,—		
Août									1	5,— ³							
Septembre .	11	6,—							14	5,50 ⁴	4	6,00				15	3,75

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Federal Reserve Bank of New York.

2 Entre le 1-11-1956 et le 26-6-1962, le taux de la Banque du Canada était ajusté une fois par semaine en fonction de l'évolution du taux moyen des bons du Trésor.

3 Le taux de 8,5 % qui était en vigueur du 7 juin 1958 au 30 juin 1969 pour toutes les opérations, est maintenu pour les établissements de crédit qui auront fait recours au réescompte pour un montant inférieur aux cinq pour cent de leurs réserves bancaires obligatoires, pendant le semestre de calendrier précédant celui de l'opération. A partir du 1er juillet 1969, le taux d'escompte s'appliquant aux établissements de crédit qui auront dépassé cette limite est majoré de 1,50 pour cent.

4 A partir du 14 août 1969 la majoration de 1,50 pour cent s'applique à un taux d'escompte de base de 4 % au lieu de 3,50 %.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

(Ancienne présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre
ACTIF				
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	17.448	20.665	22.415	23.824
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	2.627	3.370	4.716	5.200
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	2.263	3.096	4.405	4.926
<i>Autres opérations</i>	364	274	311	274
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	630	589	1.471	1.471
Monnaies divisionnaires	28	24	22	30
Comptes courants postaux	911	920	1.135	1.221
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.316	3.546	1.682	3.427
Portefeuille d'escompte	20.007	18.606	19.053	16.010
Effets représentatifs de crédits à court terme :				
<i>Effets escomptés sur la France</i>	7.030	6.173	6.925	7.038
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i> .....	...	...	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> ⁴	575	669	612	141
<i>Obligations cautionnées</i> .....	—	...	...	1.332
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :				
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	12.402	6.819	6.188	4.050
<i>Autres crédits à moyen terme</i> .....	...	4.945	5.328	3.449
Effets négociables achetés en France ⁵ ...	3.220	4.546	6.183	8.840
Avances à 30 jours sur effets publics ...	72	32	5	12
Avances sur titres	71	88	91	99
Avances sur or .....	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	1.656	1.689	1.465	1.368
Divers	1.468	1.497	1.142	1.373
Total ...	61.226	65.344	69.152	72.647
PASSIF				
Engagements à vue :				
Billets au porteur en circulation	55.781	59.544	64.170	67.627
Comptes créditeurs	3.479	3.668	3.272	3.066
<i>Comptes courants du Trésor public</i> ...	1	...	...	...
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	238	426	169	226
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i> ...	1.789	1.807	1.721	1.345
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.451	1.435	1.382	1.495
Capital de la Banque	250	250	250	250
Divers	1.716	1.882	1.460	1.704
Total ...	61.226	65.344	69.152	72.647

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 8 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

(Nouvelle présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1968 4 juillet	1969 10 juillet	1968 8 août	1969 7 août
ACTIF						
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	25.618	16.356	21.008	13.788	19.214	13.282
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	4.683	1.216	1.432	1.216	1.471	1.216
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	4.423	1.216	1.216	1.216	1.216	1.216
<i>Autres opérations</i>	260	...	216	...	255	...
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	1.380	1.290	1.290	1.199	1.290	1.199
Monnaies divisionnaires	7	32	20	23	27	33
Comptes courants postaux	1.194	1.514	1.597	227	2.105	306
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.153	3.368	3.855	3.452	3.855	3.452
Portefeuille d'escompte	25.185	36.468	28.299	43.437	33.906	41.683
Mobilisation de créances sur la France						
Effets représentatifs de crédits à court terme :						
<i>Obligations cautionnées</i>	1.810	839	1.647	4.023	1.882	3.493
<i>Effets garantis par l'Office des céréa- les</i> ⁴	1.859	2.930	488	1.176	580	829
<i>Autres effets sur la France</i>	7.697	10.643	8.996	9.550	10.073	8.674
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :						
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	2.565	4.751	4.077	6.240	5.620	5.814
<i>Autres crédits à moyen terme</i>	2.249	4.335	3.227	6.515	4.865	6.659
Mobilisation de créances sur l'étranger						
<i>Effets représentatifs de crédits à court terme</i>	4.722	7.760	5.409	10.092	6.425	10.243
<i>Effets de mobilisation de créances à moyen terme</i>	4.283	5.210	4.455	5.841	4.461	5.971
Effets négociables achetés en France ⁵ ...	3.443	12.251	12.005	20.864	8.728	23.603
Avances à 30 jours sur effets publics ...	212	—	—	—	—	—
Avances sur titres	86	142	121	156	99	148
Effets en cours de recouvrement	1.638	3.375	1.126	1.213	888	1.229
Divers	1.815	5.432	2.228	1.332	3.127	1.310
Total ...	78.186	91.216	82.753	96.679	84.482	97.233

PASSIF

Engagements à vue :						
Billets au porteur en circulation	70.508	72.194	72.641	73.800	72.751	74.120
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	3.606	7.056	4.393	5.916	4.464	5.781
Autres comptes créditeurs	1.761	5.074	3.041	14.063	3.378	14.159
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	1	...	1	1	1
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	246	3.405	1.423	5.845	1.930	5.834
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.515	1.668	1.618	8.217	1.447	8.324
Capital de la Banque	250	250	250	250	250	250
Divers	2.061	6.642	2.428	2.650	3.639	2.923
Total ...	78.186	91.216	82.753	96.679	84.482	97.233

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 16 août 1938, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX . 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1965 February 28	1966 February 28	1967 February 28	1968 February 28	1968 July 10	1969 July 9	1968 August 7	1969 August 6
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-----------------	----------------	------------------	------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.638	2.788	2.888	3.038	3.188	3.278	3.238	3.324
Other Securities	1	1	1	1	1	11	1	15
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.650	2.800	2.900	3.050	3.200	3.300	3.250	3.350
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.650	2.800	2.900	3.050	3.200	3.300	3.250	3.350

Notes Issued :								
In Circulation	2.604	2.784	2.869	3.016	3.168	3.282	3.194	3.338
In Banking Department	46	16	31	34	32	18	56	12
Total ...	2.650	2.800	2.900	3.050	3.200	3.300	3.250	3.350

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	233	380	458	526	479	453	410	429
Other Securities :								
Discounts and Advances	72	70	93	88	98	121	185	153
Securities	26	28	27	31	35	87	31	47
Notes	46	16	31	34	32	18	56	12
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	378	495	610	680	645	680	683	642

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	4	4	4	4
Public Deposits	11	13	12	13	10	12	11	13
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	—	97	201	218	218	221	221	226
Other Deposits :								
Bankers	262	272	268	302	266	282	295	248
Other Accounts	86	94	110	128	134	146	137	136
Total ...	378	495	610	680	645	680	683	642

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1965 December 31	1966 December 31	1967 December 31	1968 December 31	1968 July 10	1969 July 9	1968 August 7	1969 August 6
ASSETS								
Gold certificate account	13.436	12.674	11.481	10.026	10.025	10.027	10.026	10.027
Cash	129	298	360	207	402	172	357	154
Discounts and advances	137	173	141	188	363	659	514	1.152
Acceptances :								
Bought outright	75	69	75	58	58	41	54	41
Held under repurchase agreement	112	124	89	...	...	...	74	46
Federal agency obligations :								
Held under repurchase agreement	—	34	38	...	...	...	44	70
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	9.100	11.803	15.975	18.756	18.188	19.019	18.310	19.442
Certificates .....	...	4.351	...	...	...	...	...	...
Notes	24.828	21.302	26.918	28.706	27.746	30.553	27.746	30.553
Bonds	6.550	6.199	6.087	5.475	6.104	4.143	6.104	4.143
Total bought outright ...	40.478	43.655	48.980	52.937	52.038	53.715	52.160	54.138
Held under repurchase agreement	290	627	132	...	...	...	594	673
Total U.S. Government securities ...	40.768	44.282	49.112	52.937	52.038	53.715	52.754	54.811
Total loans and securities	41.092	44.682	49.455	53.183	52.459	54.415	53.440	56.120
Cash items in process of collection	6.915	7.879	8.465	9.417	7.849	9.811	7.611	9.102
Bank premises	103	107	112	113	114	114	113	114
Other assets	977	1.418	2.153	2.894	2.296	2.602	2.069	2.502
Total assets ...	62.652	67.058	72.026	75.840	73.145	77.141	73.616	78.019

LIABILITIES								
Federal Reserve notes	37.074	39.339	41.642	44.726	42.548	45.323	42.364	45.133
Deposits :								
Member bank reserves	18.447	19.794	20.999	21.773	21.047	20.764	22.235	22.698
U.S. Treasurer - general account	668	416	1.123	703	897	1.104	358	585
Foreign	150	174	135	216	155	139	214	153
Other	355	588	663	747	466	487	467	468
Total deposits ...	19.620	20.972	22.920	23.439	22.565	22.494	23.274	23.904
Deferred availability cash items	4.667	5.369	5.972	6.020	6.157	7.218	6.095	6.834
Other liabilities and accrued dividends ...	189	238	296	395	367	465	386	512
Total liabilities ...	61.550	65.918	70.830	74.580	71.637	75.500	72.119	76.383

CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	551	570	598	630	617	661	618	662
Surplus	551	570	598	630	598	630	598	630
Other capital accounts .....	...	...	...	...	293	350	281	344
Total liabilities and capital accounts ...	62.652	67.058	72.026	75.840	73.145	77.141	73.616	78.019
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	144	191	156	109	106	159	128	161

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK

(miljoenen guldens)

	1965 31 december	1966 31 december	1967 31 december	1968 31 december	1968 8 juli	1969 7 juli	1968 5 augustus	1969 4 augustus
ACTIVA								
Goud	6.327	6.234	6.166	6.115	6.113	6.136	6.112	6.136
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	1.096	1.119	2.023	984	881	1.109	876	1.268
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	44	53	50	19	282	1	290	5
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	7	78	203	211	85	128	100	142
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	704	1.139	895	1.613	1.619	1.303	1.452	1.268
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	157	234	283	418	493	937	200	948
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	30	22	20	28	11	29	22	26
Belegging van kapitaal en reserves	164	162	183	226	229	264	228	264
Gebouwen en inventaris .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen	15	20	24	21	14	9	14	8
Totaal ...	8.544	9.061	9.847	9.635	9.727	9.916	9.294	10.065

PASSIVA

Bankbiljetten in omloop	7 682	8.245	8.558	8.703	8.886	9.257	8.539	9.236
Bankassigaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	525	437	873	472	428	73	328	135
's Rijks schatkist	394	326	775	394	338	10	261	70
Banken in Nederland	91	76	43	31	20	15	18	12
Andere ingezetenen	40	35	55	47	70	48	49	53
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	64	56	57	61	58	214	50	305
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	57	50	48	42	50	201	43	296
Andere niet-ingezetenen	7	6	9	19	8	13	7	9
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	13	13	13	7	9	7	9	6
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	163	171	209	244	209	244	209	244
Diverse rekeningen	77	119	117	128	117	101	139	119
Totaal ...	8.544	9.061	9.847	9.635	9.727	9.916	9.294	10.065

N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte muntbiljetten

71	72	34	24	27	20	27	20
----	----	----	----	----	----	----	----

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1965 dicembre	1966 dicembre	1967 dicembre	1968 dicembre	1968 giugno	1969 giugno	1968 luglio	1969 luglio
Oro in cassa	1.502	1.509	1.500	1.827	1.671	1.835	1.686	1.835
Cassa ¹	24	35	44	37	34	32	36	39
Portafoglio ²	720	939	1.243	1.333	977	1.378	977	1.349
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	311	664	1.209	1.337	1.194	1.426	838	1.036
Prorogati pagamenti	93	95	...	...	4	...	...	...
Ufficio italiano dei cambi	1.982	2.129	2.474	2.086	2.255	1.885	2.267	1.939
Disponibilita in divisa all'estero .....	...	—	—	...	...	...	...	...
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	405	619	747	1.035	706	1.279	750	1.444
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	211	241	365	531	381	680	380	701
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	377	339	339	339	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria	913	537	166	287	376	78	528	140
Servizi diversi per conto dello Stato	33	59	61	91	45	70	65	112
Spese	102	133	157	179	90	100	94	104
Totale attivo ...	6.673	7.299	8.305	9.082	8.072	9.102	7.960	9.038
Circolazione dei biglietti ⁵	4.283	4.595	5.126	5.390	4.780	5.113	4.843	5.262
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	41	62	52	110	36	34	43	49
Conti correati liberi	157	172	256	186	149	152	59	56
Conti correnti vincolati	1.738	1.933	2.162	2.425	2.302	2.689	2.327	2.614
Creditori diversi	340	391	537	775	700	996	578	935
C/c servizio tesoreria .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	7	8	9	9	9	10	9	10
Fondo di riserva straordinario	4	5	6	7	6	7	6	7
Rendite	103	133	157	180	90	101	95	105
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—	—	—	—	—
Totale passivo e patrimonio ...	6.673	7.299	8.305	9.082	8.072	9.102	7.960	9.038
Depositanti di titoli e valori	4.991	6.338	7.340	8.089	7.718	9.275	7.122	9.113
1 Comprese monete di Stato	1	22	24	14	17	19	17	16
2 Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	387	414	441	506	457	527	492	530
— istituti speciali	293	314	335	324	345	333	306	337
3 Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	308	661	1.208	1.332	1.189	1.417	832	1.030
— privati	1	1	1	6	1	9	7	6
4 Compresi BOT	107	108	153	80	117	260	102	368
5 Compresi biglietti presso il Tesoro	2	1	2	2	2	n.d.	2	n.d.
6 Compresi vaglia e assegni	22	27	28	20	20	18	20	22

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1965 31. Dezember	1966 31. Dezember	1967 31. Dezember	1968 31. Dezember	1968 5. Juli	1969 7. Juli	1968 7. August	1969 7. August
AKTIVA								
Gold	17.371	16.905	16.647	17.881	16.990	17.974	17.140	17.972
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	8.111	9.775	10.353	11.503	9.599	11.608	9.116	12.398
Sonstige Geldanlagen im Ausland und Forderungen an das Ausland	—	—	1.000	3.715	2.200	4.200	2.200	4.214
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	892	1.084	1.953	3.134	2.350	2.135	2.221	1.820
Deutsche Scheidemünzen	130	166	200	191	239	188	234	174
Postcheckguthaben	409	425	418	470	222	194	244	216
Inlandswechsel	4.650	5.031	2.922	2.139	3.301	6.957	2.546	7.564
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen	345	711	...	5	10	100	...	...
Lombardforderungen	696	938	950	875	61	958	28	1.066
Kassenkredite	1.408	1.164	2.220	1.344	...	2	6	240
Wertpapiere	1.151	1.095	2.317	1.688	2.235	1.208	1.969	1.111
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	7.617	7.804	6.438	6.148	6.792	6.214	6.386	6.077
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	3.001	3.741	3.639	4.053	4.075	3.731	3.999	3.718
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	2.285	2.462	1.534	783	1.286	722	1.286	722
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	3.344	3.256	2.448	3.969	4.330	3.548	4.341	3.559
<i>darunter : a) an I.W.F.</i>	1.390	1.390	670	2.082	2.454	1.824	2.454	1.824
<i>b) an Weltbank</i>	1.446	1.446	1.447	1.644	1.545	1.481	1.644	1.580
<i>c) aus der Abwicklung der E.Z.U.</i>	508	420	331	243	331	243	243	155
Sonstige Aktiva	433	357	830	813	517	633	453	593
	51.843	54.914	53.869	58.711	54.207	60.372	52.169	61.444
PASSIVA								
Banknotenumlauf	29.455	30.770	31.574	32.499	31.202	32.618	30.439	32.781
Einlagen von	18.671	19.784	17.628	21.255	18.358	22.586	16.906	23.172
<i>Kreditinstituten</i>	16.241	17.386	15.179	17.579	14.383	18.457	13.867	20.554
<i>Öffentlichen Einlegern</i>	2.165	2.109	2.115	3.299	3.706	3.805	2.780	2.334
<i>Andere inländischer Einlegern</i>	265	289	334	377	269	324	259	284
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	452	552	643	365	525	445	542	675
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	418	494	506	322	488	365	510	643
<i>Sonstige</i>	34	58	137	43	37	80	32	32
Rückstellungen	1.475	1.690	1.925	2.110	2.110	2.570	2.110	2.570
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	861	963	1.080	1.180	1.180	1.280	1.180	1.280
Sonstige Passiva	639	863	729	1.012	542	583	702	676
	51.843	54.914	53.869	58.711	54.207	60.372	52.169	61.444

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1968 5 juillet	1969 7 juillet	1968 7 août	1969 7 août
ACTIF								
Encaisse or	13.164	12.297	13.370	11.356	11.258	11.436	11.253	11.436
Devises	853	2.060	1.987	5.601	1.381	1.344	1.415	1.250
Bons du Trésor étrangers en FS	432	432	432	1.442	867	1.722	1.442	1.851
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	429	519	174	108	390	—	391	—
Portefeuille effets sur la Suisse	139	158	142	288	90	146	95	116
<i>Effets de change</i>	130	141	142	281	90	120	95	116
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i>	9	17	...	7	...	26	...	...
Avances sur nantissement	39	109	86	160	29	115	22	74
Titres	93	182	182	181	181	175	181	175
<i>pouvant servir de couverture</i>	2	...	9	17	17	34	17	34
<i>autres</i>	91	182	173	164	164	141	164	141
Correspondants :	81	97	87	122	65	53	46	61
<i>en Suisse</i>	66	82	72	100	31	33	19	27
<i>à l'étranger</i>	15	15	15	22	34	20	27	34
Autres postes de l'actif	33	68	59	57	63	80	70	79
Total ...	15.263	15.922	16.519	19.315	14.324	15.071	14.915	15.042
PASSIF								
Fonds propres	57	58	59	60	60	61	60	61
Billets en circulation	10.043	10.651	11.327	12.047	10.696	11.274	10.497	11.132
Engagements à vue	3.215	3.431	4.145	6.414	2.676	2.739	3.461	2.836
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	3.005	2.982	3.811	5.776	2.238	2.293	2.872	2.271
<i>Autres engagements à vue</i>	210	449	334	638	438	446	589	565
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés	1.035	1.035	—	—	—	—	—	—
Engagements à terme	602	389	550	233	375	319	375	319
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	20	2	—	—	—	—	—	—
Autres postes du passif	291	356	438	561	517	678	522	694
Total ...	15.263	15.922	16.519	19.315	14.324	15.071	14.915	15.042

Références bibliographiques : International Financial Statistics (F.M.I.) — Banque de France : « Compte rendu des opérations ». — Report of the Bank of England. — Federal Reserve Bulletin. — De Nederlandsche Bank : Verslag over het boekjaar. — Banca d'Italia : Bollettino. — Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank. — Banque Nationale Suisse (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	31 décembre 1967	31 décembre 1968	30 juin 1968	30 juin 1969	31 juillet 1968	31 juillet 1969
I. Or en lingots et monnayé	2.720	4.057	3.827	4.081	4.015	4.081
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue .	38	42	41	41	49	48
III. Bons du Trésor réescomptables	1.335	70	68	7	68	7
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	72	62	71	62	71	62
V. Dépôts à terme et avances :	6.231	9.949	7.425	10.479	6.314	10.667
<i>a) à 3 mois au maximum</i>	5.755	6.004	7.085	7.512	6.050	8.086
<i>b) à 3 mois au maximum (or)</i>	—	—	—	—	—	—
<i>c) de 3 à 6 mois</i>	440	} 3.945	174	} 2.967	171	} 2.581
<i>d) de 6 à 9 mois</i>	21		105		32	
<i>e) de 9 à 12 mois</i>	15		61		61	
<i>f) à plus d'un an</i>	—		—		—	
VI. Autres effets et titres :	1.941	1.563	1.965	1.559	2.093	1.853
1. Or :						
<i>a) à 3 mois au maximum</i>	295	299	354	354	358	368
<i>b) de 3 à 6 mois</i>	20	} 118	13	} 64	19	} 51
<i>c) de 6 à 9 mois</i>	77		23		13	
<i>d) de 9 à 12 mois</i>	11		19		19	
<i>e) à plus d'un an</i>	—		—		—	
2. Monnaies :						
<i>a) à 3 mois au maximum</i>	1.345	999	1.410	1.037	1.560	1.333
<i>b) de 3 à 6 mois</i>	83	} 147	118	} 104	92	} 101
<i>c) de 6 à 9 mois</i>	53		1		8	
<i>d) de 9 à 12 mois</i>	34		5		...	
<i>e) à plus d'un an</i>	23		22		24	
VII. Actifs divers	1	20	22	1	5	1
<i>Total actif ...</i>	12.338	15.763	13.419	16.230	12.615	16.719

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1967	31 décembre 1968	30 juin 1968	30 juin 1969	31 juillet 1968	31 juillet 1969
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
II. Réserves	45	75	75	105	75	105
1. Fonds de Réserve Légale	12	12	12	12	12	12
2. Fonds de Réserve Générale	23	38	38	53	38	53
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes	10	10	10	10	10	10
4. Fonds de Réserve Libre	—	15	15	30	15	30
III. Dépôts (or) :	5.032	5.543	5.254	5.371	5.262	5.341
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
b) de 9 à 12 mois	183	} 226	114	} 399	89	} 247
c) de 6 à 9 mois	—		245		121	
d) de 3 à 6 mois	52		2.685		2.546	
e) à 3 mois au maximum	3.172		2.665		2.546	
f) à vue	995	2.066	1.626	1.850	1.823	1.830
2. Autres déposants :						
a) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
b) de 9 à 12 mois	17	} —	—	} —	—	} —
c) de 6 à 9 mois	—		17		—	
d) de 3 à 6 mois	55		193		96	
e) à 3 mois au maximum	375		489		480	
f) à vue	183	489	374	480	427	505
IV. Dépôts (monnaies) :	6.228	8.241	7.185	8.753	6.217	9.537
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	13	} 1.942	10	} 1.888	10	} 1.919
b) de 9 à 12 mois	47		1		3	
c) de 6 à 9 mois	89		37		6	
d) de 3 à 6 mois	377		259		345	
e) à 3 mois au maximum	5.273	5.714	6.211	6.404	5.070	6.923
f) à vue	99	32	58	17	55	26
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	8	} 90	—	} 68	—	} —
b) de 6 à 9 mois	—		8		58	
c) de 3 à 6 mois	—		447		359	
d) à 3 mois au maximum	305		16		17	
e) à vue	17	16	22	17	15	18
V. Effets :	573	1.466	478	1.574	643	1.314
a) de 9 à 12 mois	—	} 937	—	} 849	—	} 480
b) de 6 à 9 mois	—		163		—	
c) de 3 à 6 mois	—		315		474	
d) à 3 mois au maximum	573		529		—	
—	—	—	725	169	—	834
VI. Divers	104	75	49	65	55	75
VII. Comptes de profits et pertes	—	—	—	—	—	—
VIII. Dividende payable le 1^{er} juillet	—	—	15	15	—	—
IX. Provision	231	238	238	222	238	222
<i>Total passif ...</i>	12.338	15.763	13.419	16.230	12.615	16.719

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.C.C.B.R.U.	Banque Centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.N.D.	Office National du Ducreire.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.Y.	Société Nationale des Chemins de fer vicinaux.
S.N.D.E.	Société Nationale des Distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
(e)	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	
1. Population	I - 1	1. Tableau général	VIII - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3	3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3
4. Affectation du produit national :		4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
a) Estimations à prix courants	I - 4a	b) Indices du volume	VIII - 4b
b) Indices des estimations aux prix de 1963	I - 4b	5. Orientation géographique	VIII - 5
II. — Emploi et chômage.		IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.	
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Demandes et offres d'emploi	II - 2	2. Soldes trimestriels	IX - 2
III. — Agriculture et pêche.		3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3
1. Production agricole	III - 1	X. — Marché des changes.	
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2	1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1
IV. — Industrie.		2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2
1. Indices généraux de la production industrielle	IV - 1	XI. — Finances publiques.	
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
3. Energie	IV - 3	2. Impasse de trésorerie et son financement	XI - 2
4. Métallurgie	IV - 4	3. Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture	XI - 3
5. Construction : données annuelles	IV - 5	4. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 4
6. Construction : données mensuelles	IV - 6	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7	6. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6
V. — Services.		XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
1. Transports :		1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1965	XII - 1a
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1966	XII - 1b
b) Navigation maritime	V - 1b	2. Mouvements des créances et des dettes en 1966 ...	XII - 2
c) Navigation intérieure	V - 1c	3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1965 (totaux sectoriels)	XII - 3a
2. Tourisme	V - 2	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1966 (totaux sectoriels)	XII - 3b
3. Commerce intérieur :		4. Mouvements des créances et des dettes en 1966 (totaux sectoriels)	XII - 4
a) Indices des ventes	V - 3a	XIII. — Organismes monétaires.	
b) Ventes à tempérament	V - 3b	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
VI. — Revenus.		2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1	a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
VII. — Prix et indices des prix.		c) Banques de dépôts	XIII - 2c
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1	d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2	3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	4. Stock monétaire	XIII - 4
4. Indices des prix à la consommation en Belgique ...	VII - 4	5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
		6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
		— Destination économique apparente	XIII - 6
		— Forme et localisation	XIII - 7
		8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers et des entreprises disponibles à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme .	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5
6. Encours utilisés des crédits aux entreprises et particuliers	XVII - 6

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 4
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 5
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France (ancienne et nouvelle présentation)	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses.
II - 2. — Demandes et offres d'emploi.
IV - 0. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture.
IV - 2. — Indices de la production industrielle.
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée.
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique.
VII - 4. — Indices des prix de détail et des prix à la consommation en Belgique.
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.
XI - 6. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice.
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires.
XIII - 13. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks.
XIV - 5a. — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts.
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant.

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs.
	}	Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs.
	}	Etranger, 30 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.



IMPRIMERIE
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
L'INGÉNIEUR EN CHEF DE L'IMPRIMERIE
CH. AUSSEMS
17, SQUARE DES NATIONS, BRUXELLES 5